

# **Assemblée plénière du 17 décembre 2020**



## **Rapport de présentation du Budget Primitif 2021**

# Editorial

Chers collègues,

Le projet de Budget Primitif pour 2021 s'inscrit dans un contexte marqué par une crise sanitaire et économique inédite. Face à l'urgence, la Région a répondu présente, en fixant un cap clair : protéger la population et soutenir l'emploi en investissant massivement, préparer l'avenir en amplifiant notre action, entamée depuis 2016, pour le nécessaire changement de modèle économique, qui doit mieux concilier emploi et écologie.

## **C'est un budget volontariste que nous présentons aujourd'hui.**

Volontariste, car le Plan de relance régional lancé dès 2020, se poursuivra en 2021 au profit des filières et des secteurs les plus exposés. Il s'agit de les accompagner dans cette phase critique pour conserver les emplois et les compétences et ainsi, créer les conditions favorables à un rebond rapide et durable.

Volontariste, car nous faisons le choix de poursuivre des politiques fortes en matière d'éducation, de transports, de formation, de culture car cette crise impacte le lien social indispensable. Ce sont autant de dispositifs concrets permettant de soutenir le pouvoir d'achat des familles d'Occitanie.

Volontariste car ce budget inscrit, en actes, les mesures fortes du **Green New Deal**, voté en novembre dernier, et qui s'est appuyé sur les propositions de la Convention régionale citoyenne qui a réuni durant l'automne plus de 100 citoyens d'Occitanie tirés au sort. Dans cet esprit, le « budget vert », annexé au présent rapport, affiche en toute transparence ce volontarisme régional, en cohérence avec la stratégie « Région à énergie positive » initiée dès le début de notre mandature.

Appliqué à l'ensemble des dépenses régionales (hors fonds européens et mesures d'urgence et de relance liées à la crise sanitaire et économique), le Budget Vert (démarche inédite à l'échelle régionale) démontre que 26% des crédits de paiement inscrits au projet de Budget 2021 concourent de manière très favorable (16%) ou favorable (10%) à l'action climatique, alors que seulement 4% des dépenses régionales ont un impact défavorable. A l'image de l'engagement en faveur de l'acquisition de trains à hydrogène « vert », la Région s'inscrit dans une dynamique résolument positive et volontariste, avec pour objectif, chaque année, d'avoir une part croissante de ses dépenses favorable à la lutte contre le réchauffement climatique, dans le cadre de la stratégie REPOS mise en œuvre depuis 2017.

Ces objectifs guident nos négociations en cours avec l'Etat destinées à établir le futur Contrat de Plan Etat-Région. Il en va de même pour le Programme opérationnel des fonds européens, dont la nouvelle génération concernera également la période 2021-2027, au travers le **Pacte vert pour l'Europe**.

Sur le plan financier, malgré les dispositions législatives contenues dans le Projet de loi de finances pour 2021, l'impact de la crise se manifeste par une stabilisation de nos ressources et, comme pour l'Etat et l'ensemble des collectivités locales, un endettement plus conséquent découlant de la mise en œuvre, en 2020, de Plans d'urgence et de relance massifs au profit des habitants et territoires de l'Occitanie. La situation saine des finances régionales, issue d'une gestion responsable menée depuis de nombreuses années, permet de relever ces défis tout en conservant nos capacités d'action à moyen terme.

Parce que l'année 2021 s'annonce difficile pour nos concitoyens et l'économie du pays, la Région poursuivra en 2021, son **effort historique en matière d'investissement**, l'un des plus importants de France en euro par habitant, en cohérence avec notre feuille de route **Occitanie 2040**. Ces dépenses, à hauteur de 1,4 Milliard €, seront très majoritairement financées par des ressources propres, partiellement préservées par un effort constant sur la maîtrise de nos dépenses de fonctionnement.

Enfin, nous faisons le pari d'une citoyenneté toujours plus active en capitalisant sur la diversité et l'intelligence collective issue des territoires au profit du bien commun. Les priorités définies par la **Convention citoyenne**, une démarche unique à l'échelle régionale, trouvent leur traduction dans ce projet de budget en matière d'agriculture biologique et d'éco-responsabilité, d'économie circulaire, d'offre de soins de proximité, de relocalisation des entreprises ou encore de citoyenneté active, notamment au travers la montée en puissance des budgets participatifs.

Je vous invite à contribuer, de manière sincère, respectueuse et constructive, à ce débat budgétaire qui doit nous rassembler autour de la préservation de l'intérêt régional.

**Carole DELGA**  
Ancienne Ministre  
Présidente de la Région  
Occitanie / Pyrénées-Méditerranée

## SOMMAIRE

<b>L'équilibre général du Budget Primitif 2021.....</b>	<b>5</b>
<b>Partie I : Un Budget 2021 en lien avec le Green New Deal régional</b>	<b>9</b>
<b>I - La Région accompagne la transformation de nos modes de vie.....</b>	<b>10</b>
- L'industrie, les services aux entreprises	10
- L'économie de proximité	14
- Le développement durable des territoires	17
- L'économie touristique et le thermalisme	21
- Les transports et les infrastructures	26
- L'eau et la prévention des risques	39
- Les solidarités, les services publics, la vie associative et le logement	44
- L'égalité Femmes Hommes	51
- La culture, la communication, le patrimoine, les langues catalane et occitane	53
- Le sport	57
<b>II - La Région construit un nouvel avenir et protège les habitants d'Occitanie.....</b>	<b>61</b>
- L'éducation et la jeunesse	61
- L'emploi, la formation professionnelle et l'apprentissage	67
- L'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation	79
- L'agriculture, l'agro-alimentaire et la viticulture	88
- La montagne et la ruralité	93
- La transition écologique et énergétique, la biodiversité, l'économie circulaire et les déchets	99
- L'économie bleue et le Plan Littoral 21	107
<b>III – La Région conçoit autrement ses politiques publiques.....</b>	<b>112</b>
- L'aménagement du territoire et les politiques contractuelles	112
- La politique urbaine et la politique de la ville	119
- L'international, Europe, Coopération, Autorité de gestion des fonds européens	123
➤ Focus : Budgets participatifs et priorités issues de la votation citoyenne	133
➤ Administration générale et interventions rapides	137
➤ Amortissement, reprise, neutralisation, opérations d'ordre et provisions	150
➤ Le service de la dette 2021	156
<b>Partie II : Les ressources financières inscrites au Budget Primitif 2021.....</b>	<b>161</b>
<b>Tableau général des ressources 2021</b>	<b>162</b>
- Les ressources fiscales	164
- Les dotations et concours financiers de l'Etat	172
- Les ressources diverses	176
- L'autorité de gestion des fonds européens	181
- L'autorisation d'emprunt	184
<b>Partie III : Le Budget Vert.....</b>	<b>185</b>

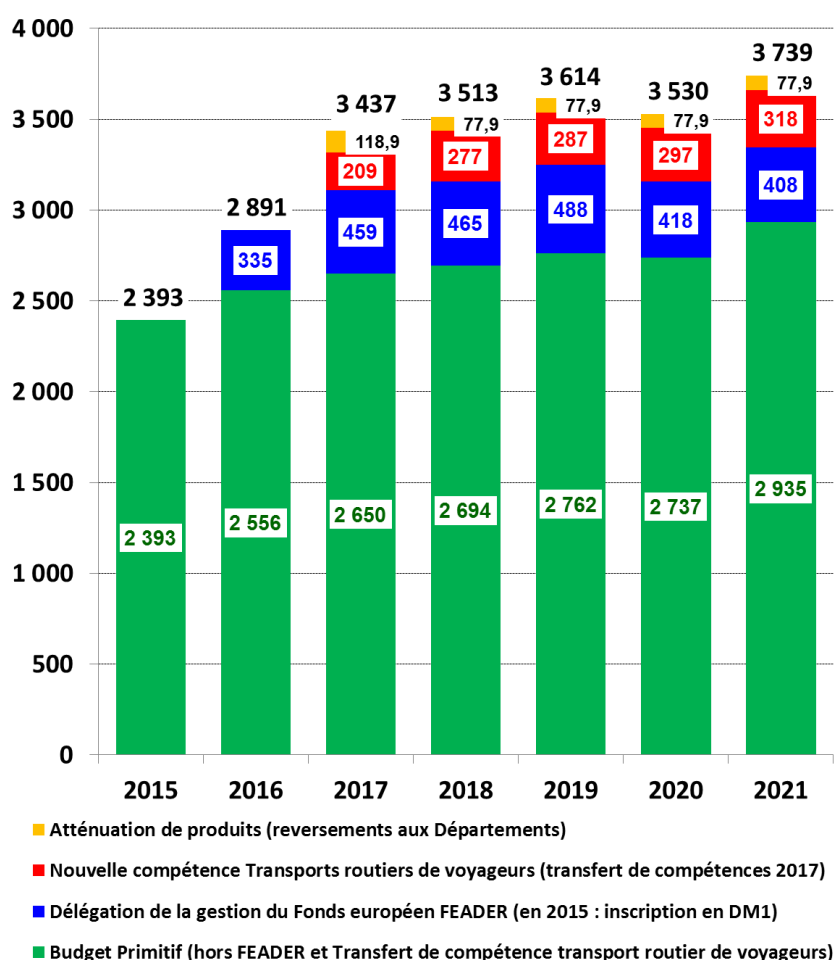
## L'équilibre général du Budget Primitif 2021

Le Budget Primitif 2021 s'élève à 3,74 Milliards €, en progression de 5,9%. Il s'inscrit dans un contexte budgétaire contraint, tant en termes de ressources, affaiblies par la crise, que par la nécessité d'agir vite et de manière significative pour lutter efficacement contre les effets néfastes de la crise sur les entreprises et l'emploi régional.

Au-delà des volumes budgétaires, le Budget 2021 intègre une approche revisitée de nos politiques publiques dans le but de favoriser l'émergence d'un **nouveau modèle de développement plus juste, résilient et plus durable au travers le « Green New Deal régional »**. Ce modèle se caractérisera par un rééquilibrage territorial et social durable. Les enjeux productifs, écologiques, énergétiques et d'aménagement convergeront vers cette stratégie générale de transformation.

Indépendamment du volontarisme régional en matière d'investissement, l'augmentation conséquente du budget régional depuis 2015 est pour l'essentiel imputable à des modifications de périmètre.

### Evolution des Budgets Primitifs depuis 2015 en M€ (hors DM)



En complément de la gestion déléguée du fonds européen FEADER et du transfert de la compétence transports routiers de voyageurs (scolaires et interurbains), d'autres évolutions de périmètre sont intervenues depuis 2015 :

- mise en œuvre, pour le compte de l'Etat, du Plan 500 000 (formation des demandeurs d'emploi) puis Plan d'investissement dans les compétences,
- transferts de compétences : CREPS, compétence économie héritée des Départements, dispositif NACRE (accompagnement création/reprise d'entreprises), trois liaisons ferroviaires TET (trains d'équilibre des territoires), Plan déchets, Orientation (Dronisep), part Etat dans la gouvernance des Pôles de compétitivité,...

A contrario, la Région a enregistré la perte de la compétence apprentissage à compter de 2020.

Par différence, l'évolution modérée des dépenses de fonctionnement à périmètre constant et le volontarisme régional en matière d'investissement sont à l'origine de la progression résiduelle.

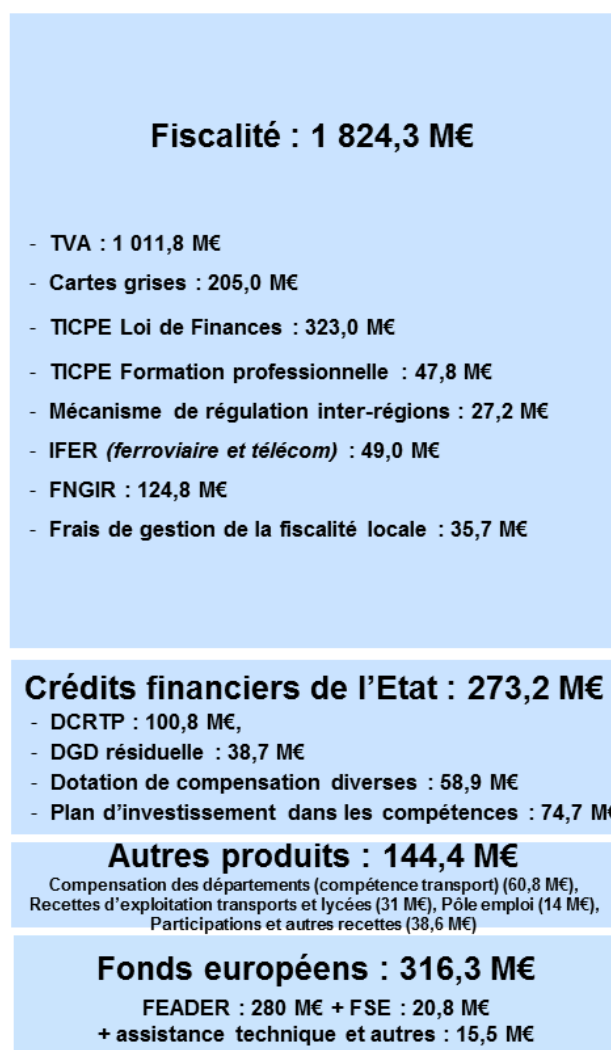
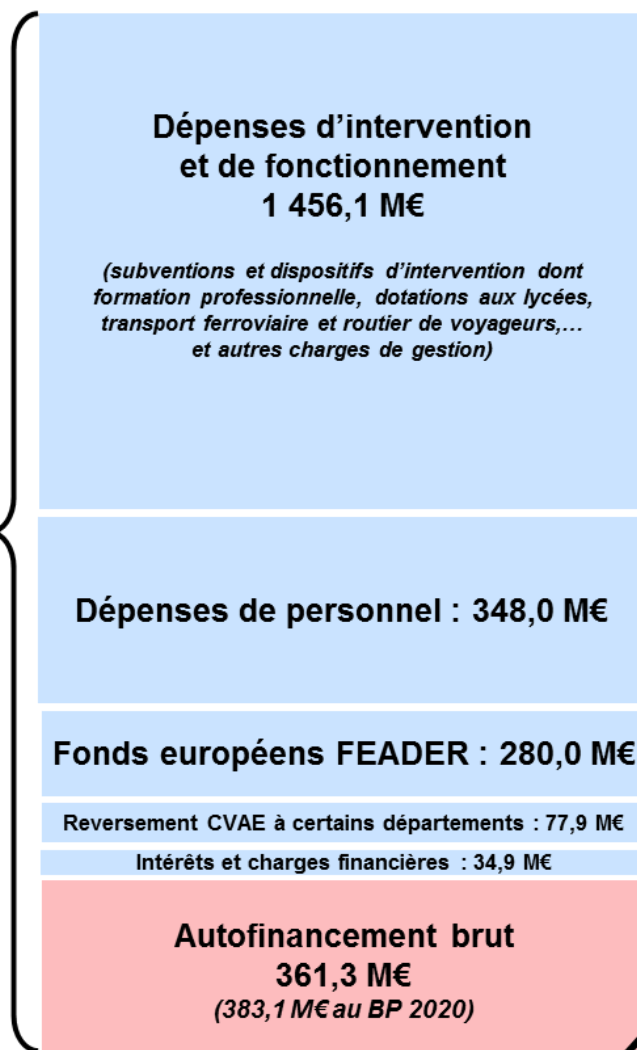
Les Plans d'urgence et de relance pour l'emploi contribuent largement à la progression des dépenses d'investissement enregistrées en 2021. Celles relatives à l'exercice 2020 ne figurent pas sur ce graphique car leur inscription budgétaire est intervenue en cours d'année (par le biais d'une DM1).

# L'équilibre général du Budget Primitif 2021 : 3,739 Milliards €

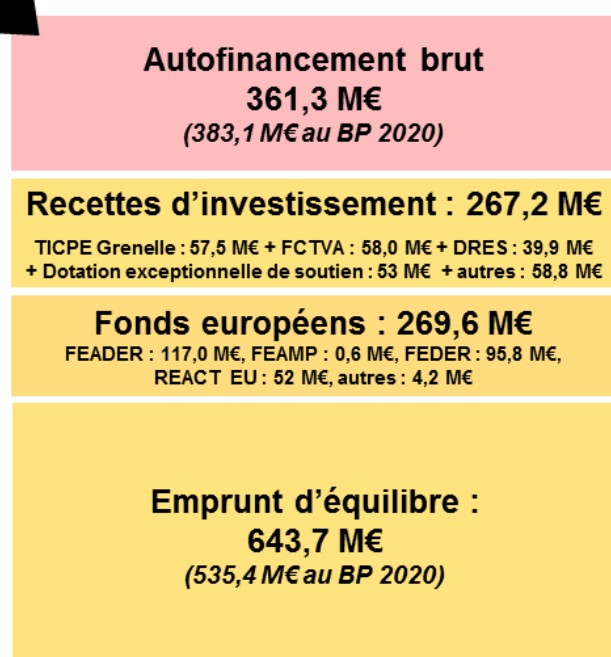
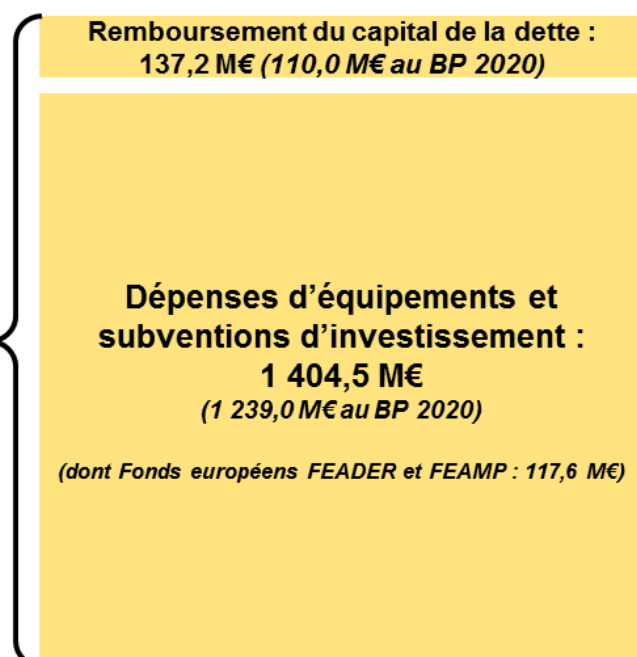
## Dépenses

## Recettes

Fonctionnement



Investissement



L'impact de la crise sanitaire et économique sur le budget régional se matérialise par une relative stabilisation des ressources 2021 à l'exception de deux recettes à caractère exceptionnel liées aux Plans de relance français (fonds de compensation ponctuel) et européen (fonds REACT EU au titre de la politique de cohésion). La mesure législative destinée à substituer, à compter de 2021, la part régionale de CVAE par une fraction équivalente de TVA, contribue à cette évolution.

La seconde incidence concerne l'accroissement de l'encours de dette évoqué dans le cadre du débat sur les orientations budgétaires 2021 et découlant, pour une large part, de la mise en œuvre des Plans d'urgence et de relance. La qualité des paramètres financiers d'avant-crise permet à la Région Occitanie de conserver des capacités d'action à moyen terme.

A cet effet, l'investissement régional prolongera sa progression en 2021 avec une inscription budgétaire à hauteur de 1,4 Milliard €. La poursuite des efforts en matière d'évolution très modérée des dépenses de fonctionnement (proche de 1%, inflation comprise) contribue à préserver l'autofinancement et les ressources propres. Ces dernières financeront majoritairement les investissements régionaux.

## **Le Green New Deal régional**

---

Le Budget Primitif 2021 s'inscrit dans un contexte particulier lié à la pandémie COVID-19, fort de bouleversements économiques, sociaux et environnementaux survenus au cours de l'année 2020.

Cette crise sanitaire a confirmé le cap stratégique que s'est fixé la collectivité avec notre feuille de route « **Occitanie 2040** » en décembre 2019, celui d'un changement de modèle de développement et de justice sociale adapté à l'urgence climatique et sanitaire et d'un rééquilibrage territorial et social, à toutes les échelles.

Si nos différentes stratégies, programmes, dispositifs d'interventions ou actions propres ont déjà intégré ces enjeux de transition durable, il s'agit désormais d'aller plus loin et plus vite face à l'urgence sociale, économique et environnementale, et d'infléchir nos politiques à la hauteur de l'anticipation et de la prévention des risques, dont nous avons pu prendre la mesure. La Région a un rôle à jouer pour répondre aux nombreux défis auxquels notre société contemporaine est confrontée et redonner confiance dans l'avenir.

Démarche unique en Europe à l'échelle régionale, le Plan de transformation et de développement « **Green New Deal Occitanie** », adopté par notre collectivité à l'Assemblée plénière du 19 novembre dernier, offre désormais une perspective, un cadre de référence à ces besoins d'évolution. Vaste programme transversal, l'Acte II du Green New Deal est au cœur de notre projet de transformation et constitue un véritable accélérateur pour une relance plus verte, une assise solide pour préparer un monde d'après plus local et plus juste.

Nourri des enseignements de la crise sanitaire et doté de plus de 260 mesures réparties en 10 plans thématiques pour préparer l'avenir et de 5 leviers pour repenser l'action publique, le Green New Deal Occitanie a vocation à protéger les habitants et à accompagner le changement de mode de vie, dans le cadre d'une conception renouvelée de l'action publique et de ses finalités.

En cohérence avec le cadre d'Occitanie 2040, ces plans concernent les thématiques porteuses de changement que nous devons renforcer à l'échelle de nos territoires pour créer les conditions favorables d'un nouveau modèle de société plus sobre et plus vertueux, porteur de justice sociale et territoriale :

- Plan Alimentation, *Acte II Plan protéines végétales*
- Plan Santé et Bien-être
- Plan Rail
- Plan Vélo, intermodalité et nouvelles mobilités
- Plan Lycée et Enseignement supérieur de demain
- Plan Economie résiliente, sociale et solidaire
- Plan Mutations du travail et Métiers de demain
- Plan Recherche et Innovation
- Plan Tourisme durable et responsable
- Plan Occitanie : Terre de partage, Terre de rencontres

Le Plan de transformation et de développement s'appuie également sur **5 leviers** transversaux de transformation de l'action régionale. Le Green New Deal régional reflète aussi un changement d'approche et de méthode dans la conception des politiques publiques. Aussi, ces leviers permettent de revisiter nos modalités d'actions :

- Nouveaux repères économiques, sociaux et environnementaux
- Région citoyenne
- Transition numérique
- Justice territoriale, rééquilibrage et décentralisation
- Ouverture et Coopération

Ainsi, le Plan de transformation et de développement constitue la colonne vertébrale de l'élaboration du budget 2021 qui s'appuie pleinement sur les enjeux, les ambitions et les mesures du Green New Deal. Le Budget 2021 est donc un budget solidaire et offensif mobilisant l'ensemble des politiques publiques au service de la transition vers un nouveau modèle de développement. Fixant le cap pour l'année à venir, notre budget doit permettre l'accompagnement d'actions concrètes à engager, dès aujourd'hui, sans attendre.

Le Budget 2021 structure nos axes d'intervention selon le nouveau cap régional et s'articule autour des trois dimensions qui traduisent notre ambition :

- **la Région accompagne le changement de nos modes de vie,**
- **la Région construit un nouvel avenir et protège les habitants d'Occitanie,**
- **la Région conçoit autrement ses politiques publiques.**

L'élaboration budgétaire traduit le souhait d'accélérer le cadre de notre intervention mais également l'approche transversale qui accroit plus encore la mise en cohérence de nos politiques publiques.

Enfin, la Région Occitanie sera la première Région à initier un « **Budget vert - climat** ». Cette nouvelle grille de lecture des dépenses régionales sous le prisme de la transition écologique et du climat contribue à une plus grande lisibilité et transparence et peut permettre de renforcer les exigences régionales sur les actions mises en œuvre ou encore la politique d'achat.



**PARTIE 1 :**

**Un Budget 2021 en lien avec le Green New Deal régional**

## I - La Région accompagne la transformation de nos modes de vie

### 1. L'industrie, les services aux entreprises

La Région, échelon de pilotage et de définition de la stratégie en matière de développement économique d'innovation et d'internationalisation des entreprises, a adopté lors de son assemblée plénière du 2 février 2017 sa Stratégie Régionale pour l'Emploi et la Croissance (SREC). Ambitieuse et au service des jeunes, des salariés et des entreprises, elle intègre de façon cohérente le Schéma Régional de Développement, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) et le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles (CPRDFOP).

Le SRDEII définit quatre orientations stratégiques : Soutenir l'investissement et l'emploi, Innover dans tous les territoires, Créer les activités de demain et les développer à l'échelle mondiale, Piloter en partenariat, évaluer et simplifier.

Dans le contexte actuel de crise sanitaire, sociale et économique sans précédent qui appelle des transformations, la Région Occitanie est plus que jamais aux côtés des territoires, des entreprises, des salariés, des habitants d'Occitanie. Les principales orientations et actions de ce Budget 2021 sont marquées par l'engagement de la Région Occitanie dans une stratégie de transformation « Green New Deal régional ».

INDUSTRIE, SERVICES AUX ENTREPRISES		
Fonctionnement	AE	CP
AD'OCC	14 960 000	15 773 000
Développement et Innovation	7 920 000	4 130 000
Economie des territoires	920 000	1 342 000
<b>Fonctionnement hors fonds européens</b>	<b>23 800 000</b>	<b>21 245 000</b>
Fonds européens Entreprises	200 000	800 000
<b>Fonctionnement Fonds européens compris</b>	<b>24 000 000</b>	<b>22 045 000</b>

Investissement	AP	CP
Crise sanitaire et plan de relance	100 000 000	25 400 000
Développement et Innovation	32 616 000	45 734 000
Economie des territoires	20 529 000	18 389 175
<b>Investissement hors fonds européens</b>	<b>153 145 000</b>	<b>89 523 175</b>
Fonds européens Entreprises	10 500 000	18 000 000
<b>Investissement Fonds européens compris</b>	<b>163 645 000</b>	<b>107 523 175</b>

	AP/AE	CP
<b>Total hors fonds européens : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>176 945 000</b>	<b>110 768 175</b>
<b>Total général : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>187 645 000</b>	<b>129 568 175</b>

## ➤ Contexte général

La crise économique et sociale provoquée par la crise sanitaire du COVID s'est avérée particulièrement brutale pour l'économie régionale, très dépendante de secteurs profondément touchés comme le tourisme, l'aéronautique, la viticulture, le BTP. Ainsi, selon la Banque de France, le chiffre d'affaires dans l'industrie reculerait de plus de 20% sur 2020, de 11% dans les services marchands et de près de 10% dans la construction. Si les effectifs salariés des entreprises seraient plus modestement ajustés à la baisse, entre - 4% et - 7% selon les secteurs, en revanche, les programmes d'investissement ont constitué, avec l'intérim, la principale variable d'ajustement au repli d'activité. Ils diminueraient de 49% sur un an dans l'industrie, de 24% dans les services marchands et de 33% dans le bâtiment.

La crise économique menace de durer puisque, malgré une forte reprise durant l'été et un rebond annoncé en 2021, les perspectives de retour au niveau d'activité d'avant crise se situent plutôt autour de 2022.

## ➤ Politiques publiques mises en œuvre

Pour répondre à cette situation inédite, les Pouvoirs Publics, dont la Région, ont dans un premier temps mis en place dès le mois d'avril des plans d'urgence puis, depuis l'été, des plans de relance pour soutenir durablement l'économie.

### **Transformation, Relance, Relocalisation pour une industrie durable et souveraine en Occitanie**

Dans ce contexte, les objectifs de la politique économique régionale sont clairement orientés vers la relance de l'économie et le maintien de l'emploi. La Région a voté dès l'AP de juillet un plan de relance pour l'emploi doté de 211 millions d'euros pour un effet levier attendu de plus de 400 M€, complété par un Plan de transformation et de développement.

Il s'agira tout d'abord d'accompagner les entreprises, en particulier les TPE, souvent sous-traitants de rang 2 ou 3, à absorber le choc de la crise aéronautique, que ce soit par la diversification, la consolidation entre acteurs ou le renforcement des structures financières.

Le soutien à l'investissement dans les entreprises demeure plus que jamais une priorité mais il ne pourra s'engager tant que celles-ci n'auront pas de perspectives de marché plus favorables. C'est pourquoi les outils d'intervention doivent davantage être orientés vers l'accès au marché, que ce soit à l'échelle nationale ou internationale.

Dans le même temps, la Région accentuera son action pour accompagner la transition de l'économie régionale vers un modèle plus durable, virage incontournable pour répondre à l'urgence climatique et source d'opportunités pour nos filières industrielles.

Dans ce cadre, le soutien à l'innovation demeure plus que jamais un axe stratégique puisque c'est par ce biais que les entreprises seront en capacité d'élaborer les solutions qui permettront d'adapter les process vers des modes de production décarbonés et de créer des emplois.

### **Des dispositifs accompagnant et favorisant la Transformation, la Relance de l'industrie en Occitanie**

Dès la CP d'avril, la Région a adopté un **plan d'urgence Covid**, qu'elle a doté de 250 M€, afin de relever le défi de cette crise sanitaire, sociale et économique. Elle l'a ensuite adapté régulièrement afin de prendre en compte l'évolution des besoins des entreprises de la Région.

La mise en œuvre de ce plan a été réalisée très rapidement afin d'apporter un soutien aux entreprises dans les meilleurs délais :

- l'Etat et la Région ont cofinancé les fonds de solidarité nationaux (volets 1 et 2). Ils ont permis d'apporter une première aide d'urgence à un très grand nombre d'entreprises. La contribution totale de la Région s'élevant à 36,4 M€, l'effet de levier est de l'ordre de 15 € reversés sur les territoires pour 1 € de la Région,
- la Région Occitanie, après concertation avec les réseaux consulaires, les CPME, MEDEF, U2P et les branches professionnelles, a décidé de mettre en œuvre des fonds de solidarité régionaux (volets 2bis et exceptionnels) afin d'apporter une aide complémentaire aux TPE. Ces dispositifs ont remporté un vif succès. Instruits et mandatés par la Région, jamais un dispositif n'avait généré un si grand nombre de dossiers en si peu de temps, avec une ingénierie territoriale innovante et inédite avec les EPCI, la Région assurant pour leur compte l'instruction des dossiers,
- par ailleurs, afin de financer la trésorerie des PME, la Région a mis en place avec la BPI le prêt Rebond. Doté de 30 M€, il permet de financer les entreprises à hauteur de 120 M€ (soit un effet levier de plus de 4 € pour 1 € régional). Début novembre, 845 prêts Rebond ont déjà été accordés ou sont en cours d'étude par la BPI pour un montant de 84 M€.

Dans le cadre du **plan de relance et de transformation** adopté à l'Assemblée Plénière de juillet, la Région a lancé un plan pour la filière aéronautique et spatiale doté d'une enveloppe de 99 M€. Ces actions, qui ont pour objectifs d'accompagner les entreprises du secteur à surmonter la crise mais également à préparer la filière aux enjeux d'une industrie plus sobre en émissions carbone, génèreront des engagements et des paiements importants sur 2021.

Cette dynamique d'accompagnement sera poursuivie en 2021 avec les autres filières phares en région Occitanie (santé, numérique, eau, énergie, mobilité) dans le cadre de l'**acte II du Green New deal Occitanie**. Pour chacune des filières, la Région a engagé, entre avril et juin 2020, des travaux collaboratifs avec les acteurs de chaque écosystème (Région, Etat, Pôles, Clusters, organismes professionnels... mais aussi industriels) pour construire une stratégie de redémarrage et une nouvelle trajectoire de développement au regard de l'état de santé de la filière post-crise, mais également de la nécessité de bâtir un nouveau modèle de développement résilient pour l'économie régionale.

Face aux conséquences de la crise sur l'emploi dans les filières, la Région se mobilise pour le préserver dans les territoires, sécuriser les parcours professionnels et développer les compétences de demain.

La Région soutient l'accès aux marchés pour nos entreprises. La crise sanitaire remet en cause les fondamentaux du commerce mondial actuel. La France et l'Occitanie doivent rester ouvertes sur le monde, au niveau des exportations, de l'attractivité et de la solidarité internationale, bénéficier des opportunités au moment de la reprise. Les enjeux identifiés à ce stade pour une relance rapide à l'export ont conduit à prendre des mesures d'accompagnement afin que les entreprises puissent notamment maintenir leurs positions sur des marchés parfois cruciaux.

L'export étant un levier de croissance important pour les entreprises, il est nécessaire que la Région Occitanie continue d'accompagner les entreprises à l'international.

**Ainsi, la Région maintient 7,5 M€ d'AP dédiés pour les Pass et Contrat Export** dans le cadre du programme « Développement et Innovation » et a, de plus, ouvert l'accès à l'opération Pass Rebond, dotée de 80 M€ à l'export.

### **La Région soutient la production**

La Région poursuivra les Contrats Relance adoptés à l'AP de juillet qui permettront de soutenir la relance des investissements au sein des PME. **La Région prévoit un soutien très important pour ce dispositif avec 44 M€ d'AP.**

Elle enclenchera avec ses partenaires un fonds de relance en quasi fonds propres (outils non dilutifs), inscrit dans les objectifs du « Plan de relance pour les filières régionales » et visant l'accompagnement défensif des entreprises fragilisées de manière conjoncturelle par la crise mais qui présentent des fondamentaux solides. Cette intervention sera complétée par un mécanisme de garantie adossé aux fonds FOSTER TPE-PME, agissant spécifiquement sur des prêts participatifs mobilisés par le secteur bancaire (ces prêts étant considérés de par leurs caractéristiques comme des quasi fonds propres). Cette intervention s'inscrit dans le cadre de l'initiative européenne React EU, permettant une prise en charge intégrale sur fonds européens. **Ces Instruments financiers seront dotés de 31 M€ d'AP.**

La Région accompagne les entreprises dans la diversification et l'innovation vers les technologies vertes, ainsi que dans leur transformation digitale et énergétique. S'agissant de la transformation digitale, la Région porte un projet ambitieux de construction, avec un ensemble d'acteurs régionaux, d'un Digital Innovation Hub (DIH) pour la période 2021-2027. Véritable « booster » de la transformation digitale en région, le DIH Occitanie vise à :

- faciliter l'accès aux solutions, services et moyens (test, financement...) existants en matière de transformation digitale et technologique (lisibilité, visibilité),
- faciliter la mise en relation et coordonner le parcours des entreprises dans leurs processus de transformation,
- donner une visibilité à l'échelle européenne aux pépites et champions régionaux.

**Ainsi, la Région prévoit 24 M€ d'AP pour l'Innovation** via les programmes « Crise sanitaire et plan de relance » et « Développement et Innovation ».

Enfin, à l'issue de la procédure de labellisation pour la Phase IV des pôles de compétitivité, menée en 2019, l'Etat a décidé en juillet 2019 de se désengager de la gestion des pôles de compétitivité. Dans ce contexte de raréfaction des crédits Etat, celui-ci a confié aux Régions la gestion financière et la gouvernance des pôles de compétitivité dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Ainsi, le financement des

Pôles par l'Etat (hors projets collaboratifs de R&D) est en baisse continue : 15 M€ en 2020, 12 M€ en 2021, 9 M€ en 2022. La Région assure cette gestion pour les pôles dont elle a la responsabilité.

Ainsi, **la Région prévoit 4,4 M€ d'AE/AP pour les pôles et clusters** en investissement et fonctionnement.

## 2. L'économie de proximité

<b>ECONOMIE DE PROXIMITE</b>		
<b>Fonctionnement</b>	<b>AE</b>	<b>CP</b>
Activité Réalis	270 000	160 000
Maintenance Réalis	0	213 000
Développement et Innovation	1 500 000	1 200 000
Economie de proximité	1 500 000	10 510 000
Economie sociale et solidaire	1 000 000	670 000
<b>Fonctionnement Hors Fonds européens</b>	<b>4 270 000</b>	<b>12 753 000</b>
Fonds européens TPE/PME	-	1 200 000
<b>Fonctionnement Fonds européens compris</b>	<b>4 270 000</b>	<b>13 953 000</b>

<b>Investissement</b>	<b>AP</b>	<b>CP</b>
Activité Réalis	90 000	40 000
Crise sanitaire et plan de relance	140 000 000	90 800 000
Développement et Innovation	20 700 000	14 000 000
Economie de proximité	7 500 000	5 440 000
Economie des territoires	640 000	350 000
Economie sociale et solidaire	2 800 000	2 400 000
<b>Investissement</b>	<b>171 730 000</b>	<b>113 030 000</b>

	<b>AP/AE</b>	<b>CP</b>
<b>Total hors fonds européens : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>176 000 000</b>	<b>125 783 000</b>
<b>Total général : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>176 000 000</b>	<b>126 983 000</b>

### ➞ Contexte général

**La proximité : une économie d'avenir pour la souveraineté, l'emploi et la solidarité en Occitanie**

La crise sanitaire a mis en exergue l'importance de maintenir une économie de proximité sur les territoires, plus résiliente en cas de crise mondiale que les économies trop internationalisées et qui permet de répondre aux besoins de première nécessité des citoyens lorsque les échanges internationaux s'effondrent. Pour autant, nombre de TPE ont été durement impactées par la crise économique.

La crise a également mis en avant la demande d'une grande partie de nos citoyens de modèles économiques plus vertueux qui mettent davantage l'accent sur l'utilité sociale et environnementale.

## ➤ Politiques publiques mises en œuvre

### **Des dispositifs économiques en faveur d'une économie de proximité favorisant la reprise d'entreprise, les circuits courts, la solidarité et l'entrepreneuriat engagé**

La Région soutiendra les activités économiques de proximité, en particulier sur les territoires les plus ruraux en soutenant la création et la reprise d'entreprises.

### **Des dispositifs économiques qui accompagnent une économie de proximité résiliente et performante**

Les dispositifs mis en œuvre dans le **cadre du plan d'urgence ont permis de soutenir l'ensemble des territoires dans un délai contraint**. Ainsi, les fonds de solidarité régionaux ont aidé les entreprises ou les porteurs de projets hébergés dans les Couveuses et Coopératives d'Activité et d'Emploi titulaires d'un Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise – oubliés des dispositifs de l'Etat. La Région a également adapté le Pass Occitanie en Pass Rebond et en Pass Relance pour mieux répondre aux besoins des entreprises et pour soutenir leurs investissements. Début novembre, 865 dossiers ont déjà bénéficié de plus de 60 M€. La Région poursuivra son effort financier pour les **Pass Rebond et Relance à hauteur de 140 M€ d'AP**.

La Région met en place des dispositifs de soutien à l'économie de proximité. Le **Pass Commerce de Proximité** a pour objectif de soutenir les projets portés par les communes et les EPCI visant le maintien, la création ou le développement d'activités de commerce de proximité. Depuis sa création, en 2017, ce sont 131 aides, réparties sur tous les territoires, qui ont été votées pour un montant de 4,4 M€. Ce type de commerce a démontré toute son utilité et sa résilience pendant la période de confinement. Cette politique sera naturellement poursuivie en 2021 avec **1,6 M€ d'AP** alloués à ce dispositif.

Par ailleurs, il s'agira d'accompagner la **consolidation financière des entreprises** pour accroître leur potentiel d'investissement, condition à la création de valeurs et d'emplois. L'ambition régionale se manifeste sur ce plan par un accès facilité au financement de l'activité et à la consolidation du haut de bilan des entreprises, dont beaucoup ont été fragilisées par la crise. L'extension à toute l'Occitanie en 2021 du fonds de capital-proximité MP Croissance participe à cet objectif. Ainsi, **la Région prévoit 5,3 M€ d'AP pour les outils d'ingénierie financière** dans le cadre des programmes dédiés à l'Economie de proximité et l'Economie sociale et solidaire. Pour mémoire, ces montants complètent les outils financiers, dotés de 31 M€, prévus dans le cadre de la crise.

La **transmission-reprise** en Occitanie est un enjeu fort rappelé dans Occitanie 2040. Ainsi, en Occitanie, près de 35 000 dirigeants non-salariés de petites ou moyennes entreprises sont âgés de 55 ans et plus. Ces 35 000 entreprises susceptibles d'être transmises représentent 28% du tissu économique de la région (125 600 PME hors agriculture et santé) et plus de 81 000 emplois.

A ce titre, en 2018, la Région avait doté le dispositif contrat Transmission-Reprise, qui participe au financement du projet de cession et de reprise, de 2 M€. Pour cette première année de fonctionnement, ce dispositif avait rencontré un vif succès. En 2019, la Région a priorisé ce dispositif en doublant sa dotation, portant ainsi son effort à 4 M€ pour 185 entreprises accompagnées dont plus de 60% dans le secteur de l'artisanat.

En 2020, les dispositifs ont été adaptés pour mieux répondre aux besoins des plus petites entreprises en créant le Pass reprise pour les rachats de fonds de commerce ou artisanaux de moins de 100 000 €. Ce PASS contribue à simplifier et accélérer le traitement des demandes pour les projets de TPE. Dans ce contexte de crise, ce dispositif a démontré son utilité. L'effort sera donc poursuivi en 2021 compte tenu de l'enjeu vital que représente la transmission pour nos territoires tant en termes de maintien de l'emploi que des savoir-faire. **Ainsi, la Région prévoit 5,7 M€ d'AP pour la Transmission-Reprise.**

Quel que soit le secteur d'activité ou la localisation, le facteur clé de succès de la pérennité des jeunes entreprises réside dans l'accompagnement. Selon l'INSEE, si plus d'une entreprise sur deux disparaît au bout de cinq ans d'activité, le taux de pérennité à cinq ans passe à 80% si ces entreprises sont accompagnées. L'effort budgétaire de la Région a donc été très conséquent pour qu'en tout point du territoire les créateurs-repreneurs-cédants bénéficient d'un accompagnement professionnel de proximité et gratuit. Ainsi ce sont 30 M€ qui ont été individualisés sur la période 2019-2021 au bénéfice de 150 structures (consulaires, boutiques de gestion, acteurs de l'économie sociale et solidaire, plateformes d'initiative, pépinières et incubateurs...). Cette opération générera encore des paiements importants en 2021. **La Région prévoit 9,5 M€ de CP au titre de l'AAP Entrepreneuriat.**

Le **Pass Occitanie** a fait ses preuves en 2018 avec un montant moyen de 16 000 € par dossier, près de 700 dossiers financés pour un budget total de 11 M€. Ainsi, le Pass Occitanie remplit sa mission de soutien, de façon globale et réactive, aux projets de moins de 40 000 € des petites entreprises (moins de 50 salariés). En 2019, la Région a eu une démarche volontariste et a augmenté son effort dans ce domaine en consacrant 15 M€ au Pass Occitanie afin d'amplifier l'aide aux petites entreprises. En 2020, le Pass Occitanie a été transformé en Pass Rebond et Pass Relance. En 2021, **la Région prévoit 15 M€ d'AP sur le Pass Occitanie** afin de poursuivre l'accompagnement des entreprises au sortir de la crise.

L'Occitanie est résolument proactive pour **l'Economie Sociale et Solidaire**. C'est une priorité identifiée dans le Schéma Régional du Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII). Avec l'élaboration du Plan ESS 2018-2021 adopté fin novembre 2018, la Région a confirmé sa volonté et renouvelé ses engagements en faveur de l'économie sociale et solidaire. **La Région prévoit 3,8 M€ d'AP pour l'ESS** en investissement et en fonctionnement.

A travers son soutien à l'Economie Sociale et Solidaire, la Région a pour ambition de stimuler la création d'entreprises ou d'activités qui adhèrent aux valeurs de l'économie sociale et solidaire, à savoir : une finalité d'utilité sociale dans un projet économique, une gouvernance démocratique, un respect des salariés et des citoyens, un respect de l'environnement, une gestion éthique et des emplois ancrés dans les territoires et non délocalisables.

Ainsi, trois actions importantes seront concrétisées en 2021 : la régionalisation de l'offre d'accompagnement en direction des entreprises de l'ESS sur l'ensemble du territoire (offre qui était jusqu'à présent limitée à l'est du territoire autour de l'activité de Réalis), le démarrage de la dynamique ESS au sein de la Cité de l'Economie et des Métiers de demain de Montpellier et la Cité des Start-up de Toulouse, la mise en œuvre de l'action « impact'ESS » qui permet de soutenir le haut de bilan des entreprises de l'ESS.



### 3. Le développement durable des territoires

DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES		
Fonctionnement	AE	CP
Infrastructures économiques	1 101 585	1 151 585
Infrastructures numériques	23 000	23 000
Politique foncière	260 000	200 000
Réseau THD' OC	19 000 000	4 362 000
Stratégie Animations	937 000	1 054 000
<b>Fonctionnement hors fonds européens</b>	<b>21 321 585</b>	<b>6 790 585</b>
Fonds européens numériques	0	828 000
<b>Fonctionnement Fonds européens compris</b>	<b>21 321 585</b>	<b>7 618 585</b>

Investissement	AP	CP
Développement économique territorial	-	13 680 000
Infrastructures économiques	14 400 000	13 400 000
Infrastructures numériques	400 000	16 100 000
Politique foncière	1 600 000	800 000
Réseau THD' OC	3 000 000	-
Stratégie Animations	400 000	100 000
<b>Investissement hors fonds européens</b>	<b>19 800 000</b>	<b>44 080 000</b>
Fonds européens numériques	1 200 000	2 700 000
<b>Investissement Fonds européens compris</b>	<b>21 000 000</b>	<b>46 780 000</b>

	AP/AE	CP
<b>Total hors fonds européens : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>41 121 585</b>	<b>50 870 585</b>
<b>Total général : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>42 321 585</b>	<b>54 398 585</b>

Arrêté à l'Assemblée Plénière du 19/12/2019, après deux années d'échanges et de concertation avec les Territoires, les citoyens et les acteurs économiques, le projet de **Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires** (SRADDET / Occitanie 2040) fixe **deux priorités** pour une région qui accueille bien et durablement, avec une vraie qualité de vie pour tous les habitants actuels et les futures générations :

- un **nouveau de modèle de développement** pour répondre à l'urgence climatique,
- un **rééquilibrage régional** pour l'égalité des territoires.

Avec 5 845 102 d'habitants en 2020, la région Occitanie se situe au 5<sup>ème</sup> rang des 13 régions par sa population (derrière Ile de France, AURA, Hauts de France, Nouvelle Aquitaine). La structuration de la région se caractérise par une forte concentration de la population sur les zones urbaines (58,69% de la population dans les 2 Métropoles, les communautés d'agglomération et la Communauté Urbaine de Perpignan) et un taux de variation de population annuel moyen 2012-2017 de 0,80 % (soit +43 649 habitants annuel en moyenne), ce qui en fait **la région la plus attractive sur le plan démographique**.

Un **rééquilibrage du développement régional** est donc nécessaire, à la fois pour conjurer les risques de surconcentration (démographique, économique, culturelle, ...) dans les métropoles et pour favoriser le développement des autres territoires en valorisant leurs potentiels. **Ce rééquilibrage se pose en termes d'accueil et d'habitat mais aussi d'activités, d'emplois et de services publics.**

Pour répondre à l'enjeu de **nouveau modèle de développement**, le projet de SRADDET / Occitanie 2040 prévoit des orientations fortes en termes de sobriété foncière, de qualité urbaine et de densification, de préservation et de valorisation des ressources, de transition énergétique et de gestion des risques. **Deux objectifs phares** de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers sont ainsi proposés à l'horizon 2040 :

- réussir le **zéro artificialisation nette** à un rythme modulé selon les territoires (4,2% de zones artificialisées, 730 m<sup>2</sup> artificialisés par habitant supplémentaire entre 2005-2015),
- atteindre la **non perte nette de biodiversité**.

Dans ce cadre, la Région achèvera en 2021 le processus d'**élaboration du SRADDET / Occitanie 2040**, avec toutefois un décalage dans le temps du calendrier. Ainsi, 2021 sera notamment consacrée à l'enquête publique qui, compte tenu de l'état d'urgence sanitaire, n'a pu être lancée en 2020.

La Région poursuivra :

- la mise en place des **Commissions territorialisées de l'Assemblée des territoires**, qui visent à réunir des territoires partageant des enjeux communs. Cette rencontre entre les territoires de la planification et les territoires de projets (avec lesquels la Région contractualise) permettra de mener un échange continu sur les orientations stratégiques d'Occitanie 2040, ainsi qu'une bonne appréhension de ses concrétisations opérationnelles. Il s'agira de développer des coopérations entre territoires autour de problématiques concrètes,
- la **mise en œuvre des orientations d'Occitanie 2040**. Un appel à manifestation d'intérêt sera notamment lancé vers les **territoires d'équilibre** afin de soutenir des actions innovantes concourant à l'atteinte des objectifs régionaux (densification, désartificialisation, recomposition spatiale littorale, développement des énergies renouvelables en milieu urbain, mobilité...),
- le développement de partenariats universitaires engagés en 2020, pour **qualifier les profils des nouveaux arrivants en Occitanie**, préciser l'objectif de rééquilibrage du territoire régional et le traduire en termes de politiques publiques.

En lien avec le volet alimentation du Plan de transformation, la Région engagera par ailleurs l'action de **préservation et de valorisation des terres agricoles périurbaines**, en agissant sur l'ensemble des étapes : planification, installation, production durable, transformation, logistique, commercialisation.

Les **outils et dispositifs fonciers** décidés à l'occasion de l'approbation du plan de relance et du plan de transformation seront déployés en 2021, en particulier :

- le **programme reconquête des friches en Occitanie**, au travers d'appels à projets dédiés menés en partenariat avec l'Etat, la Banque des Territoires, l'Etablissement Public Foncier Occitanie, l'ADEME, le BRGM, les CAUE et les 3 agences d'urbanisme,
- l'**opérateur régional « Eviter-Réduire-Compenser »** qui, au sein de l'Agence Régionale de l'Aménagement et de la Construction (ARAC), proposera un cadre vertueux aux aménageurs (dont la Région et ses agences), en recherchant au maximum l'évitement et la réduction des impacts environnementaux, et en mettant en œuvre des solutions de compensation de proximité réellement bénéfiques pour l'environnement,
- le **fonds régional sur le foncier agricole** avec l'objectif d'accompagner l'acquisition foncière et le portage foncier, facilitant ainsi l'installation d'agriculteurs portant des projets d'agro-écologie.

En matière d'**aménagement économique**, la Région continuera à mettre l'accent sur la commercialisation des 40 OZE (Occitanie Zones Economiques) et encouragera la requalification et la densification des zones d'activités déjà aménagées. Une quinzaine de projets d'**immobilier collectif** sera accompagnée, dont des **tiers-lieux** en application du dispositif approuvé à l'occasion du plan de relance pour l'emploi.

*A noter qu'avec plus de 163 espaces comptabilisés, la Région Occitanie est la 4<sup>ième</sup> région de France en nombre de Tiers lieux. Ces Tiers lieux sont localement porteurs de dynamiques économique et sociale très structurante et leur essor préfigure celui des nouvelles manières de travailler et sont des acteurs essentiels de la transition numérique et écologique dans les territoires.*

L'ensemble de ces actions sont mis en place avec l'appui de l'**agence régionale AD'OCC**.

Par ailleurs, en application du Plan de relance pour l'emploi, la Région a adopté le principe de création d'opérateurs régionaux tels que l'**Agence Régionale des Investissements Stratégiques (ARIS)** et d'un **opérateur régional d'aménagement et de restructuration artisanale et commerciale (FOCCAL)** dont l'action s'articulera avec les politiques urbaines locales. L'année 2021 connaîtra la mise en place et les premiers déploiements de ces deux démarches sur le territoire.

En 2021, la Région poursuivra les cofinancements des projets portés par les Départements dans le cadre du **plan régional très haut débit**, visant la couverture totale régionale à l'horizon 2025.

En matière d'animation et d'ingénierie territoriale, la Région engagera la mise en œuvre du **centre de ressources « foncier, urbanisme, territoires » (FUTé)**, dont la préfiguration a été menée en 2020. En partenariat avec l'Etat et avec l'appui du CEREMA, il s'agit d'animer les acteurs du territoire et de mettre à disposition des indicateurs sociaux-économiques-territoriaux à différentes échelles, des bases de données et analyses territoriales, des guides et retours d'expériences sur des thématiques prioritaires (zéro artificialisation nette, Eviter-Réduire-Compenser, reconquête des friches, articulation des échelles de planification et d'urbanisme...), des outils d'aide à la décision et des services à valeur ajoutée (aide juridique...).

Pour mener à bien l'ensemble de ces actions, la Région s'appuiera sur un **réseau de partenaires**, en particulier l'Etat, la Banque des Territoires, les opérateurs fonciers (dont l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie et la Safer Occitanie), les 3 agences d'urbanisme, les CAUE, le CEREMA, les représentants des SCoT...

## THD'OC

THD'Oc est depuis bientôt deux ans le réseau haut et très haut débit de la Région Occitanie, résultant de la fusion des réseaux ASTER (plaque Ouest) et R3LR (plaque Est). Il est constitué de 32 entités publiques rassemblées en groupement de commandes parmi lesquels 8 Conseils Départementaux, la communauté de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation sur les plaques Est et Ouest, et celle de la Santé sur les plaques Est et Ouest en plus de la Région qui assure un rôle de coordonnateur technique et stratégique.

Véritable outil d'aménagement du territoire, THD'Oc permet de délivrer des services numériques en tout point du territoire, à un coût équivalent, avec une qualité de service égale permettant ainsi d'accélérer le développement des usages numériques. Son attractivité est grandissante et sa couverture progressive (de 800 à plus de 1 000 sites à terme).

THD'Oc regroupe une diversité de sites dont le dénominateur commun est l'usage du numérique : l'ensemble des lycées publics, les collèges de 5 départements, des universités et leurs partenaires, des centres de formation, des hôpitaux (CH, CHU, EHPAD...), des musées, des pépinières d'entreprises, des aéroports (Perpignan et Carcassonne), les maisons de Région et l'ensemble des sites des services internes, des sites des services des Conseils Départementaux.

En deux années d'exécution, les éléments de bilan sont positifs :

- l'architecture performante et unique constituée de ses deux cœurs de réseau se sécurisant mutuellement permet une haute disponibilité,
- l'usage des Réseaux d'Initiative Publique départementaux s'est étendu par rapport aux précédentes versions,
- le catalogue de services étendus permet de délivrer de nombreux services ainsi que des services transverses de cybersécurité,
- l'ensemble des intégrations et migrations dans le réseau THd'Oc s'est effectué dans les délais impartis et sans incident,
- les flux transportés sont en constante progression de 40% chaque année à coût constant,
- la qualité de service fournie donne pleinement satisfaction et le taux d'incidents est faible,
- le projet est par ailleurs financé grâce à une double inscription sur les programmes opérationnels FEDER Languedoc Roussillon et Midi-Pyrénées.

Si l'actuel marché THd'Oc répond aux besoins d'aujourd'hui, il convient néanmoins de préparer dès à présent sa 2<sup>ème</sup> version, en répondant de manière encore plus satisfaisante aux ambitions et aux enjeux des années à venir.

La période de crise sanitaire actuelle démontre encore davantage le rôle stratégique du numérique dans l'organisation économique et pédagogique de toute organisation et de la Région en particulier.

Aussi est-il proposé le lancement en 2021 de la nouvelle procédure de marché public qui doit prendre le relai de l'actuel marché (dit v1) qui se terminera à l'été 2022.

Deux étapes sont en cours en cette fin d'année 2020 :

- examen d'une délibération lors de la séance de la Commission Permanente de décembre 2020 sur la nouvelle constitution du groupement de commandes permettant de mutualiser les moyens pour 2022-2026. Les 32 membres actuels ont tous fait état de leur volonté de reconduire leur engagement et d'autres viennent également grossir les rangs,
- la seconde à l'occasion de l'examen du projet de budget 2021 avec une demande d'ouverture en AE (18 M€, auquel s'ajoute 1 M€ pour finaliser l'exécution du marché THD'OC 2018-2022) et AP (3 M€) pour permettre en 2021 le lancement et l'attribution du nouveau marché en fin d'année 2021.

Le prochain marché permettra d'intégrer une part en dépenses d'investissement pour l'achat des équipements de réseau, là où le précédent n'était imputé qu'en dépenses de fonctionnement.

#### 4. L'économie touristique et le thermalisme

<b>ECONOMIE TOURISTIQUE ET THERMALISME</b>		
<b>Fonctionnement</b>	<b>AE</b>	<b>CP</b>
Qualification et compétitivité du tourisme	16 679 000	16 543 639
<b>Fonctionnement hors fonds européens</b>	<b>16 679 000</b>	<b>20 543 639</b>
FEDER Tourisme	-	1 073 916
<b>Fonctionnement Fonds européens compris</b>	<b>16 679 000</b>	<b>21 617 555</b>

<b>Investissement</b>	<b>AP</b>	<b>CP</b>
Qualification et compétitivité du tourisme	45 740 000	62 620 000
<b>Investissement hors fonds européens</b>	<b>45 740 000</b>	<b>62 620 000</b>
FEDER Tourisme	5 000 000	3 227 442
<b>Investissement Fonds européens compris</b>	<b>50 740 000</b>	<b>65 847 442</b>

	<b>AP/AE</b>	<b>CP</b>
<b>Total hors fonds européens : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>62 419 000</b>	<b>83 163 639</b>
<b>Total général : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>67 419 000</b>	<b>87 464 997</b>

Deuxième industrie de la région, le tourisme est une activité majeure pour le territoire régional.

Dans le cadre de son Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs, la Région a fait le choix de mettre en place avec les habitants, les organismes institutionnels et les acteurs économiques concernés, une stratégie de développement touristique équilibré et durable en faisant des habitants les principaux bénéficiaires des équipements et infrastructures dédiés à l'accueil des touristes. La Région s'attache ainsi à renouveler l'offre touristique afin qu'elle réponde aux besoins des futurs clients, aux nouvelles générations, aux nouveaux touristes nationaux et internationaux tout comme aux clientèles locales.

L'équilibre du développement touristique réside aussi dans sa capacité à maintenir des commerces et des services dans les zones les plus rurales de la région, à assurer le lien entre terroir de production, territoire de vie et destination touristique et enfin mieux répartir les flux touristiques à l'année.

Il s'agit pour la Région de concilier intérêts des habitants et les attentes des visiteurs, en allant vers « mieux » de tourisme, authentique et responsable et s'appuyant sur l'innovation comme facteur de progrès.

Ces choix stratégiques sont confirmés dans le Plan de transformation et de développement - Green New Deal Occitanie et plus spécifiquement dans le Plan Tourisme durable et responsable. Les actions nouvelles figurant dans ce Plan seront mises en œuvre en lien avec les Directions de la Région et les partenaires concernés dont le Comité Régional du Tourisme et des Loisirs et Ad'Occ.

Le budget du tourisme et du thermalisme pour l'exercice 2021 est le reflet de cette ambition avec :

- une action volontariste sur les aides accordées aux entreprises et établissements touristiques qui ont subi de plein fouet la crise COVID et plus spécifiquement le soutien aux projets visant la digitalisation et l'adaptation aux changements climatiques à travers les différents dispositifs (Pass et Contrat tourisme, l'Occal...),
- un accompagnement de la filière touristique par le soutien de la demande avec la mise en œuvre par le Comité Régional du Tourisme et des Loisirs de l'élargissement de la carte Occ'ygène, d'un plan marketing qui s'adaptera en permanence à la situation sanitaire et d'une communication qui s'appuiera sur les valeurs de l'Occitanité,
- le déploiement d'une ingénierie de projet axée sur le développement du tourisme durable et responsable,
- la mise en œuvre des plans de relance et de transformation de la filière thermalisme bien-être et de la destination Lourdaise qui ont notablement souffert durant la crise sanitaire,

### **Soutenir et accompagner la transformation des entreprises touristiques**

**Section d'investissement : 10 M€ en AP et 10,649 M€ de CP**

**Section de fonctionnement : 0,798 M€ en AE et 0,623 M€ en CP**

Face à la crise, la Région a adapté en 2020 ses dispositifs d'aide afin de soutenir les entreprises du tourisme et du tourisme social et solidaire tant pour leurs besoins en trésorerie que pour leurs projets de relance. Cette stratégie se poursuivra en 2021 avec une prise en compte permanente de la situation sanitaire et des attentes des entreprises.

Une orientation nouvelle issue du GND Plan tourisme durable et responsable visera à accompagner les projets d'entreprises plus particulièrement orientés vers leur digitalisation et leur adaptation au changement climatique. Une attention particulière sera portée sur la démarche environnementale. Dans le cas de travaux de réhabilitation, le gain de performance énergétique sera apprécié.

En termes de fonctionnement, la démarche Qualité Occitanie Sud de France Tourisme rassemble aujourd'hui près de 1 300 entreprises labellisées qui s'inscrivent dans une démarche de progrès accompagnée par la Région. L'évolution vers la prise en compte des critères de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) sera enclenchée conformément au GND.

### **Fonds l'Occal : un exemple d'ingénierie territoriale au service de la relance de l'activité des territoires**

**Section de fonctionnement : 4 M€ de CP**

**Section d'investissement : 10 M€ en AP et 13,5 M€ en CP**

Adopté lors de la Commission Permanente du 29 mai 2020, l'Occal a été créé initialement pour venir en soutien des entreprises du secteur du tourisme, du commerce et de l'artisanat essentiels à la vitalité de nos territoires en mobilisant à la fois des aides à la trésorerie par le biais d'avances remboursables (volet 1) mais également des aides sous forme de subvention visant à soutenir les investissements sanitaires et de relance par le biais de subventions (volet 2).

Cette démarche unique d'intelligence territoriale au service de la relance sur toute l'Occitanie implique, outre la Région, la Banque des territoires, 12 Départements, les 2 Métropoles et 151 Intercommunalités. Les évolutions du dispositif d'interventions rendues nécessaires par la permanence de la crise sanitaire ont été votées à l'Assemblée plénière du 16 novembre 2020.

### **Vers une nouvelle génération de Grands Sites Occitanie Sud de France**

**Section d'investissement : 8,980 M€ en AP et 5 M€ de CP**

**Section de fonctionnement : 1,980 M€ en AE et 1,930 M€ en CP**

Avec 41 Grands Sites, dont le plus récent porté par Montpellier Méditerranée Métropole, la Région a mis en place une politique exemplaire de structuration de destinations touristiques alliant soutien à l'investissement, modernisation des équipements, amélioration des aménagements publics, outils de promotion et campagnes de communication, expérimentations en termes de commercialisation de produits alliant visites et transport, ingénierie de projet et développement d'un « serious game » support à la découverte des GSO par un public jeune.

En 2021, conformément au GND, l'évolution des Grands Sites d'Occitanie vers de nouveaux contrats de territoires touristiques va être initiée avec la prise en compte des besoins en termes de mobilités, de digitalisation et de management de destination (gestion des flux, suivi de la satisfaction client, actions collectives en faveur des entreprises).

Le Grand Site Occitanie Lourdaise sera plus particulièrement accompagné dans le cadre d'un plan de relance et de transformation transversal qui concernera les entreprises, les équipements touristiques, culturels et culturels, les activités économiques, les ressources humaines et le marketing de la destination.

## **Le soutien aux projets publics d'équipements et d'aménagements touristiques**

### **Section d'investissement : 9,8 M€ en AP et 17,9 M€ de CP**

Le dispositif d'aide en faveur des équipements et aménagements publics établi en cohérence avec la politique régionale de contractualisation avec les territoires permettra d'accompagner les projets touristiques structurants.

Les projets de transformation des établissements et stations thermaux et les équipements et aménagements touristiques seront soutenus y compris au titre du changement de gouvernance et de structure financière.

Pour cet exercice 2021, le besoin de crédits de paiement est important car il comprend le déblocage d'une partie du Fonds tourisme qui a fait l'objet d'une AP de 35 millions d'euros en 2019 et d'un abondement de 4 M€ en 2020 pour prendre en compte le besoin en capital des entreprises.

## **Le soutien à la grande Itinérance / voies vertes**

### **Section d'investissement : 1,96 M€ en AP et 0,7 M€ de CP**

En complément des investissements menés au titre du Plan vélo, intermodalités et nouvelles mobilités du GND, il s'agira d'accompagner les projets d'investissement qui permettront de créer des offres de services touristiques notamment pour les itinéraires à rayonnement national voire international.

## **L'agence des Pyrénées : un outil de développement moderne au service des territoires**

### **Section de fonctionnement : 630 655 en AE et 730 655 en CP**

L'Agence des Pyrénées qui verra le jour dès le mois de janvier 2021 mettra en œuvre une stratégie de développement au service des Pyrénées, en partenariat avec la Région Nouvelle Aquitaine.

## **Le Parc des Expositions, vecteur majeur du tourisme d'affaires**

### **Section d'investissement : 5 M€ d'AP et 8,420 M€ de CP**

### **Section de fonctionnement : 0,655 M€ en AP et CP**

Une nouvelle gouvernance a été mise en place, depuis 2018, pour la gestion du Parc des Expositions de Montpellier avec une forte implication de la Région afin que cet équipement reste compétitif sur le marché fortement concurrentiel des espaces dédiés aux foires, salons et grands évènementiels. Un programme d'investissement est rendu nécessaire afin de moderniser le Parc Expo et faire en sorte qu'il réponde aux attentes des organisateurs de salons, évènements et foires.

Comme l'ensemble des structures de ce type en France, le Parc des Expos a cessé de fonctionner le 11 mars 2020, et les manifestations prévues à l'automne – en particulier la Foire Internationale de Montpellier – n'ont pu avoir lieu. Alors que la nouvelle gouvernance mise en place en 2018 (création de la SPL Occitanie Events) avait permis de retrouver un résultat d'exploitation positif en 2019, le résultat d'exploitation 2020 devrait afficher un déficit proche de 5 M€, de nature totalement



exceptionnelle et ce malgré la mise en œuvre des leviers nationaux disponibles (recours au chômage partiel, mobilisation du PGE). Une enveloppe de 5 M€ en AP et CP est provisionnée au budget 2021 pour permettre la nécessaire recapitalisation de la SPL et 3,4 M€ de CP permettront de réaliser la rénovation du Hall B2, en lien avec l'accueil du SITEVI à l'automne 2021 (sous réserve de l'évolution de la situation sanitaire).

## **Promotion du tourisme**

### **Section de fonctionnement : 10,420 M€ d'AE et 10,590 M€ de CP**

Le poste de dépenses majeur en fonctionnement est celui de la promotion touristique qui comprend pour l'essentiel le financement du Comité Régional du Tourisme et des Loisirs d'Occitanie.

Au-delà de la structuration de l'offre touristique, la Région a confié au CRTL les missions de marketing, de communication, les actions en matière d'observation et d'études, de structuration de l'offre ainsi que les actions collectives liées à ces missions et la mise en place d'une nouvelle gouvernance. Ces actions seront menées en application du plan stratégique de marketing de la destination Occitanie Sud de France sur lequel s'adosse la nouvelle stratégie digitale du tourisme du CRTL (en lien avec ses partenaires infra et supra régionaux) et en cohérence avec le SRDTL.

En 2021, dans le cadre du GND et en complément de la mise en œuvre du plan marketing de la destination, le CRTL mènera des actions dans le domaine du tourisme durable et responsable en lien avec ses partenaires infrarégionaux (ADT et OT). Par ailleurs, la monétisation de la carte occ'ygène pour les familles en difficulté sera repoussée au 28 février 2021 afin d'intégrer les vacances de fin d'année et de février.

## **Ingénierie – formation - mise en réseau**

### **Section de fonctionnement : 676 000 € d'AE et 596 000 de CP**

Le Campus de l'Innovation touristique conçu, piloté et réalisé par la Région a vu sa première édition lancée en 2018 plébiscitée par les participants et les intervenants. L'édition 2020 a été reportée au 1<sup>er</sup> semestre 2021 en raison de la crise COVID.

Outre le Campus Européen de l'Innovation Touristique, la Région réalisera au titre de l'ingénierie, la formation et la mise en réseau un certain nombre d'études (y compris pour les projets européens Interreg Med Herit Data et Smartmed).

## **La démoustication, entre démoustication de confort et démoustication vectorielle**

### **Section de fonctionnement : 2,150 M€ d'AE et de CP**

La Région contribue au financement de la démoustication de confort en solidarité avec les Départements et les communes littorales. Cette contribution se formalise par une dotation à l'Entente Interdépartementale de Démoustication Méditerranée.

## FEDER Tourisme

**Section d'investissement : 5 M€ d'AP et 3,227 M€ de CP**

**Section de fonctionnement : 1,074 M€ de CP**

S'agissant des programmes d'investissement au titre du FEDER, la mobilisation d'AP est prévue pour accompagner les projets d'hébergements touristiques et les projets de Grands Sites Occitanie. En fonctionnement, les crédits concernent la promotion touristique.

### 5. Les transports et les infrastructures

TRANSPORTS ET INFRASTRUCTURES		
Fonctionnement	AE	CP
Autres interventions transports	1 065 850	937 650
Frais annexes	3 950 100	2 239 287
Infrastructures aéroportuaires	4 720 000	5 295 000
Transport ferroviaire	348 641 500	327 537 000
Transports scolaires, interurbains et réseau régional	338 519 991	315 025 510
<b>Fonctionnement</b>	<b>696 897 441</b>	<b>651 034 448</b>

Investissement	AP	CP
Autres interventions transports	76 290 000	28 340 774
Infrastructures aéroportuaires	6 480 000	11 566 000
Infrastructures de transports routiers de voyageurs	4 300 000	500 000
Infrastructures routières	13 000 000	16 012 000
Transport ferroviaire	298 858 600	136 319 348
<b>Investissement hors fonds européens</b>	<b>398 928 600</b>	<b>192 738 122</b>
Fonds européens transports durables	-	4 000 000
<b>Investissement Fonds européens compris</b>	<b>398 928 600</b>	<b>196 738 122</b>

	AP/AE	CP
<b>Total hors fonds européens : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>1 095 826 041</b>	<b>843 772 570</b>
<b>Total général : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>1 095 826 041</b>	<b>847 772 570</b>

L'année 2021 sera marquée par la mise en œuvre des grands décrets d'application de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM). Elle va notamment se traduire par le lancement des grands projets d'infrastructures de transports et les interventions directes des régions sur la gestion des Lignes Ferroviaires de Desserte fine du Territoire.

La nouvelle impulsion donnée par le Plan Rail et par le Plan Vélos, Intermodalité et Nouvelles Mobilités contribuera à poursuivre la montée en puissance du réseau de service public régional des transports d'Occitanie liO et d'affirmer la Région dans son rôle d'autorité organisatrice de l'intermodalité.

Elle sera également marquée par des rénovations et modernisation significatives de matériels roulants ferroviaires (rames AGC) qui contribuent au confort et à l'optimisation de places disponibles dans les rames.

Les mobilités sont ainsi une nouvelle fois au cœur des priorités régionales et sont un moyen d'action transversal pour améliorer le quotidien des habitants d'Occitanie et favoriser la transition énergétique.

### **Les infrastructures de transport (ferroviaires, routières et aéroportuaires)**

#### **Les infrastructures ferroviaires**

L'état préoccupant des infrastructures ferroviaires, et notamment du réseau secondaire des lignes de « dessertes fines du territoire » met en péril l'avenir du service public de transport ferroviaire. Les choix de gestion opérés par SNCF Réseau, consistant à limiter désormais ses investissements en fonds propres au seul réseau structurant, matérialisent ce désengagement et conduisent désormais la Région à mobiliser les financements nécessaires à la préservation du réseau. Parallèlement, l'effort régional se poursuit en vue de la réouverture des cinq lignes sur lesquelles la circulation est aujourd'hui suspendue, de même pour la ligne du Train Jaune avec la régénération de la voie.

Cette mobilisation sera renouvelée en 2021, dans le prolongement des choix passés et dans le cadre de la stratégie Green New Deal, élaborée en concertation avec les citoyens de la Région Occitanie et de l'adoption du Plan Rail.

L'ambition régionale de redonner au transport ferroviaire la place qu'il mérite, a fortiori, dans un contexte écologique préoccupant, doit cependant pouvoir compter sur l'engagement de l'Etat. Des promesses ont été faites en matière de ferroviaire à l'occasion des annonces relatives au plan de relance, notamment un soutien de 300 M€ à la préservation des « petites lignes ». Des engagements concrets et tangibles de l'Etat sont attendus sur ce point, ainsi que sur la prochaine génération de Contrat de Plan Etat Région (CPER), qui doit définir le prochain cadre partenarial en matière d'investissements.

#### ***Les lignes nouvelles***

La Région a obtenu que l'article 4 de la LOM autorise le Gouvernement à créer par voie d'ordonnance un ou plusieurs établissements publics locaux ayant pour mission le financement d'infrastructures de transport terrestre d'un coût excédant un milliard d'euros. Seront ainsi créés des sociétés dédiées au financement des lignes à grande vitesse en Occitanie, dotées de ressources propres. Elles permettront, par un échelonnement de la dette, de mener de front les chantiers de la grande vitesse et la consolidation du réseau existant.

#### **➤ Le Grand Projet Ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO)**

Le Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO) porte à la fois sur la création de lignes nouvelles sur les axes Bordeaux – Toulouse et Bordeaux – Espagne, ainsi que sur les Aménagements Ferroviaires sur la ligne existante au Sud de Bordeaux (AFSB) et au Nord de Toulouse (AFNT), notamment par la création de voies supplémentaires contiguës aux voies existantes. A la vitesse commerciale de 320 km/h, la LGV Bordeaux – Toulouse permettra de relier Toulouse à Paris en

3h10 (4h10 actuellement depuis la mise en service de la LGV Tours – Bordeaux), Toulouse à Bordeaux en 1h05, et d'irriguer les territoires connectés au réseau existant.

Une nouvelle phase d'études et d'acquisitions foncières sera engagée pour l'avancement du projet jusqu'à la mise en place de solutions de financement de long terme proposées par les collectivités (société de financement et ressources dédiées). 2021 sera donc une étape importante pour réaffirmer le soutien régional aux grands projets d'infrastructures et notamment aux projets LGV Bordeaux-Toulouse, LGV Montpellier-Perpignan et AFNT. Une tranche d'acquisitions foncières sera engagée sur cette dernière opération ainsi que le lancement de la seconde phase des études de projet pour un montant d'AP de 7,5 M€.

### ➤ **Ligne nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP)**

Le projet de Ligne nouvelle Montpellier-Perpignan, avec sa forte dimension transfrontalière, répond à la volonté de l'État français et de l'Union européenne de réaliser un réseau européen structurant et performant, tant pour la grande vitesse que pour le fret. La région Occitanie se situe à la croisée des lignes d'Ouest en Est, vers l'Europe du sud, Espagne et Italie avec l'arc méditerranéen et vers l'Europe du nord, via Nîmes et Lyon.

La saturation de la ligne actuelle entre Nîmes et Perpignan pourrait, sans la création d'une nouvelle ligne, avoir de lourdes conséquences sur tous les types de transports ferroviaires, qu'ils soient voyageurs ou marchandises, régionaux, nationaux ou européens : l'absence de réalisation d'une infrastructure nouvelle pourrait créer un goulet d'étranglement, voire une rupture dans les réseaux. La Région est associée au portage du projet via le financement partiel des études et des acquisitions foncières préalables au lancement de celui-ci.

En matière d'études, l'Etat et la Région Occitanie viennent de financer 6,66 M€ pour les opérations préalables à l'enquête publique en 2020/2021. Il reste à financer 3,33 M€ par les dix autres collectivités partenaires pour la poursuite de l'enquête publique jusqu'à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) entre 2021 et 2023. La concertation et les études préalables à l'enquête d'Utilité Publique pourront ainsi se tenir.

Concernant la poursuite des acquisitions foncières, 1,5 M€ supplémentaires seront nécessaires en 2021.

### ***Le réseau de transport ferroviaire***

#### **La modernisation et l'amélioration du réseau ferroviaire**

Les investissements majeurs en faveur du réseau ferroviaire sont réalisés dans le cadre des deux Contrats de Plan Etat Région (CPER) 2015-2020, qui seront prolongés jusqu'en 2022. A la suite des opérations arrêtées pour la période de 2015 à 2020, de nouveaux projets seront engagés ou poursuivis :

- la poursuite des travaux des schémas directeurs en 2021 sur le nœud ferroviaire de Toulouse et sur les Installations Fixes de Traction Electrique (IFTE), qui contribuent à la modernisation du nœud en garantissant la continuité de l'offre et le développement des dessertes régionales et l'augmentation de leur fiabilité. Ces investissements permettront notamment la mise en accessibilité de la gare de Matabiau, l'augmentation des capacités de traction électrique sur ce

secteur, ainsi que l'adaptation des infrastructures nécessaires au prolongement des navettes Arènes-Colomiers vers l'Ouest,

- les programmes d'allongement des quais avec les études sur l'axe d'Auch en lien avec le projet de développement et la poursuite des études sur Nîmes-Montpellier et la halte de Saint-Césaire par exemple, faisant suite à la réalisation des travaux de quais sur la liaison Toulouse-Montauban fin 2019, l'axe de l'Ariège en 2020 et Toulouse-Castelnaudary programmés en 2021. L'enjeu pour la Région est de poursuivre l'augmentation de la capacité d'emport des trains en déployant de manière plus étendue des trains à composition multiples (plusieurs rames jumelées).
- la modernisation de la signalisation sur l'axe Toulouse-Tarbes avec l'engagement des études préliminaires en vue de la mise en contre-sens de la section Toulouse-Muret : l'objectif est d'améliorer la ponctualité des trains, de limiter les conséquences d'incidents ou d'interruptions pour travaux en autorisant l'emprunt de la voie de sens contraire, et de dégager des capacités de circulation supplémentaires sur le réseau.

### **La modernisation et la réouverture de gares**

Les gares feront l'objet de nouveaux investissements de mise à niveau et d'équipement, conformément aux orientations prises dans la nouvelle convention de service public ferroviaire régional de transport de voyageurs avec SNCF Voyageurs. Avec l'information voyageurs, les domaines d'intervention seront notamment l'amélioration du confort, de la signalétique (avec par ailleurs l'introduction des langues régionales), la mise en œuvre de gares autonomes ou de gares télécommandées. Dans le cadre du Plan Vélos, de nouveaux stationnements pour les vélos seront aussi déployés dans les gares pour disposer d'un meilleur maillage territorial de l'offre.

Les travaux de la gare de Figeac démarreront en 2021 en vue de rouvrir en 2022. Les études seront engagées pour la rénovation de la gare de Martres-Tolosane, acquise par la Région fin 2020.

L'ensemble de ces opérations vise à améliorer l'attractivité des transports publics régionaux.

### **La préservation du réseau secondaire**

La Région poursuit sa mobilisation en faveur des Lignes de Desserte Fine du Territoire (LDFT) qui font l'objet, depuis plusieurs décennies, d'un entretien minimal par SNCF Réseau. Après les financements alloués en 2019 et 2020, ce sont 120 M€ qui seront engagés en 2021 en vue d'assurer la pérennité de ces infrastructures.

Cet effort de la Région, sous la forme d'un nouveau Plan Rail, s'inscrit pleinement dans les objectifs annoncés du Green New Deal pour les travaux de régénération nécessaires au maintien de l'offre ferroviaire à horizon 2024.

### **L'Agenda d'Accessibilité Programmé ferroviaire (Ad'AP)**

La mise en œuvre de l'Ad'AP ferroviaire de la Région Occitanie sur les 31 gares prioritaires se poursuit. Ainsi, la Région inscrit 4 M€ de CP pour la réalisation d'études et de travaux. La Région déplore néanmoins les retards dans la réalisation des travaux sur le domaine des infrastructures

ferroviaires liés particulièrement aux difficultés pour SNCF Réseau d'honorer ses engagements en termes de livraison des opérations.

Par ailleurs, comme en 2019 et 2020, des services de substitution seront déployés sur toute l'année 2021 sur les gares ne faisant pas l'objet de travaux de mise en accessibilité pérennes afin de garantir une meilleure accessibilité des réseaux aux personnes à mobilité réduite.

### ***Les infrastructures routières***

#### **L'aide aux Départements**

Le dispositif Réseau Routier d'Intérêt Régional bénéficiant aux Départements souhaitant mener des projets de développement et de modernisation sur la voirie départementale sera poursuivi en 2021 : 10 M€ d'AP y seront consacrés pour accompagner la réalisation d'opérations présentées par l'ensemble des 13 Départements de la région Occitanie (dont 1,58 M€ d'AP pour la mise en accessibilité et l'aménagement de points d'arrêts / Ad'Ap routiers), avec une vigilance particulière sur l'innovation et la mise en œuvre de matériaux et méthodes plus respectueux de l'environnement.

#### **Les infrastructures routières nationales**

Au titre des CPER 2015-2020, la Région intervient sur des projets routiers portés par l'Etat en faveur de nouvelles opérations structurantes.

En 2021, 3 M€ d'AP / 9,2 M€ de CP seront alloués en participation régionale au titre de ce volet du CPER.

### ***Les infrastructures aéroportuaires***

#### **La mise aux normes des infrastructures**

En 2018, la Région a adopté sa stratégie aéroportuaire. Celle-ci vise à mettre en cohérence les aéroports régionaux et à optimiser leur rôle de catalyseurs du développement économique et touristique.

La Région conduit un programme pluriannuel d'investissements depuis plusieurs années en collaboration avec les collectivités territoriales audoises, afin d'adapter l'aéroport de Carcassonne aux derniers standards de sécurité, d'améliorer ses performances opérationnelles, et d'opérer une rupture en termes d'ergonomie et de qualité de service fournies aux passagers. Ce programme vise également l'inscription de l'aéroport dans une démarche de développement durable.

En 2021, après l'achèvement des études et de la phase de préparation du chantier, les travaux relatifs à la nouvelle jetée de desserte des nouveaux postes de stationnement des aéronefs commerciaux et de la salle d'arrivée attenante démarreront. Les études relatives à l'aménagement des aires de sécurité d'extrémité de piste (RESA), à la mise aux normes des aires aéronautiques et à la réfection de la piste principale s'achèveront pour permettre l'engagement de la phase de travaux.

La Région prévoit de mobiliser une enveloppe de 3 M€ d'AP / 6,186 M€ de CP pour la réalisation des équipements de l'aéroport de Carcassonne.

## **L'exploitation des aéroports régionaux par la Société Publique Locale Aéroportuaire Régionale (SPLAR)**

Avec la SPLAR, la Région est désormais dotée d'un outil opérationnel pour assumer son rôle de cheffe de file du domaine aéroportuaire et pour mettre en œuvre sa stratégie. Elle accompagne et suit l'exploitation des aéroports de Carcassonne et de Perpignan depuis 2020. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, elle exploitera celui de Tarbes Lourdes Pyrénées, le Syndicat mixte Pyrénia ayant rejoint sa gouvernance.

Pour le financement des équipements de sécurité de ces trois aéroports, la Région mobilisera une enveloppe pluriannuelle de 3,48 M€ d'AP / 5,380 M€ de CP.

### **Le soutien au développement des aéroports régionaux**

La Région, en tant que membre des syndicats mixtes des aéroports de Perpignan, Tarbes-Lourdes (Pyrenia), Rodez, Béziers Cap d'Agde et Castres, apportera en 2021 sa contribution annuelle pour la gestion de ces plateformes et soutiendra les lignes à obligation de service public vers Paris (Castres, Rodez, Brive et Tarbes) dans l'objectif du désenclavement d'une partie du territoire régionale.

L'aide de la Région en la matière s'élève à 4,72 M€ d'AE / 5,30 M€ de CP.

### **Développer et rationaliser les transports collectifs sur le territoire régional**

#### **La Région, autorité organisatrice des transports collectifs**

##### **L'exploitation du réseau ferroviaire TER**

##### ***La convention d'exploitation du service ferroviaire liO***

La convention de service public ferroviaire régional de transport de voyageurs entre la Région Occitanie et l'Opérateur unique SNCF Voyageurs (venu aux droits de SNCF Mobilités) a été signée le 9 avril 2018. Elle a réaffirmé la volonté de la Collectivité d'améliorer la qualité de service sur la durée, ainsi que la performance environnementale, tout en faisant l'objet d'une trajectoire financière maîtrisée sur le long terme avec un développement de l'offre à hauteur de +11 %.

La clause de rendez-vous inscrite au contrat sera activée au milieu de celui-ci, soit dès 2021, afin de préciser les ambitions et objectifs assignés à SNCF Voyageurs pour les années 2022 à 2025.

Cette activation permettra d'appuyer les décisions, en particulier budgétaires, qui auront été prises par la Collectivité pour faire face aux situations nouvelles, engendrées notamment par la crise sanitaire de 2020 (baisse de la fréquentation, frais connexes, circulations adaptées aux besoins des soignants pendant la crise...) et de réaffirmer l'ambition en faveur d'une meilleure utilisation du réseau liO.

La participation de la Région au financement des trains liO s'élèvera à 347,73 M€ d'AE.

## ***Qualité de service***

En 2020, le suivi de la qualité des services a été fortement perturbé par la pandémie COVID-19, néanmoins les résultats se sont largement améliorés en 2020 par rapport à la même période en 2019. En 2021 le niveau d'exigence auprès de l'exploitant sera renforcé.

## ***Développements de l'offre***

Depuis la signature de la convention TER liO en avril 2018, l'offre régionale ferroviaire a été largement augmentée. Actuellement, ce sont 16 millions de train-kilomètre qui sont proposés aux voyageurs. De nouvelles opportunités de circulation sont ainsi effectives depuis fin 2019 entre Toulouse et Perpignan, Toulouse et Pau, Toulouse et Agen/Brive, et entre Lunel et Sète. 2021 sera l'année de plein effet de l'ensemble de ces évolutions.

Des offres ponctuelles sont également proposées, et sont vouées à se pérenniser d'une année sur l'autre (feu d'artifice de Carcassonne, de Collioure, festivals, Tour de France, Escale à Sète, Site du Pont du Gard ...).

Des offres combinées sont en cours de déploiement. Elles permettent de se rendre en train vers des lieux touristiques, culturels, et contribuent ainsi à la valorisation des enjeux touristiques de notre région en les ouvrant au plus grand nombre.

## ***La tarification***

La gamme tarifaire régionale déployée depuis juillet 2018 continuera d'évoluer afin de répondre aux besoins des voyageurs en 2021. Elle fait l'objet d'adaptations ponctuelles (offres combinées de type train-culture avec les offres Evasio) afin de maintenir la confiance des voyageurs, après la crise sanitaire de 2020 qui n'a pas épargné le réseau régional liO. Des modifications pérennes sont également introduites, comme la création d'un abonnement entreprise qui permet de répondre aux nouveaux besoins de mobilité professionnelle intersites des entreprises et d'encourager le recours au transport ferroviaire.

Une tarification spécifique à destination des résidents du territoire du Train Jaune a été décidée et mise en œuvre.

2021 devrait permettre à la Région de bénéficier des retombées de l'ensemble de ces offres.

La poursuite de mesures saisonnières en 2021 (sur le modèle 1 million de billet à petits prix de l'été 2020) apparaît ainsi comme un enjeu pour le soutien de l'économie touristique régionale.

## ***La distribution et la billettique***

Les évolutions permettant de faciliter l'usage de transport, y compris multimodal, seront poursuivies, que ce soit en termes d'adaptation des systèmes de vente ou d'interopérabilité billettique.



## ***Le Train Jaune***

La convention TER liO 2018/2025 prévoit le maintien et l'entretien du matériel historique de la ligne du Train Jaune, qui fait par ailleurs l'objet d'un Schéma Directeur en cours d'élaboration et destiné à protéger durablement le Train Jaune. Pour ce faire, le matériel historique fait l'objet d'un programme de maintenance comprenant des opérations périodiques ainsi qu'un programme de révisions générales pour permettre l'exploitation du matériel au-delà de décembre 2020 et jusqu'en 2030. Une réflexion pour un nouveau matériel roulant, reprenant les codes du matériel historique, sera également lancée.

## **Les Trains d'Equilibre du Territoire (TET)**

### ***L'exploitation de la ligne Clermont-Ferrand/Béziers et de la desserte de nuit Toulouse/Cerbère/Portbou***

Une convention signée entre l'Etat, la Région et SNCF Voyageurs formalise les modalités d'exploitation et de financement du Train d'Equilibre du Territoire « Aubrac » (Clermont-Ferrand/Béziers), ainsi que celles de la branche de nuit Toulouse/Cerbère/Portbou, pour les années 2019 et 2020. Cette convention se poursuit en 2021 et est adaptée à la réalité de l'impact financier de l'exploitation de ces lignes.

A ce titre la Région versera à SNCF Voyageurs 2 M€ pour le train de l'Aubrac et 1,1 M€ pour le train de nuit Toulouse-Cerbère Portbou.

Dans une logique de complémentarité entre services ferroviaires régionaux et nationaux au profit du voyageur, l'acceptation de voyageurs d'Occitanie porteurs de tarifs régionaux à bord des Trains d'Equilibre du Territoire Toulouse-Bayonne, Paris-Limoges-Toulouse et Bordeaux-Marseille sera poursuivie.

### ***L'amélioration du matériel roulant affecté aux trains régionaux***

La modernisation des services régionaux de voyageurs repose en particulier sur une amélioration des dessertes et sur l'accroissement de la capacité et du confort offerts, dans un contexte de croissance des besoins. L'amélioration du parc de matériel roulant constitue un facteur essentiel de ce progrès et intègre désormais le verdissement des modes de propulsion.

En complément de l'acquisition des rames neuves, la modernisation de la flotte AGC (Autorail Grande Capacité) est engagée. Une première phase de modernisation démarre en 2021, elle porte sur une vingtaine de rames AGC les plus vétustes. La livraison de la première rame AGC modernisée est attendue pour le premier trimestre 2021.

Par ailleurs, les 83 rames de série AGC arrivent à « mi-vie » (20 ans), et une rénovation technique lourde ainsi qu'une modernisation des espaces sont nécessaires. Les grands objectifs de l'opération sont d'augmenter la capacité d'emport et d'offrir des aménagements intérieurs avec des matériaux rénovés et conformes aux nouveaux usages des voyageurs.

Les études sur le traitement d'une première tranche d'une quinzaine de rames seront conduites en 2021.

En outre, la Région est engagée sur les trois projets de verdissement des matériels roulant régionaux :

- elle participe à l'expérimentation de l'AGC batteries dont les études sont en cours avec les Régions partenaires, SNCF Voyageurs et Bombardier. Une rame prototype sera transformée dans le cadre des opérations mi-vie à l'horizon 2023.
- dans sa démarche de Région à Energie POSitive et du « Plan Hydrogène Vert Occitanie » adopté en 2019, la Région mène un projet pilote de train à hydrogène, portant sur 3 rames Régiolis bimode électrique/hydrogène, afin de permettre la circulation de trains « zéro émission locale ».

La contractualisation de trois rames à hydrogène que la Région a décidé de financer pour un montant de 52 M€ aboutira en 2021, le caractère innovant de cette motorisation appliquée au ferroviaire, et les négociations avec l'Etat pour obtenir un engagement de l'Etat plus important, compte tenu des coûts du projet, ont conduit à ce décalage du projet. Pour la Région, la mise en œuvre de ces 3 rames pour assurer la desserte entre Toulouse, Montréjeau et Luchon, sur une ligne intégralement rénovée à cet horizon est une priorité et l'une des actions phare du Plan Hydrogène vert régional.

- enfin, dans le cadre de l'acquisition des 51 rames Régiolis, la Région a initié un projet d'hybridation d'un Régiolis bimode. Les premiers essais sont prévus pour 2021 pour une mise en service commercial de la rame pilote en 2022.

Enfin, des travaux d'adaptation des différents centres de maintenance de Toulouse, Tarbes, Nîmes et Perpignan sont en cours conformément aux objectifs de la convention liO TER 2018/2025, et ce afin d'accueillir et d'entretenir les nouveaux matériels à l'échelle du territoire Occitanie.

La Région financera ainsi des équipements permettant la maintenance de son parc de matériel en Occitanie évitant ainsi l'acheminement des rames hors de son territoire et réduisant ainsi les durées d'immobilisation.

Ces différentes opérations pourront notamment s'appuyer sur les savoirs faire et compétences disponibles en région, notamment issus de l'activité du secteur aéronautique, et pour lesquelles une véritable industrie du ferroviaire s'est développée.

La Région consacrera 122,96 M€ d'AP pour ces opérations.

### **Les transports publics routiers**

Au titre des transports routiers (transport scolaire, lignes régulières et transport à la demande), la Région prévoit au budget 2021, une enveloppe d'un peu plus de 317,26 M€ en fonctionnement.

#### ***Le transport scolaire***

Maillon essentiel de la chaîne éducative, les transports scolaires, de par leur organisation, leur maillage et leur efficacité, contribuent à l'égalité d'accès à l'enseignement. Chaque jour pas moins de 150 000 élèves scolarisés de la maternelle au lycée sont pris en charge par la Région pour se

rendre dans leurs établissements scolaires. Leur transport est assuré principalement par un réseau de plus de 4 000 services spéciaux scolaires (Service A Titre Principal Scolaire - SATPS) qui circulent matin et soir les jours scolaires, mais aussi par le réseau de lignes régulières et par le réseau ferroviaire liO.

Outre les renouvellements annuels d'une partie des marchés dans les départements de l'Ariège, de la Lozère ou encore de l'Aveyron et des Pyrénées Orientales, l'année 2021 verra la recontractualisation complète du réseau de transport scolaire dans le Lot et les Hautes-Pyrénées et d'une part structurante des services dans le Gers. Ces consultations seront établies selon la politique d'achat mise en œuvre depuis trois ans, qui vise à maintenir l'accès des TPE et PME à la commande publique régionale, à assurer une juste rémunération des entreprises et à garantir aux familles une qualité de service sans faille.

Les règles d'accès au transport scolaire sont définies par les règlements de transport scolaire établis par chaque Département avant le transfert de compétence. Leur harmonisation pouvant avoir de forts impacts en matière de mixité sociale, d'équilibre des territoires, de maintien des établissements scolaires et d'équilibre budgétaire, une étude la plus exhaustive possible de ces impacts, établie département par département, permettra d'élaborer un règlement régional des transports scolaires pour la rentrée de septembre 2021. Celui-ci fournira le cadre de la mise en œuvre de la gratuité de l'accès au transport scolaire pour les ayants droit, étape finale de l'harmonisation tarifaire engagée dès 2018 (plafonnement de la participation familiale à 90 €/an), et poursuivie en 2020 (plafonnement de la participation familiale à 45 €/an pour les demi-pensionnaires et mise en place de la gratuité pour les internes).

Cette mesure d'un coût de 4,75 M€ permet d'améliorer le pouvoir d'achat de plus de 100 000 familles.

### ***Les lignes régulières routières***

Le réseau liO autocar, composé de plus de 361 lignes régulières, a fait l'objet d'un important renouvellement à la rentrée 2020, à l'occasion de la recontractualisation des lignes du précédent réseau routier régional (ex « RRR ») ainsi que de l'ensemble des réseaux du Gard et des Pyrénées-Orientales. L'offre a été confortée toujours dans l'objectif de mieux répondre aux besoins de mobilité du quotidien et proposer une véritable alternative à la voiture individuelle : offre de plusieurs allers retours quotidiens permettant des déplacements en demi-journées sur les villes principales du territoire, avec une amplitude horaire la plus large possible et un cadencement sur les axes de circulation les plus fréquentés, itinéraires les plus directs possibles pour une attractivité accrue.

L'effort d'optimisation qui a accompagné ce travail de restructuration de l'offre de l'ancien RRR est à noter puisque l'offre kilométrique est passée de 4,8 à 6,5 millions de kilomètres annuels sans surcoût, et ce malgré la mise en œuvre de l'harmonisation tarifaire à la baisse pour un coût estimé à 1,5 M€.

En 2021, l'effort sera essentiellement poursuivi sur le réseau de lignes régulières dans le département du Lot, qui nécessite un développement pour répondre aux besoins des usagers du territoire en complémentarité avec le transport à la demande déjà déployé en partenariat avec les communes et EPCI.

La mise en œuvre de cette nouvelle offre s'est accompagnée de deux actions majeures pour son appropriation par les usagers :

- déploiement généralisé de la gamme tarifaire liO, tarification « plate » et forfaitaire quelle que soit la distance parcourue, sous la forme d'un plafonnement : tarif du billet unitaire fixé à 2 €, carnet de 10 trajets à 15 €, abonnement mensuel à 40 € et 20 € pour les moins de 26 ans et abonnement annuel à 390 € et 195 € pour les moins de 26 ans,
- mise en œuvre des solutions innovantes de vente de titres de transport via l'appli liO et le ticket par SMS.

La politique de renouvellement du parc d'autocars mis à disposition des opérateurs régionaux va se poursuivre, avec un effort consenti à l'équipement de sûreté des autocars et au verdissement de la flotte avec l'acquisition de 15 cars GNV.

### ***Le Transport A la Demande (TAD)***

En accord avec les orientations des EGRIM, afin de répondre aux besoins de déplacement dans les zones peu denses dans lesquelles les lignes régulières manquent de pertinence, la Région Occitanie a adopté en juillet 2019 une politique volontariste de développement des transports d'intérêts locaux. La mise en œuvre de cette nouvelle politique consiste à accompagner les EPCI pour le développement de l'offre de transport à la demande.

Il s'agit de :

- compléter l'offre ferroviaire et routière régionale liO par une desserte des zones rurales,
- offrir une solution de mobilité à tous les habitants de l'Occitanie,
- proposer un service attractif par son organisation (simplicité d'accès) et par ses tarifs (lisibilité et cohérence avec la gamme régionale).

Une enveloppe d'1,5 M€ d'AP et CP est consacrée à la mise en œuvre de ce dispositif.

### **La valorisation du covoiturage**

La Région, consciente de ses responsabilités en matière d'organisation de l'intermodalité, a perçu les enjeux des nouvelles pratiques de mobilité et l'intérêt de la valorisation du covoiturage dans l'ensemble de la chaîne de déplacement. En effet, la part modale de la voiture reste prédominante en Occitanie, atteignant 80 % voire plus selon les zones géographiques. Pourquoi ne pas exploiter les « sièges vides » et transformer les véhicules individuels en transport complémentaire des réseaux structurants du territoire, notamment dans les zones peu denses.

Le réseau liO repose lui-même sur la prise en compte globale de la chaîne de déplacement dans le but de mettre en cohérence les réseaux de transports routier et ferroviaire et d'organiser leur rencontre dans les Pôles d'Echanges Multimodaux. Cette logique d'intervention, basée sur une hiérarchisation des réseaux et une optimisation des besoins de transports, peut s'appliquer au covoiturage, s'intégrant lui-même dans les multiples facettes des modes actifs comme l'autopartage, les modes doux, les engins de déplacements personnels...

Face aux enjeux liés à la transition écologique et à la garantie d'accès aux services de mobilité, le covoiturage dans les zones rurales peut apparaître comme une véritable solution de mobilité alternative, complémentaire aux offres de transports publics réguliers, au même titre que le transport à la demande par exemple.

Les principales étapes à venir sur la politique régionale en matière de Nouvelles mobilités se déclinent ainsi :

- les contours de la stratégie régionale en matière de covoiturage ont été dévoilés dans le « Plan vélo Intermodalité et Nouvelles Mobilités » dont les dispositifs de financement régional continueront à être déclinés courant 2021,
- les quatre expérimentations de plateformes digitales de covoiturage dans la Région (Mobi&Co par Karos dans le bassin ouest toulousain, la TRAME labélisée Ecosyst'M dans le PETR de la Vallée de l'Aude, Pitcholines par Mobicoop dans le Pays Cœur d'Hérault et Alès'Y par Instant System et Kéolis dans le bassin d'Alès), sont reconduites pour l'année 2021, compte-tenu des retards pris dans leurs lancements en 2020, suite à la crise sanitaire,
- des expérimentations ciblées sont prévues en 2021 :
  - ✓ organisation de la réservation en ligne de places de stationnement dédiées au covoiturage, selon les opportunités de conventions avec AOM et gestionnaires de parkings stratégiques,
  - ✓ intégration de nouveaux services aux plateformes de covoiturage (autopartage de véhicules propres, location de VAE longue durée...).

## **Les transports doux**

Dans le cadre du Green New Deal, la Région a adopté un plan vélo, intermodalités et nouvelles mobilités. Déclinaison de ce plan, le dispositif régional d'intervention en faveur des mobilités cyclables entend placer la Région dans une démarche volontariste en faveur du vélo, lui permettant d'assumer pleinement sa nouvelle responsabilité d'autorité organisatrice des mobilités actives régionales, confiée par la Loi d'orientation des mobilités (LOM).

Ce dispositif en faveur des mobilités cyclables, qui vise à adopter une approche systémique du vélo, s'articule autour de plusieurs axes : permettre le développement de l'usage du vélo du quotidien, favoriser le développement du cyclotourisme, faciliter la complémentarité entre le vélo, le réseau liO et les nouvelles mobilités, faciliter l'acquisition du vélo et enfin favoriser un développement économique autour du vélo.

En 2021, la Région poursuivra sa politique d'aide aux particuliers pour l'achat d'un vélo à assistance électrique et mettra en place un dispositif de soutien en faveur des infrastructures cyclables du quotidien.

Une enveloppe de 18 M€ d'AP est consacrée à la mise en œuvre de ces dispositifs.

## **Le Plan Pôle d'Echange Multimodal (PEM)**

Les PEM sont, avec les transports ferroviaires, les lignes d'autocars, et les mobilités du « dernier kilomètre, l'un des quatre piliers du service public régional des transports « liO ».

Le dispositif régional d'intervention en faveur des PEM ferroviaires mis en place depuis fin 2017 répond à l'attente des collectivités locales qui se déclarent prêtes à assurer le pilotage de tels projets. Plusieurs projets de PEM autour de grandes gares, de gares régionales ou rurales, et mêmes de haltes ferroviaires, identifiés dans le cadre des EGRIM et portés par une maîtrise d'ouvrage locale, verront ainsi leur concrétisation en 2021, au travers d'études voire de travaux. Il s'agit des PEM exceptionnels de Frontignan, Béziers, Carcassonne, Narbonne, Agde, Sète, Montauban et Alès.

D'autres projets (PEM Urbains et ruraux) sont également engagés : Figeac, Alès, Vergèze, Générac, Vauvert, Le-Grau-du Roi, Beaucaire, Saint Génès de Malgoires, Millau, ceux le long du Train Jaune, ceux de la Rive Droite du Rhône, et ceux de la Haute Vallée de l'Ariège, Castelsarrasin, Saverdun, Saint-Sulpice-sur-Tarn, Albi, Capvern, Baziège, Carbone, Aigues Mortes, Limoux ...

Dans le cadre des PEM Ruraux les porteurs de projet ont la possibilité de bénéficier d'une étude de préféabilité financée à 100 % par la Région. Au total, ce sont 9,29 M€ d'AP qui sont inscrits au BP 2021. Concernant les PEM routiers, la Région inscrit une enveloppe de 1,58 M€ en AP pour lancer les premières études.

## **L'intermodalité**

La Région en tant que cheffe de file de l'intermodalité accompagne toutes mesures permettant de réduire l'utilisation des véhicules individuels par le report des usagers vers des modes alternatifs comme le Transport Collectif en Site Propre, en complémentarité du réseau liO. C'est notamment le cas à Nîmes et à Montpellier. Elle accompagnera les projets portés par le Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine, Tisséo dans le cadre du plan mobilité 2020-2030 à hauteur de 30 M€ d'AP en 2021 pour une première phase.

## 6. L'eau, les milieux aquatiques et la prévention des risques d'inondation

EAU ET PREVENTION DES RISQUES		
Fonctionnement	AE	CP
Hydraulique agricole	100 000	30 000
Plan régional d'intervention pour l'eau	1 500 000	1 250 000
<b>Fonctionnement hors fonds européens</b>	<b>1 600 000</b>	<b>1 280 000</b>
Fonds européens Prévention et gestion des risques	600 000	832 400
<b>Fonctionnement Fonds européens compris</b>	<b>2 200 000</b>	<b>2 112 400</b>

Investissement	AP	CP
Hydraulique agricole	6 500 000	6 000 000
Plan régional d'intervention pour l'eau	21 000 000	27 900 000
<b>Investissement hors fonds européens</b>	<b>27 500 000</b>	<b>33 900 000</b>
FEADER Eau	10 700 000	12 000 000
Fonds européens Prévention et gestion des risques	3 500 000	2 531 000
<b>Investissement Fonds européens compris</b>	<b>41 700 000</b>	<b>48 431 000</b>

	AP	CP
<b>Total hors fonds européens : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>29 100 000</b>	<b>35 180 000</b>
<b>Total général : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>43 900 000</b>	<b>50 543 400</b>

La gestion durable de la ressource en eau revêt une importance toute particulière dans une région marquée par des épisodes de sécheresse récurrents et un fort accroissement démographique. La politique régionale vise à promouvoir les économies d'eau, la protection, la mise en valeur des milieux aquatiques, inscrits dans la trame bleue, gage de la durabilité des ressources locales, la préservation de la qualité de l'eau et la mobilisation de nouvelles ressources, en particulier via la gestion et le développement du réseau hydraulique régional.

D'autre part, la prévention des risques naturels est la condition d'un aménagement durable du territoire régional, concerné de manière généralisée par le risque d'inondations, mais également par celui de submersion marine.

En 2017, la Région a mené une étude prospective permettant d'aboutir à une vision globale de l'équilibre besoin-ressource à l'échelle de l'Occitanie, au regard des perspectives démographiques, de l'état actuel des ressources et des effets attendus du changement climatique. Cette phase d'étude s'est accompagnée d'une large concertation menée selon des process innovants (cahiers d'acteurs, ateliers participatifs sur les territoires, événements labellisés). En 2018, la Région a voté son plan d'intervention régional pour l'eau, comprenant 21 actions et 3 dispositifs d'intervention (ressource en eau, milieux aquatiques et prévention des inondations) qui orientent son action dans ces domaines.

De plus, lors de l'Assemblée plénière de juillet 2020, a été actée, dans le cadre du Plan de transformation et de développement (acte I du Green New Deal Occitanie), la création d'un Service Public Régional de l'Eau (SPRE), qui s'appuie sur un nouveau modèle respectueux de tous les usages, sur la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature et le déploiement de projets exemplaires, ainsi que sur une concertation citoyenne renforcée.

La gestion de l'eau doit en effet constituer l'une des priorités du nouveau modèle d'aménagement et de développement, et, par ses compétences et son positionnement géographique, la Région a un rôle majeur à jouer dans la mobilisation des différents acteurs régionaux, le partage des connaissances et du savoir-faire, et la coordination de leurs actions, afin de permettre de préparer l'avenir et de renforcer la résilience du territoire d'Occitanie.

Pour cela, elle mobilisera notamment les deux opérateurs que constituent BRL et la CACG, ainsi que le Réseau Hydraulique Régional qui leur sera concédé pour créer ce Service public régional de l'Eau, en faveur d'une gestion solidaire et durable des ressources en eau et d'un renforcement de la prise en compte des enjeux de « l'écocitoyenneté de l'eau ».

### **La ressource en eau**

Le programme Plan d'intervention régional pour l'eau comprend une opération liée à la ressource en eau, dotée d'une ligne d'investissement (6 M€ d'AP et 18,2 M€ de CP).

Cette politique bénéficie du programme commun de fonctionnement : gestion intégrée de l'eau et des risques, doté de 1,5 M€ d'AE et de 1,25 M€ de CP.

La Région mène une politique dont l'objectif est d'assurer aux habitants, aux entreprises et à toutes les catégories d'usagers du territoire d'Occitanie la mise à disposition de ressources en eau, tout en préservant les milieux fragiles.

Des projets d'économies d'eau, de protection des ressources locales, afin d'atteindre le bon état écologique des cours d'eau seront accompagnés par la Région.

### ***L'Entente pour l'eau du bassin Adour-Garonne***

La Région s'est engagée depuis 2018 aux côtés de la Région Nouvelle-Aquitaine, de l'Etat et du Comité de bassin Adour-Garonne, au sein de l'Entente pour l'eau du bassin Adour-Garonne. L'objectif de l'Entente est de mettre en œuvre un plan d'action coordonné entre les partenaires, mobilisant leurs politiques respectives, mais aussi d'impulser des actions communes, notamment dans le cadre d'appels à projets conjoints dont certains seront lancés en 2021, afin de garantir, en quantité et qualité, la disponibilité de ressources en eau sur le bassin et d'éviter les conflits d'usages, en anticipant et favorisant l'adaptation du territoire aux enjeux, actuels et à venir, du changement climatique.

2021 verra également la Plateforme pour l'eau, destinée à valoriser les bonnes pratiques en lien avec les objectifs de l'Entente et cofinancée par les partenaires, entrer dans sa phase de mise en œuvre opérationnelle.

### ***Le réseau Hydraulique régional et Aquadomitia***

Le plan d'intervention régional s'appuie également sur le réseau hydraulique régional, concédé par l'Etat à BRL qui a été transféré à la Région Languedoc-Roussillon le 28 mars 2008. Alors que l'Etat avait cessé depuis plusieurs années d'y investir, la Région compte valoriser et développer ce réseau, en faisant de son concessionnaire BRL un instrument majeur du SPRE, dont la gouvernance a évolué en Société d'économie mixte locale (SEML).



Le réseau régional existant (100 km de canaux et 5 000 km de canalisations, 80 stations de pompage et 6 de traitement, 2 barrages) assure aujourd'hui l'adduction d'eau brute depuis le Rhône jusqu'à Montpellier et satisfait les besoins d'eau à potabiliser, d'eau à usages divers et d'eau agricole dans le Gard, l'Aude et l'Hérault.

Aqua Domitia représente l'un des grands projets de la Région estimé à 140 M€ pour le réseau primaire : il s'agit d'amener l'eau du Rhône depuis Montpellier jusqu'au littoral Audois en passant par le nord Biterrois, puis jusqu'au Minervois pour apporter une deuxième ressource complémentaire pour les territoires les plus fragiles.

L'année 2021 verra d'une part la fin des travaux du maillon central, qui bouclera le projet en reliant la ressource Rhône à la ressource Orb. Cette ultime phase s'élève à 65 M€ d'investissement sous maîtrise d'ouvrage de BRL. Le maillon minervois entrera également en phase de réalisation en 2021.

En complément du réseau Aqua Domitia, la Région maintient des crédits d'investissement au bénéfice des territoires non concernés par le Réseau hydraulique régional sur des projets de mobilisation de la ressource en eau.

### ***Le réseau Neste et rivières de Gascogne***

L'Etat dispose encore d'un réseau hydraulique sur la Neste, géré par la CACG, dont le transfert de propriété à la Région a été proposé. Des audits technique et financier ont été menés sur la concession d'Etat, ainsi que sur la société concessionnaire CACG. Suite à ces études, les négociations avec l'Etat sont en cours depuis 2019 concernant les conditions posées en préalable à la reprise des ouvrages par la Région (notamment relatives aux règlements liés aux droits d'eau, ainsi qu'à la créance que détient l'Etat envers la CACG ou encore au financement du Plan de rénovation). Une décision concernant ce transfert devrait intervenir dans le cadre du prochain mandat, avec potentiellement des travaux de modernisation et d'extension à engager rapidement.

A la suite de l'octroi d'une avance en compte courant d'associé par la Région à la CACG et du Plan de redressement engagé en conséquence par la société en 2020, un nouveau Plan d'investissement est à prévoir pour les concessions, dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs du SPRE.

Comme prévu dans le cadre du plan de redressement élaboré par les actionnaires, les activités d'ingénierie et de réalisation et d'exploitation seront à distinguer, en transparence et pour une meilleure approche par métier.

### ***Appui aux démarches locales***

La Région apporte son soutien aux démarches locales (Schémas d'aménagement et de gestion des eaux, contrats de rivière, Programmes d'action de prévention des inondations).

## **Les milieux aquatiques**

La Région accompagne les travaux de restauration physique des cours d'eau (hydromorphologie, continuités latérales et longitudinales), dans le cadre des deux CPER et pour la mise en œuvre opérationnelle des trames bleues des SRCE. Une opération budgétaire de 4 M€ d'AP et de 1,5 M€ de CP est proposée à cette fin.

### **Lutte contre les risques naturels**

Trois opérations budgétaires permettent de mener cette politique :

- l'opération « risques d'inondations », doté d'une section d'investissement de 5 M€ d'AP et de 5,2 M€ de CP,
- le programme Fonds de solidarité catastrophes naturelles doté d'une section d'investissement de 2 M€ d'AP et 1,5 M€ de CP,
- une opération budgétaire particulière est maintenue concernant le CPIER Plan Rhône – volet inondations : il est doté d'une section d'investissement de 4 M€ d'AP et de 1,5 M€ de CP.

Cette politique bénéficie du programme commun de fonctionnement créé : gestion intégrée de l'eau.

L'inondation constitue le risque naturel majeur en région : près de 1,5 million de personnes résident en zone inondable.

Pour réduire durablement ce risque, la Région oriente son intervention sur différents axes : la prévention, la sensibilisation des citoyens, la préservation et la restauration des fonctionnalités des rivières, les infrastructures de protection, la réduction de la vulnérabilité et la gestion de crise.

Dans le cadre de chaque PAPI, la Région accompagne la programmation de projets en partenariat avec l'Etat, les Départements et collectivités concernées, ainsi que le FEDER sur la partie est du territoire.

Les projets les plus importants attendus en 2021 qui seront financés concernent tous les PAPI de la région. Les crédits de paiement permettront de couvrir les dossiers déjà engagés, avec de grosses opérations qui vont se terminer en 2021 sur la ville de Nîmes.

Outre les travaux, la Région accompagne, l'acquisition de nouvelles connaissances sur les risques naturels, le partage de l'information et la diffusion d'une culture du risque.

### **Plan Rhône**

La Région intervient dans le cadre du **dispositif inter-régional « Plan Rhône »**, dont le volet inondation a vu la grande opération de sécurisation de la digue du Rhône entre Beaucaire et Fourques être engagée en 2014. Elle a été inaugurée en 2019, après 5 ans de travaux.

Des engagements et paiements nouveaux sont prévus à ce stade dans le cadre du BP 2021 sur le plan Rhône, liés à des opérations à mener sur les digues du petit Rhône.

## ***Fonds de solidarité catastrophes naturelles***

Afin de permettre de répondre aux besoins de reconstruction des collectivités, la Région a mis en place un Fonds de solidarité « risques naturels ». La ligne permettra de payer les engagements passés et d'individualiser des nouveaux dossiers de reconstruction, liés notamment aux épisodes de la tempête GLORIA qui a touché l'Aude et les PO au début de l'année 2020, mais également l'épisode méditerranéen de septembre 2020 qui a causé de gros dégâts sur les Cévennes gardoises et héraultaises.

## **Crédits européens Prévention et gestion des risques**

Des crédits européens FEDER seront mobilisables dans le cadre du Programme opérationnel FEDER FSE Languedoc-Roussillon 2014-2020 et du PO FEDER Occitanie 2021-2027. La priorité est donnée à la prévention des risques d'inondations et des risques littoraux pour préserver les populations et les activités économiques. A ce titre 3,5 M€ d'AP et 2,5 M€ de CP en investissement ainsi que 0,6 M€ d'AE et 0,8 M€ de CP de fonctionnement sont inscrits au budget.

## ***Gérer et optimiser l'utilisation de l'eau agricole***

660 Mm<sup>3</sup> d'eau sont prélevés et 140 Mm<sup>3</sup> économisés depuis 2007 par la modernisation des réseaux d'irrigation existants ou la substitution des prélèvements agricoles, pour répondre aux besoins des territoires de la région Occitanie. 3 300 hectares sont irrigués en région Occitanie, soit 10% de la Surface Agricole Utile (SAU). La ressource en eau est un enjeu stratégique majeur pour l'Occitanie. La Région devra non seulement sécuriser l'approvisionnement en eau de ses populations mais aussi celui des activités économiques qui en dépendent, en premier lieu l'agriculture, tout en assurant la préservation des milieux aquatiques.

L'année 2021 se réalisera tout à la fois dans la **continuité des mesures installées**, dans le cadre spécifique d'une première **année de transition des Programmes de développement rural européens** et la réflexion sur le futur Plan Stratégique National et dans la mise en œuvre du **Plan régional de transformation et de développement - Green New Deal**.

Afin de répondre aux attentes et aux besoins du territoire régional en matière de gestion quantitative de l'eau en agriculture (extension-crédation de retenues individuelles ou collectives, création extension de réseaux d'irrigation...), la Région poursuit en 2021 son engagement budgétaire avec une enveloppe de 6,5 M€ d'AP et 6 M€ de CP en investissement pour un développement raisonné de l'utilisation de l'eau en agriculture à travers la période de transition qui permettra l'ouverture des mesures FEADER mais également par le renforcement de son dispositif régional en investissement et en fonctionnement pour pallier aux incertitudes liées à cette même période de transition.

La Région sera vigilante à ce que la mobilisation de la ressource en eau soient associée à la coconstruction de projets de territoire et de dispositifs de gouvernance adaptés aux spécificités de chaque territoire, associant l'ensemble des acteurs (Etat, collectivités, associations environnementales, syndicats, citoyens...) afin de garantir une vision partagée de ces projets et un développement équilibré des territoires.

Dans un contexte prégnant de changement climatique, l'eau agricole est un enjeu de premier plan en Occitanie pour maintenir et augmenter la compétitivité des exploitations et la qualité de leur production. Inégalement répartie sur le territoire régional, son accès a été facilité par la mise en place d'Aqua Domitia sur la partie Est. La partie Ouest reste confrontée à d'importantes difficultés malgré certains systèmes efficients (Neste...) et fait l'objet d'attentions particulières notamment en matière de stockage (Entente G4, Projets de Territoires de Gestion de l'Eau). Face à la diminution de la ressource, les économies d'eau et son utilisation rationnelle accompagnent désormais la nécessaire transition agroécologique.

## 7. Les solidarités, les services publics, la vie associative et le logement

<b>SOLIDARITES, SERVICE PUBLIC, VIE ASSOCIATIVE, LOGEMENT</b>		
<b>Fonctionnement</b>	<b>AE</b>	<b>CP</b>
Aides au logement et à l'habitat	90 000	94 500
Lutte contre les discriminations	1 694 000	1 570 000
Santé	2 423 000	1 875 000
<b>Fonctionnement</b>	<b>4 207 000</b>	<b>3 539 500</b>
<b>Investissement</b>	<b>AP</b>	<b>CP</b>
Aides au logement et à l'habitat	11 900 000	8 980 000
Santé	3 500 000	2 500 000
Lutte contre les discriminations	100 000	200 000
<b>Investissement</b>	<b>15 500 000</b>	<b>11 680 000</b>
	<b>AP/AE</b>	<b>CP</b>
<b>Total général : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>19 707 000</b>	<b>15 219 000</b>

En cohérence avec les plans « santé bien être » et « Occitanie, terre d'échanges et terre de partages », adoptés en Assemblée Plénière du 19 novembre dans le cadre du plan de transformation et de développement – « Green New Deal », le budget 2021 de cette commission vise à poursuivre les politiques et réponses concrètes aux besoins des populations, dans tous les territoires, en termes d'offre de logement social, de santé, et de lutte contre toutes formes de discriminations et/ou d'inégalités sociales.

### Logement social

Afin de contribuer à un développement solidaire de son territoire, et compte-tenu de l'évolution démographique en Occitanie, la Région s'est engagée depuis plusieurs années à accompagner les réponses aux besoins des populations en logements abordables au plus grand nombre. Parce qu'encore beaucoup trop de personnes attendent de pouvoir louer un logement social alors qu'elles y sont éligibles, l'intervention de la Région se poursuivra en 2021 pour augmenter et améliorer l'offre en logements sociaux locatifs en Occitanie. Il s'agit ainsi de lutter résolument contre les inégalités face au logement, celui-ci étant un déterminant de santé et de bien être indéniable.

Le Budget 2021 permettra :

- **l'accompagnement du développement de l'offre en logements locatifs sociaux ou à vocation sociale :**
  - ✓ soutien aux opérations portées par des organismes de l'habitat social pour la création de logements sociaux dits familiaux, mais aussi, comme décidé notamment dans le cadre du plan de relance en juillet dernier, des logements dédiés à de l'habitat inclusif à destination de personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie : logements dédiés, résidences sociales, pensions de famille,
  - ✓ soutien aux collectivités – communes et EPCI - qui choisissent d'investir en mobilisant leur patrimoine pour créer, aménager ou rénover des logements à loyers plafonnés à ceux du logement social et produire ainsi une offre précieuse en zones rurales pour maintenir ou attirer des jeunes ménages, des personnes âgées ou encore des saisonniers,
  - ✓ soutien aux opérations de construction et rénovation de logements sociaux pour les jeunes et particulièrement en 2021 les foyers de jeunes travailleurs / résidences sociales.
- **L'accompagnement de la reconstitution de l'offre pour des logements sociaux de meilleure qualité, dans le cadre des projets de renouvellement urbain (ANRU).**

Ces interventions sont complémentaires de celles de la politique environnement, au travers du soutien à la rénovation énergétique des logements sociaux, en mobilisant particulièrement des fonds FEDER, et pour les ménages au travers de l'écochèque logement.

En cohérence avec l'objectif général d'une Occitanie plus durable et solidaire, au travers de ces dispositifs de soutien à la création d'une offre en logements sociaux, la Région incite à la performance énergétique mais aussi à l'accessibilité des personnes en situation de handicap. En cohérence avec le plan Régional d'actions 2018-2021 pour la prise en compte des handicaps, la Région accompagne notamment les maîtres d'ouvrage pour la mise en accessibilité des logements, au-delà des exigences réglementaires en vigueur pour les logements neufs.

**C'est au total un budget d'investissement de 11,9 M€ en AP et de 8,98 M€ en CP qui est proposé en 2021 pour accompagner l'offre en logements sociaux sur notre territoire.**

De plus, 90 000 € d'AE et 94 500 de CP sont prévus pour reconduire les partenariats mis en place avec les acteurs régionaux de l'habitat en lien avec les politiques menées par la Région : USH – Habitat Social en Occitanie, URHAJ Occitanie et CRIJ Occitanie.

## **Santé**

### ***Investir pour réduire les inégalités territoriales dans l'offre de soins***

Comme en témoigne la récente votation citoyenne, parce que le maintien d'une offre de soins de premiers recours dans les territoires est tout simplement indispensable pour le maintien des populations notamment dans les territoires ruraux, la Région poursuivra en 2021 son soutien à l'investissement des collectivités pour la création et l'extension de maisons et centres de santé

pluri-professionnels ainsi que celui des établissements et organismes de santé à but non lucratif pour les centres de santé pluri-professionnels.

Une des conditions de base à l'aide de la Région consiste toujours en l'existence d'un projet de santé partagé répondant aux enjeux du territoire et élaboré par les professionnels médicaux et paramédicaux qui s'engageront dans la structure. Au titre du plan santé bien-être du « Plan de transformation et de développement - Green New Deal », il s'agira en 2021 de promouvoir le service public de santé de proximité rendu par les centres et maisons de santé, en promouvant notamment l'exercice salarié auprès des ordres professionnels, des universités/doyens des départements universitaires de médecine et en labellisant les centres de santé accompagnés par la Région pour constituer un véritable réseau occitan de centres de santé, au service des populations.

En complément, la Région amplifiera sa mobilisation pour le développement ou la pérennisation de la télémédecine, en complément de l'accompagnement humain qui demeure essentiel. Outre la poursuite du soutien aux équipements de télémédecine dans les centres de santé pluri-professionnels en création, il s'agira en 2021 de prendre pleinement part au GIP e-santé dont la mission est d'équiper les professionnels pour développer les services numériques en santé en lien avec l'Agence Régionale de Santé.

### ***Accompagner la prévention chez les jeunes, l'éducation à la santé***

En application du plan santé bien-être du « plan de transformation et de développement - Green New Deal », le budget 2021 permettra de soutenir des actions développant les compétences psychosociales des jeunes, dans la durée, pour qu'ils soient garants de leur santé, physique mais aussi sociale et mentale, et puissent limiter les conduites à risques, dont celles susceptibles d'impacter la santé des autres. L'objectif affirmé dans le « plan santé bien-être » est de sensibiliser les jeunes aux sujets qui menacent leur santé : addictions, violences, estime de soi, habitudes alimentaires, exposition aux perturbateurs endocriniens, activité physique, modes doux de déplacement (marche et vélo). Les actions subventionnées viseront les lycéens mais aussi les jeunes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle : publics en écoles régionales de la seconde chance, en missions locales ou encore en parcours DECLIC (décrocheurs scolaires).

**C'est au total un budget d'investissement et de fonctionnement de 5,923 M€ en AP/AE et de 4,375 M€ en CP qui est proposé en 2021 pour la santé. Ce budget pour la santé est complété notamment du budget dédié aux formations sanitaires et sociales.**

### **Lutte contre les discriminations**

La Région, investie pour défendre l'égalité des chances et des droits pour toutes et tous, la recherche de plus de justice sociale et de solidarités, est engagée dans la lutte contre toute forme de préjugés et de discriminations en accompagnant à la fois la sensibilisation nécessaire pour l'évolution des consciences et des pratiques, et des projets concrets qui permettent d'améliorer la situation vécue des populations. Cet engagement reste essentiel en temps de crise sanitaire, économique et sociale pour lutter contre les phénomènes de repli sur soi, de défiance vis-à-vis de l'autre, de banalisation des incivilités et violences.

Le plan Occitanie terre d'échanges, terre de partages du « plan de transformation et de développement – Green New Deal » est venu confirmer cet axe de la politique Régionale.

Le budget de 1,794 M€ d'AP/AE et 1,770 M€ de CP permettra notamment en 2021 :

- le soutien de projets qui ont un impact ou intérêt régional, portés par des associations, promouvant auprès de divers publics la citoyenneté et le respect d'autrui, la prévention des risques discriminatoires et la lutte contre les préjugés et discriminations de tous ordres,
- le renforcement opérationnel du Plan Régional de lutte contre le racisme et l'antisémitisme adopté en mars 2020 avec en particulier la mise en place d'un nouveau budget participatif en investissement au travers d'un appel à projets dont le règlement a été présenté en Commission Permanente du 11 décembre,
- la poursuite du déploiement du Plan d'Actions Régional 2018-2021 pour la prise en compte des handicaps, avec en particulier l'appel à projets annuel pour des projets spécifiques et innovants portés par des structures associatives favorisant l'inclusion des personnes en situation de handicap dans l'environnement social, professionnel, culturel, sportif et/ou éducatif,
- la poursuite de l'accompagnement du réseau cultures du cœur qui œuvre pour favoriser l'accès à la culture et au sport des personnes défavorisées,
- le soutien au Mouvement Associatif Régional dont pour l'animation du DLA régional,
- l'accompagnement de l'Union Nationale des Associations de Tourisme et de Plein Air pour l'opération « premiers départs en vacances été 2021 / printemps 2022 », en partenariat avec les Caisses Départementales d'Allocations Familiales, les Mutualités Sociales Agricoles et la SNCF ; cette opération permet à des enfants de familles aux revenus modestes, dont des enfants en situation de handicap, de partir en vacances pour la première fois dans un centre de vacances d'Occitanie. C'est d'autant plus essentiel que la crise sanitaire actuelle va impacter plus durement encore ces familles aux revenus modestes.

Cette opération soutenue par la Région se déploie en complémentarité avec celle portée par l'association Vacances Ouvertes, « Sacs ados », qui est soutenue depuis 2019 au titre de la politique de la ville.

### **Focus sur la prise en compte transversale des handicaps dans les politiques régionales**

---

Le budget de l'année 2021 est doté de 56,71 M€ d'AP/AE et de 64,3 M€ de CP pour la mise en œuvre de cette 4<sup>ème</sup> année du Plan régional d'actions transversales pour la prise en compte des handicaps, plan d'actions contribuant aux défis pour un mieux vivre ensemble, la santé et le bien-être, une société plus solidaire et plus inclusive, enjeux rappelés dans le récent plan de transformation et de développement – Green New Deal, et en particulier les « plans Santé Bien-être » et « Occitanie : terre de partage, terre de rencontres ».

En 2021, et plus que jamais car les personnes en situation de handicap subissent de plein fouet les conséquences de la pandémie que nous traversons, la Région poursuivra ses actions volontaires à partir de toutes ses politiques publiques via des aides financières aux partenaires qui agissent concrètement sur le terrain :

- le programme « Sport et Handicap » en faveur des pratiques handisport et sport adapté avec un soutien aux Structures Régionales et aux Clubs dans les secteurs de la formation des

bénévoles, du développement de la pratique et de l'organisation de manifestations spécifiques (0,44 M€ d'AP/AE et 0,34 M€ de CP),

- la prise en charge de la rémunération et de la formation des Travailleurs Handicapés pour favoriser leur insertion professionnelle (51 M€ d'AE et CP),
- son incitation à la mobilité internationale des apprenant.es en situation de handicap,
- son soutien au développement d'une offre culturelle et patrimoniale en direction des personnes en situation de handicap, par des visites adaptées dans les lieux culturels notamment,
- l'accès des personnes en situation de handicap aux actions d'éducation à l'environnement et au développement durable,
- levier important au bénéfice des personnes en situation de handicap, l'appel à projets à destination des associations pour des actions contribuant à améliorer leur quotidien a été modifié pour renforcer la cible de l'innovation et notamment pour une plus grande innovation sociale des projets.

C'est un sujet régulièrement porté par les associations représentatives des personnes en situation de handicap, celui de **l'accessibilité des bâtiments publics** : en 2021 la Région poursuivra les travaux prévus au titre des **Agendas d'Accessibilité Programmés (Ad'AP)** d'ores et déjà adoptés et ce pour un montant total de 9,5 M€ de CP. Il s'agit de la **mise en accessibilité des lycées** (5 M€ de CP) à l'appui du Programme pluri annuel de travaux des lycées adopté en 2017, **de la mise aux normes des autres bâtiments de la Région** (0,47 M€ d'AP et de CP) **mais aussi de la poursuite de la mise en accessibilité des transports ferroviaires et routiers régionaux** conformément aux Ad'AP adoptés (1,58 M€ d'AP et 4 M€ de CP).

La Région porte la prise en compte de cet enjeu de l'accessibilité dans toutes les politiques régionales qu'elle déploie ou soutient (logement, tourisme, culture...) et dans la continuité des travaux engagés les années précédentes, l'année à venir donnera particulièrement à voir au printemps prochain l'aboutissement d'un chantier important mené conjointement avec les associations représentatives des personnes en situation de handicap membres de l'Instance de Dialogue et de Concertation Handicap Occitanie. Il s'agit de l'édition d'un « **guide** » **pour une meilleure qualité d'usage des bâtiments publics, à destination de toute la chaîne de la construction publique en région, au-delà des obligations réglementaires.**

Les communes sont quant à elles subventionnées par la Région (2,5 M€ d'AP et CP) pour **les travaux de mise en accessibilité de leurs bâtiments accueillant du public**, ainsi que :

- les organismes de formations sanitaires et sociales autorisés par la Région,
- les partenaires grands sites Occitanie et autres partenaires qui accueillent chaque année les touristes dans notre région,
- les opérateurs publics et privés en charge d'équipements dans les espaces naturels.

**Mieux inclure les agents en situation de handicap dans la collectivité** reste une préoccupation permanente de l'administration. Concrètement, elle continuera à agir de plusieurs manières :

- au travers de formations « accueil des personnes en situation de handicap » déployées au plus près des besoins des équipes,
- avec l'étude des postes par les préventeurs et la médecine préventive pour prévenir une altération de la santé ou pour identifier des compensations à mettre en œuvre pour les agents RQTH et le financement d'équipements adéquats,



- avec l'intervention des équipes de prévention dont les assistantes sociales pour sensibiliser et accompagner la hiérarchie ou les équipes sur des situations individuelles,
- au travers également de prestation d'action sociale en faveur des enfants en situation de handicap des agents de la collectivité.

Le taux d'emploi de personnes en situation de handicap à la Région est aujourd'hui supérieur à 9% alors que le taux fixé par la réglementation est de 6%.

## Focus sur le Budget 2021 pour la vie associative en Occitanie

Comme l'a mis en avant la votation citoyenne au travers des projets plébiscités, et comme tous les habitants et les habitantes d'Occitanie peuvent en témoigner au quotidien en cette période de pandémie, les associations apportent une contribution majeure au projet d'un territoire plus inclusif et plus solidaire. Les associations contribuent à la fois à l'emploi local et à la vie sociale et citoyenne, notamment grâce à l'engagement des bénévoles.

L'Occitanie compte **140 000 associations** qui emploient **170 000 salarié.es** et mobilisent **1 400 000 bénévoles**.

Comme chaque année, la Région sera aux côtés des associations, actrices du développement économique, de la cohésion des territoires et de l'attractivité de la région Occitanie, et bien souvent les premiers relais pour la mise en œuvre des politiques régionales. Elle consacrera pour le

soutien à leurs actions et aux têtes de réseaux associatives un budget transversal qui dépasse largement le budget de la commission solidarités, services publics, vie associative et logement.

**Le budget 2021 propose ainsi un total de 34,5 M€ d'AE et 26 M€ de CP pour soutenir les associations au travers des divers dispositifs s'adressant directement et en totalité aux associations d'Occitanie**, sans compter les crédits prévus pour les satellites / opérateurs de la Région sous forme associative et pour les associations professionnelles (type maisons locales, établissements de formations, offices de tourisme, associations du réseau de l'accompagnement à la création d'entreprise...). Ainsi la volonté de la Région de renforcer le soutien au secteur associatif se traduit concrètement par une augmentation du total des crédits dédiés de + 3,42% en AE et de + 5,39% en CP comparativement au Budget 2020.

Un grand nombre de commissions sectorielles contribue ainsi au soutien à la vie associative, au titre de :

- **la politique sportive** avec des programmes dédiés qui s'adressent aux associations pour le soutien à l'acquisition de matériels sportifs, la formation des bénévoles au sein des ligues et comités régionaux, l'accompagnement du sport de haut-niveau, l'organisation de manifestations sportives, la détection des talents et la formation des jeunes dans les clubs, la pratique sportive en milieu scolaire pour le plus grand nombre et l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap,

### Nombre de projets soutenus :

Entre 2016 et octobre 2020, **22 274 projets associatifs soutenus pour 6 802 structures** différentes et un montant total de **200,1 M€** au titre de la Vie associative de proximité : rythme de 4 000 associations aidées par an.

### Aides financières de la Région :

Plus de 60 dispositifs « au fil de l'eau », 16 appels à projets et aussi 9 budgets participatifs pour favoriser un tissu associatif varié dans les territoires, en soutenant des associations au titre de nombreuses politiques

- **la politique en faveur de la culture et du patrimoine** qui vise à soutenir les associations de diffusion des arts plastiques, des festivals portés par des associations dont ceux mettant en valeur langues et cultures régionales, les radios associatives constituant des vecteurs de lien social et de développement culturel, ou encore les associations contribuant à la valorisation du patrimoine régional,
- **la politique de solidarités au sens large** : programmes pour favoriser l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, l'inclusion des personnes en situations de handicap, la lutte contre les discriminations, la solidarité internationale, ou encore pour accompagner la politique de la Ville et les Jeunesses (éducation à la santé, aides à la lecture, soutien de l'éducation populaire, du service civique...),
- **la politique environnementale** avec le soutien aux projets associatifs d'éducation à l'environnement qui favorisent une approche intégrant les différents enjeux de la transition écologique et énergétique de manière globale et transversale,
- **la politique pour l'enseignement supérieur et la recherche** avec l'appel à projet et l'animation en faveur de la culture scientifique,
- **l'économie Sociale et solidaire...**

Pour aller plus loin dans cet accompagnement des associations, ébranlées en profondeur par la pandémie, faute de pouvoir agir pour certaines, la Région amplifiera les dispositifs déjà déployés et, notamment dans l'urgence, dès avril dernier, pour permettre au plus grand nombre d'entre elles de continuer à mener les activités qui sont les leurs, et qui sont essentielles à la vie des territoires et au maintien du lien social.

Dans le cadre du Green New Deal, et dans la continuité de la Convention Citoyenne Occitanie, **la Région portera également en 2021 la volonté d'aller plus loin dans la co-construction des politiques publiques pour le territoire de demain**, tout en ayant le souci d'agir au plus près des besoins dans les territoires.

La Région est à l'écoute des besoins et suggestions afin d'adapter au mieux les dispositifs régionaux à l'action associative et les associations sont régulièrement en demande pour mieux connaître les différentes façons dont la Région peut accompagner leurs projets, tout comme elles peuvent l'être vis-à-vis de l'Etat et des différentes collectivités.

Ainsi, forte de son expérience de l'Instance de Dialogue et de Concertation pour le Handicap notamment, la Région a décidé de croiser ces deux enjeux et d'instaurer un dialogue plus régulier avec les représentant.es du monde associatif en mettant en place un **Comité Régional de la Vie Associative** amené à se réunir une fois par an en plénière. Des groupes de travail thématiques pourront être constitués auxquels pourront être invité.es des représentant.es du CESER qui s'est auto-saisi sur le sujet de l'écosystème associatif et qui fait partie des forces en présence qui ont formulé des préconisations à la Région.

Un **CRDVA** pour débattre et échanger sur les sujets liés à la vie associative et sur les actions structurantes à mener pour et avec les associations alors que nombre d'entre elles ont été et sont encore touchées de plein fouet par la crise sanitaire qui traverse le pays

Un thème sur lequel sera amené à se pencher le CRDVA sera celui du projet d'une **Charte de la laïcité** rappelant l'engagement de l'ensemble des associations, soutenues par la Région, pour la promotion des valeurs de la République et de la laïcité, comme prévu dans le plan « La Région vous protège - plan régional de prévention, de sensibilisation et de protection vis-à-vis des violences ».

**Au-delà du budget, l'ambition de la Région de répondre au mieux, dans tous les territoires, aux besoins des associations concernées par ses politiques se traduira par un renforcement en 2021 de la mobilisation des Maisons de Région en tant qu'interlocuteur de proximité des associations.**

## 8. Egalité Femmes-Hommes

EGALITE FEMME HOMME		
	AE	CP
Egalité femmes/hommes	917 000	890 000
<b>Fonctionnement</b>	<b>917 000</b>	<b>890 000</b>

	AE	CP
<b>Total général</b>	<b>917 000</b>	<b>890 000</b>

La Région, résolument engagée dans la promotion de l'égalité des droits et des chances, l'est par conséquent depuis de nombreuses années spécifiquement pour contribuer à faire évoluer en profondeur les pratiques, en favorisant les prises de conscience, afin que les droits des femmes soient respectés comme ceux des hommes et que la société parvienne à une égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Parce que des constats d'inégalités entre les femmes et les hommes perdurent malgré l'égalité des droits et des chances inscrites dans la loi et renforcées par la loi du 4 août 2014, la Région a adopté fin 2017 un Plan d'actions concret, pour la période 2017 - 2021.

Aujourd'hui, les inégalités professionnelles pour lesquelles des acteurs socio-économiques sont de plus en plus nombreux à se mobiliser perdurent.

En Occitanie :

- en équivalent temps plein, l'écart de salaire entre les femmes et les hommes d'Occitanie est de 19,9%,
- la proportion de femmes parmi les cadres dirigeant·e·s est de 17,6%.

S'ajoutent désormais des constats alarmants en matière de violences sexistes en France :

- 86% des victimes de violences sexuelles enregistrées par les services de police et de gendarmerie sont des femmes,
- 1 femme sur 5 déclare avoir été victime de harcèlement sexuel au cours de sa vie professionnelle,
- Parmi les 173 morts violentes au sein du couple en 2019 en France : 27 hommes et 146 femmes soit 5,5 fois plus.

Les inégalités prennent leur source bien souvent dans la diffusion et la reproduction involontaire de stéréotypes. Parce qu'on ne peut pas mettre de côté une génération, la Région poursuivra en 2021 malgré le contexte actuel de crise sanitaire les opérations de sensibilisation des classes de seconde en lycées et dans les écoles régionales de la seconde chance, au travers du dispositif « Génération Egalite ». Ce dernier se déploie en partenariat avec les Rectorats, la DRAAF, l'ARS, et 11 partenaires opérationnels. De mars 2017 à la fin de l'année scolaire 2019-2020 ce sont près de 120 000 jeunes qui ont ainsi pu bénéficier d'une séance d'information et de sensibilisation sur l'égalité, la déconstruction des stéréotypes, la mixité des filières et des métiers, le respect mutuel et les conditions d'une vie affective et sexuelle égalitaires.

En complément, le budget 2021 permettra de déployer l'appel à projets à destination des associations qui s'articule autour de deux volets : l'un pour une réelle égalité professionnelle, et l'autre pour prévenir et lutter contre les violences sexistes.

Parce que la transformation pour une Occitanie plus durable et solidaire passe aussi par la sensibilisation de tous les publics, et pas seulement les jeunes, la Région se mobilisera en 2021 autour des deux journées internationales : celle du 8 mars pour le droit des femmes et celle du 25 novembre pour lutter contre les violences faites aux femmes.

### **Focus sur la démarche transversale pour une égalité réelle entre les femmes et les hommes**

---

L'objectif de la Région est de contribuer à faire progresser l'égalité réelle, des droits et des chances, entre les femmes et les hommes, en se mobilisant en interne de la collectivité et au titre de ses différentes politiques. C'est tout le sens du Plan Régional d'actions 2017-2021 pour une égalité réelle entre les femmes et les hommes adopté en décembre 2017.

Au-delà du budget de la commission 16, la Région continuera d'agir en 2021 de manière transversale pour que les inégalités entre les femmes et les hommes réduisent, disparaissent. Il est ainsi prévu de mobiliser au total, toutes commissions confondues, 1,61 € d'AE et 1,58 M€ de CP en 2021, soit une progression de +11% en AE et + 9% en CP par rapport au budget total 2020.

A titre d'exemple, la Région :

- **agira en poursuivant son engagement en tant qu'employeur** : en partenariat avec le Centre National de la Fonction Publique Territoriale, les services de la Région continueront à déployer auprès des agent.e.s de la collectivité, des temps de sensibilisation interne à l'égalité entre les femmes et les hommes, dans le cadre du plan de formation ou encore par le biais de post sur l'Intranet,
- les **Maisons de ma Région poursuivront leurs actions en lien avec les partenaires locaux en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes** : découvertes des métiers, soutien et encouragement de la création d'entreprises par des femmes, temps d'échanges pour prévenir les violences.... Une diversité de thèmes et de multiples partenariats locaux ont permis de faire avancer les réflexions localement, vers l'égalité réelle. Ces initiatives ont abouti à construire en 2020 une quinzaine de l'égalité dans toutes les Maisons de Ma Région du territoire autour de la journée internationale du 8 mars, qui sera renouvelée en 2021,

- continuera d'intégrer les enjeux d'égalité entre les filles et les garçons pour **favoriser la mixité des métiers**, en particulier dans les différents outils et événements, dont les salons dédiés à l'emploi et à l'orientation,
- renforcera, en partenariat avec la SNCF, **la diffusion, dans toutes les gares d'Occitanie, de la Charte des bons comportements pour une prévention du sexisme dans les transports**, Charte destinée à faire sortir de la banalisation les actes sexistes et à donner des clés aux témoins pour réagir.

## 9. La culture, la communication, le patrimoine, les langues catalane et occitane

<b>CULTURE, PATRIMOINE ET LANGUES CATALANE ET OCCITANE</b>		
<b>Fonctionnement</b>	<b>AE</b>	<b>CP</b>
Audiovisuel	1 500 000	1 125 000
Innovation et création artistique et culturelle en région	37 382 966	36 600 292
Préservation du patrimoine régional	2 586 000	3 504 231
<b>Fonctionnement hors fonds européens</b>	<b>41 468 966</b>	<b>41 229 523</b>
FEDER Protection et valorisation patrimoine	-	233 100
<b>Fonctionnement Fonds européens compris</b>	<b>41 468 966</b>	<b>41 462 623</b>

<b>Investissement</b>	<b>AP</b>	<b>CP</b>
Innovation et création artistique et culturelle en région	11 008 000	15 031 954
Préservation du patrimoine régional	5 611 500	12 813 907
<b>Investissement hors fonds européens</b>	<b>16 619 500</b>	<b>27 845 861</b>
FEDER Protection et valorisation patrimoine	-	3 848 000
<b>Investissement Fonds européens compris</b>	<b>16 619 500</b>	<b>31 693 861</b>

	<b>AP/AE</b>	<b>CP</b>
<b>Total hors fonds européens : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>58 088 466</b>	<b>69 075 384</b>
<b>Total général : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>58 088 466</b>	<b>73 156 484</b>

Les années 2019 et 2020 ont été dédiées à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie culturelle et patrimoniale inspirée par une large concertation avec les acteurs de la culture et à partir des atouts du territoire de l'Occitanie.

### Les objectifs stratégiques assignés à la politique culture et patrimoine sont :

- renforcer significativement l'accessibilité de tous à la culture et maintenir un aménagement culturel équilibré du territoire,
- financer et encourager la création et accompagner l'innovation,
- fortifier l'économie de la culture et du patrimoine,
- accroître la visibilité et le rayonnement à l'international de la Région Occitanie.

**Dans la continuité de l'année 2020, 2021 sera consacrée à la poursuite du déploiement de cette nouvelle politique régionale.** Elle se caractérisera par la consolidation des dispositifs antérieurs et la mise en œuvre d'actions nouvelles, notamment dans le cadre du Green New Deal souhaité par la Présidente de Région. Il s'agira de conduire des actions et des temps de concertations favorables à un plus grand équilibre social sur le territoire d'Occitanie, à une plus

grande équité d'accès à la culture que ce soit par un maillage culturel plus régulier ou par des actions favorables à la conquête de nouveaux publics et l'émancipation des jeunes, ou encore la définition de nouveaux dispositifs encourageant les comportements vertueux au plan environnemental.

En 2021, malgré les fortes pressions budgétaires qui pèsent sur la Région et qui contraignent ses marges de manœuvre, la Région Occitanie maintient à **3% de son budget**, dans le respect de ses engagements, **les crédits dédiés à la culture, au patrimoine et aux langues catalane et occitane.**

### **Axe 1 : Renforcer l'accessibilité de tous à la culture et maintenir un aménagement culturel équilibré du territoire**

Une attention soutenue et renouvelée sera portée à la demande culturelle.

Des actions visant à simplifier la lisibilité et l'accessibilité aux aides régionales seront mises en place avec notamment la création d'un dossier unique d'instruction des aides en matière de patrimoine, la création d'un portail fédérateur unique du patrimoine, en lien avec les maisons de Région. Cette orientation correspond à une priorité formulée par la convention citoyenne réunie dans le cadre du GND.

Un travail important sera effectué pour favoriser le développement culturel sur l'ensemble du territoire régional, en recherchant la correction d'inégalités territoriales en matière d'accès à la culture, participant ainsi à l'animation et l'attractivité des territoires et à la valorisation des identités culturelles de l'Occitanie prises dans toute leur diversité.

La Région veillera tout particulièrement à travers les politiques contractuelles, avec l'Etat et avec les collectivités, à accentuer l'effort régional pour un développement culturel géographiquement équilibré et pour une égalité d'accès de tous à l'offre culturelle. Cet objectif est pris en compte tant au niveau des infrastructures culturelles, tels les EPCC de Narbo Via, Soulages ou Tautavel dont la Région est membre, que des programmations à travers le soutien par exemple aux réseaux de cinémas itinérants ou de festivals sur l'ensemble du territoire. Les actions éducatives et culturelles seront renforcées à travers une valorisation des richesses patrimoniales repérées par le service de l'inventaire et une stratégie d'édition et de publication dématérialisée adaptée aux publics et plus particulièrement le jeune public.

En ce qui concerne NARBO-VIA, ce nouveau musée consacré à l'antiquité romaine et construit par Norman FOSTER & Partners ouvrira en février 2021. L'établissement se donne pour ambition de rassembler et de présenter l'ensemble du patrimoine romain de la ville, et notamment la collection lapidaire qui sera exposée sur un mode spectaculaire, dans une grande galerie qui traversera tout le bâtiment. Mais plus qu'un simple musée, ce nouvel établissement proposera également des espaces d'études et de restauration des mobiliers archéologiques et de nouvelles expériences de visite. Il se veut un laboratoire des innovations en matière de mise en relation des œuvres et des publics, au moyen d'outils et expérimentations numériques.

NARBO-VIA répond à un enjeu fort de développement économique du territoire en termes d'attractivité et d'image : ce musée occupera une position stratégique sur l'axe des grands musées romains du sud de la France d'Arles et de Nîmes, se prolongeant jusqu'à Toulouse, en renforçant cette thématique au sein de la Région Occitanie.

Enfin, pour promouvoir la création contemporaine et développer un travail de médiation en direction des publics, le MRAC à Sérignan et le CRAC de Sète continueront de présenter des expositions temporaires de travaux d'artistes de niveau international, la valorisation d'une collection permanente exceptionnelle afin d'affirmer des choix artistiques forts et un soutien aussi bien des artistes français qu'internationaux en inventant de nouvelles formes de médiation à l'art. Ceci en relation avec les deux FRAC d'Occitanie, soutenus eux aussi par la Région.

## **Axe 2 : Financer et encourager la création et accompagner l'innovation**

La création est au cœur des politiques culturelles et patrimoniales de la Région Occitanie. Les artistes et les professionnels de la culture et du patrimoine travaillent chaque jour pour que cette création reste toujours plus dynamique, diversifiée et au plus près des territoires et de ses habitants. L'organisation d'une proximité avec l'habitant au travers de résidences longues d'artistes, ou de relais culturels dans les territoires éloignés des zones les plus urbanisées font partie des actions souhaitées dans le cadre du Green New Deal. La Région place ainsi la création produite en Occitanie au cœur de son ambition et accompagne les professionnels dans tous les secteurs, de la production de l'œuvre artistique à sa diffusion auprès de tous les publics.

Les champs de la culture et du patrimoine comprennent un ensemble d'acteurs extrêmement variés, tant par les disciplines représentées que par les types de structures qui les portent et par la pluralité des publics auxquelles elles s'adressent. La Région confirme son soutien dans l'ensemble des secteurs, par le financement de la création et l'encouragement à la diffusion des artistes dans une optique de professionnalisation des parcours et de diversification des publics.

L'évolution des attentes de ces publics engage un chantier sur les nouveaux modes de diffusion et d'information. La Région propose ainsi d'accompagner la transition numérique qui impacte ce secteur mais aussi les innovations sociales et de services proposées avec le lancement d'un appel à projet dédié projets culturels numériques innovants. De plus, des orientations relatives à la médiation et à l'éducation des plus jeunes à la culture figurent dans le Green New Deal.

## **Axe 3 : Fortifier l'économie de la culture et du patrimoine**

La culture et le patrimoine contribuent au développement économique de notre région et procurent des emplois non délocalisables sur l'ensemble du territoire. Les musées, les festivals, les sites patrimoniaux emblématiques, les tournages de films et de séries, génèrent des retombées économiques directes et indirectes conséquentes. Il convient donc de renforcer le soutien de ces filières, tout en favorisant les synergies entre acteurs, en accompagnant leur évolution notamment par la formation.

L'appui de la Région au développement des filières du livre, de l'audiovisuel, des équipements structurants et aux artistes, marque son engagement à soutenir des emplois stables et qualifiés au travers par exemple des actions en faveur des initiatives de mutualisation d'emploi ou encore du renforcement du fonds d'aide à la production audiovisuelle.

Enfin, la mise en valeur de la richesse patrimoniale des sites les plus emblématiques, à laquelle la Région contribue, participe au développement de l'économie touristique. Il s'agit bien d'une filière économique qu'il convient de saisir comme un tout et pour laquelle la Région prendra une part active dans l'animation de ces réseaux. L'investissement régional en faveur du patrimoine reste très soutenu et participe de cette dynamique de valorisation de nos paysages urbains et ruraux.

#### **Axe 4 : Accroître la visibilité et le rayonnement à l'international de la Région**

La visibilité nationale et internationale de la Région dans le champ culturel est jugée modérée. Elle est plus forte en matière de « patrimoine » notamment grâce aux 8 sites labellisés Unesco et à la qualité de notre environnement. La Région a donc décidé de créer un réseau des sites Unesco en cohérence avec la stratégie des grands sites d'Occitanie et de renforcer le volet culturel et patrimonial du plan de promotion et de communication.

Par ailleurs, l'Occitanie dispose d'un formidable potentiel de développement grâce au dynamisme de ses acteurs et structures, la richesse et le rayonnement de ses festivals et de ses artistes de renommée, le savoir-faire et l'excellence de certaines filières et son extraordinaire « vivier » patrimonial matériel et immatériel. Ce vivier peut aussi être renforcé par un accroissement de la mobilité artistique nationale et internationale, de nos artistes et de leurs œuvres. La Région soutiendra notamment la mobilité internationale pour les artistes des musiques actuelles. Des actions ciblées avec le Maroc ont également été fortement développées.

L'Occitanie, l'une des plus grandes régions de France, partage une frontière avec l'Espagne, et fait partie de l'Euro-région et de la Communauté de travail des Pyrénées. A l'échelle mondiale, elle dispose de relais locaux sur trois continents avec les maisons de la Région et construit des partenariats privilégiés en direction de l'aire Méditerranéenne et du Japon notamment. Ces relais doivent permettre d'accroître la visibilité de nos actions culturelles à l'international. La Région souhaite intégrer systématiquement un volet culturel dans les accords de coopération et de renforcer les partenariats internationaux avec l'appui de l'institut français et de la Villa Médicis notamment.

#### **Axe 5 : Poursuivre une politique volontariste et ambitieuse en faveur des langues et cultures régionales**

En 2021, la Région Occitanie confirme sa volonté d'assurer la promotion de ses langues et cultures régionales, l'Occitan et le Catalan. Elles font partie de notre identité collective, de l'ADN de notre région et honorent nos valeurs d'ouverture, de partage, de tolérance. La politique volontariste de la Région s'organise autour de trois volets : transmission, diffusion et création. Cette ambition doit aussi se concrétiser par un développement en transversalité de la politique en faveur des langues régionales notamment dans le domaine du tourisme et des transports.

La Région s'appuiera sur l'Office Public de la Langue Occitane (OPLO) créé en 2016 et poursuivra sa politique partenariale vouée au développement de la transmission et de l'usage de la langue occitane dans une perspective inter-régionale, en parfait complément du champ d'intervention du Centre Interrégional de Développement de l'Occitan (CIRDOC) dédié lui à la sauvegarde, à la protection et à la valorisation du patrimoine occitan par la création et l'action culturelle.

L'Office Public de la Langue Catalane (OPLC) est officiellement créé depuis le 18 juin 2019. Enjeu majeur de la mandature en termes de politique linguistique et culturelle en faveur de la langue catalane, sa vocation est de permettre à chacun d'entrer en contact avec cette culture par le biais d'actions concrètes au quotidien, notamment auprès des plus jeunes.



## L'information citoyenne

	AE	CP
<b>Fonctionnement</b>	<b>7 094 200</b>	<b>10 939 000</b>
Communication	7 094 200	10 939 000

	AE	CP
<b>Total général :</b>	<b>7 094 200</b>	<b>10 939 000</b>

L'information citoyenne de la Région Occitanie axera ses actions en 2021 sur les politiques prioritaires dans le document budgétaire, le but étant d'informer un maximum de nos concitoyens sur l'action de la Région.

Pour ce faire, tous les outils et techniques de la communication seront mobilisés afin d'informer, en proximité les habitants sur les dispositifs qui les concrétisent.

Dans ce but, seront organisées ou soutenues la réalisation de manifestations et événements, sous réserve des conditions sanitaires, la diffusion des publications éditées ou numériques. L'objectif est d'établir un lien de qualité avec les citoyens en les impliquant dans la prise de décision des grandes politiques régionales, par la mise en place de concertations publiques, notamment en utilisant les nouveaux médias, plus à même de toucher précisément la cible à atteindre.

### 10. Le sport

SPORTS		
	AE	CP
Sport	13 190 650	11 445 030
<b>Fonctionnement</b>	<b>13 190 650</b>	<b>11 445 030</b>

	AP	CP
Sport	35 573 000	17 683 000
<b>Investissement</b>	<b>35 573 000</b>	<b>17 683 000</b>

	AP/AE	CP
<b>Total général : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>48 763 650</b>	<b>29 128 030</b>

La crise sanitaire exceptionnelle de 2020 n'épargne pas les acteurs du sport. Elle a montré toute la fragilité d'un modèle, avec des conséquences économiques immédiates et dramatiques pour de très nombreuses structures, à tous les niveaux. Mais elle a aussi agi en révélateur du besoin d'activité physique au quotidien et de l'importance des moments de partage, d'échanges, de vivre-ensemble que le sport permet.

C'est pourquoi la Région Occitanie, en pleine cohérence avec le plan de transformation et de développement – Green New Deal voté lors de l'Assemblée plénière de novembre, renforce son engagement et son soutien auprès du mouvement sportif régional et assure de sa solidarité vis-à-vis des acteurs de l'écosystème. La politique régionale ambitieuse et structurée « Occitanie Ambition 2024 », menée depuis plusieurs années, porte déjà ses fruits. Elle a posé des fondements solides pour le secteur. Elle est plus que jamais d'actualité et sera naturellement

poursuivie et renforcée ces prochaines années. Les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024 constituent aussi une occasion unique de poursuivre la mobilisation autour de la place du sport dans notre société.

Véritable projet de société partagé par tous, leur organisation va permettre de rassembler tous les Français derrière le plus grand événement sportif planétaire, et d'inscrire le sport comme véritable levier de cohésion sociale, de bien-être et de développement économique pour tout le pays. La démarche « Occitanie Ambition 2024 », orientée vers l'excellence sportive et la citoyenneté active, implique l'ensemble des acteurs sportifs du territoire.

Cette démarche vise notamment à confirmer le positionnement fort de l'Occitanie en tant que région sportive :

- notre région est une terre d'athlètes de très haut niveau, susceptibles de participer aux Jeux Olympiques et Paralympiques et aux Championnats du monde,
- notre région accueille la préparation et l'entraînement des athlètes du monde entier, ainsi que des compétitions d'envergure nationale et internationale,
- notre région est engagée pour la concertation (Consultation citoyenne), l'échange et la valorisation des clubs sportifs de tous niveaux, sur tous les territoires.

**Un plan d'actions volontariste et un budget 2021 de 48 763 650 € en AE/AP et 29 128 030 € en CP au service d'une ambition, pour la construction d'un nouveau modèle sportif plus sobre et plus vertueux, porteur de justice sociale et territoriale**

En lien avec la démarche « Occitanie ambition 2024 », il s'agira de continuer à développer une politique sportive volontariste, transversale, cohérente, concertée et évolutive, permettant à la fois le rayonnement de l'Occitanie, une proximité forte avec les territoires et les bénéficiaires.

**Les clubs sportifs, cœur de cible d'une politique sportive régionale à forte dimension sociale, avec un budget dédié de 9,53 M€ en AP et 7,01 M€ de CP**

Penser l'Occitanie de demain, c'est penser le Sport comme une terre de partage et de rencontres qui réunit tout le monde, notamment via les clubs sportifs du monde associatif, qu'il convient d'accompagner aujourd'hui plus que jamais.

La Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée propose ainsi, **une aide adaptée à tous ses clubs**, quel que soit leur niveau de pratique. Avec les dispositifs Clubs « Occitanie - Sport pour Tous » (2,55 M€ en AP et 1,86 M€ en CP), Clubs « Occitanie – Ambassadeur Sport » et Clubs « Occitanie – Sport Performance » (1,985 M€ en AP et 1,485 M€ en CP), c'est l'intégralité du parcours du sportif en club qui se trouve reconnu et accompagné par la Région à travers la détection dans les clubs de proximité, en passant par la formation dans les clubs de bon niveau amateur, puis l'accompagnement au sein des centres de formation des clubs professionnels (2,295 M€ d'AP / 2,095 M€ de CP).

En marge de cet accompagnement, la Région peut également apporter son soutien aux clubs portant des projets d'organisation de **manifestations sportives structurantes** pour le territoire régional (2,7 M€ / AP et 1,6 M€ / CP).

## **Un fonds exceptionnel de soutien de 500 K€ en AE et 600 K€ de CP au service des clubs pour faire face à la crise**

Malgré une reprise provisoire de leur activité durant l'été et jusqu'à fin octobre, la crise du Covid19 continue d'avoir un impact fort sur les finances des clubs, impact amplifié par le second confinement. En effet, un nombre significatif de clubs est confronté à une baisse de recettes liée généralement à l'annulation d'événements, la baisse des licences, des recettes de billetterie ou encore des partenariats privés.

Dans ces conditions et pour permettre à la Région, durant la saison sportive 2020 / 2021, de palier partiellement les difficultés d'un certain nombre de clubs référencés « Performances » ou « Ambassadeurs », il est proposé de mettre en place un fonds de soutien exceptionnel.

## **Un budget de 720 350 € en AP et 452 430 € en CP consacré au soutien de la pratique sportive des jeunes en milieu scolaire, en synergie avec la politique éducative**

En sus de ses compétences dans le domaine, la Région s'attache à favoriser la pratique sportive en milieu scolaire au niveau du lycée, des universités et des CFA en accompagnant le sport scolaire au niveau régional (soutien des actions des têtes de réseaux régionales du sport scolaire et universitaire), territorial (accompagnement des sections sportives des lycées, soutien à l'accueil des championnats de France scolaire ou universitaire organisés sur le territoire) et individuel (participation aux déplacements des associations sportives qualifiées pour des championnats de France ou autres compétitions internationales scolaires et universitaires). Elle y consacre ainsi un budget de 292 850 € en AP et 227 430 € en CP. Par ailleurs, dans le cadre de la « Carte Jeune Région », un budget de 427 500 € en AP et 225 000 € en CP est dédié à l'aide à l'acquisition de la licence sportive auprès d'une association sportive d'établissement affiliée à l'UNSS.

## **Le soutien au sport et handicap, pour favoriser l'inclusion avec un budget dédié de 439 950 € en AP et 340 500 € en CP**

En plus des règles de droit commun de sa politique sportive incluant le sport et handicap, la Région a mis en place le « fonds d'accessibilité à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap » (200 000 € en AP / 150 000 € en CP). Ce dispositif permet de financer du matériel spécifique et souvent onéreux aux clubs et comités départementaux affiliés aux Fédérations Françaises d'Handisport et de Sport Adapté ou référencés dans un guide national (Handi-guide des Sports). Un soutien particulier est aussi apporté aux projets des comités régionaux et des clubs des Fédérations handisport et sport adapté ainsi qu'aux organisateurs de manifestations de ces disciplines pour un budget de 239 950 € en AP et 190 500 € en CP.

## **Un budget dédié de 598 500 € en AP et 520 000 € en CP pour accompagner les athlètes de haut niveau en vue de l'échéance des JOP de Tokyo 2021**

Afin de favoriser la réussite du double projet sportif et scolaire / ou professionnel des sportifs de haut niveau licenciés sur son territoire, la Région apporte une bourse individuelle aux sportifs inscrits sur listes ministérielles.

## **Des soutiens des ligues et comités régionaux maintenus dans un contexte de mise en place de la nouvelle gouvernance du sport avec un budget dédié de 1,44 M€ d'AP et 1,5 M€ de CP**

Interlocuteurs légitimes du mouvement sportif pour la Région, les ligues et comités régionaux fraîchement fusionnés sont accompagnés par la Région pour leurs projets de formation des bénévoles, de structuration des filières d'accès au haut niveau pour les pratiques reconnues comme telles et de promotion ou de développement.

Les aides peuvent prendre la forme d'un soutien de fonctionnement à des projets spécifiques ou d'aides à l'acquisition de matériels.

## **Un effort maintenu en faveur du soutien à la création et réhabilitation des équipements sportifs, enjeu d'aménagement et de développement durable du territoire avec un budget de 20 M€ en AP et 8,5 M€ en CP**

Les équipements sportifs, outils indispensables à toute politique de promotion et de développement du sport, contribuent à favoriser l'accès pour tous à la pratique sportive, tout en participant à l'aménagement équilibré et à l'attractivité du territoire régional.

Soucieuse de favoriser l'accès à la pratique sportive à tous ses stades d'accomplissement, la Région renforce son accompagnement en faveur des collectivités et associations qui portent des projets de construction ou de rénovation.

Le soutien de la Région Occitanie aux projets de construction ou de rénovation sera soumis au bon respect par les associations et équipements sportifs du décret 2017-1244 relatif à la prévention des risques liés au bruit, donnant définition de l'atteinte à la tranquillité du voisinage et à la santé pour les activités sportives, culturelles ou de loisirs. Les projets concernent :

- les équipements sportifs d'intérêt régional dont le rayonnement dépasse les frontières régionales ou qui sont utilisés prioritairement par des lycéens pour la pratique de l'éducation physique et sportive (EPS),
- les équipements sportifs d'intérêt territorial dont le rayonnement dépasse le périmètre communal de par leur taille, leur fréquentation, leur spécificité sportive ou encore le niveau de pratique sportive accueillie,
- les équipements sportifs d'intérêt local participant aux besoins quotidiens des habitants à l'échelle d'une ville ou d'un quartier dans le cadre de la valorisation des « bourgs-centre ».

Un soutien spécifique sera par ailleurs apporté dans ce cadre aux projets éligibles à l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) « Sites d'accueil et de pratique » prolongé jusqu'à fin 2021 pour accompagner notamment les sites en capacité d'être labellisés « Centre de Préparations aux Jeux (CPJ) » par le Comité d'Organisation des jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024.

## L'économie du Sport soutenue en lien avec la Stratégie Régionale Emploi Croissance

La politique sportive s'inscrit dans les objectifs de la stratégie régionale emploi croissance. Ainsi, un programme annuel d'actions est établi en partenariat avec Ad'Occ Sport pour favoriser la structuration et la mobilisation de la filière économique du sport en région.

Par ailleurs, une 5<sup>ème</sup> édition du Sport Up Summit se tiendra en octobre 2021. Cet événement unique en France constitue un laboratoire d'accompagnement d'une trentaine de start-ups dans le domaine du sport. Au-delà de cet événement d'envergure nationale, plusieurs initiatives de mise en réseau des acteurs économiques du sport seront aussi déployées en 2021 en s'appuyant notamment sur la collaboration et les partenariats avec les clubs professionnels (2,437 M€ d'AP / 2,565 M€ CP) et d'autres partenaires du milieu sportif.

### Un budget dédié de 13 M€ d'AP et 7,3 M€ de CP pour continuer les investissements dans les Centres de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive (CREPS)

Dans le cadre des JOP de Paris en 2024, la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée souhaite affirmer son positionnement en tant que région incontournable pour l'entraînement des athlètes et l'accueil de compétitions de référence. Dans cette ambition, la Région poursuivra donc ces investissements sur les trois sites qui sont des puissants leviers de la politique sportive. Pour 2021, la priorité sera cependant donnée au financement du programme de réalisation du **Centre de Préparation à la Haute performance du CNEA** à Font-Romeu pour que ce site assume son leadership en la matière.

## II - La Région construit un nouvel avenir et protège les habitants d'Occitanie

### 1. L'éducation et la jeunesse

EDUCATION, JEUNESSE		
Fonctionnement	AE	CP
Construction et rénovation des établissements d'enseignement	2 600 00	1 500 000
Equipement et Fonctionnement des établissements d'enseignement	105 569 900	108 072 000
Jeunesse	6 890 500	5 942 500
<b>Fonctionnement</b>	<b>115 060 400</b>	<b>115 514 500</b>

Investissement	AP	CP
Construction et rénovation des établissements d'enseignement	198 000 000	197 000 000
Equipement et Fonctionnement des établissements d'enseignement	38 250 000	37 775 000
Jeunesse	52 550 000	37 707 500
<b>Investissement</b>	<b>288 800 000</b>	<b>272 482 500</b>

	AP/AE	CP
<b>Total général : Investissement et fonctionnement</b>	<b>403 860 400</b>	<b>387 997 000</b>

Dans un contexte financier contraint, la Région poursuit une politique ambitieuse dans son Budget 2021, en positionnant les politiques en faveur des jeunes au cœur de son action.

La Région Occitanie maintiendra donc un effort financier soutenu de 965 M€ d'AP et de 882 M€ de CP pour favoriser l'égalité des chances, lutter contre les déterminismes sociaux, offrir des conditions d'études de qualité, respectueuses de l'environnement et développer la participation citoyenne de nos jeunes.

**Pour nos enfants, une politique ambitieuse de qualité d'accueil dans les locaux scolaires ; pour nos entreprises, un important plan de soutien au BTP (200,6 M€ en AP / AE et un total de 198,5 M€ de CP dédiés aux lycées régionaux)**

Face à la crise sanitaire engendrée par l'épidémie du COVID 19, la collectivité régionale a maintenu des moyens d'action importants en faveur du secteur du BTP dans le cadre de l'affirmation de ses objectifs de politique éducative ambitieuse et adaptée aux spécificités de son territoire, aux besoins de son économie et aux exigences liées à l'évolution des attentes des usagers telles qu'énoncées dans la démarche de Green New Deal.

L'action de la Région, en termes de maîtrise d'ouvrage éducative, se décline selon les axes suivants porteurs des orientations sur un nouveau mode de développement contenues dans le Green New Deal :

- la construction de nouveaux lycées, permettant d'assumer la hausse constante du nombre de lycéens dans la région,
- la mise en œuvre d'une programmation pluriannuelle d'investissements et d'une politique de maintenance du patrimoine bâti permettant notamment d'offrir aux lycéens les meilleures conditions d'études et l'ouverture de nouvelles sections professionnelles,
- la politique de construction et de rénovation respectueuse de l'environnement dans le cadre de transition écologique portée par la Région par l'amélioration des performances énergétiques des bâtiments,
- la mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée,
- des investissements massifs dans les établissements d'enseignement de compétence régionale (IFSI, CREPS....).

### **La construction de nouveaux lycées (58 M€ en AP et 46 M€ en CP)**

A la rentrée de septembre 2020, l'augmentation des effectifs des lycéens se poursuit avec une hausse de 0,46% (soit +1 045 élèves). Afin de répondre à ce besoin croissant, la collectivité régionale prolonge son effort financier, en investissant massivement dans les structures d'enseignement, à travers un Plan Pluriannuel d'Investissement (P.P.I.) de 1 Milliard €.

Ce sont dix nouveaux lycées qui seront livrés ou lancés au cours de cette mandature afin de répondre aux enjeux démographiques.

Ainsi ont été ouverts les lycées Léon Blum à Villefranche-de-Lauragais (31) et Ernest Ferroul à Lézignan-Corbières (11) en septembre 2016, Germaine Tillion à Castelnau-d'Aud (11) et Nelson Mandela à Pibrac (31) en septembre 2017, Olympe de Gouges à Montech (82) en septembre 2018. En dépit des difficultés liées à la crise sanitaire, les lycées Martin Malvy à Cazères (31) et Simone Veil à Gignac (34) ont ouvert en septembre 2020 comme prévu initialement.

Seront livrés au cours des prochaines rentrées les lycées de Sommières (30) en 2021, Gragnague (31) en 2022 et Cournonterral (34) en 2024.

Afin de répondre aux besoins du territoire toulousain, il est proposé d'engager les opérations d'extension des lycées Françoise de Tournefeuille et Mandela de Pibrac.

Par ailleurs, les études environnementales, géotechniques et de programmation seront lancées dès 2021 concernant la construction d'un nouveau lycée à Auterive, qui sera, comme tous les autres lycées neufs, à énergie positive.

Enfin, la Région Occitanie, le Conseil Départemental de la Haute-Garonne et Toulouse Métropole s'unissent pour promouvoir sur le territoire toulousain la création d'un établissement public local d'enseignement international (EPLI). L'acquisition des bâtiments que va libérer Toulouse Business School à Quint-Fonsegrives est une opportunité qui permettrait de créer ce lycée international.

### **La poursuite des opérations de restructuration (90 M€ en AP et 134 M€ en CP)**

Au-delà du PPI 2016-2021, dont toutes les AP ont été engagées à la fin 2020, il est proposé d'engager de nouvelles opérations permettant de poursuivre l'effort d'amélioration des conditions d'accueil des lycéens pour un montant de 90 M€. Les projets les plus emblématiques sont la restructuration du lycée Raymond Savignac à Villefranche-de-Rouergue (12), la cité scolaire d'Argelès-Gazost (65), les lycées Reffye à Tarbes (65), Garcia Lorca à Théza (66) et Capou à Montauban (82).

Par ailleurs, dans le cadre de la trajectoire vers une Région à énergie positive, confortée par le Green New Deal, de nombreuses opérations de travaux d'optimisation énergétique des bâtiments seront lancées notamment aux lycées Beauregard à Villefranche-de-Rouergue (12), Jacques Prévert à Saint-Christol-lès-Alès (30), Raymond Naves à Toulouse (31) et Pierre De Coubertin à Font-Romeu (66).

Avec 50 M€ d'AP et 17 M€ de CP, la Région renforcera prioritairement le déploiement de dispositifs de sécurité (vidéoprotection des accès, sas, tourniquets, clôtures...) dans les lycées. Elle poursuivra également ses actions de maintenance dans les lycées publics pour assurer, au quotidien, un cadre de vie agréable et sécurisé aux usagers.

Enfin, afin de poursuivre la démarche Lycée de demain et favoriser le développement des projets participatifs, la Région envisage pour 2021 :

- de poursuivre la mise en œuvre des projets sélectionnés en 2020 dans le cadre de la démarche participative citoyenne « Lycée de demain »,
- de lancer des expérimentations ponctuelles s'appuyant sur les démarches participatives et de co-construction dans les établissements, en lien avec les autorités académiques. Par exemple : une expérimentation autour du numérique éducatif et de l'enseignement distanciel.

**L'Occitanie, une Région qui lutte contre les déterminismes sociaux et territoriaux en respectant les valeurs environnementales et citoyennes, dimensions essentielles du Green New Deal (203 260 400 € AP/AE et 189 497 000 € CP)**

Le budget 2021 s'inscrit dans un contexte de crise sanitaire dont les conséquences économiques rendent encore plus pertinentes et indispensables les interventions de la collectivité en faveur de l'accompagnement des familles et des jeunes tant sur le plan de la protection sanitaire que de la formation, l'orientation, l'information métiers et l'insertion professionnelle.

## **Donner à tous les élèves des conditions d'études propices à leur réussite tout en préservant le pouvoir d'achat des familles**

### **Des conditions d'études optimales**

Le maintien des dotations de fonctionnement des lycées reste une priorité, en particulier face aux incertitudes budgétaires des établissements générées par la crise COVID. Ces dotations intègrent les coûts d'ouverture d'un nouveau lycée en 2021, nécessaires pour maintenir l'excellence éducative équitablement répartie sur l'ensemble du territoire (70 M€ AE / 68 M€ CP).

Les lycées privés de la région recevront un forfait d'externat (26,1 M€ AE et CP) conforme à nos obligations réglementaires, et bénéficient également d'un soutien à leurs investissements (8 M€ AP / 6,5 M€ CP).

La Région poursuivra le renouvellement et la modernisation des équipements pédagogiques des lycées publics (25,6 M€ CP) afin d'assurer aux lycéens des conditions d'études dans de bonnes conditions. Elle priorise également le financement des matériels d'entretien des lycées respectueux de l'environnement et de la santé de ses agents.

La loi Peillon de 2013 a transféré la compétence de la maintenance informatique aux Régions sans compensation financière. Elle représente un coût de 4,9 M€ de CP au BP 2021 hors dépenses directes de personnels Région ou compensation à l'enseignement privé.

La Région continuera d'accompagner les communautés éducatives vers l'éducation numérique en fournissant les équipements adaptés à une pédagogie plus innovante et en mettant en place des serveurs de nouvelle génération de nature à faciliter le développement des usages pédagogiques (5,1 M€ CP).

En 2021, la collectivité régionale poursuivra son action pluriannuelle de labellisation numérique des lycées d'Occitanie et de réduction de la fracture numérique. Au-delà de la fourniture de loRdi aux élèves entrant en seconde ou en première année de CAP (24 M€ CP), l'engagement régional se traduira par le déploiement du WIFI dans les zones pédagogiques.

Un nouvel ENT est opérationnel depuis la rentrée 2019. Il regroupe 12 départements sur 13, les deux Rectorats de Montpellier et Toulouse et la DRAAF (420 000 M€ CP). Il s'enrichira de nouveaux services en 2021 (comme des contenus dédiés sur l'information-métiers par exemple).

### **Le soutien au pouvoir d'achat des familles**

La Région a fait le choix d'un engagement soutenu pour l'amélioration du pouvoir d'achat des familles pour la réussite de tous les élèves.

La Région réaffirme sa volonté de poursuivre la gratuité des manuels et des équipements individuels en 2021.



L'exercice 2021 verra la fin de l'impact financier de la réforme des programmes sur le renouvellement des manuels scolaires (32 M€ AP / 8 M€ CP). S'agissant des premiers équipements cependant, la prise en compte de la réforme des familles de métiers impacte financièrement ce dispositif (20,55 M€ AP / 4,55 M€ CP).

Les aides accordées aux élèves via la Carte Jeune en 2021 seront poursuivies :

- la fourniture de manuels scolaires papier, ou numériques dans les lycées publics qui en font la demande : 20% des commandes sont des manuels numériques en 2020 (8 M€ CP),
- la fourniture du premier équipement pour les lycées professionnels (4,55 M€ CP),
- la fourniture, dans les lycées publics labellisés numériques, ou l'aide à l'acquisition d'un ordinateur loRdi (24 M€ CP),
- l'aide à la lecture (4,36 M€ AE),
- l'aide à la licence sportive.

Les services de la Carte jeune (1,392 M€ de CP) sont, en outre, enrichis depuis la rentrée 2020 de la mise en place de bons plans culture, loisirs et sports.

Le Fonds Régional d'Aide à la Restauration (1,49 M€ AE) constitue également un axe fort de l'action volontariste et solidaire de la collectivité en faveur des familles en difficultés financières.

### **Dans le respect des considérations environnementales**

La préoccupation pour un engagement durable et respectueux des ressources en Occitanie se traduit, entre autres actions, par la mise en œuvre d'un pacte alimentaire. Les enjeux pour la région et ses jeunes sont multiples : économiques, environnementaux, santé...

Dans ses lycées publics, en matière de restauration, la Région poursuit en 2021 son intervention en faveur d'une alimentation de qualité, durable et de proximité. Ainsi, avec l'opération l'Occitanie dans mon assiette, les lycées sont accompagnés pour l'acquisition de produits de proximité, bios et de qualité, et pour s'engager dans la lutte contre les perturbateurs endocriniens ou dans l'objectif « zéro plastique ». Enfin, les lycées sont accompagnés dans la mise en œuvre de leurs plans de lutte contre le gaspillage et de valorisation des déchets (950 000 € CP).

Les lycées sont également partenaires d'une démarche environnementale qui passe par l'acquisition de véhicules électriques.

Enfin, l'année 2021 verra la mise en place de la nouvelle carte des emplois des Agents Régionaux des Lycées, harmonisée, après une démarche de dialogue social particulièrement constructive menée en 2018 et l'adoption des nouveaux indicateurs emploi au CTP de 2019.

Les agents seront accompagnés dans leurs pratiques professionnelles pour intégrer des usages soucieux de l'humain (techniques de pré-imprégnation) comme de l'environnement (zéro-phyto).

### **Faire des jeunes d'Occitanie des citoyens engagés pour leur réussite et pour leur territoire**

Le mode opératoire participatif de toutes les interventions en faveur des jeunes vise à développer la citoyenneté et de faire de chaque jeune un acteur à part entière des politiques régionales à travers des dispositifs de participation innovants. Ce mode opératoire illustre parfaitement l'écoute de la parole citoyenne portée par le Green New Deal.

## **Un Conseil régional des jeunes : lieu de concertation, force de proposition**

Faire des Jeunes, non seulement les bénéficiaires mais également les acteurs des politiques régionales, c'est tout le sens donné au Conseil Régional des Jeunes. Cette instance illustre pleinement la stratégie régionale en matière de jeunesses adoptée en mars 2018 et participe à la démarche de citoyenneté active mise en œuvre par la collectivité régionale.

En 2021, le mandat des membres du Conseil Régional des Jeunes s'achèvera au premier semestre. Fort du travail réalisé par ses membres depuis 2018, la Région travaillera sur de nouvelles modalités de fonctionnement.

## **Un soutien réaffirmé à l'éducation populaire et à l'engagement des jeunes (1,28 M€ AE / 1,27 M€ CP)**

Soucieuse de soutenir les acteurs Jeunesse qui favorisent l'apprentissage de la Citoyenneté des jeunes, la Région renforcera son partenariat avec les associations d'éducation populaire (0,89 M€ CP) pour la mise en œuvre d'actions sur des thèmes actuels comme la citoyenneté, la laïcité... permettant d'afficher l'ambition de la Région de créer les conditions du « mieux vivre ensemble » sur son territoire.

Elle poursuivra également son effort en faveur du Service Civique, dispositif particulièrement apprécié par les jeunes et les associations porteuses (0,4 M€ AE / 0,38 M€ CP).

S'inscrivant dans le cadre de la promotion des actions éducatives dans les lycées publics, les projets Occit'avenir (1,05 M€ CP) seront reconduits en 2021 autour de questions essentielles comme la réussite scolaire, l'insertion professionnelle, la citoyenneté.

## 2. L'emploi, la formation professionnelle et l'apprentissage

<b>EMPLOI, FORMATION PROFESSIONNELLE, APPRENTISSAGE</b>		
<b>Fonctionnement</b>	<b>AE</b>	<b>CP</b>
Apprentissage	11 440 000	17 850 000
Formation continue	337 476 200	297 370 000
Formations sanitaires et sociales	98 998 500	97 689 000
<b>Fonctionnement hors fonds européens</b>	<b>447 914 700</b>	<b>412 909 000</b>
Fonds européens Formation professionnelle - Apprentissage	12 000 000	15 000 000
<b>Fonctionnement Fonds européens compris</b>	<b>459 914 700</b>	<b>427 909 000</b>

<b>Investissement</b>	<b>AP</b>	<b>CP</b>
Apprentissage	9 200 000	11 500 000
Formation continue	938 000	2 100 000
Formations sanitaires et sociales	7 350 000	7 000 000
<b>Investissement hors fonds européens</b>	<b>17 488 000</b>	<b>20 600 000</b>
Fonds européens Formation professionnelle - Apprentissage	-	1 450 000
<b>Investissement Fonds européens compris</b>	<b>17 488 000</b>	<b>22 050 000</b>

	<b>AP/AE</b>	<b>CP</b>
<b>Total hors fonds européens : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>465 402 700</b>	<b>433 509 000</b>
<b>Total général : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>477 402 700</b>	<b>449 959 000</b>

Dans un contexte de crise sanitaire et économique sans précédent, la Région poursuivra en 2021 son engagement dans une politique offensive en faveur de la formation et de l'emploi, articulée autour de trois piliers :

- **la justice sociale**, en donnant la priorité aux personnes les plus éloignées de l'emploi, avec des parcours de formation adaptés,
- **accompagner les dynamiques territoriales**, notamment en développant une offre de formation de proximité sur les territoires,
- **l'appui au développement économique**, en répondant aux besoins en compétence des entreprises d'Occitanie par des programmes qui favorisent un accès durable à l'emploi.

Le budget 2021 intègre les crédits relevant du Pacte régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 (PACTE/PIC), qui s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan régional de transformation et de développement - Green New Deal, autour de trois grands enjeux :

- **la transformation de nos modes de vie** : en faisant de la formation un outil pour accompagner la résilience de notre économie et de nos territoires et apporter les compétences nécessaires au développement de ce nouveau modèle en Occitanie,
- **la construction d'un nouvel avenir et la protection des habitants d'Occitanie** : en modernisant l'offre de formation, en la rendant plus attractive et en facilitant son accès pour tous et tout au long de la vie, tout en garantissant une offre de formation équilibrée entre les territoires afin de promouvoir l'égalité des chances sur l'ensemble de l'Occitanie,

- **une nouvelle conception des politiques publiques régionales** : en aidant les employeurs et les acteurs économiques à revoir leur modèle et les accompagner dans le changement.

L'emploi et la formation sont aussi au cœur des plans de relance régionaux et tout particulièrement du **Plan de soutien régional à la filière aéronautique et spatiale** adopté par l'Assemblée Plénière le 16 juillet 2020. Ce volet emploi et sécurisation des parcours professionnels sera doté d'un budget de 20,8 M€ d'AP en 2021 et vise quatre cibles : l'humain, les territoires, l'entreprise et les compétences de demain.

**Au titre de la formation professionnelle des demandeurs d'emploi**, la Région poursuivra ses efforts principalement en faveur des personnes peu ou pas qualifiées pour lesquelles la formation professionnelle favorise l'accès à un emploi durable. Ainsi, l'effort propre de la Région (hors politiques contractuelles) sera maintenu en 2021 à hauteur de 227 M€ de CP. Le nombre et la qualité des formations proposées continueront à progresser grâce à la mobilisation massive de ressources nationales dans le cadre du PIC.

En approuvant **le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022**, le 27 mars 2019, la Région s'est engagée dans la mise en œuvre du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) dont l'objectif est d'offrir un plus grand nombre de parcours de formation notamment aux personnes les plus éloignées de l'emploi et de soutenir des démarches innovantes en matière d'ingénierie de formation et d'accompagnement des publics. Le Pacte Occitanie porte sur un budget Etat de 568,7 M€ pour 2019-2022. Cette enveloppe est déclinée en conventions financières annuelles (132,7 M€ au titre de l'exercice 2021).

**Le partenariat exemplaire avec Pôle emploi** mis en place depuis 2019 sera poursuivi. La Région conservera en 2021 le pilotage des actions de formations collectives, dans le cadre de la convention de partenariat financier avec Pôle Emploi (transfert de 14,9 M€ provenant de Pôle emploi dans le budget de la Région).

Ces deux politiques contractuelles (PACTE/PIC et Convention Pôle Emploi) sont intégralement couvertes par des ressources équivalentes aux dépenses. Grace à ses partenariats, plus de 80 000 demandeurs d'emploi pourront accéder à une formation.

La Région intensifiera son action pour améliorer **l'orientation des publics et l'information sur les métiers**, champ de compétences renforcé par la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel. Pour toucher les publics qui accèdent trop peu à l'information et à la formation, la Région portera de nouvelles initiatives, en partenariat avec les acteurs de terrain, pour **décliner son action au plus près de tous les territoires**, et tout particulièrement les quartiers Politique de la ville et les zones rurales.

La Région a également pour mission d'organiser des actions d'information sur les métiers et sur les formations **en direction des élèves et de leurs familles, des apprentis ainsi que des étudiants**, notamment dans les établissements scolaires et universitaires. Plus de 500 actions sont déjà prévues pour l'année scolaire 2020-2021. Ces actions seront proposées en grande partie dans les établissements scolaires mais aussi au sein des Maisons de l'Orientation et des Maisons de la Région. Ce volet, qui monte en puissance, est essentiel dans la lutte contre le déterminisme social et territorial.

L'année 2021 verra aussi le déploiement complet de **la nouvelle stratégie Régionale en faveur de l'apprentissage**, dont les nouveaux dispositifs ont été adoptés lors de l'Assemblée plénière du 16 juillet 2020.

L'articulation entre les besoins de formation des citoyens et les besoins de compétences des entreprises est primordiale. C'est pourquoi la Région poursuivra l'accompagnement des actions de **Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriales**. Ces actions s'inscrivent dans le cadre de **l'offre de service « ressources humaines »** déployée par la Région pour aider les entreprises à trouver les compétences dont elles ont besoin mais également les aider dans leur transformation (transition digitale, écologique et technologique).

### **Renforcer l'accès à la qualification dans un contexte de crise sanitaire et économique**

L'accès à une qualification reconnue reste la meilleure garantie d'un accès durable à l'emploi. Ainsi, avec plus de 68% des formations préparant à une certification, le Programme Régional de Formation (PRF) répond au besoin d'un public majoritairement peu qualifié (près de 82% des stagiaires sont de niveau Bac ou infra).

La formation professionnelle est un levier essentiel face à la crise économique actuelle.

Pour accompagner les publics les plus éloignés de l'emploi, des **dispositifs pré-qualifiants** très ciblés sont mis en œuvre : LECTIO (lutte contre l'illettrisme), les E2CR (écoles de la 2ème Chance Régionale), Avenir (détenus) ou Projet PRO pour aider à acquérir les premiers gestes professionnels et conforter son projet professionnel.

L'appel d'offres des Ecoles de la Deuxième Chance sera par ailleurs relancé en 2021 pour un budget de 12,6 M€ pour la période 2022 à 2025. Ces écoles accueillent 1 300 jeunes dont 63% poursuivent un parcours en formation ou bien obtiennent un emploi à l'issue de leur formation.

En 2021, la Région soutiendra d'avantage les jeunes décrocheurs, en accordant **une aide aux repas et LoRdi Région aux stagiaires du Dispositif DECLIC**, dispositif destiné à accueillir le public mineur à partir de 16 ans en décrochage. Cette mesure, dont le coût est estimé à 337 000 € par an, permettra d'avoir le même régime d'aide que pour les stagiaires des Ecoles Régionales de la Deuxième Chance.

Pour favoriser l'accès des publics les plus éloignés de l'emploi à la qualification, **la Région a consolidé son offre de formation pré-qualifiante** par la création d'un nouveau dispositif, le « Programme Nouvelles chances ». L'objectif est de promouvoir des actions novatrices dans l'accompagnement et l'insertion professionnelle des personnes vulnérables.

Par ailleurs, pour soutenir financièrement les demandeurs d'emploi pendant leur parcours de formation, la Région verse une rémunération et contribue sous certaines conditions à la prise en charge de frais annexes : repas, hébergement et frais de mobilité. **Le barème de rémunération des jeunes, plus fortement touchés par la crise économique liée à la COVID, sera réévalué en 2021 dans le cadre des mesures nationales en faveur des jeunes**. Cette mesure sera intégralement compensée par l'Etat. Hors politique contractuelle, la Région consacrera, comme en 2020, 90 M€ d'AP et de CP à la rémunération des stagiaires.

Mais il existe des publics pour lesquels il est encore difficile d'accéder à une formation notamment pour des raisons géographiques. Avec **le réseau Occitanie e-formation, la Région lutte contre les inégalités territoriales** en proposant une offre de formation à distance déployée au plus près des publics situés sur des territoires dépourvus d'un appareil de formation fortement développé. Le contexte sanitaire a démontré l'intérêt de la digitalisation de la formation. En 2021, la Région poursuivra l'accompagnement des centres dans le développement de ce mode de formation.

Parmi les freins à l'emploi ou à l'accès à la formation, **la question de la mobilité revêt une importance toute particulière**. Les freins à l'accès à l'emploi pour ces publics sont nombreux mais la mobilité apparaît comme l'une de leurs premières préoccupations. Pour près de 3 français sur 5, la mobilité doit être une priorité des politiques publiques. Dans ce contexte, la Région Occitanie, 2<sup>ème</sup> plus grande région de France avec ses 13 départements, développe un large panel d'actions afin de favoriser la mobilité de ses habitants et des personnes en difficultés : trains et bus régionaux, transport à la demande, intermodalités et co-voiturage, aides spécifiques à l'achat de matériel.

Pour autant, les personnes les plus fragiles, les demandeurs et repreneurs d'emploi les plus vulnérables souffrent encore plus d'un déficit d'accès à la mobilité. La Région souhaite donc apporter une réponse spécifique à leur problématique de « mobilité ». A ce titre, la Région va déployer **un nouveau dispositif mobilité** pour accompagner les demandeurs ou repreneurs d'emploi dans la recherche d'une solution de mobilité adaptée afin de faciliter leur accès à la formation professionnelle ou à l'emploi.

Il s'agira donc de proposer des parcours d'accompagnement permettant de sécuriser le développement d'une mobilité autonome et durable. Ce nouveau dispositif expérimental sera financé dans le cadre du PIC.

Et parce qu'elle constitue une autre voie d'accès à la qualification et une étape pouvant contribuer à la reconversion de publics ayant subi un licenciement, **la Région continuera de promouvoir la VAE** (validation des acquis de l'expérience) dans le cadre d'un nouveau marché de prestations d'information et de conseil.

Dans le domaine de la formation, rappelons également que la Région s'est engagée dans **une démarche d'accompagnement des transitions écologiques et énergétiques**. Dans le cadre du PRF, la Région demande aux prestataires de formation de prendre en compte la démarche durable à travers notamment une sensibilisation des stagiaires et une adaptation des contenus de formation aux problématiques de chaque secteur.

Enfin, afin de faciliter le maintien des formations pendant la crise sanitaire, rappelons que la Région poursuivra **l'achat et la mise à disposition de masques pour les stagiaires en formation professionnelle et pour les apprentis**. Le coût de cette mesure est estimé à 765 000 € en 2021. Pour mémoire, en 2020, les équipes territoriales de la Région ont remis à près de 250 organismes de formation les dotations pour les stagiaires (demandeurs d'emploi) et les apprentis en formation sur les 13 départements. Plus de 160 000 masques et 24 000 gels hydro alcooliques ont été distribués.

### **Intensifier les actions d'orientation et valorisation des métiers, au plus près des usagers**

Compétente sur le pilotage du Service Public Régional de l'Orientation (SPRO) depuis la loi du 5 septembre 2014, les missions de la Région ont été confortées et renforcées par la loi du 5 septembre 2018. **Le budget consacré à l'orientation sera renforcé en 2021** (9 M€ d'AP et CP)

afin de renforcer l'accompagnement de tous les publics et l'information sur les métiers porteurs d'avenir.

La Région est chargée d'organiser des **actions d'information sur les métiers et les formations aux niveaux régional, national et européen** ainsi que sur la mixité des métiers et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes en direction des élèves et de leurs familles, des apprentis ainsi que des étudiants, notamment dans les établissements scolaires et universitaires.

En 2021, le plan d'animation du PRF s'orientera plus fortement **vers les publics qui accèdent trop peu à la formation, notamment ceux des zones classées Quartier Prioritaire de la Ville (QPV).**

Dans le cadre des politiques contractuelles menées par la Direction depuis 2018 et dans un souci de proximité avec les citoyens, **le partenariat avec les Départements sera conforté en particulier dans le champ de l'insertion et de la formation.**

**Un accompagnement de proximité, au plus près des usagers,** sera poursuivi grâce à la présence territoriale forte de la Région, via les Maisons de Région et les Maisons de l'Orienta-tion.

La Région intensifiera **l'information sur la formation et la valorisation des métiers**, ainsi que sur la mixité des métiers et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes pour tous les publics (élèves, apprentis, étudiants). Plus de 500 actions seront conduites sur l'ensemble du territoire régional :

- actions d'information sur les métiers pilotées et animées directement par les équipes de la région,
- actions proposées par un ensemble de partenaires retenus dans le cadre d'un appel à projets Information sur les Métiers,
- démonstrations métiers dans le cadre des salons Travail Avenir Formation (TAF).

Pour toucher les publics scolaire et étudiant, une partie de ces actions se déroulera dans les établissements scolaires et universitaires, en collaboration avec les Autorités académiques.

De nouvelles initiatives seront proposées dans le cadre du Pacte 2019/2022 afin de lutter contre les déterminismes territoriaux :

- **la mise en œuvre d'un Bus Orientation Avenir** qui sillonnera le territoire régional et permettra de délivrer aux publics des zones rurales et des QPV un service d'information et d'orientation autour des métiers et de la formation (1,7 M€ d'AE pour 2021-2022),
- **des expérimentations visant à favoriser la mobilité des demandeurs d'emploi** pour accéder à la formation ou à un premier emploi (0,8 M€ d'AE pour 2021-2022).

Avec ses partenaires, la Région pilotera et mettra en œuvre des actions à destination des publics à travers une **offre complète de services** constituée d'un **portail d'information dématérialisé** (meformerenregion.fr), d'une **plateforme téléphonique de conseil en orienta-tion** et d'un **réseau d'accueil de proximité**. Les agents régionaux de la Direction de l'Emploi et de la Formation sont présents sur **22 sites territorialisés** pour accueillir, informer et accompagner les usagers (3 Maisons de l'Orienta-tion à Toulouse et Montpellier et le réseau des Maisons de Région).

Dans le même temps, la Région poursuivra son accompagnement de manifestations et d'événements portés par des partenaires et dédiés à la promotion des métiers, de l'emploi, des formations et des compétences. Ces actions, portées par les acteurs des territoires, devront s'inscrire dans les objectifs fixés par la politique régionale en matière d'orientation, en complémentarité avec les salons Travail Avenir Formation (TAF).

Enfin, suite au transfert des missions précédemment exercées par la Délégation régionale de l'Office National d'Information sur les Enseignements et les Professions (DR-ONISEP), la Région élaborera pour la 1<sup>ère</sup> année **des publications à portée régionale relatives à l'orientation scolaire et professionnelle des élèves et des étudiants.**

### **Soutenir l'investissement dans le capital humain des entreprises pour faire face à la crise**

Afin d'accompagner le développement économique des entreprises et des territoires, la Région poursuivra, en 2021, le **déploiement de son offre de services Ressources Humaines** pour les entreprises. Cette offre répond à des enjeux stratégiques importants pour les entreprises, tels que la structuration de leurs ressources humaines, la formation, le recrutement...

Cette offre RH s'inscrit pleinement dans les plans de relance économique et permettra de soutenir les **filières** mais également les **territoires** en renforçant l'accompagnement des actions de **Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriales**. Dans ce cadre, 600 000 € seront consacrés au lancement des marchés Pass'conseil pour 2021-2022.

Le **réseau TANDEM** (700 000 €) sera également déployé et renforcé pour promouvoir cette offre de services mais aussi pour créer et animer un vivier d'**entreprises volontaires** pour participer aux actions d'information sur les métiers et plus spécifiquement pour identifier des terrains de stage et **accueillir des élèves de 3<sup>ème</sup> en stage d'observation**.

L'application **ANIE** facilitera la **mise en relation entre les entreprises, les candidats en apprentissage, les stagiaires de formation professionnelle et les élèves de 3<sup>ème</sup> en recherche de stage**.

### **Déployer la nouvelle stratégie régionale en faveur l'apprentissage**

**La nouvelle stratégie de l'apprentissage** a été adoptée par la Commission permanente le 13 décembre 2019 et les nouveaux dispositifs ont été votés lors de l'Assemblée plénière du 16 juillet 2020. Le budget 2021 permettra la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie en faveur de l'apprentissage.

#### **La coordination de l'action régionale avec les acteurs de l'apprentissage :**

- **création d'une commission** « anticipation des besoins en compétences des entreprises et développement de l'alternance » au sein du CREFOP (Comité régional de l'emploi, de l'orientation et de la formation professionnelle) pour maintenir et développer une offre de formation diversifiée, équilibrée sur les territoires et répondant aux besoins des entreprises,
- **négociation de contrats d'objectifs et de moyens (COM)** avec les Opérateurs de Compétences (OPCO), nouveaux financeurs de l'apprentissage. Depuis juillet 2020, la Région a déjà conclu 3 COM et poursuivra cette démarche en 2021.



## Le soutien des CFA pour le maintien des services de proximité :

La Région contribuera au financement des centres de formation d'apprentis (CFA) quand des besoins d'aménagement du territoire et de développement économique le justifient :

- 9,44 M€ en fonctionnement pour **soutenir l'offre de formation** afin de préserver un aménagement équilibré du territoire (CFA en zones rurales pour le maintien de service de proximité, CFA proposant des formations dites de niche...) **et de renforcer la qualité pédagogique** au sein des CFA pour favoriser la réussite des parcours et l'égalité des chances,
- 9,2 M€ en investissement pour **moderniser l'appareil de formation** (construction, rénovation, transition numérique, nouvelles modalités pédagogiques comme la formation à distance...)

La Région poursuivra **la promotion de l'apprentissage par l'information sur les métiers**, en cohérence avec les nouvelles missions octroyées à la Région.

Enfin, près de 7 M€ de crédits de paiement en fonctionnement permettront de clôturer les actions engagées sur les exercices précédents (aides aux employeurs d'apprentis, derniers soldes sur les dotations de fonctionnement des CFA 2019...)

## Encourager l'innovation et moderniser l'appareil de formation

La Région Occitanie est précurseur en termes d'innovation dans plusieurs domaines. A titre d'exemple :

- **Occitanie IA** est un outil d'aide à la décision utilisant la DATA emploi de Pôle emploi et les données de formation. Il permet de connaître en temps réel l'adéquation entre la demande de qualification des entreprises et l'offre de formation de la Région. Il permet aussi de conseiller les publics en recherche d'emploi ou de reconversion sur des parcours de formation personnalisés en se basant sur le profil complet du candidat et son projet,
- **le Programme de Modernisation de l'appareil de formation** permet aux organismes de formation et aux CFA de la région de bénéficier d'un accompagnement de prestataires experts dans l'ingénierie pédagogique et la digitalisation des contenus de formation pour développer des projets. Ce programme pluriannuel de plus de 28 M€, unique en France, a pour ambition de provoquer un saut qualitatif de l'appareil de formation en Occitanie,
- **Certif'Région** est le Label Qualité mis en place par la Région Occitanie. Il s'agit du seul label porté par une Région qui soit reconnu au niveau national par France Compétences. Ainsi, les organismes certifiés par la Région bénéficient automatiquement de la double labélisation : le label régional Certif'Région et le label national Qualiopi. **La Région prend en charge 50% du coût pour les organismes qui s'inscrivent dans la démarche Certif'Région (240 000 € de CP en 2021).**

## Politiques contractuelles : relever collectivement le défi de l'emploi

En 2021, la Région poursuivra la mise en œuvre du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 et de l'accord-cadre conclu avec Pôle emploi. **Ces deux politiques contractuelles sont intégralement compensées par des recettes équivalentes.**

## Pacte Occitanie

Le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) a pour objet d'améliorer la qualification de la population des jeunes ou des demandeurs d'emploi non qualifiés, les plus fragilisés, dans un contexte de fortes mutations. Il vise également l'accélération des transformations du système de formation professionnelle par l'expérimentation, notamment numérique, pour augmenter la valeur ajoutée et l'efficacité des parcours de formation.

Pour la période 2018-2022, près de 8 Milliards € seront affectés par l'Etat aux Régions dans le cadre de Pactes régionaux d'investissement dans les compétences.

La Région Occitanie a signé le PACTE 2019-2022 le 29 mars 2019. Il permet de mobiliser 563 M€ de crédits Etat, auxquels s'ajoutent 5,7 M€ dédiés aux moyens nécessaires à la mise en œuvre du Pacte. Ces crédits viennent en complément de la convention d'amorçage 2018, signée le 8 juin 2018, qui portait sur un montant de 58,3 M€.

Le PACTE a la double ambition d'**augmenter de façon significative le nombre de formations** qui ciblent notamment les publics les plus éloignés de l'emploi et de **libérer les initiatives pour franchir le cap de la transformation** au travers d'actions innovantes (Observatoire Occitanie IA, Plan de modernisation de l'appareil de formation, émargement électronique des stagiaires, mobilité des demandeurs d'emploi...). Le PACTE permet aussi de **renforcer les mesures liées à l'orientation et à l'information sur les métiers** (appel à projets Info Métiers, information des collégiens et lycéens et leurs familles, e-learning tourisme...).

## Accord-Cadre Pôle emploi

Pour une meilleure coordination de l'offre de formation sur le territoire, **la Région et Pôle Emploi ont défini le cadre d'intervention des achats de formation dans une convention de partenariat financier**. La Région se consacre aux achats collectifs de formation et Pôle emploi au soutien de demandes individuelles de formation.

L'ensemble de l'offre de formation ainsi proposée permettra de combiner des formations préparatoires et des formations qualifiantes, afin de **construire de véritables parcours de formation adaptés aux personnes éloignées de l'emploi**.

**Ces deux partenariats dotent la Région de moyens inédits**. La situation que traverse le pays impose en effet de **conjuguer les efforts de tous les acteurs** et de **mobiliser des moyens sans précédent** pour amortir les effets de la crise, en favorisant le maintien dans l'emploi mais aussi en préparant les demandeurs d'emploi aux métiers de demain.

## Formations sanitaires et sociales : des formations vers des métiers et emplois au service de l'humain, plus que jamais utiles

### Chiffres clés :

**26 formations**, du niveau 3 au niveau 7 relevant de la compétence de la Région menant à un diplôme d'Etat du secteur sanitaire et social.

**Près de 16 000 apprenant.es**, dont les  $\frac{3}{4}$  en formations sanitaires, et 84% relevant de l'enseignement supérieur (formations niveaux 5, 6, 7).

Les formations qui rassemblent le plus d'effectifs sont dans le paramédical : soins infirmiers, aide-soignant.es, masseur kinésithérapeute, et dans le social : assistant de service social, éducateur spécialisé ou encore accompagnant éducatif et social.

**57 organismes de formations autorisés / agréés par la Région**, portés principalement par des hôpitaux et des associations, qui maillent le territoire, avec des offres de formations dans **36 villes d'Occitanie**.

Avec la première carte des formations sociales adoptée par la Région en 2019 et 2020 : plus de 450 places supplémentaires au total soit +9%, dont +137 places en enseignement supérieur (éducateur.trice jeunes enfants, conseiller.e en économie sociale et familiale, éducateur.trice spécialisé.e, éducateur.trice technique spécialisé.e).

A la rentrée de septembre 2020 : augmentation du quota d'entrants en IFSI : +5%.

**Budget 2021 : 106,3 M€ d'AP/AE et 104,7 M€ de CP**

La votation citoyenne récemment organisée par la Région a encore démontré le fait que la santé et en particulier l'accès au système de santé et de soins constitue aujourd'hui l'une des premières préoccupations des français.es.

La santé est d'autant plus stratégique en Occitanie que :

- les besoins en matière de soins sanitaires et sociaux s'accroissent sous l'effet conjugué de l'augmentation de la population régionale, de la précarité et du vieillissement de celle-ci,
- le territoire est vaste avec de nombreuses communes rurales, en zone de montagne, des territoires diversifiés connaissant pour certains des variations démographiques saisonnières significatives ou/et des taux de précarité élevés,
- des inégalités dans l'accès aux soins de proximité dits de « premier recours » (médecin généraliste, pharmacien, infirmier, masseur-kinésithérapeute...), qui risquent d'induire durablement un sentiment de « fracture sanitaire ».

Le plan de transformation – Green New Deal s'inscrit dans la vision de l'Organisation mondiale de la santé qui définit la Santé comme « un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ». Les enjeux pour maintenir un

bon état de santé et de bien être des Occitan.es sont nombreux. Parmi eux, la formation occupe une place centrale, pour aujourd'hui en période de crise, et pour le futur.

Les secteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux sont pourvoyeurs d'emplois, non délocalisables, qui irriguent nos territoires pour soigner et accompagner les plus vulnérables. Ils sont porteurs de sens. Attirer vers ces métiers, y compris les moins qualifiés qui demeurent dans ces secteurs indispensables, permettre des parcours de formation de qualité et des évolutions professionnelles, sont autant de chantiers auxquels la Région continuera à s'atteler en 2021.

La pandémie liée au virus Covid-19 a accéléré la prise de conscience du caractère vital de la présence de professionnel.les de santé dans l'ensemble du territoire en quantité suffisante. Dans le cadre du plan santé bien être, inclut dans le plan de transformation de l'Occitanie adopté en Assemblée Plénière du mois de novembre, la Région a décidé d'amplifier son action pour que davantage de professionnel.les soient formés. Le budget 2021 proposé est cohérent avec ces décisions d'augmenter les places en formation initiale et formation continue des demandeurs d'emploi dans les instituts autorisés par la Région, en particulier : + 35% par rapport à 2019 pour la formation d'aide-soignant.e, + 25% par rapport à 2019 pour les auxiliaires de puériculture, +10% par rapport à 2019 pour les formations en soins infirmiers.

Dans ce contexte, le Schéma Régional des Formations Sanitaires et Sociales 2017-2021 va être actualisé avec une carte des formations paramédicales et maïeutique renouvelée pour 2021, traduisant une ambition amplifiée au service des populations, pour former davantage de professionnel.les dans le champ du paramédical et du social. Il intégrera aussi la première carte des formations en travail social d'Occitanie qui a été adopté en deux temps pour mémoire : d'abord en avril 2019 pour l'ensemble des formations conduisant à des diplômes d'Etat non renouvelés et en avril 2020 pour les formations d'enseignement supérieur renouvelées dans le cadre de « l'universitarisation ». Rappelons ici que cette compétence de planification et d'élaboration de la carte des formations en travail social a été transférée par l'Etat aux Régions en 2017, l'Etat concentrant désormais son rôle sur le suivi du volet pédagogique de ces formations.

Le budget 2021 proposé permet de mettre en œuvre les décisions prises lors de l'adoption de la nouvelle carte des formations sociales, mais aussi, pour le sanitaire, la décision prise pour la rentrée 2020 d'augmenter de 5% le quota d'entrants en IFSI.

Au-delà de l'accompagnement budgétaire des nouvelles places de formations mises en place pour certaines dès septembre 2020 et pour d'autres à partir de septembre 2021, le budget 2021 proposé, qui s'élève au total à **106,3 M€ d'AP/AE et 104,7 M€ de CP**, permettra de poursuivre les actions suivantes :

### **Les aides classiques aux apprenant.es**

13 M€ d'AE et CP sont prévus pour les bourses sous conditions de ressources, soit une augmentation de plus de 11% par rapport au BP 2020. Cette hausse vise à supporter la revalorisation des montants des bourses à la rentrée de septembre 2020 décidée en Commission Permanente d'octobre, mais surtout l'augmentation du nombre de bénéficiaires, qui se poursuit : encore plus 13% entre l'année scolaire 2019-2020 et l'année qui a débuté 2020-2021, avec déjà 4 957 bénéficiaires contre 4 349 l'an passé.

Par ailleurs, par l'intermédiaire des subventions aux organismes agréés et autorisés par la Région pour dispenser les formations, notre collectivité prend à sa charge, pour les publics relevant de sa compétence (c'est-à-dire les élèves en poursuite de scolarité et les demandeurs d'emploi) :

- les droits d'inscription de tous les bénéficiaires d'une bourse,
- les frais de scolarité de tous les élèves inscrits en formation de niveaux 3 et 4,
- les indemnités de stage et les frais de déplacement pendant ces stages des étudiants inscrits en formation en soins infirmiers et en masso-kinésithérapie.

En 2020, ces aides indirectes ont représenté un budget de près de 16,7 M€.

### **Les aides exceptionnelles aux étudiant.es en soins infirmiers et élèves aide-soignant.es en cette période de crise**

L'Assemblée Plénière de novembre a décidé, compte-tenu de l'évolution de la pandémie, de remettre en place un dispositif similaire à celui du printemps pour valoriser les apprenant.es en formations en IFSI ou IFAS financées par la Région qui pendant leurs stages pratiques sont exposés au virus, dans des établissements de santé ou médico-sociaux, publics ou privés. Ceux-ci sont de plus en plus nombreux à être concernés, surtout les élèves de deuxième et troisième année en IFSI, qui du fait du niveau d'aide-soignant validé en fin de première année sont appelés à se mobiliser jusqu'à 25% de leurs temps de stages directement en renfort aide-soignant.e. Lors de la première période, ce sont 1 700 apprenant.es qui ont pu bénéficier de l'aide exceptionnelle de la Région.

Avec cette aide, en 2021, jusqu'à la fin de l'urgence sanitaire et au plus tard la fin de l'année scolaire, il s'agit bien de contribuer autant que possible à la confirmation des vocations vers des métiers aux forts besoins ; c'est essentiel pour les populations et aussi parce que la Région investit pour l'avenir en supportant le coût de ces formations initiales et continue des demandeurs d'emploi.

### **L'accompagnement des instituts de formations sanitaires autorisés et de formations en travail social agréés par la Région**

Avec une recherche constante d'optimisation des moyens, la Région dote les instituts de formations autorisés ou agréés pour participer aux frais de fonctionnement et aux équipements pédagogiques nécessaires pour délivrer des enseignements de qualité.

Le BP 2021, comme celui de l'an passé, vise à assumer pleinement la responsabilité de la Région sans pour autant prévoir de prendre à sa charge, sans confirmation à ce jour du niveau de la compensation potentielle de l'Etat, les coûts induits par diverses réformes décidées au niveau national :

- suppression des concours d'entrée dans certaines formations qui, si elle vise une simplification des démarches pour les futurs étudiant.es qui formulent leurs vœux sur la plateforme Parcoursup, privent les organismes de recettes sans pour autant que les coûts nets de sélection deviennent nuls,
- déploiement du service sanitaire depuis 2019.

En revanche le BP 2021 prévoit les crédits de paiement liés à la mise en œuvre de la convention 2020 Etat-Région dans le cadre du pacte régional d'investissement dans les compétences, pour les formations sanitaires et sociales. Pour mémoire cette convention 2020 portait sur un objectif de 523 parcours supplémentaires dédiés à des demandeurs d'emploi vers des formations sanitaires et sociales de niveau 3 ou 4.

A partir de 2021, l'Etat viendra compenser la Région pour les augmentations de places vers les formations dont les tensions ont été mises en lumière par la crise actuelle – infirmier.es et aide-soignant.es, mais aussi accompagnant éducatif et social. La mobilisation du PIC se concentrera sur les autres formations, et uniquement sur des parcours dédiés à des demandeurs d'emploi, et toujours en complémentarité avec les crédits de Pôle Emploi.

### **L'engagement volontariste pour la modernisation, la mise en sécurité et l'accessibilité des établissements de formations**

La politique volontariste d'investissement pour accompagner la modernisation, et donc la réhabilitation - restructuration, voire la reconstruction d'établissements, ainsi que leur mise en sécurité et mise en accessibilité se poursuivra en 2021. Les opérations en cours conduites en maîtrise d'ouvrage Région verront des avancées notables : livraison et ouverture du nouvel IFSI-IFAS à Montauban, démarrage du chantier de reconstruction à Auch, finalisation des études et dépôt du permis de construire à Marvejols ; ainsi que celles sous la maîtrise d'ouvrage de Centres Hospitaliers comme à Nîmes et Béziers qui s'achèveront, et Narbonne qui devrait entrer en phase opérationnelle. D'autres opérations seront planifiées pour poursuivre la mise à niveau de l'ensemble des instituts de formation d'Occitanie, en partenariat avec les organismes gestionnaires et les autres partenaires financiers.

**7,35 M€ d'AP et 7 M€ de CP sont prévus dans ce cadre**

### 3. L'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation

<b>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION</b>		
<b>Fonctionnement</b>	<b>AE</b>	<b>CP</b>
Enseignement supérieur	3 020 000	2 666 000
Recherche, Innovation	1 348 115	1 613 788
Soutien mobilité internationale étudiant	4 500 000	3 800 000
Développement et innovation	1 040 000	1 205 000
<b>Fonctionnement hors fonds européens</b>	<b>9 908 115</b>	<b>9 284 788</b>
Fonds européens Enseignement supérieur - Recherche - Innovation	1 200 000	2 488 462
<b>Fonctionnement Fonds européens compris</b>	<b>11 108 115</b>	<b>11 773 250</b>

<b>Investissement</b>	<b>AP</b>	<b>CP</b>
Enseignement supérieur	16 280 000	17 610 112
Recherche, Innovation	70 420 000	33 376 090
<b>Investissement hors fonds européens</b>	<b>86 700 000</b>	<b>50 986 202</b>
Fonds européens Enseignement supérieur - Recherche - Innovation	23 542 856	16 000 000
<b>Investissement Fonds européens compris</b>	<b>110 242 856</b>	<b>66 986 202</b>

	<b>AP/AE</b>	<b>CP</b>
<b>Total hors fonds européens : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>96 608 115</b>	<b>60 270 990</b>
<b>Total général : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>121 350 971</b>	<b>78 759 452</b>

La Région Occitanie est la 3<sup>ème</sup> région française en matière de recherche avec plus de 5,55 Milliards € de dépenses annuelles consacrées à la recherche publique et privée et la première quant à l'intensité de sa recherche rapportée au PIB. La région est également très attractive pour les étudiants : entre la rentrée universitaire de 2008 et celle de 2020, les effectifs étudiants sont passés en Occitanie de presque 199 000 à 256 000 étudiants, soit une croissance annuelle proche de 2,5%.

#### **La Région chef de file de la recherche, de l'enseignement supérieur et de l'innovation (ESRI)**

Le rôle de chef de file sur la recherche, l'enseignement supérieur et l'innovation (ESRI) a été dévolu aux Régions par la loi MAPTAM. Dans ce cadre, la Région Occitanie a construit dès 2017 son schéma régional de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation (SRESRI), suite à une large consultation réalisée en 2016 auprès des acteurs.

Les grands axes stratégiques de la politique publique régionale déclinés dans le SRESRI pour la période 2017-2021 sont les suivants :

- développer des sites d'enseignement supérieur et de recherche visibles et attractifs au niveau régional, national et international : une politique de site universitaire pour l'Occitanie,
- réduire les inégalités, favoriser la réussite et l'accès à l'emploi pour les étudiants,
- placer les sciences au cœur de la société, se mobiliser pour la recherche et l'innovation,
- renforcer le pilotage régional et les contractualisations.

Ils s'inscrivent dans la stratégie régionale pour l'emploi et la croissance, en complète cohérence avec la stratégie nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche, ces domaines relevant de la compétence de l'État, et avec les programmes opérationnels européens. Cette articulation constitue un effet levier pour permettre aux acteurs et aux établissements de participer pleinement à l'écosystème régional d'innovation.

De manière opérationnelle, dix-sept dispositifs régionaux, créés pour contribuer à atteindre les objectifs du SRESRI, ont été déployés depuis 2017.

A partir de 2021, un nouveau SRESRI devra être élaboré pour définir les orientations et les priorités stratégiques qui seront à la base de l'intervention de la Région et des autres collectivités territoriales dans les domaines de l'ESRI sur la période 2022-2027. Ce schéma pourra s'appuyer sur des politiques contractuelles renouvelées comme le CPER et le Programme Opérationnel FEDER FSE qui pour la première fois concerneront l'ensemble du territoire de l'Occitanie.

Le budget 2021 reste fondé sur la mise en œuvre opérationnelle du SRESRI sur l'ensemble du territoire. Cette année 2021 est toutefois particulière à double titre :

- elle s'inscrit dans le Plan de transformation et de développement Green New Deal (GND), les interventions de la Région en matière d'ESRI venant notamment contribuer à la construction d'un nouvel avenir commun et aux différents plans thématiques,
- elle correspond au lancement des nouvelles contractualisations Occitanie pour la période 2021-2027 : CPER et Programme Opérationnel (PO).

Dans une période de crise économique et sociale, l'investissement des territoires dans la préparation de l'avenir apparaît encore plus nécessaire. Le soutien de la Région à l'enseignement supérieur (compétences de demain) et à la recherche (développement économique et emplois futurs) sont des priorités du plan de Transformation et de Développement - Green New Deal (GND).

**Un budget de 121,35 M€ en AP/AE (dont 24,74 M€ Fonds européens) et de 78,76 M€ en CP (dont 18,49 M€ Fonds européens) pour le soutien à l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation**

**Le budget en crédits d'affectation AP/AE hors Fonds européen est en baisse (- 18%),** pour des raisons conjoncturelles. En effet, compte tenu du calendrier de négociation du CPER, les premiers engagements sont envisagés en fin d'exercice. La capacité d'intervention de la Région sur ses dispositifs SRESRI est maintenue.

**Les crédits d'affectation AP/AE pour les Fonds européens sont en hausse** (passent de 8,5 M€ à 24,7 M€), prenant en compte la mise en œuvre du plan de relance de l'Europe et le nouveau PO (au contraire de l'année 2020 pour laquelle les fonds européens étaient quasiment épuisés).

**Les crédits de paiement affichent une hausse :**

- + 17% pour les fonds Région, essentiellement dédiés au paiement des opérations déjà engagées, notamment les opérations immobilières du CPER et les projets des dispositifs du SRESRI qui arrivent en fin de réalisation.



- + 2,4 % pour les Fonds Européens, pour le paiement des dossiers déjà programmés, dans la perspective d'une clôture du PO 2014-2020 en 2023.

Les grands axes de la politique publique en matière d'Enseignement supérieur, de recherche et d'innovation qui seront menés en 2021 sont les suivants :

**Une politique de site ambitieuse afin de démocratiser l'accès à l'enseignement supérieur et de lutter contre les déterminismes sociaux et territoriaux**

L'une des priorités du SRESRI vise à « réduire les inégalités, favoriser la réussite et l'accès à l'emploi », avec l'ambition de démocratiser l'accès à l'enseignement supérieur, pour tous les jeunes, sur l'ensemble du territoire.

De nombreux jeunes renoncent à poursuivre des études supérieures, souvent à cause de freins financiers liés aux coûts de déplacement ou de logement. Pour lever ces obstacles et permettre à tous les jeunes d'Occitanie d'accéder à un enseignement supérieur d'excellence, quel que soit leur lieu de vie ou leur parcours, la Région a souhaité inciter et soutenir une offre de formation distribuée sur l'ensemble des bassins de vie, en priorité dans les Villes Universitaires d'Equilibre (VUE).

Les effets de la crise sanitaire, qui a souvent renforcé les inégalités et la précarité étudiante, viennent conforter l'action de la Région engagée depuis 2016. L'accès à l'enseignement supérieur en dehors de métropoles est un enjeu fort, souligné dans le cadre des propositions de la convention citoyenne.

Les actions entreprises dans les VUE seront poursuivies et amplifiées en 2021, venant contribuer au GND, notamment sur les plans « Lycées et Enseignement Supérieur de demain » et « Mutation du Travail – Métiers de demain ».

Pour offrir aux étudiants une formation de proximité et de qualité et permettre d'accroître le niveau de formation, meilleur rempart contre le chômage, au-delà de son intervention sur les infrastructures immobilières, la Région a lancé deux dispositifs expérimentaux sur la période 2017-2019, renouvelés pour 2 ans (2020-2021) afin d'accompagner :

- l'ouverture de nouvelles formations (en présentiel) pour renforcer l'offre de formation et l'attractivité des sites, sur l'ensemble des niveaux (Licence, Licence Pro, DUT, Masters...),
- les projets pédagogiques innovants des IUT en lien avec la transition numérique, permettant de déployer des formations adaptées aux besoins des entreprises et aux nouvelles compétences pour les métiers de demain.

Il est important de souligner que, grâce au soutien de la Région depuis 2017, les IUT ont pu accélérer leur transition numérique et développer des pédagogies innovantes, et ainsi faire face avec efficacité aux contraintes liées à la crise sanitaire.

Cet accompagnement sera poursuivi en 2021, en partenariat étroit avec les coordinations territoriales de sites des deux académies, les Etablissements, les Rectorats, les collectivités.

L'expérimentation « Campus Connecté » initiée en 2019 sera également poursuivie. Il s'agit de s'appuyer sur la formation à distance existante pour offrir à des jeunes éloignés de l'enseignement

supérieur (pour des raisons géographiques, économiques, sociales) la possibilité d'étudier près de chez eux. Le dispositif Campus connecté apporte un accompagnement de proximité, avec le regroupement dans un tiers lieu dédié et équipé (lutte contre la fracture numérique) et le suivi des jeunes par un tuteur méthodologique. Depuis 2019, six Campus Connectés ont été créés (Cahors, Carcassonne, Le Vigan, Saint-Gaudens, Espalion et Foix) plaçant la Région Occitanie en 1<sup>ère</sup> place à l'échelle nationale, et leur déploiement sera poursuivi en 2021.

Dans le cadre des plans « Lycées et Enseignement Supérieur de demain » et « Mutation du Travail – Métiers de demain » du GND, la transformation numérique au service des formations est un enjeu central. La Région accompagnera les Etablissements dans cette transformation, déjà amorcée mais maintenant essentielle dans la situation de crise sanitaire, pour assurer une continuité pédagogique dans les meilleures conditions, pour les enseignants et les étudiants. Un soutien pour les acquisitions d'équipements nécessaires au développement de nouvelles modalités pédagogiques, telles que l'hybridation entre « présentiel » et « distanciel », sera apporté dans le cadre de projets coconstruits par les Etablissements.

Le partenariat étroit instauré avec la Communauté d'Universités et d'Etablissements de l'académie de Toulouse, l'Université Fédérale de Toulouse Midi- Pyrénées (COMUE UFTMIP) et la nouvelle Coordination Territoriale d'Occitanie Est sera poursuivi au travers d'une convention d'application pour l'année 2021, avec un enjeu fort sur les actions « vie étudiante » et « entrepreneuriat ».

Nouveauté en 2021, une réflexion sera lancée pour améliorer les conditions de vie étudiante dans les VUE avec les coordinations territoriales d'Occitanie Est et Ouest et les acteurs tant académiques que locaux. Il s'agit de coconstruire des projets ou initiatives au bénéfice des étudiants, que la Région pourra soutenir dans le cadre de ses conventions annuelles avec les Coordinations territoriales de site, avec un effet de levier auprès des CROUS et établissements. Cette démarche s'inscrit dans la volonté du GND de concevoir autrement les politiques publiques et d'associer tous les acteurs d'un territoire.

La Région poursuivra son soutien aux instances de concertation, de gouvernance ou d'appui aux politiques régionales comme le Comité Consultatif Régional pour la Recherche et le Développement Technologique (CCRRDT), qui sera renouvelé en 2021, le Comité de Pilotage technique et financier du CPER – ESRI, le réseau Science(S) en Occitanie, l'Assemblée des Sites d'Enseignement Supérieur et de recherche d'Occitanie (ASESRO). Cette dernière, installée fin 2017 par la Région en partenariat avec les COMUEs, continuera de déployer le SRESRI sur l'ensemble des territoires, en mutualisant les acteurs et les énergies autour de projets partagés.

**Les crédits pour affectation s'élèvent à 4,25 M€ en AP/AE et à 3,6 M€ de CP** pour soutenir la coordination territoriale et le développement des VUE, pour permettre l'accès et la réussite du plus grand nombre dans l'enseignement supérieur.

### **Un appui confirmé pour développer l'attractivité des sites d'enseignement supérieur et de recherche**

Depuis 2017, la Région a soutenu massivement le développement des infrastructures d'enseignement et de recherche des pôles universitaires toulousain et montpellierain, afin de conforter l'attractivité et la compétitivité internationale de ces deux sites majeurs d'Occitanie. Rénovation ou construction de nouveaux bâtiments aux standards internationaux, dans un objectif de rationalisation et de transition énergétique, et financement de grands équipements de

recherche, ont été réalisés à travers le CPER 2015-20, les plans Campus mais également en mobilisant les PO européens.

Dans le SRESRI, la Région a également affirmé sa volonté de démocratiser l'accès à l'enseignement supérieur sur l'ensemble de l'Occitanie en s'appuyant sur une offre de qualité, dans les 18 VUE qui maillent le territoire. Ici également, la Région a mobilisé le CPER et les programmes opérationnels pour rénover/construire les campus. Les conditions d'accueil et de vie sur ces campus à taille humaine contribuent à un taux de réussite au moins équivalent à celui des métropoles, alors que le taux de boursiers y est souvent plus élevé (d'environ 10 points). Elles ont également permis un accompagnement de proximité des étudiants pendant la crise sanitaire.

Les dernières opérations financées au titre du CPER et des PO ayant été lancées en 2020, l'année 2021 sera essentiellement marquée par la poursuite de la réalisation des opérations déjà engagées et les paiements correspondants. On peut citer par exemple la livraison du département GCCD Génie Civil et Construction Durable de l'IUT de Tarbes, du Pôle Chimie Balard Recherche à Montpellier, le campus d'Albi de l'INU Champollion, les projets Hydropolis à Montpellier. Concernant les grands équipements de recherche financés par la Région ou les PO, ceux-ci seront pour la plupart opérationnels en 2021.

La Région poursuivra son engagement dans le futur CPER 2021-2027 pour la modernisation des infrastructures d'enseignement supérieur et de recherche sur l'ensemble du territoire, avec une attention particulière sur la rénovation énergétique des bâtiments. Elle prévoit également de mobiliser des crédits FEDER du PO 21-27 sur les projets des Villes Universitaires hors métropole, dans un objectif de rééquilibrage territorial permettant de lutter contre les déterminismes sociaux.

Ces interventions contribuent au GND, notamment pour le plan « Lycées et Enseignement Supérieur de demain » en permettant d'offrir des conditions d'études et de réussite favorables aux étudiant-e-s sur l'ensemble du territoire, et pour le plan « Recherche et Innovation », en contribuant à soutenir la compétitivité scientifique d'Occitanie, avec des bâtiments au niveau des standards internationaux et des équipements de pointe.

L'année 2021 sera la 1<sup>ère</sup> année de mise en œuvre du CPER 2021-2027, avec des premiers engagements qui dépendront de sa date d'approbation définitive. Il est prévu une montée en puissance sur les exercices suivants.

**Il est proposé 46 M€ en AP** pour lancer les premières opérations du CPER 2021-2027, sur les volets équipements scientifiques et immobilier. **Une enveloppe de 30,5 M€ en CP** est inscrite, essentiellement pour les opérations en cours de réalisation.

#### **Priorité à l'innovation et au lien laboratoires-entreprises (27 M€ d'AP / 17,5 M€ de CP)**

Pour préparer l'avenir de son territoire, faire émerger les emplois de demain et renforcer son attractivité, la Région Occitanie investit massivement dans la recherche et l'innovation.

L'écosystème de l'innovation nécessite d'être nourri en amont par la production de connaissance et de savoirs. Cette mission de ressourcement scientifique est assurée par les établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche, qui sont ainsi en capacité d'accompagner les PME/PMI/ETI régionales. Placer les sciences au cœur de la société est un enjeu d'avenir en faveur de la formation, de l'emploi et de la croissance des entreprises. C'est pourquoi la Région

soutient les projets des laboratoires publics mobilisés pour l'innovation et développés en partenariat avec des entreprises régionales.

Onze des dix-sept dispositifs de la Région contribuent à cet objectif, sur l'ensemble du continuum de l'innovation, depuis le ressourcement scientifique (nécessaire pour lever des verrous) jusqu'au transfert technologique et/ou la création d'entreprise, sur des projets dont le niveau de maturité technologique est au moins égal à trois :

- co-financement d'allocations de recherche doctorales,
- appel à projets « Recherche et Société(s) »,
- recherche et valorisation économique « REVE »,
- plateformes Régionales de Recherche et d'Innovation « PRRI »,
- prime aux Recherches Innovantes Menées avec les Entreprises « PRIME »,
- renforcement de Projets Européens de Recherche avec les Entreprises « RePERE »,
- soutien aux partenariats impliquant les laboratoires et les entreprises « PILE-CIFRE »,
- soutien aux Groupements pour la Recherche Appliquée INnovante avec les Entreprises « GRAINE »,
- soutien au transfert technologique de proximité (Centres de recherche et de transfert technologique (CRITT) et des plateformes technologiques des Lycées).

Les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire confirment, plus que jamais, la nécessité de préserver la capacité de R&D et d'innovation de nos entreprises, leviers essentiels de croissance et d'adaptation aux grandes transformations.

Les dispositifs du SRESRI permettront notamment de contribuer aux grands enjeux du plan « Recherche et Innovation » du GND, mais également aux plans Alimentation, Santé Bien-Etre et Economie résiliente.

Le soutien à l'entrepreneuriat étudiant reste également une priorité, en sensibilisant et formant les étudiants à l'entrepreneuriat et l'innovation et en accompagnant les futurs jeunes entrepreneurs. La Région poursuivra son soutien aux actions menées par les Coordinations Territoriales de site (UFTMIP et Occitanie Est) dans le cadre des Pôles Etudiants Pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat (PEPITE) et à celles menées par les SATT AxLR et TTT initiée depuis 2018 vers les jeunes chercheurs (partenariat SPRINT).

Dans le même objectif de mobilisation des compétences académiques pour le développement du territoire, le partenariat avec les acteurs de la recherche sera renforcé pour alimenter la construction de politiques publiques et répondre à des enjeux territoriaux. Dans le cadre du « Laboratoire des Transitions » initié par le Plan de Transformation – GND, les connaissances de chercheurs seront mobilisées pour éclairer des problématiques de la région. En 2021 seront conduits les premiers projets concrets, notamment pour accompagner les réflexions relatives à l'impact du changement climatique sur l'Occitanie.

### **Les défis-clés, une nouvelle modalité d'action de la Région (12 M€ d'AP / 1 M€ de CP)**

En 2019, la Région a lancé une réflexion sur l'élargissement du SRESRI à une recherche d'excellence plus amont, sur quelques domaines ciblés, en lien avec les priorités régionales, pour se positionner comme leader sur des filières d'avenir et soutenir l'émergence des compétences et métiers de demain. Cette réflexion a été conduite avec l'appui du Comité Consultatif Régional pour la Recherche et le Développement Technologique (CCRRDT).

En effet, pour répondre aux enjeux auxquels le territoire est confronté (transitions, nouveau modèle de développement...), de nouvelles dynamiques collectives sont nécessaires. Dans cet esprit, les acteurs de la recherche se mobilisent autour de thématiques d'intérêt pour le territoire en construisant des stratégies partagées et ambitieuses de développement des compétences et de l'innovation : les « défis clés ». C'est une des mesures phare du plan « Recherche et Innovation » du GND.

Chacun de ces « **défis clés** » sera bâti autour d'une feuille de route partagée entre les acteurs de la recherche régionale et les parties prenantes mobilisées (acteurs économiques, collectivités...), projetée sur une durée initiale de 4 ans, qui aura identifié :

- une ambition commune, une trajectoire à suivre, des objectifs clairs à atteindre,
- un programme d'action détaillé (compétences à renforcer ou à acquérir, projets à concrétiser, travaux de recherche à mener, partenariats à développer...),
- des moyens à mobiliser (établissements, Etat (ANR, PIA...), UE, partenaires socio-économiques, Région...),
- des modalités de gouvernance claires.

En accompagnant ces « défis clés », la Région souhaite encourager la structuration des communautés scientifiques régionales autour d'enjeux régionaux stratégiques. La Région sera attachée à l'implication des établissements (universités, organismes de recherche...) dans les stratégies collectives proposées, notamment dans la définition des priorités de recherche et la mobilisation des moyens nécessaires.

La Région accompagnera ces dynamiques, y compris en soutenant la recherche amont, mais restera attentive à ce que la stratégie arrêtée porte sur l'ensemble du continuum Recherche – Innovation (valorisation économique et/ou sociétale) : outre les objectifs de qualité scientifique et structuration académique, les défis clés doivent être des opportunités pour développer encore davantage les coopérations avec les acteurs socio-économiques du territoire régional (entreprises, collectivités, associations...) et pour projeter ces compétences à l'échelle internationale (rayonnement, attractivité, mobilités...).

Fin 2020, quatre premiers « défis clés » ont été accompagnés : Hydrogène vert, Technologies Quantiques, Biodiversité, Risque infectieux et virus (pour un montant total de 9 M€). En 2021, en concertation avec les acteurs, cette dynamique sera déployée sur de nouveaux défis-clés.

### **Une attention particulière pour la culture scientifique et technique (0,82 M€ AP/AE et 0,565 M€ CP)**

La diffusion de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle est une compétence régionale depuis plusieurs années. En effet, la loi sur l'Enseignement Supérieur et de la Recherche du 22 juillet 2013 stipule que « la Région coordonne, sous réserve des missions de l'État et dans le cadre de la stratégie nationale de recherche, les initiatives territoriales visant à développer et diffuser la CSTI, notamment auprès des jeunes publics, et participe à leur financement ».

Depuis, le développement du lien entre science et société a été mis en œuvre et poursuivi à l'échelle de notre grande région en favorisant la mise en réseau des acteurs de la CSTI et les actions inter-académiques, et en soutenant des projets venant irriguer l'ensemble des territoires et des publics.

Il s'agit de permettre au plus grand nombre d'accéder aux connaissances scientifiques et technologiques ainsi qu'à leur compréhension, de développer la curiosité, l'esprit critique, de lutter contre les fausses informations, de faire découvrir les métiers scientifiques notamment aux jeunes femmes... C'est un véritable enjeu de société, et la crise sanitaire a montré l'importance du dialogue Sciences et société pour mieux informer et décrypter une information souvent complexe.

La diffusion de la culture scientifique se retrouve au cœur de plusieurs mesures des Plans du GND, pour agir sur la transformation écologique, la transformation numérique, pour favoriser la participation active des jeunes à la vie publique... En 2021, la région souhaite renforcer les actions dans les VUE et au sein des territoires éloignés des métropoles.

### **Manifestations scientifiques (0,5 M€ d'AE / 0,56 M€ CP)**

Les manifestations scientifiques internationales permettant à l'Occitanie de mettre en avant et de diffuser les dernières avancées vers les entreprises et les jeunes chercheurs seront aussi accompagnées.

### **Crédits européens FSE/ FEDER (24,7 M€ AE/AP et 18,49 M€ CP)**

**Cette enveloppe de 24,7 M€ d'AE/AP** est inscrite pour programmer les premières opérations du nouveau Programme Opérationnel 2021-2027.

La programmation des subventions Fonds Européens 21-27 est conditionnée à plusieurs étapes préalables. Le vote du budget européen constitue la première étape indispensable qui déclenchera la validation des différents documents cadres et des nouveaux PO 2021-2027. Le budget définitif, initialement attendu pour la fin de l'année 2020, devrait être stabilisé à compter de mars 2021.

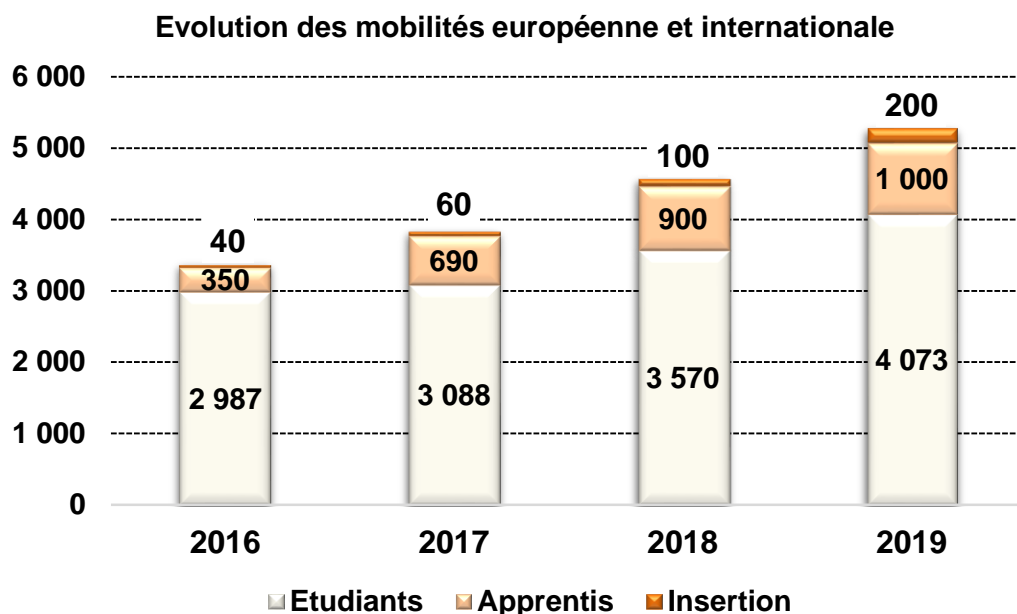
Les typologies d'actions en lien avec l'enseignement supérieur et la recherche inscrites au futur PO Occitanie s'inscrivent dans les 2 priorités stratégiques définies par la Commission Européenne :

- Encourager la transformation économique intelligente et innovante :
  - ✓ création et amélioration des infrastructures de recherche et d'innovation,
  - ✓ collaborations entre laboratoires et entreprises,
  - ✓ renforcement du potentiel humain par et pour la recherche,
  - ✓ développement des services et usages numériques.
- Mettre en œuvre le socle européen des droits sociaux :
  - ✓ améliorer et développer l'accès aux infrastructures d'éducation supérieure,
  - ✓ accompagner les stratégies de développement des formations dans les Villes Universitaires d'Equilibre (VUE).

**L'enveloppe de 18,48 M€** est inscrite pour solder les dossiers programmés sur le PO 2014-2020 (clôture du PO en 2023).

### **Conforter la politique volontariste en faveur de la mobilité européenne et internationale des étudiants (4,5 M€ d'AP / 3,8 M€ CP)**

**La Région accompagne de longue date la mobilité internationale des étudiants. La Région est le premier partenaire de la mobilité européenne internationale des jeunes.** Elle a mis en place dès 2017 un guichet unique pour la mobilité internationale de l'ensemble des étudiants et des publics engagés dans des parcours de formation professionnelle. Cette intervention s'est développée entre 2015 et 2019 comme le montre ce graphique :



**L'année 2020 a été fortement impactée par la crise sanitaire du Covid-19 qui a significativement réduit le volume des mobilités.** Toutefois, 2 000 étudiants ont pu réaliser une mobilité en début d'année. La Région s'est attachée à prendre des mesures d'urgence pour assurer un « filet de sécurité » aux bénéficiaires qui ont dû interrompre, annuler ou reporter leur mobilité, alors qu'ils avaient déjà engagé des dépenses. Un fonds d'urgence d'un montant de 960 000 euros au bénéfice de 2 000 jeunes y est consacré, fonds qui a été fortement mobilisé.

**Dans ce contexte, la Région continue d'accompagner les étudiants et leurs établissements d'enseignement supérieur, pour soutenir en 2021 les mobilités reportées et maintenir une dynamique, afin que la mobilité internationale reste un facteur de rayonnement et d'insertion professionnelle fort**

La Région confortera donc son soutien à la mobilité d'études et de stage des étudiants de l'enseignement supérieur, afin de permettre l'accès à l'expérience - désormais indispensable - de mobilité internationale au plus grand nombre, prioritairement les étudiants boursiers sur critères sociaux. Cette mesure de justice sociale, prévue sur l'ensemble du territoire d'Occitanie, est mise en œuvre dans le cadre d'un partenariat avec les établissements d'enseignement supérieur de la région.

En outre, dans le cadre du Green New Deal, a été proposé un élargissement des publics bénéficiant de mobilités soutenues par la Région (stagiaires de la formation professionnelle, lycéens, docteurs et chercheurs en lien avec les défis clés, volontaires de solidarité internationale...).

**Enfin, une enveloppe de 1,040 M€ d'AP / 1,205 M€ de CP relative au développement et à l'innovation est dédiée à Ad'Occ.**

#### 4. L'agriculture, l'agro-alimentaire et la viticulture

AGRICULTURE, AGRO-ALIMENTAIRE, VITICULTURE		
Fonctionnement	AE	CP
Accompagnement et promotion des filières agricoles, agroalimentaires et forêt / bois	12 812 000	14 673 281
Développement des filières agricoles, agroalimentaires et forêt/bois	3 725 000	2 536 000
Promotion des produits agricoles	1 880 000	1 880 000
<b>Fonctionnement hors fonds européens</b>	<b>18 417 000</b>	<b>19 089 281</b>
FEADER Agriculture	280 000 000	280 000 000
<b>Fonctionnement Fonds européens compris</b>	<b>298 417 000</b>	<b>299 089 281</b>

Investissement	AP	CP
Accompagnement et promotion des filières agricoles, agroalimentaires et forêt / bois	4 620 000	3 600 000
Développement des filières agricoles, agroalimentaires et forêt/bois	83 718 000	44 876 833
<b>Investissement hors fonds européens</b>	<b>88 338 000</b>	<b>48 476 833</b>
FEADER Agriculture	102 800 000	95 703 575
<b>Investissement Fonds européens compris</b>	<b>191 138 000</b>	<b>144 180 408</b>

	AP/AE	CP
<b>Total hors fonds européens : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>106 755 000</b>	<b>67 566 114</b>
<b>Total général : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>489 555 000</b>	<b>443 269 689</b>

L'agriculture très diversifiée du territoire régional (viticulture, élevage, fruits et légumes, grandes cultures, plus de 250 produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine-SIQUO) et le secteur agro-alimentaire constituent le premier domaine économique de la Région Occitanie avec 165 000 emplois. L'Occitanie est la 2<sup>ème</sup> plus grande région agricole de France, la 1<sup>ère</sup> région en surfaces certifiées Bio, en surfaces de vins sous appellation, la 2<sup>ème</sup> région productrice de fruits...

Si l'année 2020 a été marquée par un contexte exceptionnel de crise de la COVID suivie d'une réponse immédiate de la Région dans un **Plan d'urgence** regroupant plusieurs mesures de soutien à l'activité économique des exploitants agricoles, forestiers et entreprises agroalimentaires et de la filière bois, la **construction du plan régional de transformation et de développement - Green New Deal** marque une orientation politique forte vers plus de durabilité, vers une **agriculture et une alimentation durables** et une économie plus résiliente.

En 2021, première **année de transition des Programmes de développement rural européens**, la Région assurera la **continuité des mesures installées**, mais également la mise en œuvre du **Plan régional de transformation et de développement - Green New Deal** avec notamment le déploiement du contrat agriculture durable. Le traitement des mesures exceptionnelles mises en place en réponse à la crise Covid19 sera poursuivi.

La Région continuera d'accompagner son développement au travers d'une politique volontariste qui s'appuie sur des aides aux exploitations agricoles en création et développement, à titre individuel ou collectif, ainsi que des aides aux entreprises agro-alimentaires (13,85 M€ d'AP) pour



l'amélioration de la création de richesse et de la valeur ajoutée, y compris par le biais d'actions collectives d'animation des filières et de promotion des produits pour l'amélioration de la création de richesses, de la valeur ajoutée et le développement de l'agriculture durable. Cette approche amont / aval concerne également le développement de la 2<sup>ème</sup> forêt française et des 32 000 emplois de la filière bois, dont 3,7 M€ d'AP lui sont consacrés.

Une attention particulière est portée à l'agriculture biologique (3,6 M€), caractérisée par une dynamique de développement exceptionnelle en région Occitanie. Les aides à l'investissement sont poursuivies dans le cadre du Plan en faveur du BTP notamment sur les entreprises agroalimentaires, les bâtiments d'élevage, l'hydraulique et les investissements forestiers.

La Région, en tant qu'autorité de gestion du FEADER, assure la mise en œuvre des deux Programmes de Développement Rural (PDR) qui pèsent 2 Milliards € pour la période 2014-2020. Elle fait ainsi bénéficier les exploitations, les entreprises et les territoires de l'effet levier du FEADER. En 2021, la Région poursuit la mise en place du futur programme Occitanie de la PAC post 2020, programmation 2021-2027, et entre dans sa première année de transition.

**Ce sont au total 106,7 M€ de crédits d'engagements (88,3 M€ d'AP et 18,4 M€ d'AE), qui seront consacrés au développement des filières agricoles, agro-alimentaires et bois, et 67,6 M€ de Crédits de Paiement.**

### **Soutenir les exploitations agricoles et leurs filières régionales**

La Région accompagne ainsi la mise en place de politiques volontaristes en matière de développement des filières agricoles (élevage, viticulture, fruits et légumes, grandes cultures) et agro-alimentaires et de la filière bois à l'échelle de la grande région.

Il est ainsi proposé, dans un contexte de crise agricole persistant, de renouveler avec un budget offensif de 4,325 M€ d'AP les **aides à l'installation** pour le renouvellement des générations, enjeu majeur sur le territoire de la Région Occitanie. Dès 2016, la collectivité a été une des premières Régions à mettre en place une Dotation Jeune Agriculteur (DJA) harmonisée à l'échelle de la nouvelle région, avec des choix ambitieux pour une DJA fortement dotée.

Fin 2017, la Région a adopté un plan pour l'installation et la transmission. En 2019, il y a eu poursuite de cette politique globale et innovante qui vise à renforcer l'attractivité de la création et de la reprise d'activités agricoles, en encourageant et pérennisant les installations. Elle propose une démarche globale d'accompagnement dans toutes les étapes de la construction du projet de transmission d'une exploitation ou d'installation, accessible et adaptable à tous les candidats et à tous les projets.

Ainsi, pour permettre le renouvellement des générations et des installations, une politique active d'accompagnement à l'acquisition du foncier est mise en place en 2021 avec l'expérimentation et le développement d'une foncière agricole.

Au niveau des exploitations, les priorités restent :

- l'accompagnement à hauteur de 13,26 M€ d'AP des **filières d'élevage** impactées par les crises économiques et/ou sanitaires. En effet, les besoins restent forts pour les investissements en élevage (bâtiments d'élevage et de stockage, autonomie alimentaire, gestion de la ressource en eau, biosécurité...). Dans le contexte actuel, le maintien des potentialités d'accompagnement de l'élevage est nécessaire.
- l'accompagnement de la **filière agriculture biologique** (3,6 M€) particulièrement dynamique sur le territoire régional. En réponse aux forts enjeux liés au développement de l'agriculture biologique, la Région Occitanie, 1<sup>ère</sup> région en agriculture biologique au plan national, a développé dès 2018 un accompagnement ambitieux de ces filières à travers la mise en place d'un nouveau programme d'intervention en faveur du développement de l'agriculture biologique : le Plan Bi'O 2018-2020 Produire, Consommer et Vivre Bio en Occitanie.
- l'accompagnement des **filières végétales** (1,173 M€ d'AP). Dans un contexte de reprise d'investissement sur les exploitations de productions végétales, le soutien de la Région est orienté sur la diversification des espèces plantées et la sécurisation du potentiel de production afin de renforcer la résilience et compétitivité de ces exploitations.

Les dispositifs « Pass et Contrat » seront proposés aux exploitations et entreprises, aux côtés des mesures des PDR favorisant l'investissement dans les entreprises mais également le développement de projets de territoire, la plantation, les projets d'agritourisme, de transformation à la ferme.

Favoriser la **transformation et la commercialisation des produits de la ferme**, développer les **projets agritouristiques** permettent de garder la valeur ajoutée sur le territoire et accroissent le développement des circuits courts comme la valorisation des productions de notre région.

La Région maintient son soutien aux **investissements collectifs en CUMA** (Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole) avec un budget de 2,36 M€ d'AP pour la mutualisation des moyens de production, ce qui permet des économies de coûts de production et améliore l'organisation du travail donc la rentabilité des exploitations.

Dans un même objectif de mutualisation des moyens, 155 000 € d'AE permettent le **soutien aux Groupements d'employeurs** (GE) favorisant la création d'emplois mutualisés au sein des GE agricoles au profit des exploitations agricoles et des territoires ruraux.

La Région prévoit également de renouveler l'**accompagnement des programmes régionaux collectifs des structures agricoles** engagées dans leur développement à l'échelle de l'Occitanie, et soutient le volet innovation/expérimentation pour 1,6 M€ d'AE / 1,2 M€ de CP, afin, entre autres, de trouver des voies d'adaptation innovantes au changement climatique.

En outre, face aux **aléas climatiques**, la Région se place aux côtés des exploitants afin de leur garantir un revenu décent et la pérennité de leur production.

Dans une démarche tournée vers l'avenir, la Région poursuit sa valorisation des actions de **recherche-expérimentation** avec une enveloppe de 1,82 M€ d'AP, dont 0,3 M€ d'AP destinée spécifiquement à l'agriculture biologique. Les actions d'expérimentation et d'innovation permettent

de concourir à l'amélioration de la compétitivité des exploitations et des entreprises, l'adaptation des pratiques, variétés ou races locales aux changements climatiques, l'évolution vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement, et l'amélioration de la dimension sociale et sociétale des activités en lien avec la stratégie de développement d'une agriculture durable. Ces actions sont ensuite accompagnées dans une phase de diffusion et de transfert vers les usagers finaux.

La Région poursuit son accompagnement des acteurs du territoire à travers la mise en œuvre des **contrats de filière**, véritable socle des interventions de la Région visant le développement économique de l'ensemble de la filière : poursuite du contrat de filière Bois, lancement des contrats de filière élevage et contrat de filière viticole, travail de structuration de la filière légumineuses (FILEG).

### **Accompagner la filière bois**

La Région poursuit ainsi son action sur la gestion et l'exploitation de la forêt avec un budget de 3,76 M€ (desserte forestière, matériel d'exploitation, débardage par câble élargi à l'ensemble du territoire), son renouvellement (reboisement et adaptation au changement climatique, agroforesterie) et sa protection (Défense des Forêts Contre l'Incendie).

Elle poursuit et développe également l'accompagnement des entreprises de première (scieries) et de seconde transformation en déployant son Plan Bois, à travers les outils PASS et Contrat, aux côtés des crédits européens, ainsi que de l'outil de garantie FOSTER.

### **Accompagner le développement des entreprises agroalimentaires**

Concernant les entreprises agro-alimentaires, secteur économique majeur de la région, la Région prévoit un budget d'investissement de 13,85 M€ d'AP, permettant la poursuite de son dispositif de Pass et Contrats Agro-Viti afin d'accompagner la forte dynamique d'investissement et de développement pour une meilleure compétitivité, pour le développement de l'emploi ainsi qu'une meilleure valorisation des productions agricoles régionales. Une évolution des critères de bonification des aides permettra de favoriser les projets répondant à des critères de durabilité, d'approvisionnement local et de RSE.

Le soutien aux entreprises agro-alimentaires par la Région se fera en cohérence avec les mesures mises en place dans le cadre du plan de relance national.

En 2021, il est prévu la mise en œuvre du **contrat de filière agro-alimentaire Occitanie** élaboré par les professionnels du secteur, avec le pilotage opérationnel d'AREA Occitanie et de La Coopération Agricole Occitanie, en collaboration avec l'agence de développement économique Ad'Occ, et le soutien de la Région et de l'Etat. Il concerne l'ensemble des entreprises agroalimentaires de la transformation de produits agricoles, la fabrication de produits alimentaires, dont les boissons et la vinification, ainsi que les activités de commerce de gros de produits exclusivement alimentaires avec un objectif de 700 à 800 entreprises engagées sur trois ans. Cette ambition emporte quatre défis, et autant d'engagements, visant au renforcement de la compétitivité et de l'attractivité des entreprises, à l'anticipation des attentes sociétales et environnementales, mais aussi à la transformation des entreprises vers un modèle plus durable, avec la RSE comme fil rouge : *'S'approprier un socle collectif fédérateur', 'Donner les moyens aux entreprises de se transformer', 'Restaurer la confiance', 'Construire un pacte d'union régionale'*.

Suite à son déploiement en 2018 sur l'ensemble du territoire régional, le **fonds de garantie FOSTER FEADER** permet désormais à l'ensemble des exploitations agricoles et des entreprises de filières agro-alimentaires et bois de bénéficier d'une garantie à taux zéro dans le cadre de leurs projets de développement.

### **Accompagner les productions de qualité et développer la promotion notamment en renforçant la marque Sud de France**

La dynamique de développement de la valorisation des produits agricoles est soutenue par la Région, pour un budget 2021 de 12,4 M€ d'AE.

La marque **Sud de France**, porte-drapeau de nos produits de terroir, est aujourd'hui présente sur l'ensemble du territoire de l'Occitanie. Forte de sa grande diversité de produits, Sud de France a récemment évolué vers une distinction de la marque en trois segments complémentaires : « l'Excellence d'Occitanie », « le Bio d'Occitanie » et « les produits d'Occitanie ».

En 2021, la Région poursuit l'ancrage régional de la marque, le développement des **actions de promotion** menées au niveau local mais également à l'export, ainsi que le volet circuit-court.

Le **lancement d'un nouveau dispositif valorisant les circuits-courts** permettra de mettre à l'honneur les producteurs locaux. La Région apporte également son **soutien aux filières sous signe officiel de qualité** notamment dans le cadre de **REGAL**, manifestation dédiée qu'elle porte, et des actions coordonnées par l'IRQUALIM (Institut Régional de la Qualité Agroalimentaire). Plusieurs pistes d'évolution de la promotion des producteurs seront explorées (Marketplace, solutions logistiques mutualisées, drive...), dans des perspectives à moyen et long termes afin de s'adapter à la crise sanitaire dans un environnement où les modes de commercialisation ont évolué.

Enfin, au-travers du Plan de relance viticole voté en juillet 2020, sera déployé en 2021 des mesures d'accompagnement spécifique de la **promotion individuelle ou collective de la filière viticole**.

### **Les mesures d'urgence face à la crise COVID**

Le Plan d'urgence voté à la commission permanente d'avril 2020, complété par des mesures de relance à l'Assemblée plénière du 16 juillet 2020, a permis de lancer de nouveaux dispositifs pour faire face à la crise et à l'urgence sanitaire. Ainsi deux dispositifs d'aide à la livraison ont permis d'appuyer les producteurs dans leurs problématiques logistiques : un dispositif de solidarité sur l'alimentation a pu voir le jour et des PASS rebond et des PASS Relance ont été proposés afin de soutenir les investissements et projets des entreprises et des exploitations dans un cadre de crise. Le traitement des demandes sur les PASS sera poursuivi en 2021, **pour un budget de 42 M€ d'AP**.

### **Les mesures du Plan régional de transformation et de développement – volet alimentation du Green New Deal**

Avec le Plan régional de transformation et de développement - Green New Deal, la Région Occitanie prolonge les mesures d'urgence et de relance prises depuis la mi-mars par un ensemble de dispositifs structurels. L'objectif est de construire un modèle plus résilient sur la base des atouts

de la région. Les nouvelles mesures s'inscriront notamment dans le Plan Alimentation. La grande cause alimentaire a porté l'alimentation comme grande cause régionale depuis 2018. L'année 2020 a été marquée par la mise en œuvre du pacte régional pour une alimentation durable en Occitanie, après une consultation sans précédent.

L'Occitanie veut être la Région du bien-être et du bien vivre. Les premiers jalons concernent la reconquête d'une alimentation plus saine et équilibrée, accessible à tous, permettant à nos producteurs d'en vivre décemment. Le Plan permettra de développer les actions dans le cadre d'une agriculture plus durable.

2021 sera l'affirmation de cette politique avec des mesures concrètes déjà votée en AP le 16 juillet 2020 et le 19 novembre 2020 : un budget participatif pour des projets alimentation et agriculture durable, la mise en place d'une plateforme régionale alimentaire Centrale d'achat, Occit'Alim, la 2<sup>ème</sup> édition du Printemps de l'alimentation... Au-delà du soutien global à l'agriculture, ce sont 940 000 € qui seront consacrés directement sur les projets alimentation.

S'ajouteront des actions menées en faveur d'une agriculture durable : lancement de contrat pour accompagner la transition, développement de tiers-lieux dans les lycées agricoles, mise en place d'un plan Protéines végétales ambitieux, accentuation du soutien aux circuits courts et aux commerces alimentaires de centre-ville, construction d'un dispositif structurant autour de la solidarité alimentaire, prenant la suite de l'opération « *Bien manger pour tous* », accompagnement de l'évolution du métier d'agriculteur par la formation/le conseil.

## 5. La montagne et la ruralité

MONTAGNE ET RURALITE		
Fonctionnement	AE	CP
Aménagement rural	830 000	515 645
Montagne	1 721 655	1 797 655
<b>Fonctionnement hors fonds européens</b>	<b>2 551 655</b>	<b>2 313 300</b>
Fonds européens Montagne	1 000 000	1 600 000
<b>Fonctionnement Fonds européens compris</b>	<b>3 551 655</b>	<b>3 913 300</b>

Investissement	AP	CP
Aménagement rural	5 228 000	1 240 000
Montagne	2 000 000	1 000 000
Aménagement du territoire / politiques territoriales	3 200 000	2 800 000
<b>Investissement hors fonds européens</b>	<b>10 428 000</b>	<b>5 040 000</b>
Fonds européens FEADER Espace rural	3 730 000	9 296 425
Fonds européens Montagne	2 600 000	2 000 000
<b>Investissement Fonds européens compris</b>	<b>16 758 000</b>	<b>16 336 425</b>

	AP/AE	CP
<b>Total hors fonds européens Fonctionnement et Investissement</b>	<b>12 979 655</b>	<b>7 353 300</b>
<b>Total général : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>20 309 655</b>	<b>20 249 725</b>

Les zones de montagne et les espaces ruraux occupent la majorité du territoire régional et constituent des éléments déterminants de son développement économique et de son aménagement, avec des enjeux majeurs en termes d'attractivité, d'usages, d'équilibres territoriaux, de préservation des ressources naturelles, de pluriactivité, de nouvelles niches de développement économique, de relations et synergies avec les autres territoires.

La crise sanitaire a conduit à porter un nouveau regard sur ces territoires : devenus des « refuges » pendant la période du confinement pour de nombreux urbains, ils révèlent des opportunités nouvelles de développement autant pour la population locale que pour de potentiels nouveaux arrivants, offrant un cadre de vie et de travail de qualité. Les défis demeurent toutefois pour ces territoires (du point de vue environnemental, économique, ou des transports) mais la dynamique d'un nouveau modèle de développement permet d'envisager une attitude résiliente et positive.

S'agissant de la montagne, 2021 marque le début d'une nouvelle période de programmation pour les deux massifs d'Occitanie : Massif central et Pyrénées.

Les deux massifs continueront, comme la période précédente, de bénéficier d'une approche interrégionale qui se traduit concrètement par l'élaboration de nouveaux contrats de Plan Interrégionaux (CPIER), avec les autres régions concernées et l'Etat.

L'Europe continuera d'accompagner cette stratégie de développement des massifs pour la période 2021-2027, notamment le programme FEDER. Concernant le Massif central, la région Auvergne-Rhône-Alpes assurera le rôle d'Autorité de Gestion pour l'ensemble des 4 régions sur lesquelles s'étend le massif (Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Nouvelle Aquitaine et Occitanie), en intégrant un axe spécifique au sein de son Programme opérationnel régional FEDER. Pour les Pyrénées, un volet dédié au massif sera intégré au Programme opérationnel régional d'Occitanie et à celui de Nouvelle-Aquitaine.

## **Aménagement du territoire / politiques territoriales**

### **Avance FEADER LEADER (3,2 M€ d'AP / 2,8 M€ CP)**

Le dispositif Pass Avances LEADER a été déployé en 2019. Il sera poursuivi en 2021 afin de verser des avances remboursables pour les structures en difficulté dans l'attente du versement de l'aide du FEADER.

## **Montagne**

### ***Plan Montagnes***

A l'instar du Parlement de la Mer, la Région a installé début 2018 un Parlement de la Montagne afin de rassembler l'ensemble des acteurs des deux massifs d'Occitanie.

La Région a également approuvé le 21 décembre 2018 la création du *Plan Montagnes d'Occitanie, Terres de vie 2018-2025*, co-élaboré par l'Etat et la Région avec l'appui de la Caisse des Dépôts et largement concerté avec les Conseils départementaux.

L'ambition de ce Plan Montagnes est de mieux prendre en compte la spécificité de la montagne, de ses atouts et de ses contraintes dans l'ensemble des politiques publiques, en favorisant une approche régionale intersectorielle et pluridisciplinaire commune aux 2 massifs. Le Plan montagne constitue le socle pour :

- une vision prospective de la montagne à horizon 2040,
- construire une stratégie et un plan d'actions opérationnel qui privilégient une vie de qualité à la montagne,
- imaginer un nouveau système socio-économique où la valorisation des ressources spécifiques, le décroisement et la complémentarité des activités sont les fils conducteurs,
- porter l'ambition d'une fierté retrouvée à la communauté montagnarde actrice de son propre développement.

De par leur caractère innovant, les mesures proposées par le Plan Montagnes s'intègrent avec une acuité toute particulière au Plan de Transformation et de Développement en soutenant des initiatives et des expérimentations au plus près des territoires. Elles s'adressent de manière pragmatique aux enjeux auxquels font face les acteurs de la montagne en cette période de crise sanitaire (la mobilité, le numérique, le logement, l'accès aux soins et aux services, etc.).

La mise en œuvre des actions prévues par ce Plan se poursuivra en 2021, avec notamment le lancement de la 3<sup>ème</sup> session du budget participatif citoyen dédié à la montagne : « Imaginez la montagne de demain » et d'une « Fête des Montagne » qui labellisera une série d'événements promouvant des manifestations organisées autour du thème de la transhumance et de l'itinérance.

La Région sera attentive à la prise en compte du Plan Montagnes dans le nouveau CPER 2021-2027 en articulation avec les CPIER de Massifs.

### ***Agence des Pyrénées (0,63 M€ d'AE / 0,731 M€ de CP)***

Le développement économique et l'aménagement du massif des Pyrénées demeurent des enjeux majeurs. Dans une période de profondes mutations de l'action publique et de renouvellement des programmes européens, les régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie associées à leurs partenaires départementaux et à l'Etat, ont souhaité revoir la stratégie au profit de ce massif en adéquation avec les enjeux de la montagne de demain.

L'ambition commune des partenaires se déclinera par la création d'une nouvelle structure interrégionale dédiée au développement des Pyrénées (« Agence des Pyrénées »), autour d'un projet pyrénéen repensé ayant quatre missions fondatrices principales :

- renforcement de la notoriété et de l'attractivité du massif des Pyrénées,
- valorisation du patrimoine environnemental pyrénéen,
- accompagnement des projets de développement économique,
- animation d'un réseau d'acteurs pyrénéen.

L'Agence travaillera notamment en complémentarité avec le Commissariat à l'Aménagement, au Développement et à la protection du Massif des Pyrénées.

Suite à la création d'une association de préfiguration en 2019, et après plusieurs mois de travail partenarial, l'Agence des Pyrénées sera officiellement créée le 1<sup>er</sup> janvier 2021 fusionnant trois

anciennes associations : l'Association de Développement des Pyrénées par la Formation (ADEPFO), le Comité Interrégional de Développement et d'Aménagement des Pyrénées (CIDAP) et la Confédération Pyrénéenne du Tourisme (CPT).

L'année 2021 sera consacrée :

- à la définition opérationnelle des missions et de la gouvernance de l'Agence ;
- à la continuité de la mise en œuvre des actions actuellement menées par les associations et notamment les actions de formation-développement, de promotion et de communication des Pyrénées et de transformation numérique.

### ***Organismes montagne et ruralité (0,794 M€ d'AE / 0,7 M€ de CP)***

Afin de développer une véritable politique régionale en faveur des zones rurales et de massif, la Région apporte son soutien à des organismes qui œuvrent en faveur de ces territoires tels que :

- l'ADEFPAT qui mène des actions de formation-développement en faveur des zones rurales et de montagne,
- l'Union régionale des Foyers ruraux d'Occitanie, regroupant des fédérations départementales, et qui agit auprès des populations rurales de l'ensemble du territoire (manifestations locales, formations, accompagnement de projets),
- L'association InSite qui accompagne des projets en zone rurale en valorisant notamment des initiatives jeunesse.

La Région apporte aussi sa contribution au GIP Massif central qui assure l'Autorité de Gestion du programme Opérationnel Interrégional FEDER 2014-2020 et verse une cotisation annuelle à l'Association Nationale des Elus de la Montagne (ANEM).

### ***Projets agri-ruraux (0,117 M€ d'AE et CP)***

En Occitanie, 58 % des habitants vivent dans des communes de 200 à 10 000 habitants. Ces campagnes urbaines et ces bassins de vie ruraux sont nombreux sur le territoire d'Occitanie. Le développement de ces territoires est un enjeu crucial de l'aménagement du territoire régional.

Cherchant à favoriser l'émergence de solutions innovantes de développement rural, la Région apporte son soutien aux opérations expérimentales portées par des opérateurs publics ou privés dans le cadre des stratégies des Groupes d'Action Locale LEADER (GAL) et du Réseau Rural. Conformément à ses engagements initiaux, la Région poursuit également son soutien en faveur de l'animation des GAL LEADER qui ne sont pas des territoires de contrat.

### ***Aménagement rural***

En zone rurale et de montagne, le pastoralisme, l'aménagement rural, le foncier, la pêche et le chasse sont des enjeux majeurs pour les territoires, et la Région mobilisera également ses dispositifs pour la gestion de l'espace rural et soutiendra les aménagements pastoraux, autour de 4 politiques, qui se réaliseront tout à la fois dans la **continuité des mesures installées**, dans le cadre spécifique d'une première **année de transition des Programmes de développement rural européens** et la réflexion sur le futur Plan Stratégique National et dans la mise en œuvre du Plan régional de transformation et de développement-Green New Deal. L'année 2021 sera marquée par



**la création d'une foncière agricole** qui permettra de soutenir l'installation des agriculteurs sur le territoire en leur facilitant l'accès à la terre.

❖ ***Soutenir le pastoralisme (0,44 M€ d'AP / 0,646 M€ de CP)***

La Région poursuit son engagement en faveur du pastoralisme par un soutien en investissement pour les éleveurs dans le cadre des appels à projet du FEADER avec une enveloppe de 440 000 € de crédits Région :

- l'accompagnement des travaux de gestion des espaces pastoraux (amélioration pastorale, amélioration foncière, cabanes pastorales),
- le financement du gardiennage ainsi que des études et animation pastorale sur le territoire régional,
- le financement des mesures de prévention de la prédation des troupeaux par l'ours (Pyrénées) et le loup sur le Massif des Pyrénées et sur le Massif Central.

❖ ***Promouvoir l'aménagement Agri-Rural (0,485 M€ d'AP/AE et 0,17 M€ de CP)***

Afin de répondre aux attentes des acteurs territoriaux et des partenaires des filières régionales, la Région poursuit le développement de sa dynamique d'accompagnement des projets de territoire dont l'objectif est le maintien et/ou le développement de l'activité économique agricole. Le programme Aménagement Agri-Rural propose ainsi sur l'ensemble du territoire Occitanie un dispositif d'ingénierie territoriale permettant d'accompagner les projets de territoire dont les filières territorialisées.

En 2021, l'enveloppe allouée de 485 000 € doit permettre de répondre aux candidats de l'appel à projets « ingénierie territoriale ».

❖ ***Favoriser la mobilisation du foncier agricole (4,62 M€ d'AP/AE et 0,66 M€ de CP)***

Suite au travail de préfiguration d'un fonds régional foncier agricole de 2019, la Région engage en 2021 sa mise en œuvre opérationnelle. Le fond régional foncier agricole permettra d'accompagner l'acquisition foncière et ainsi favoriser l'installation agricole. La foncière, structure juridique regroupant des financeurs publics et privés, aura pour objet de faire du portage foncier sur une durée définie pour l'agriculteur. L'expérimentation débutée en 2020 via un opérateur foncier (SAFER) sera prolongée.

L'année 2021 est donc exceptionnelle, puisqu'elle mobilise 4,4 M€ d'engagements en investissement pour :

- terminer l'expérimentation (un dossier par département) qui a débuté avec le vote de la convention en octobre 2020,
- et commencer la capitalisation de la foncière, dont la mise en œuvre opérationnelle est prévue pour la fin du 1er trimestre 2021.

❖ ***Soutenir la chasse et la pêche (0,513 M€ d'AP/AE et 0,2 M€ de CP)***

Le dispositif Chasse et Pêche est poursuivi sur l'ensemble du territoire Occitanie avec une enveloppe de 513 000 € (285 000 € AP et 228 000 € AE), s'inscrivant dans le cadre de la

convention cadre adoptée en 2019 et signée avec les acteurs régionaux de la chasse et de la pêche.

## **Fonds européens Montagne**

### **POI FEDER Pyrénées (3,6 M€ d'AP/AE et CP)**

Les Pyrénées bénéficient d'un Programme opérationnel interrégional FEDER (POI) Pyrénées pour la période 2014-2020, dont la Région Occitanie est Autorité de Gestion, structuré autour du soutien au développement des filières d'activités spécifiques au massif, la valorisation du patrimoine pyrénéen et la qualité et la diversité des activités touristiques.

Le Programme est doté de 25 M€ de FEDER auxquels vient s'ajouter un montant équivalent de contreparties nationales (Etat, Régions, Départements notamment). La fin de sa mise en œuvre se poursuivra en 2021, concomitamment à la préparation de la nouvelle programmation 2021-2027.

## **Fonds européens espace rural**

### **FEADER-LEADER (3,73 M€ d'AP / 9,296 M€ de CP)**

La Région est l'Autorité de Gestion des fonds européens pour les deux Programmes de Développement Rural Languedoc-Roussillon (PDR LR) et Midi-Pyrénées (PDR MP), approuvés en septembre 2015.

A ce titre, elle coordonne et assure la gestion du programme LEADER (Liaison Entre Actions de des Acteurs du Développement de l'Economie Rurale) pour la période 2014-2020. Ce programme soutient la mise en œuvre de Stratégies Locales de Développement portées par des territoires de projet (PETR, Pays, Parcs naturels régionaux, associations de développement territorial). Ces stratégies sont mises en œuvre par un Groupe d'Action Locale (GAL) composé à parité d'acteurs publics et privés.

38 GAL ont été sélectionnés à l'issue des deux Appels à projets régionaux en 2015. Ils couvrent la majeure partie du territoire rural régional et sont dotés de 111,4 M€ de Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER).

A la différence des autres programmes européens, LEADER bénéficie d'une période de transition de deux ans, et ne débutera la prochaine programmation qu'en 2023. Aussi, en 2021 la Région continuera à être mobilisée auprès des GAL et à assurer la gestion de ces programmes structurants pour nos territoires ruraux.

## 6. La transition écologique et énergétique, la biodiversité, l'économie circulaire et les déchets

<b>TRANSFORMATION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE, BIODIVERSITE, ECOLOGIE CIRCULAIRE, DECHETS</b>		
<b>Fonctionnement</b>	<b>AE</b>	<b>CP</b>
Biodiversité et patrimoine naturel	8 366 044	6 610 044
Economie circulaire et déchets	685 000	600 890
Education à l'environnement	2 240 000	1 550 000
Energie Air Climat	7 910 000	6 685 000
<b>Fonctionnement hors fonds européens</b>	<b>19 201 044</b>	<b>15 445 934</b>
Fonds européens transition écologique et énergétique	10 000 000	2 500 000
<b>Fonctionnement Fonds européens compris</b>	<b>29 201 044</b>	<b>17 945 934</b>

<b>Investissement</b>	<b>AP</b>	<b>CP</b>
Biodiversité et patrimoine naturel	6 438 828	2 350 000
Economie circulaire et déchets	4 000 000	1 941 314
Education à l'environnement	1 010 000	150 000
Energie Air Climat	55 300 000	39 800 000
<b>Investissement hors fonds européens</b>	<b>66 748 828</b>	<b>44 241 314</b>
Fonds européens transition écologique et énergétique	15 000 000	12 500 000
<b>Investissement Fonds européens compris</b>	<b>81 748 828</b>	<b>56 741 314</b>

	<b>AP/AE</b>	<b>CP</b>
<b>Total hors fonds européens : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>85 949 872</b>	<b>59 687 248</b>
<b>Total général : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>110 949 872</b>	<b>74 687 248</b>

La transition écologique et énergétique constitue un engagement fort de la Région Occitanie, traduit notamment dans les CPER et dans les PO FEDER – FSE. En 2021, la Région continue de renforcer la mise en œuvre des orientations pour la politique énergétique « vers une région à énergie positive », pour une nouvelle politique des déchets et de l'économie circulaire, pour la reconquête de la biodiversité et pour l'éducation de tous les publics à l'environnement et au développement durable.

Ces politiques s'inscrivent au cœur du Plan de transformation et de développement - Green New Deal Occitanie, mis en place par la Région. Elles devront bien sûr garder un axe sectoriel, qui est développé dans le présent chapitre, mais aussi irriguer de plus en plus systématiquement l'ensemble des autres politiques sectorielles de la Région, dans l'objectif d'une prise en compte globale des enjeux d'adaptation au changement climatique dans l'ensemble des stratégies et interventions de la Région en faveur de la promotion d'un nouveau modèle d'aménagement et de développement, ainsi que d'un renforcement de la résilience du territoire dans l'ensemble de ses composantes. L'outil méthodologique de « Budget climat » constitue l'une des illustrations de cette approche intégrée dans le cadre de la mise en œuvre du Green New Deal. L'Occitanie est la première région à s'emparer de cet outil, dès le budget 2021.

## **Région à énergie positive (REPOS)**

En 2021, la Région va résolument poursuivre sa politique énergétique afin de contribuer à amener progressivement le territoire régional à devenir la première région d'Europe à énergie positive. Un territoire à énergie positive vise l'objectif de réduire ses besoins d'énergie au maximum, par la sobriété et l'efficacité énergétiques, et de les couvrir par les énergies renouvelables locales (100% renouvelables).

A l'aide de règlements d'intervention renouvelés et harmonisés, de la nouvelle Agence Régionale de l'Energie et du Climat (AREC), la Région s'engagera pleinement dans la mise en œuvre de sa stratégie.

Au-delà de la poursuite des actions en faveur de la politique énergétique, la Région lance en 2021 deux grandes démarches :

- le projet Européen « Corridor hydrogène » qui fera de l'Occitanie un des leaders européens de la mobilité routière décarbonée,
- le Service public intégré de la rénovation énergétique (SPIRE) qui entrera en phase opérationnelle avec le déploiement du réseau de guichets uniques qui seront la porte d'entrée des citoyens souhaitant s'engager dans une démarche de rénovation énergétique de leur logement.

Le programme budgétaire « Energie – Air Climat » a vocation à fournir les moyens financiers de cette ambition. Il s'établit à 55,3 M€ d'AP et 39,8 M€ de CP en investissement et 7,91 M€ d'AE et 6,685 M€ de CP en fonctionnement.

### ***Energies renouvelables***

L'opération budgétaire sur les énergies renouvelables est dotée d'une ligne d'investissement (29,8 M€ d'AP et 9 M€ de CP) et d'une ligne de fonctionnement (0,385 M€ d'AE et 0,320 M€ de CP).

Le développement des énergies renouvelables est non seulement un impératif pour répondre au défi climatique qui s'impose à nos sociétés, mais il constitue également une réelle opportunité pour l'émergence de nouvelles filières, créatrices d'activités et d'emplois locaux.

L'opération budgétaire permet d'accompagner des projets de production d'énergies renouvelables au fil de l'eau et via des appels à projets pour promouvoir, en partenariat avec l'ADEME, des projets innovants. En 2021, le Plan Hydrogène régional, voté en juin 2019, va se poursuivre avec l'accompagnement des premiers lauréats de l'Appel à projet Territoire d'hydrogène et le projet européen « Corridor H2 ».

En complément des subventions à l'investissement, la Région accompagnera différentes actions de sensibilisation et de promotion des énergies renouvelables, comprenant notamment l'organisation du Salon Energaïa fin 2021 et la gestion du site de Thémis Solaire Innovation dans les Pyrénées-Orientales.

## ***Efficacité énergétique***

L'opération est dotée d'une ligne d'investissement (8 M€ d'AP et 10 M€ de CP) et d'une ligne de fonctionnement (400 000 € d'AE et de 265 000 € de CP).

L'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments constitue à la fois un levier fort de la réduction des consommations énergétiques, contribuant à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, participe à la réduction de la vulnérabilité énergétique et économique des ménages et contribue également au renforcement de l'activité économique et au développement de filières innovantes sur le territoire.

Ce programme prévoit :

- **des subventions pour la rénovation énergétique des logements sociaux gérés par les organismes de l'habitat social** : parce qu'agir sur le parc social permet, outre la réduction de la consommation énergétique globale et des émissions de gaz à effet de serre, de réduire également la facture de nos concitoyens les plus vulnérables aux fluctuations des prix de l'énergie, la Région poursuivra son action dans ce domaine, avec des fonds Région ou FEDER,
- **l'accompagnement aux opérations exemplaires sélectionnées dans le cadre de l'Appel à Projets NoWatt,**
- **des aides pour entraîner la filière bâtiment** : en partenariat avec l'ADEME, mais aussi le FEDER, des opérations exemplaires de construction et de rénovation de bâtiments publics et privés, alliant performances énergétiques et environnementales continueront à être soutenues, dans l'objectif de progressivement mailler le territoire d'opérations vitrines reproductibles, afin d'entraîner d'autres maîtres d'ouvrage et contribuer à faire évoluer toute la chaîne de l'acte de construire, de l'architecte à l'entreprise, pour notamment participer à la recherche de la diminution des coûts de la rénovation énergétique.

De plus, des actions émergentes sur le territoire en faveur des éco-matériaux pourront être accompagnées, afin de conjuguer préservation des ressources naturelles en matériaux de construction et soutien aux filières économiques innovantes et porteuses d'emplois non délocalisables,

- **des partenariats avec des organismes relais sur le territoire** : le soutien aux actions d'animation menées notamment par le centre de ressources et réseau d'acteurs de l'aménagement et de la construction durables (ENVIROBAT OCCITANIE) sera poursuivi de manière à favoriser l'émergence et l'accompagnement des projets sur le territoire.

## ***Eco-Chèque Logement***

Cette opération budgétaire est dotée d'une ligne d'investissement (15 M€ d'AP et 19 M€ de CP) et d'une ligne de fonctionnement (400 000 € d'AE et CP).

Le dispositif Eco-chèque Logement constitue un levier essentiel de la politique en faveur de l'efficacité énergétique grâce à la rénovation énergétique des logements. Étendu sur l'ensemble du territoire depuis l'automne 2016, il a à ce jour accompagné plus de 56 000 foyers d'Occitanie.

## ***Accompagnement de la Transition énergétique***

Ce programme est doté d'une ligne de fonctionnement (4,525 M€ d'AE et de 3,7 M€ de CP).

En 2021 enfin, la Région mettra en œuvre son **Service Public Intégré de la Rénovation énergétique (SPIRE)**, en partie délégué à l'AREC, avec le déploiement du réseau régional des guichets uniques de la rénovation énergétique. Ces guichets se substitueront aux actuels Espaces Info Energie et Plateformes territoriales de la rénovation énergétique. La Région les accompagnera dans le cadre du nouveau dispositif mis en place par l'Etat, prévoyant la mobilisation de Certificats d'Economie d'Energie (CEE) pour financer ces guichets.

La Région poursuit son soutien aux actions des missions Bois Energie/ENR.

Cette opération budgétaire permet également d'appuyer financièrement l'association ECLR, qui accompagne les initiatives citoyennes de production d'énergie renouvelables coopératives.

Enfin le programme d'actions de l'association ATMO (Observatoire régional de surveillance de la qualité de l'air) est également inclus dans cette enveloppe.

## ***Le Plan Bâtiment Durable Occitanie (PBD'O)***

Cette action de partenariat bénéficiera de crédits inscrits dans l'opération « efficacité énergétique ».

En 2021, en partenariat avec les services de l'État (DREAL-ANAH), l'ADEME, le Plan Bâtiment Durable National, la Région initiera ce projet dont l'intérêt est d'être la déclinaison de la trajectoire REPOS pour les filières du bâtiment et de l'immobilier. L'objectif est de diffuser et partager entre toutes les filières du bâtiment, les bonnes pratiques et les retours d'expérience exemplaires au niveau environnemental mais aussi reproductibles à des coûts économiques acceptables.

Dans le cadre du Plan Bâtiment Durable régional, il sera proposé aux opérateurs publics et privés de devenir partenaires et relais du Plan. Un « pacte d'engagement » permettra aux opérateurs d'explicitier en quoi leurs actions participeront à l'atteinte des objectifs globaux du scénario REPOS.

Le PBD'O, avec l'assistance de l'AREC et d'Envirobat Occitanie, proposera et participera à des événements professionnels et des groupes de travail.

Des actions complémentaires seront étudiées avec les filières professionnelles : site internet dédié et concours « Bâtiment Durable Occitanie ».

L'intérêt d'agir collectivement implique la mise en œuvre de démarches fédératives des opérateurs du bâtiment et de l'immobilier.

## ***L'Agence Régionale de l'Energie et du Climat (AREC)***

L'agence régionale de l'énergie et du climat a été préfigurée en 2017 et créée en 2018. Elle est totalement opérationnelle depuis 2019 pour apporter une aide sous forme de conseils, d'ingénierie, de participation en capital ou de tiers financement aux projets de production d'énergies renouvelables ou d'économies d'énergie. Son besoin en capitalisation a été engagé les années

précédentes et lui permettent de déployer ses activités en 2021 sans engagement nouveau ni paiement de la part de la Région en capital.

Sur le fonctionnement, le budget proposé prévoit 1,8 M€ en AE et en CP pour être en mesure de conclure des contrats de prestations intégrées avec la SPL de l'AREC, afin que celle-ci puisse venir en appui de la Région pour déployer ses politiques de développement durable (exemples : animation de l'Observatoire Régional de l'Energie, le centre de ressource Biogaz...).

### **Economie circulaire et déchets**

Ce programme est doté d'une ligne d'investissement (4 M€ d'AP et 1,9 M€ de CP) et d'une ligne de fonctionnement (685 000 € d'AE et de 600 000 € de CP).

En application de la Loi NOTRe et dans la continuité de la mise en œuvre de sa nouvelle compétence, comme décidé par l'Assemblée Plénière du 15 avril 2016, la Région a approuvé en 2019 le plan régional de prévention et de gestion des déchets dangereux, non dangereux et déchets du BTP.

En complément des dispositifs votés en juillet 2018, la Région a lancé, en partenariat avec l'ADEME, un appel à projets spécifique visant à soutenir des opérations pour le développement de l'économie circulaire. Certains dossiers retenus seront financés en 2021.

Elle a également lancé un appel à projet participatif pour l'économie circulaire qui a retenu 50 projets qui seront accompagnés dans les mois qui viennent.

La Région a engagé, en 2020, un plan régional pour lutter contre la pollution plastique, qui se traduira par des premières opérations concrètes.

De plus, dans le cadre du CPER, la Région poursuivra son soutien à l'Observatoire Régional des Déchets et de l'Economie Circulaire d'Occitanie (ORDECO), qui sera un acteur étroitement associé aux travaux d'élaboration du plan notamment en tant que fournisseur de données sur une partie du territoire.

### **Education à l'environnement et adaptation au changement climatique**

Ce programme est doté d'une ligne d'investissement (1,01 M€ d'AP et 150 000 € de CP) et d'une ligne de fonctionnement (2,24 M€ d'AE et 1,55 M€ de CP).

L'atteinte des objectifs des stratégies régionales dans les domaines de l'énergie (REPOS), de l'eau (Plan d'intervention régional pour l'eau), des déchets et de l'économie circulaire (Plan régional des déchets), ainsi que de la biodiversité (Stratégie régionale en faveur de la biodiversité), nécessite des changements de comportements individuels et collectifs durables et, à cet effet, une sensibilisation de tous les publics sur le long terme est indispensable. C'est pourquoi la Région poursuivra son action en 2021 dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique relative à l'éducation et au développement durable adoptée en 2018, en la ciblant prioritairement sur ses orientations stratégiques et en favorisant une approche intégrant les différents enjeux de la transition écologique et énergétique de manière globale et transversale.

Le soutien des acteurs relais sur le territoire, en particulier associatifs, permettra ainsi de déployer ces orientations auprès du grand public, dont notamment les jeunes, et un focus particulier sera fait sur l'innovation pédagogique. Des rencontres seront organisées avec les acteurs de l'EEDD aux niveaux régional et local pour déployer ces actions au plus près des territoires et des habitants.

De plus, des dispositifs complémentaires seront mis en place au travers du programme en faveur des lycées s'engageant dans la transition écologique et énergétique, avec un appel à projet mobilisant les élèves et les équipes éducatives, dans la continuité des précédentes éditions.

Cette ligne permettra également de financer des opérations liées aux initiatives associatives ou citoyennes liées au climat, dans la continuité des « marches pour le climat » organisées régulièrement.

### **Préservation de la biodiversité et du patrimoine naturel**

Le programme budgétaire « Biodiversité et Patrimoine naturel » est doté d'une ligne d'investissement avec 6,44 M€ d'AP et 2,35 M€ de CP et une ligne de fonctionnement avec 8,37 M€ d'AE et 6,61 M€ de CP.

Dans le prolongement des années passées, la politique de la Région se déploiera autour de ses compétences, les Parcs Naturels Régionaux, les Réserves Naturelles Régionales et la mise en œuvre des Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique, renforcées depuis 2014 par le chef de filât de la Région en matière de protection de la biodiversité. La Stratégie Régionale Biodiversité sera la feuille de route partagée par l'ensemble des acteurs.

2021 verra en outre la poursuite et le renforcement de la mise en œuvre du **Plan Arbres et carbone vivant** régional. La Région renforcera et élargira sa politique autour de l'arbre, en portant des actions de protection du patrimoine arboré de notre territoire, en promouvant des politiques de plantations qualitatives, notamment en haie champêtre, en agro-foresterie et en associant les citoyens, notamment les plus jeunes, à cette politique. Ce Plan consiste :

- à protéger le patrimoine arboré de la région, en créant une nouvelle Réserve Naturelle Régionale de vieille forêt, en engageant de la maîtrise foncière sur les secteurs les plus patrimoniaux, et à promouvoir cette protection via le SRADDET,
- à soutenir la plantation qualitative, en renforçant la plantation de haies champêtres, à poursuivre le soutien aux projets d'agroforesterie, à inciter à la plantation d'arbres en ville, dans les lycées,
- à associer les citoyens et notamment les plus jeunes à cette politique par des dispositifs de parrainage, de formation et la mobilisation du Conseil Régional des Jeunes.

Le budget permet d'accompagner la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie régionale de la Biodiversité qui a été votée en 2020 et qui répond à l'ambition régionale d'une action ambitieuse pour faire face au défi de la crise planétaire de la biodiversité.



### ***Les Réserves naturelles régionales (RNR)***

Une opération budgétaire dotée d'une ligne d'investissement (920 000 € d'AP et 400 000 € de CP) et d'une ligne de fonctionnement (1,01 M€ d'AE et 919 000 € de CP) pour le soutien aux désormais 14 RNR du territoire, avec la création en 2020 d'une nouvelle RNR, à Montious (65) dédiée aux vieilles forêts pyrénéennes, dans le cadre du Plan Arbres et carbone vivant.

### ***La participation et les programmes d'action des Parcs Naturels Régionaux***

La compétence des Régions en matière d'aménagement durable du territoire lui confère un rôle de création ou de renouvellement des PNR, mais la Région a souhaité aller au-delà, en accompagnant les projets portés par les 7 PNR existants : les PNR de l'Aubrac, des Causses du Quercy, des Grands Causses, du Haut-Languedoc, de la Narbonnaise en Méditerranée, des Pyrénées ariégeoises et des Pyrénées catalanes, en les considérant comme des territoires pilotes pour la mise en œuvre des politiques régionales.

Outre le soutien de ces 7 parcs classés (participations statutaires et soutien aux programmes d'actions), la Région accompagne la création de deux nouveaux parcs, celui des Corbières et du Fenouillèdes ainsi que le territoire du Comminges Barousse Pyrénées. La Région accompagnera en outre en 2021 la nouvelle association de préfiguration d'un PNR sur le territoire de l'Astarac. Enfin, la Région s'implique activement dans l'accompagnement des territoires qui s'interrogent sur l'opportunité de créer des structures de type parc naturel ou d'organes de gouvernance pour mettre en œuvre des projets de développement et d'aménagement du territoire, comme c'est le cas sur le territoire des Garrigues de l'Uzèges.

En termes d'investissement, outre les programmes classiques, l'année 2021 verra l'émergence d'un projet de Maison du Parc sur l'Aubrac, dernier PNR créé en Occitanie.

Une opération budgétaire dotée d'une ligne d'investissement (1,96 M€ d'AP et 250 000 € de CP) et d'une ligne de fonctionnement (4,7 M€ d'AE et 4,1 M€ de CP) pour les contributions statutaires des parcs existants, l'accompagnement des projets de nouveaux parcs ainsi que pour accompagner les dépenses spécifiques liées aux actions conduites par les PNR en cohérence avec leurs chartes d'une part et les politiques régionales d'autre part.

### ***L'appui aux acteurs de la biodiversité***

Opération budgétaire dotée d'une ligne de fonctionnement (490 000 € d'AE et de CP) qui permettra de soutenir les associations menant des actions en faveur de la biodiversité.

### ***La stratégie régionale Biodiversité***

Opération budgétaire dotée d'une ligne d'investissement (3,56 M€ d'AP et 1,7 M€ de CP) et d'une ligne de fonctionnement (1,865 M€ d'AE et 800 000 € de CP) qui permettra de soutenir les projets de restauration des continuités écologiques, de mise en œuvre du Plan Arbre et carbone vivant, de connaissance et de valorisation.

## ***L'Agence Régionale de la Biodiversité***

L'Agence régionale de la Biodiversité (ARB) a été créée en 2018, à l'initiative de l'AFB et de la Région, sous la forme du premier Etablissement Public de Coopération Environnementale de France. L'opération budgétaire est dotée d'une ligne de fonctionnement (300 000 € d'AE et de CP) couvrant la participation statutaire de la Région.

### **Budget participatif « Ma solution pour le Climat »**

Suite au lancement du premier Budget participatif « Ma solution pour le climat », une nouvelle édition est prévue pour 2021 avec une enveloppe de 2,5 M€ d'AP et 1,8 M€ CP et 200 000 € d'AE et 150 000 € CP en fonctionnement.

### **Projet « Adaptation au changement climatique »**

Des nombreuses politiques publiques contribuent déjà à relever le défi du changement climatique : Stratégie « Région à Energie POSitive », la démarche H2o30, le programme d'actions en faveur de l'économie circulaire, le budget participatif « Ma solution pour le climat », le pacte « Alimentation durable », le Plan Littoral 21... Le SRADDET est également axé autour de 2 priorités dont celle du nécessaire changement de modèle de développement pour répondre à l'urgence climatique : Occitanie 2040 affiche ainsi des orientations fortes en matière de sobriété foncière, de qualité urbaine et de densification, de préservation et de valorisation des ressources, de transition énergétique et de gestion des risques.

Lancée en septembre 2019, la Mission d'Information et d'Evaluation sur les impacts du réchauffement climatique sur l'économie régionale et, réciproquement, du développement économique sur le climat a permis, grâce à ses travaux, d'amorcer une réflexion d'adaptation des stratégies d'investissement pour orienter les financements vers des activités bas carbone et des solutions d'adaptation.

Cette réflexion a été renforcée avec la crise sanitaire qui invite à prioriser l'action dans le cadre d'une réponse exceptionnelle pour protéger les habitants, les emplois et les entreprises, tout en préparant l'avenir. Ainsi, dans le cadre du Plan de transformation et de développement, plusieurs initiatives visant à faire connaître et partager la connaissance pour mieux agir et s'adapter face au changement climatique seront déployées : réalisation d'un diagnostic climat prospectif avec l'appui de la communauté scientifique, mise en place d'un lieu numérique de référence sur la transition écologique et le climat...

### **Crédits européens (25 M€ d'AE/AP et 15 M€ de CP)**

En tant qu'Autorité de gestion des deux Programmes Opérationnels FEDER FSE Midi-Pyrénées Garonne et Languedoc Roussillon 2014-2020, la Région poursuit avec les crédits européens sa politique volontariste en faveur de la transition écologique et énergétique.

Ainsi en 2021, les priorités retenues et sur lesquelles pourront être mobilisées des crédits FEDER visent à accompagner avec les Programmes Opérationnels FEDER FSE Languedoc Roussillon 2014-2020 et Midi-Pyrénées 2014-2020 des projets pour lesquels une prolongation a été faite en termes de programmation. Cette enveloppe permettra également d'accompagner les premiers projets retenus dans le cadre de REACT-EU et de la nouvelle programmation 2021-2027.

## 7. L'économie bleue et le Plan Littoral 21

MEDITERRANEE		
Fonctionnement	AE	CP
Economie du littoral	1 403 100	1 345 684
Grandes infrastructures, ports et canaux	984 100	1 873 300
<b>Fonctionnement</b>	<b>2 387 200</b>	<b>3 218 984</b>

Investissement	AP	CP
Aménagement du littoral	8 000 000	5 000 000
Economie du littoral	2 300 000	1 300 000
Grandes infrastructures, ports et canaux	30 853 000	121 309 320
<b>Investissement hors fonds européens</b>	<b>41 153 000</b>	<b>127 609 320</b>
FEAMP (Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche)	3 600 000	600 000
<b>Investissement Fonds européens compris</b>	<b>44 753 000</b>	<b>128 209 320</b>

	AP/AE	CP
<b>Total hors fonds européens : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>43 540 200</b>	<b>130 828 304</b>
<b>Total général : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>46 140 200</b>	<b>131 428 304</b>

En 2021, la Région continue d'affirmer ses compétences maritimes à travers les différents investissements et projets qu'elle mène. Ainsi, c'est un budget offensif mais maîtrisé qui est présenté. La Région confirme que les sujets portuaires, maritimes et littoraux ont des enjeux transversaux et concernent à la fois la transition énergétique, le développement économique et l'aménagement du territoire. A cela s'ajoute désormais une dimension citoyenne avec le lancement d'un budget participatif « Mer et Littoral ». Ce budget contribue également au plan de transformation Green New Deal lancé par la Région suite à la crise sanitaire sur plusieurs de ces orientations, que ce soit l'économie résiliente, le tourisme durable et responsable, les nouvelles mobilités ou le plan alimentation.

Face aux forts enjeux climatique, démographique ou encore économique du littoral et du milieu marin, les actions conduites œuvrent à faire de la Méditerranée une opportunité et une chance pour ses habitants.

Après une première période de contractualisation, le Plan Littoral 21 se poursuit en lien avec le futur Contrat de Plan Etat-Région avec un engagement renforcé sur la rénovation des copropriétés des stations littorales et la stratégie de lutte contre l'érosion du trait de côte. Le volet économique est également renforcé par le soutien aux filières halieutiques et à l'économie bleue (appel à projet Avenir littoral) avec une attention particulière portée aux filières du nautisme et de la plaisance, qui font partie des filières prioritaires du plan de relance de la Région avec notamment le soutien aux salons de mise en marché des bateaux de plaisance et la mise en œuvre d'un contrat de filière nautisme/plaisance.

La politique maritime et littorale de la Région s'ouvre également à la participation citoyenne avec le financement des opérations, à dominante environnementale, issues du premier budget participatif Mer et Littoral.

Dans le cadre de sa compétence portuaire, 2021 est l'année la plus lourde en termes de crédits de paiement pour les travaux d'extension du port de Port-La Nouvelle avec la construction des digues du nouveau bassin et du quai lourd dédié aux éoliennes en mer flottantes pilotes d'une part, la création de la SEMOP d'autre part qui prendra en charge la poursuite de l'agrandissement du port et sa gestion dès mai 2021. Il s'agit de projets phares du Plan de transformation de la Région Occitanie dont l'objectif est la création d'un port de la transition énergétique en Méditerranée à Port-La Nouvelle.

Seront également prévus en 2021 les engagements à respecter dans le cadre du PPRT (plan de prévention du risque technologique) de Port-La Nouvelle avec la construction d'un nouveau hangar.

Sur le port de Sète-Frontignan, les opérations lancées sur les dernières années se poursuivent avec notamment la passation des marchés du terminal passagers qui sera menée à bien en 2021 pour un démarrage des travaux en 2022, la fin des travaux du terminal ferroviaire, projet retenu et financé par l'Etat dans le Plan de relance à hauteur de 25% ainsi que des acquisitions foncières à Sète sur la route de Montpellier au sud du canal de la Peyrade qui donneront au port le potentiel de développement du nouveau projet stratégique 2021/2025.

Sur le port du Grau du Roi, un chantier important de renouvellement de tous les pontons d'accostage des chalutiers est lancé. Il se poursuivra sur 4 ans.

Enfin, la notification du marché de la drague à hydrogène HyDroMer, première drague construite avec une propulsion hybride à hydrogène au service des trois ports régionaux, est prévue en début d'année. Ce projet est également financé par l'Etat dans le Plan de relance.

Un travail important a été réalisé sur le fonctionnement des ports afin de maintenir l'ensemble des engagements et obligations de la Région tout en respectant le cadre financier contraint.

Ainsi, pour cette année, le budget présenté par la Direction de la Mer est de 46 140 200 € en AE/AP et de 131 428 304 en CP (FEAMP inclus).

## **Aménagement du littoral**

### **En investissement :**

#### **- Aménagement du littoral – Plan Littoral 21 – 8 M€ AP / 5 M€ CP**

Depuis 2017, la Région a lancé, en partenariat avec l'Etat et la Banque des Territoires, le Plan Littoral 21. L'année 2021 marque une nouvelle période de contractualisation. Plusieurs projets sont déjà identifiés. L'Etat, qui s'est engagé à hauteur de 80 M€ sur 10 ans, participe également au financement des projets, via le PITE (programme d'interventions territoriales de l'Etat). La demande d'AP correspond à la part Région de cette enveloppe annuelle.

Cette enveloppe permet d'accompagner l'ensemble des collectivités du littoral dans la rénovation des stations littorales et des ports de plaisance. De même, plusieurs actions participent à la lutte contre l'érosion du trait de côte dans le cadre de la stratégie régionale.

L'enveloppe est de 5 M€ en CP afin de couvrir notamment les dossiers en cours.

## **Economie du littoral**

### **En investissement :**

- **Economie du littoral – Parlement de la Mer – 800 000 € AP / 1 000 000 € CP**

Les crédits Région à mobiliser en contrepartie des crédits du FEAMP (Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche) ont été transférés fin 2018 à l'ASP (Agence de services et de paiement), autorité de certification et de paiement. L'enveloppe 2021 concerne ainsi les dossiers pêche et aquaculture financés hors FEAMP et les dossiers relatifs à l'aménagement des milieux lagunaires, marins et portuaires. Ces actions participent pleinement au plan de transformation, que ce soit au niveau du plan alimentation ou de l'accompagnement économique.

- **Budget participatif Mer et Littoral – 1 500 000 € AP / 300 000 € CP**

En 2020, la Région a lancé son budget participatif « Mer et Littoral ». 97 projets ont été reçus. Après le vote citoyen, 47 projets seront soumis au vote en début d'année 2021.

### **En fonctionnement :**

- **Attractivité du littoral – 669 600 € AE / 756 634 € CP**

Cette ligne permet de financer principalement les salons et manifestations qui ont lieu sur le littoral. Dans le cadre du plan de relance en faveur du nautisme, une enveloppe de 500 000 € a été votée en 2020 et permettra d'accompagner la filière nautique en 2021.

Cette enveloppe comprend également le financement de l'agence de développement économique Ad'Occ dans le cadre du développement de la filière éolienne en mer et l'accompagnement à la mise en œuvre de Littoral +.

- **Economie littorale – Parlement de la Mer – 683 500 € AE / 539 050 € CP**

A travers le financement du fonctionnement général du Cépralmar, la Région accompagne les professionnels de la mer et travaille à la mise en place d'outils en faveur de l'environnement marin. De plus, une enveloppe permet au Parlement de la Mer de poursuivre ses actions en faveur de l'attractivité et de la préservation de la Méditerranée et du littoral d'Occitanie.

- **Budget participatif Mer et Littoral – 50 000 € AE / 50 000 € CP**

Dans le cadre du budget participatif lancé en 2020, une enveloppe de 50 000 € est prévue pour financer certains projets retenus.

## **Infrastructures portuaires**

### **En investissement :**

- **Ports régionaux – 28 153 000 € AP / 109 069 320 € CP**

Au-delà des investissements récurrents sur les trois ports régionaux (793 000 €), les engagements budgétaires pour l'année 2021 portent essentiellement sur :

### ✓ **Port de Port-La Nouvelle, port de la transition énergétique**

Les travaux d'extension se poursuivent puisque 2021 est l'année où les travaux seront les plus importants. Ces travaux constituent un élément clé dans le déploiement de la stratégie éolienne en faisant du port de Port-La-Nouvelle le port de la transition énergétique.

À la suite des conséquences du PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques) qui touche une partie du port, la construction d'un nouveau hangar (AP 10 400 000 €) permettra de maintenir et développer un trafic de vrac solides. L'Etat participe à cette opération à hauteur de 1 200 000 €.

Par ailleurs, une enveloppe de 1 510 000 € en AP est prévue pour réaliser plusieurs travaux : réhabilitation des quais de la pêche, kiosque petits métiers, réhabilitation des voiries... Ces travaux sont prévus sur l'année 2021.

### ✓ **Port de Sète-Frontignan**

Concernant les travaux portuaires, les opérations sont en cours de réalisation : passation des marchés pour le Terminal passagers pour un lancement des travaux en 2022, centralisation de la commande des ponts de Sète, réparation d'ouvrages de protection... Par ailleurs de nouvelles acquisitions foncières sont engagées sur plusieurs espaces autour du port pour un montant de 3 000 000 € en 2021.

### ✓ **Port du Grau du Roi**

Suite aux études lancées en 2020 sur les pontons de pêche flottants, un marché va être lancé sur 4 ans pour reconstruire les pontons. Une enveloppe de 3 M€ d'AP est identifiée.

### ✓ **Pour trois ports régionaux et le rechargement de plage**

La notification du marché pour la construction de la drague HyDroMer est prévue pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2021 ce qui engendrera les premiers paiements au chantier naval retenu pour ce projet.

#### - **SEMOP Port-La Nouvelle – 8,2 M€ CP**

Dans le cadre de la future exploitation du port de Port-La-Nouvelle, une SEMOP est créée. Elle deviendra concessionnaire du port de commerce de Port-La Nouvelle au 1<sup>er</sup> mai 2021. Au titre de 2021, les besoins de financement de la SEMOP permettant d'engager la poursuite des travaux du port de la transition énergétique sont estimés à 8,2 M€.

#### - **Intermodal marchandises – 1,7 M€ AP / 4,027 M€ CP**

Les enveloppes demandées permettront de couvrir les engagements suivants :

- travaux ferroviaires sur le port de Sète-Frontignan et du marché lancé en septembre 2020,
- bouclage ferroviaire du futur port de Port-La Nouvelle : une étude préliminaire technique et commerciale sera lancée en 2021 pour un montant d'AP de 500 000 €,

- marché d'exploitation et de maintenance des voies ferrées portuaires et de la ligne Colombiers-Maureilhan.

**En fonctionnement :**

- **Ports régionaux – 984 100 € AE / 988 300 € CP**

Cette opération couvre les dépenses incompressibles de la régie des ports régionaux, y compris les impôts.

- **Intermodal marchandises – 450 000 € CP**

Les crédits de paiement serviront à assurer la maintenance et l'exploitation des voies ferrées portuaires qui font l'objet d'un accord-cadre.

**Fonds européens FEAMP**

- **FEAMP – 3,6 M€ AP / 0,6 M€ CP**

La Région, en tant qu'organisme intermédiaire, gère une enveloppe de 14 000 000 € pour soutenir la pêche et l'aquaculture. Le programme opérationnel est prolongé jusqu'en 2022. Les montants FEAMP sont versés directement par l'Agence de Services et de Paiement, autorité de certification, sur la base des mesures et enveloppes ouvertes.

### III – La Région conçoit autrement ses politiques publiques

#### 1. L'aménagement du territoire et les politiques contractuelles

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TIC, POLITIQUES CONTRACTUELLES		
Fonctionnement	AE	CP
Accompagnement partenaires	1 531 200	1 531 200
Aménagement du territoire / Politiques Territoriales	1 900 000	1 840 000
CPER / CPIER	-	18 000
<b>Fonctionnement hors fonds européens</b>	<b>3 421 000</b>	<b>3 389 200</b>
<b>Fonctionnement Fonds européens compris</b>	<b>3 421 000</b>	<b>3 389 200</b>

Investissement	AP	CP
Aménagement du territoire/ Politiques Territoriales	64 000 000	22 320 000
<b>Investissement hors fonds européens</b>	<b>64 000 000</b>	<b>22 320 000</b>
<b>Investissement Fonds européens compris</b>	<b>64 000 000</b>	<b>22 320 000</b>

	AP/AE	CP
<b>Total hors fonds européens : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>67 421 000</b>	<b>25 709 200</b>
<b>Total général : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>67 421 000</b>	<b>25 709 200</b>

#### Aménagement du territoire / politiques territoriales

La Région s'est donnée pour objectif de construire un nouveau modèle de développement, prenant en compte des valeurs socles telles que le développement durable, le bien-être de ses habitants ainsi qu'un engagement pour plus de solidarité et de justice sociale. Deuxième plus vaste région française, attachée à combattre tous les déterminismes sociaux et territoriaux, la Région Occitanie souhaite agir au quotidien pour et avec ses territoires, en apportant à chacun d'entre eux des réponses sur-mesure pragmatiques et opérationnelles, pour renforcer leur vitalité, accroître leur attractivité, leur qualité de vie et leur capacité d'innovation et en engageant une dynamique déterminée en faveur du rééquilibrage territorial.

Ces enjeux sont au cœur de la politique territoriale régionale qui se traduit principalement par :

- 56 « Contrats Territoriaux Occitanie /Pyrénées Méditerranée » (CTOPM) 2018-2021 (2 Métropoles, 21 Agglomérations, 1 Communauté Urbaine, 32 territoires ruraux) couvrant l'intégralité de l'Occitanie, qui proposent, pour chacun de ces territoires de projets, une « feuille de route sur mesure » née de la rencontre entre le projet de territoire qui en est le fondement et les orientations et priorités régionales et départementales,
- les Contrats Bourgs-Centres Occitanie visant le maintien et le développement de **Bourgs Centres** attractifs dans les zones rurales ou péri-urbaines en s'appuyant sur la définition préalable d'un **projet global et transversal de développement et de valorisation** du Bourg Centre et de ses fonctions de centralité vis-à-vis de son bassin de vie. **463 communes ont souhaité à ce stade s'engager dans cette démarche** et, à l'issue de la CP de décembre 2020, 361 contrats Bourgs Centres, correspondant à 404 Communes sont approuvés.



En 2020, dans un contexte très particulier lié à la crise sanitaire et au renouvellement des exécutifs municipaux et communautaires, les territoires ont sollicité très fortement la politique contractuelle territoriale de la Région pour réaliser les projets structurants dans le cadre des Programmes Opérationnels des CTOPM, en mobilisant notamment :

- les différents **dispositifs d'intervention thématiques et en particulier ceux en faveur de la vitalité des territoires** au bénéfice des communes et intercommunalités ; en complément des différents dispositifs déjà existants, la Région a souhaité en 2020 promouvoir une offre alimentaire durable, en apportant son soutien aux projets de restauration collective portés par les communes et les intercommunalités faisant le choix de développer le recours aux produits locaux de qualité, en lien avec la démarche « Occitanie dans mon assiette » et le Plan Alimentation,
- la **dotation Innovation Expérimentation** lancée à partir de 2019 **en direction des territoires ruraux pour soutenir des programmes d'investissement ayant vocation à apporter des solutions sur-mesure** en réponse aux besoins spécifiques de chaque territoire (2 ou 3 thématiques retenues par territoire pour la durée du contrat),
- un accompagnement spécifique des équipements structurants des Bourgs Centres Occitanie ou de programmes ciblés tels que la valorisation des façades en cœur de bourg permettant de renforcer leur attractivité,
- pour les Métropoles et les Agglomérations, le « dispositif pluriannuel spécifique » prévu au contrat pour le **soutien des infrastructures et des grands équipements de centralité** dans les domaines économiques, culturels, patrimoniaux, sportifs, touristiques, d'intermodalité, de transition énergétique...

En 2020, la crise Covid a conforté la nécessité d'une action publique de proximité, sur le terrain, et privilégiant dès que possible le partenariat le plus large possible entre les collectivités pour répondre aux besoins prioritaires, dans des domaines d'action très divers allant parfois au-delà de leurs premiers domaines de compétences. A ce titre, au-delà de la mobilisation pour la fourniture de masques ou la solidarité alimentaire, l'OCCAL constitue une démarche unique au service de l'économie de proximité, entre la Région, 12 Départements, 152 des 164 EPCI d'Occitanie parmi lesquels les 2 Métropoles, les 22 Communautés d'agglomération ou urbaine et 128 Communautés de communes, ainsi que la Banque des Territoires.

Cette approche et cette réactivité au service des territoires sera poursuivie en 2021 pour répondre aux enjeux de la crise actuelle, sanitaire, économique et sociale.

Conformément à l'action 7 du levier « Justice territoriale, rééquilibrage et décentralisation » du Green New Deal adopté par l'Assemblée Plénière du 19 novembre 2020, la Région **préparera et mettra en œuvre en 2021 une nouvelle génération de politique contractuelle territoriale pour 2022-2027**, avec une gouvernance partenariale en associant les citoyens, au service du rééquilibrage territorial. Il s'agira de partager **avec chaque Territoire de Projet et l'ensemble de ses intercommunalités** une « feuille de route construite sur mesure » résultant de la « rencontre » entre le projet de territoire et les orientations stratégiques et politiques de la Région et des autres partenaires contractuels. Cette « feuille de route » précisera également les cohérences/coopérations avec les territoires voisins.

Au-delà des investissements matériels nécessaires au développement des territoires, les nouveaux Contrats Territoriaux Occitanie / Pyrénées-Méditerranée (CTOPM) devront se traduire par des partenariats opérationnels en faveur des acteurs du territoire (entreprises, acteurs culturels et sportifs, associations, habitants, ...) à l'image de ce qui se passe actuellement avec le dispositif L'OCCAL. Ces partenariats opérationnels mobiliseront également l'ensemble des opérateurs régionaux (AREC, ARAC, Ad'OCC, ARIS, FOCCAL...).

La présence d'une offre de services de qualité aux différents publics dans chacun des territoires, leur accès et leur fonctionnement en réseau est l'une des priorités fortes de la Région et sera au cœur de la stratégie des contrats territoriaux afin d'agir efficacement en faveur du rééquilibrage territorial.

En effet, la région Occitanie dispose de la présence relativement équilibrée sur son territoire de villes moyennes, petites villes et bourgs centres. Mais, plusieurs villes moyennes éloignées des métropoles ne disposent pas de l'ensemble des services supérieurs, voire intermédiaires pour la population de leur bassin de vie voire au-delà. De la même manière, on retrouve les mêmes insuffisances en termes de services de proximité dans des petites villes et bourgs centres de plusieurs territoires ruraux et de montagne mais également péri-urbains.

Agir pour la présence de ces services est indispensable mais la question de leur accès est également un enjeu majeur pour lequel la Région est fortement mobilisée avec sa politique en faveur des mobilités du quotidien.

Enfin, le fonctionnement en réseau de ces villes moyennes, petites villes et bourgs centres en lien avec les métropoles et les agglomérations, est essentiel pour favoriser leur complémentarité au service des populations (santé, enseignement supérieur, mobilité, réseau régional des Bourgs-Centres à créer dès 2021...).

Conformément à l'Accord de Partenariat du 28 septembre 2020 et aux orientations préalablement fixées dans la stratégie régionale CPER d'octobre 2019, la Région recherchera avec l'Etat, dans le cadre de la **négociation du volet territorial du futur CPER**, la **simplification et la convergence de leurs politiques territoriales, au travers d'une gouvernance territoriale Etat-Région associant les Départements et Territoires de projets**. La Région sera à ce titre attentive à la mise en œuvre par l'Etat courant 2021 de ses nouveaux Contrats de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) et du dispositif Petites Villes de Demain, en défendant le principe de leur déploiement à l'échelle des territoires de projets d'une part, et des petites villes et bourgs-centres d'Occitanie d'autre part, en **cohérence avec les dynamiques territoriales préexistantes**.

### **Ingénierie des territoires**

Afin de renforcer les capacités et l'expertise territoriale, la Région a décidé de poursuivre en 2021 pour la dernière année du Contrat Territorial Occitanie/Pyrénées-Méditerranée 2018-2021 son **soutien financier en faveur de l'ingénierie des territoires de projets ruraux** (PETR et Pays) sur l'ensemble du territoire régional.

L'objectif est de favoriser la qualification des projets, le développement d'une ingénierie de qualité au service des zones rurales et de montagne, ou encore l'émergence et le développement de territoires de projets structurés à une échelle pertinente.

Parallèlement, en 2021, dans le cadre de la préparation de la nouvelle génération de politique contractuelle territoriale pour 2022-2027, et conformément à l'action 8 du levier « Justice territoriale, rééquilibrage et décentralisation » du Green New Deal adopté en Assemblée Plénière du 19 novembre, la Région s'attachera **à co-construire avec les territoires de projet une ingénierie territoriale** reposant sur un nouveau partenariat technique, stratégique et opérationnel, entre d'une part, la Région et ses agences, les Départements et d'autre part les Territoires de Projet qui se traduira par des contrats pluriannuels d'objectifs et de résultats.

### **Vitalité des territoires**

Afin de favoriser une action publique ambitieuse alliant proximité et solidarité territoriales, la Région a décidé de poursuivre en 2021, pour la dernière année des Contrats Territoriaux Occitanie/Pyrénées Méditerranée 2018-2021, son accompagnement volontariste auprès des communes et des intercommunalités dans leurs missions quotidiennes d'aménagement et de développement des services au public et de proximité.

A cet effet, elle a décidé de continuer à soutenir les projets qui concourent à renforcer la vitalité des territoires et s'inscrivent en cohérence avec les priorités régionales en matière d'équipements aux publics, d'habitat locatif à vocation sociale, d'activités économiques de proximité en milieu rural et d'aménagement des espaces publics.

Ces dispositifs ont été regroupés en une seule opération budgétaire « Vitalité des territoires », dotée de 28 M€ d'AP, qui intègre :

- le soutien à l'aménagement des espaces publics : la valorisation et l'embellissement de nos villes et villages constituent des facteurs indéniables d'attractivité et de vitalité de nos territoires. C'est pourquoi, la Région accompagne les communes et les intercommunalités dans leurs projets d'aménagements urbains et paysagers des espaces publics, de requalification des centres anciens et des centres villes, d'aménagements qualitatifs des entrées de villages ou de villes...
- la mise en accessibilité des équipements recevant du public : ce dispositif a comme objectif de contribuer aux objectifs fixés par la loi du 11 février 2005 pour « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » qui prévoit la mise en conformité de l'intégralité des bâtiments recevant du public aux normes d'accessibilité. La Région soutient les collectivités locales qui réalisent dans le cadre de leur Agenda d'Accessibilité Programmé (Ad'AP) les travaux permettant la mise en accessibilité de leurs bâtiments au titre de l'ensemble des handicaps,
- la rénovation énergétique des équipements recevant du public : dans le cadre de son ambition de devenir la 1<sup>ère</sup> Région à énergie positive, la Région Occitanie souhaite impulser un vaste chantier de rénovation énergétique des bâtiments publics, non seulement dans un souci de réduction de l'empreinte environnementale mais également en tant que facteur d'économies budgétaires pour les collectivités. La Région propose ainsi de soutenir les collectivités dans leurs travaux de rénovation énergétique des bâtiments publics, selon des objectifs précis d'atteinte de la performance énergétique,
- la création de lieux d'accueil en faveur de la petite enfance : la Région souhaite soutenir le développement de structures multi accueil pour la petite enfance accessibles aux enfants

handicapés et permettant une offre d'accueil diversifiée et adaptée aux besoins de garde de la petite enfance, le regroupement de services et la mutualisation des moyens et le développement d'actions innovantes spécifiques au milieu rural (haltes garderies itinérantes, maisons d'assistantes maternelles...). A ce titre, la Région soutiendra les projets de création et d'extension de ces équipements,

- la création d'espaces associatifs et/ou mutualisés : dans un souci de vitalité et de développement du lien social dans les territoires, notamment les territoires ruraux, la Région soutiendra la construction d'espaces associatifs sur la base de critères qualitatifs (dimensionnement et diversité des usages) mais également le développement de nouveaux espaces de type « espaces mutualisés » tels que les Maisons de Services aux Publics ou encore les bâtiments associatifs incluant les tiers-lieux.

D'autres dispositifs tels que l'habitat communal, le Pass commerce ou encore le soutien aux équipements culturels, sportifs et touristiques participent également de l'accompagnement de la vitalité des territoires.

Par ailleurs, la Région continuera à honorer les engagements antérieurs pris au titre d'anciens dispositifs, justifiant l'inscription de Crédits de Paiement sur un certain nombre d'anciennes opérations.

#### **Canal du Midi (4 M€ d'AP / 1 M€ de CP)**

Géré par Voies Navigables de France, le Canal du Midi a été inscrit en 1996 par l'UNESCO sur la liste du Patrimoine Mondial de l'Humanité et classé en 1997 au titre des Sites français par le Ministère de l'Environnement. Le Canal du Midi est l'un des sites les plus emblématiques de la région Occitanie qui compte 8 sites inscrits au Patrimoine Mondial.

En 2016, l'Etat, la Région Occitanie, Voies Navigables de France, les Départements de l'Aude, de la Haute-Garonne, de l'Hérault et du Tarn ont engagé en lien avec les communes, leurs EPCI et les acteurs socioéconomiques concernés, une dynamique déterminée pour permettre le maintien de l'inscription du Canal du Midi au Patrimoine Mondial et favoriser son développement et celui de ses territoires. Cela s'est notamment traduit par le lancement et la mise en œuvre de plusieurs chantiers :

- la **préservation et de la protection des paysages** avec le classement au titre des sites des abords et paysages du linéaire du Canal intervenu en septembre 2017. Celui-ci est accompagné de la mise à disposition d'un Cahier de Gestion qui définit les principes de gestion dans le périmètre concerné en lien avec la Charte Architecturale, Paysagère et Urbaine,
- la co-construction du **Plan de Gestion** du Bien « Canal du Midi » les orientations stratégiques à moyen terme dans les différents domaines de l'environnement, de la gestion de l'eau, de la culture et du patrimoine, des activités économiques, de la vitalité des territoires du Canal...
- le Plan de Gestion a fait l'objet en 2020 d'un avis favorable de la part de la Région, des Départements et des EPCI concernés ainsi que du Comité Stratégique de l'Entente pour le Canal du Midi,

- la **gouvernance** avec la création et l'installation, dès le 22 juin 2016, du **Comité de Bien** et la constitution le 17 décembre 2018 par l'État, la Région, VNF et les Départements de l'Aude, de la Haute-Garonne, de l'Hérault et du Tarn de l'« **Entente pour le Canal du Midi** » à laquelle les 16 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale concernés sont associés.

Enfin, l'Etat, la Région, Voies Navigables de France et les quatre Départements concernés ont signé le 8 Novembre 2019 le « **Contrat Cadre** pour la préservation et le développement du Canal du Midi et la valorisation de ses Territoires » dit « **Plan canal du MIDI** » pour une première période 2019-2021.

Ce premier contrat-cadre organise le partenariat entre ses cosignataires pour permettre un financement et la mise en œuvre des actions stratégiques pour la préservation et la valorisation du Canal du MIDI et de ses territoires.

C'est dans ce cadre que la Région poursuivra en 2021 son effort pour mener à bien les grands projets tels que la poursuite du **maintien** et de la **reconstitution** de la **voûte arborée** sur la base d'essences appropriées, la requalification et la montée en gamme de l'offre de services dans **les haltes et les ports nautiques**, la rénovation et la valorisation du **patrimoine architectural du Canal du Midi et de ses sites emblématiques**, la réalisation de la Piste Cyclable le long du Canal du Midi dans l'Aude et dans l'Hérault permettant de relier Royan à Sète (V 80) ; travaux dont la réalisation sera conjuguée à celles de la reconstitution de la voûte arborée et de la réfection des berges.

Par ailleurs, la Région soutiendra les projets spécifiques locaux pour **l'attractivité et la vitalité des territoires du Canal du Midi** dans le cadre de ses dynamiques territoriales.

D'un point de vue financier, la Région interviendra **d'une part**, dans le cadre de l'achèvement de la Convention d'Application du Canal des Deux Mers des CPER LR-MP 2015-2020 approuvée le 24 mars 2017 pour un montant de 18,44 M€, **d'autre part** au titre du Contrat Cadre / Plan Canal 2019-2021 en mobilisant 21,56 M€ sur la période, via ses politiques contractuelles territoriales et touristiques (notamment les 9 Contrats Territoriaux Occitanie/Pyrénées-Méditerranée concernés par le Canal du Midi, les contrats Bourgs Centres Occitanie et les Grands Sites Occitanie liés au Canal du Midi) ; **soit au total, 40 M€ de la Région consacrés au développement du Canal du Midi et de ses territoires.**

## **Plan Camargue**

La Camargue est un territoire singulier façonné par les activités humaines. Ces traditions modèlent l'identité culturelle de toute une population et sont intimement liées à un territoire qui, d'un point de vue environnemental, économique, agricole et social, s'avère singulier. Elle a la spécificité de présenter une interaction très forte et assez rare entre la nature, l'Homme et les animaux.

Disposant d'un écosystème unique et fragile, la Camargue est un territoire rural, principalement constitué de zones humides, formé par la rencontre du Rhône et de la mer Méditerranée. Ce territoire se caractérise par une forte imbrication entre espaces exploités par l'homme et espaces naturels.

Le territoire sur lequel s'expriment les traditions camarguaises en Occitanie présente un patrimoine naturel et une biodiversité uniques protégés par un mille-feuille environnemental.

Avec le plan d'action qu'elle a adopté en juillet 2018 qui prévoit de mobiliser 30 M€ sur la période 2018-2021, la Région a rappelé sa détermination à agir en concertation et en lien avec les acteurs concernés pour définir collectivement les enjeux liés à la promotion des traditions camarguaises et identifier les dispositifs de soutien efficaces autour des 4 axes : environnement et aménagement du territoire, élevage et agriculture, sport, culture et patrimoine, économie et tourisme.

## **Accompagnement partenaires**

### **Participations animation et coordination politiques contractuelles territoriales**

La Région confirme pour 2021 sa participation à certains organismes de développement territorial tels que l'Union Nationale des Acteurs du développement Local (UNADEL) et l'Association Nationale des Pôles Territoriaux et des Pays (ANPP).

Par ailleurs, en tant que membre du Syndicat Mixte d'Aménagement de la Découverte (SMAD-Tarn) aux côtés de la communauté de communes et du Département du Tarn, elle versera une participation annuelle à cet organisme afin de lui permettre de mener ses actions de développement touristique sur cet ancien site minier.

### **Les Contrats de Plan Etat Région régionaux (CPER) et Interrégionaux (CPIER)**

L'élaboration du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2021/2027 intervient à un moment particulier caractérisé par l'urgence à agir pour promouvoir un développement régional tout à la fois ambitieux, sobre et vertueux, porteur de plus de justice sociale et territoriale, de solidarité et de sécurité, pour bâtir ensemble un avenir commun désirable avec des réponses concrètes aux préoccupations quotidiennes de nos concitoyens.

L'Etat et la Région ont proposé dès le dernier trimestre 2019, avant la crise COVID, une stratégie commune, concertée et structurée autour de deux piliers :

- la promotion d'un nouveau modèle de développement alliant excellence et soutenabilité,
- le rééquilibrage territorial et les solidarités dans les territoires de l'Occitanie.

Cette stratégie élaborée de façon partenariale prend aujourd'hui tout son sens, au regard des enjeux liés à la crise actuelle. Elle constitue l'ossature du CPER 2021/2027, premier Contrat de Plan Etat – Région à l'échelle de l'Occitanie suite à la création de la région en 2016.

Elle concilie deux visions complémentaires : d'une part la stratégie Occitanie 2040 de la Région approfondie avec le « Green New Deal » régional, d'autre part la stratégie de l'Etat en région.

Conformément à l'accord de partenariat signé le 28 septembre 2020 entre le Premier Ministre et les Présidents de Région, en lien avec les stratégies de relance mises en place par l'Europe, l'Etat et la Région Occitanie, l'élaboration du CPER Occitanie 2021/2027 s'effectue en deux temps.

Suite à l'adoption en Assemblée Plénière du 17 décembre 2020 du protocole de préfiguration portant sur un engagement pour l'Occitanie de l'Etat et de la Région de plus de 5,7 Milliards € (contre 2,63 Milliards € pour le CPER 2015-2020), **l'année 2021 sera consacrée à finaliser le CPER, en lien avec l'ensemble des partenaires, en vue de son adoption et de sa signature au 2<sup>nd</sup> semestre 2021.** A ce titre, sera conduite au premier trimestre 2021 une première concertation partenariale et territoriale. Le choix des projets dans le cadre du CPER et négociation partenariale avec les cofinanceurs des différentes opérations, en particulier sur les mobilités,

l'enseignement supérieur et la recherche, la culture et le patrimoine, sera opéré au cours de l'été ou de l'automne 2021.

En parallèle, les CPIER, qui ne font pas l'objet de protocole de préfiguration en 2020, seront eux-aussi négociés courant 2021 par les différents partenaires :

- CPIER Pyrénées, avec la Région Nouvelle Aquitaine (Préfet coordonnateur : Préfet Occitanie),
- CPIER Massif Central, avec les Régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et Nouvelle Aquitaine (Préfet coordonnateur : Préfet Auvergne-Rhône-Alpes),
- CPIER Rhône-Saône avec les Régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et Sud-Provence-Alpes-Côtes d'Azur (Préfet coordonnateur : Préfet Auvergne-Rhône-Alpes),
- CPIER Garonne, avec la Région Nouvelle Aquitaine (Préfet coordonnateur : Préfet Occitanie),
- CPIER Vallée du Lot avec les Régions Auvergne-Rhône-Alpes (non confirmé) et Nouvelle Aquitaine (Préfet coordonnateur : Préfet Occitanie).

Par ailleurs, la Région sera attentive à la préparation du CPIER Loire qui concerne le Nord de la Lozère, même si elle n'en sera pas partenaire contractuel.

## 2. La politique urbaine et la politique de la ville

POLITIQUE DE LA VILLE		
Fonctionnement	AE	CP
Politique de la ville	3 155 000	2 700 000
Politique de la ville/entrepreneuriat	700 000	555 000
<b>Fonctionnement</b>	<b>3 855 000</b>	<b>3 255 000</b>

Investissement	AP	CP
Politique de la ville	800 000	414 095
<b>Investissement hors fonds européens</b>	<b>800 000</b>	<b>414 095</b>
Fonds européens Politique de la ville	-	5 637 209
Fonds européens Volet urbain	-	3 682 200
<b>Investissement Fonds européens compris</b>	<b>800 000</b>	<b>9 733 504</b>

	AP/AE	CP
<b>Total hors fonds européens : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>4 655 000</b>	<b>3 669 095</b>
<b>Total général : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>4 655 000</b>	<b>12 988 504</b>

Le territoire de la Région Occitanie, Pyrénées Méditerranée compte 105 quartiers prioritaires répartis sur 48 communes. Au total, 39 EPCI sont ainsi concernés par un contrat de ville dont les trois axes prioritaires sont le développement économique et l'emploi, la cohésion sociale et le cadre de vie et le renouvellement urbain.

Le Green New Deal, dans sa dimension sociale promeut un modèle porteur de justice sociale et territoriale qui consolide les solidarités et le vivre ensemble. Le GND pose le principe de prendre soin des habitants d'Occitanie et de promouvoir une économie plus résiliente, plus sociale, solidaire et diversifiée.

Par sa nature transversale, la Politique de la ville s'inscrit pleinement dans les objectifs du GND en croisant de nombreuses stratégies régionales, notamment : la formation professionnelle et

l'emploi, la santé, la culture et le patrimoine, les sports, la jeunesse, la lutte contre les discriminations, l'éducation, l'aménagement ou le logement...

L'article L 4221-1 du CGCT énonce une compétence régionale en matière de « soutien à la politique de la Ville et à la rénovation urbaine » qui traduit en partie l'implication régionale édictée par l'article 6 de la loi LAMY du 21 février 2014 (Loi n° 2014-173 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine) avec la signature des contrats de ville par les Régions et les Départements ainsi que l'intégration des contrats de ville comme une des dimensions territoriales des contrats conclus entre l'Etat et les Régions.

La Région a réaffirmé en 2019 son engagement plein et entier en faveur des territoires en politique de la ville en signant les protocoles d'engagement réciproques et renforcés, valant prolongation des contrats de ville jusqu'en 2022.

Afin d'accompagner les actions en faveur de la politique de la Ville, la Région mobilise essentiellement :

- des dispositifs de droit commun régionaux,
- des fonds européens dédiés (Approches Territoriales Intégrées (ATI) - volet urbain au titre du programme opérationnel (PO) FEDER Languedoc-Roussillon, Axe 10 du FEDER au titre du PO FEDER Midi-Pyrénées), soit au total près de 70 M€ mobilisables en Occitanie, Pyrénées Méditerranée sur la période 2014-2020,
- des nouveaux dispositifs volontaristes, tant en matière de soutien aux associations que d'accompagnement des collectivités concernés par les quartiers prioritaires dans leurs missions quotidiennes d'aménagement et de développement durable des services de proximité,
- un appel à projet relatif à l'aide à la création d'entreprises dédié aux quartiers prioritaires de la politique de la ville.

En 2021, la Région sera attentive à la bonne prise en compte des enjeux de la politique de la ville et du Renouvellement urbain dans le cadre de la négociation du Contrat de Plan Etat-Région et de la prochaine génération de programmes européens.

## **Politique de la ville**

### ***Opérations contrat de ville***

Après une phase de concertation avec les collectivités locales et l'Etat, la Région Occitanie, Pyrénées Méditerranée a décidé lors de la Commission Permanente du 13 octobre 2017, la mise en place d'une politique harmonisée de soutien aux associations qui interviennent dans les quartiers prioritaires et/ou majoritairement en faveur des habitants de ces quartiers.

Ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2017, la Région finance les actions portées par le tissu associatif et les collectivités locales dans l'ensemble des quartiers prioritaires sur un large champ sectoriel d'intervention : l'emploi, le développement économique, la formation, la qualification, le développement culturel, l'insertion par le sport, la lutte contre l'illettrisme, le soutien à la scolarité et à la parentalité, la citoyenneté ou de la lutte contre les discriminations... Les associations sont identifiées dans le GND comme les partenaires privilégiés d'une politique de justice sociale et territoriale.

La Région s'engage ainsi pleinement en faveur de ces territoires à l'équilibre fragile, en difficulté sociales et économiques.



Les actions soutenues doivent correspondre aux besoins des habitants qui devront être mobilisés et impliqués. Elles doivent être structurantes, complémentaires avec l'offre existante, favoriser la mise en réseau avec d'autres actions conduites dans les quartiers ou sur d'autres territoires. La Région souhaite notamment encourager le développement d'actions identiques de niveau régional sur l'ensemble des quartiers prioritaires ainsi que des actions locales, spécifiques, adaptées à chaque quartier prioritaire. La Région se fixe comme priorité le développement de l'emploi, la formation et l'apprentissage.

Particulièrement attentive à ce tissu associatif fragilisé, la Région s'attache à entretenir un dialogue permanent et à apporter des réponses pragmatiques et adaptées en mettant en place en 2020 des modalités administratives simplifiées et notamment un système d'avance permettant aux acteurs associatifs de disposer de la trésorerie nécessaire au lancement de leurs actions.

La Région accompagne également la formation des adultes relais salariés d'associations loi 1901, qui s'inscrivent dans des parcours professionnels qualifiants. Ce soutien sera poursuivi en 2021.

### ***Soutien régional au Renouvellement Urbain***

Face à la montée de toutes les fractures territoriales, la Région Occitanie a souhaité réaffirmer et accentuer son soutien en direction des territoires urbains les plus fragiles et les populations qui y résident en accompagnant les projets de renouvellement urbain.

Cet engagement est effectif depuis **l'Assemblée Plénière du 22 juin 2018 approuvant les principes directeurs régionaux en faveur du renouvellement urbain pour la période 2018/2024** :

- mobilisation des fonds européens gérés par la Région,
- mobilisation du droit commun régional (reconstitution de logements locatifs sociaux, rénovation énergétique et mise en accessibilité des bâtiments publics, création de lieux d'accueil en faveur de la petite enfance...),

La Commission Permanente du 20 juillet 2018 a ensuite adopté trois dispositifs spécifiques dédiés aux territoires en renouvellement urbain et venant compléter ses interventions de droit commun sur les domaines suivants :

- l'aménagement et la qualification des espaces publics,
- la création d'équipements publics d'intérêt local,
- le soutien aux activités économiques de proximité.

**La Région Occitanie marque ainsi sa détermination** à améliorer la qualité de vie des habitants des quartiers défavorisés, assurer une plus forte équité territoriale, rompre l'isolement social, économique et spatial de ces quartiers, et renforcer leur ancrage dans la ville pour qu'ils contribuent et bénéficient davantage des dynamiques de développement urbaines et régionales et ainsi s'inscrire dans le partenariat avec l'Etat et les collectivités locales concernées. Cet engagement s'inscrit dans le cadre de la nouvelle politique de contractualisation de la Région (2018-2021), ainsi que de la politique bourgs-centres.

Après la phase initiale consacrée à l'élaboration de protocoles de préfiguration des projets de Renouvellement urbain (phases d'études) 14 conventions ont été approuvées en 2019 et 2020. La phase opérationnelle s'étendra jusqu'en 2024, date de fin des conventionnements.

### ***L'Europe au service de la politique de la ville***

La Région mobilise près de 70 M€ en Occitanie Pyrénées-Méditerranée sur la période 2015-2020, dans le cadre de l'Approche Territoriale Intégrée (ATI) - volet urbain pour l'ex Languedoc-Roussillon, et de l'Axe 10 du FEDER pour l'ex Midi-Pyrénées.

Ainsi, au titre du Programme opérationnel (PO) FEDER-FSE Languedoc-Roussillon, une approche territoriale a été mise en place sous la forme d'un appel à projet ATI Volet Urbain, en faveur des territoires éligibles à la nouvelle Politique de la Ville. Cette approche permet à chaque territoire retenu de bénéficier d'une enveloppe FEDER globale prévisionnelle sur un ensemble de projets relevant de trois champs d'intervention :

- la rénovation et l'efficacité énergétique,
- les transports collectifs ou durables (transports doux – pôles d'échanges multimodaux),
- l'amélioration du cadre de vie.

Ce sont ainsi 14 territoires qui ont été sélectionnés pour un montant global de plus de 26 M€ de FEDER.

Au titre du Programme opérationnel (PO) FEDER-FSE Midi-Pyrénées, une approche thématique FEDER dédiée à la politique de la Ville en faveur des programmes suivants :

- le soutien à la réalisation des économies d'énergies dans les logements / hébergements à vocation sociale et les bâtiments publics,
- le maintien et développement de services aux publics par la rénovation et la création d'équipements correspondants / maintien et création de services commerciaux,
- la rénovation et la création de structures et d'équipements destinés aux populations marginalisées (uniquement sur Toulouse Métropole) et à l'accueil de réfugiés.

L'enveloppe FEDER est de 35,7 M€.

### **Politique de la ville / entrepreneuriat**

#### ***Aide à la création d'entreprise / Appel à projet entrepreneuriat***

En 2018, la Région a décidé de confirmer et de développer son soutien à l'aide à la création d'entreprise dans les quartiers prioritaires. Ainsi, l'appel à projet relatif à l'aide à la création d'entreprise mis en place par la Région comporte un volet dédié aux quartiers prioritaires.

Dans ce cadre, la Région accompagne les projets de création-transmission-reprise d'entreprises qui bénéficient aux publics issus des quartiers prioritaires. Le porteur de projet peut bénéficier d'un accompagnement à toutes les phases de la création/reprise d'entreprise : sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement à la qualification du projet (ante création), accompagnement au métier de chef d'entreprise, structuration financière et suivi du financement de l'entreprise (post création).

Cette démarche sera poursuivie en 2021.

### 3. International, Europe, Coopération au développement, Autorité de gestion des fonds européens

<b>INTERNATIONAL, EUROPE, COOPERATION AU DEVELOPPEMENT, AUTORITE DE GESTION DES FONDS EUROPEENS</b>		
<b>Fonctionnement</b>	<b>AE</b>	<b>CP</b>
Coopération européenne et transfrontalière	1 164 900	1 003 000
Représentation régionale à l'étranger	2 583 426	2 583 426
Etudes, prospective et évaluation	108 000	100 000
Programmes européens et contractuels	-	1 045 338
Solidarité et relations internationales	2 497 000	1 819 000
Soutien mobilité internationale apprenants	1 930 000	1 480 000
<b>Fonctionnement hors fonds européens</b>	<b>8 283 326</b>	<b>8 030 764</b>
Assistance technique FEDER 2014-2020	180 000	490 614
<b>Fonctionnement Fonds européens compris</b>	<b>8 463 326</b>	<b>8 521 378</b>

<b>Investissement</b>	<b>AP</b>	<b>CP</b>
Solidarité et relations internationales	400 000	318 000
Etudes, prospective et évaluation	104 000	190 300
Coopération européenne et transfrontalière	-	33 000
Programmes européens et contractuels	-	678 680
<b>Investissement hors fonds européens</b>	<b>504 000</b>	<b>1 219 980</b>
<b>Investissement Fonds européens compris</b>	<b>504 000</b>	<b>1 219 980</b>

	<b>AP/AE</b>	<b>CP</b>
<b>Total hors fonds européens : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>8 787 326</b>	<b>9 250 744</b>
<b>Total général : Fonctionnement et Investissement</b>	<b>8 967 326</b>	<b>9 741 358</b>

La Région accentuera en 2021 son action pour favoriser le rayonnement et l'attractivité internationale de l'Occitanie, offrir des opportunités nouvelles aux jeunes, favoriser l'implantation d'entreprises au sein du territoire et porter des valeurs humaines et solidaires.

La crise mondiale de la Covid-19, à la fois sanitaire et économique, impacte fortement, depuis plusieurs mois, les échanges économiques et touristiques de la région, mais aussi les rencontres culturelles et la mobilité internationale des jeunes de notre territoire. Le risque du repli sur soi existe. Afin que l'Occitanie demeure ouverte sur le monde, et que les termes d'« urgence » et de « relance » ne riment pas avec repli de notre territoire et de ses acteurs, des premières actions de coopération ont été adoptées, dès mai 2020, dans le cadre du plan d'urgence puis confortées dans le cadre du plan de transformation Green New Deal. Ces actions seront poursuivies et intensifiées en 2021.

La Région Occitanie veillera ainsi à consolider les relations étroites tissées avec des territoires stratégiques sur la scène européenne et internationale, tout en renforçant son action dans le domaine de la solidarité internationale afin de soutenir la mise en œuvre du Green New Deal. Elle bâtira une nouvelle action dédiée au soutien de l'agroécologie en Afrique et développera de nouveaux projets de coopération sur ce continent.

En outre, elle proposera une stratégie d'attractivité plus globale et ambitieuse et un plan d'actions opérationnelles intégrant notamment les enjeux de relocalisation industrielle de filières stratégiques.

Enfin, sur la scène européenne, la Région renforcera les actions de lobbying amorcées sur certains projets phares (transports, digitalisation des entreprises, transition énergétique...). Elle s'impliquera dans la mise en place de nouveaux programmes européens pour la période 2021 – 2027 afin de maintenir une forte mobilisation des fonds européens en faveur des acteurs et des territoires régionaux. Dans ce contexte, l'effort porté sur la mobilité européenne et internationale des jeunes sera maintenu.

### **L'Occitanie, une région résolument européenne**

**Objectifs : renforcer le rôle et la place de l'Occitanie au cœur de l'Europe, participer au pacte vert européen et mieux mobiliser les fonds européens en faveur du territoire**

**Poursuivre la coopération transfrontalière et capitaliser sur les relations avec l'Allemagne (1,164 M€ d'AP/AE et 1,036 M€ de CP)**

Compte tenu de son positionnement géographique, la Région Occitanie entretient des liens privilégiés avec l'Espagne - plus particulièrement avec la **Catalogne** et l'**Aragon** - et avec la **Principauté d'Andorre**.

Elle joue un rôle actif au sein d'instances multilatérales, telles que l'**Eurorégion Pyrénées-Méditerranée** et la **Communauté de Travail des Pyrénées** et participe activement aux **programmes européens** auxquels le territoire d'Occitanie est éligible : Programme Interreg Espagne-France-Andorre (POCTEFA), Programme Interreg Sud-Ouest européen (SUDOE), Programme Interreg MED et Programme IEV CBC Med.

**La Région assure depuis le 22 octobre 2020 la Présidence de l'Eurorégion** qui vient d'adopter **une nouvelle stratégie 2021- 2030**. L'année 2021 sera consacrée au lancement de cette nouvelle stratégie et la mise en œuvre des projets retenus dans le cadre du fonds d'urgence euro-régional de la Covid-19 créé durant la crise.

**Depuis 2020 et la création d'une représentation en Allemagne (Hambourg)**, la Région renforce ses relations avec des acteurs économiques, culturels et institutionnels allemands. L'Allemagne constitue le premier partenaire économique de l'Occitanie. L'objectif de nouer un accord avec la Ville-Etat de Hambourg sera poursuivi.

Le dynamisme des relations franco-allemandes sera également mis en valeur à l'occasion de la 4<sup>ème</sup> édition de la Quinzaine Franco-Allemande qui aura lieu en Occitanie en 2021.

**Renforcer le rôle et la place de l'Occitanie en Europe dans le cadre du Green New Deal : réseaux, lobbying, captation de fonds**

**Suite à la crise de la Covid-19, la Région Occitanie est la première région française à avoir adopté, en 2020, un Plan de Transformation et de Développement régional – Green New Deal - qui se nourrit du projet européen « Green Deal »**. L'objectif réaffirmé est de construire un nouveau modèle plus résilient, sur la base des atouts actuels et des fortes potentialités de la région Occitanie.

Ce Plan s'inscrit dans « *l'ambition européenne dont la Région est actrice au quotidien* » et il ambitionne de réorienter l'appareil de production régional vers un modèle « *économique soutenable pour la planète* », un modèle visant à réduire l'empreinte carbone en y ajoutant une dimension humaine et sociale.

Les **premiers jalons du Plan régional de Transformation et de Développement régional – Green New Deal** concernent la reconquête d'une **alimentation** saine et équilibrée, accessible pour toutes et tous, permettant aux producteurs régionaux d'en vivre décemment. La Région Occitanie est également déterminée à agir pour limiter les effets destructeurs du changement climatique et accompagner les changements nécessaires face aux défis climatiques. La Région a notamment lancé une démarche pour être **la première Région à énergie positive d'Europe à l'horizon 2050**.

Le cap est donc fixé. La Région Occitanie agit en faveur de la transition énergétique et entend bien contribuer aux objectifs de l'Union européenne en matière de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables.

**Afin de faire avancer ces projets, et suite aux rendez-vous de la Présidente avec des Commissaires européens en octobre 2020, la Région Occitanie contribuera en 2021 au pacte vert européen**, enrichira ses accords de coopération afin de faire évoluer les modèles de développement et s'attèlera à mobiliser des fonds pour faire aboutir ses projets.

Dans cette optique, **la Région poursuivra également son implication active aux travaux des principaux réseaux européens** dont elle est membre, en veillant à la **cohérence avec l'ensemble des politiques régionales en lien avec le plan de transformation et de développement régional – Green New Deal**.

La Région continuera à coordonner le **positionnement de l'Occitanie sur la scène européenne** : mobilisation des fonds au profit des projets régionaux stratégiques (Corridor H2 Hydrogène vert, digitalisation des entreprises via le Digital Innovation Hub...), contribution à l'élaboration des politiques sectorielles européennes, défense des spécificités régionales et portage des projets à l'échelle européenne, capitalisation européenne des bonnes pratiques notamment en termes d'innovation et de recherche.

Ces missions seront exercées en lien étroit et avec l'appui de l'association **Occitanie Europe, dans les locaux de la Maison de la Région de Bruxelles, dont le nombre d'adhérents va continuer à croître en 2021**.

Dans l'objectif de mobiliser et **capter des financements européens pour le territoire**, la Région offrira un cadre privilégié de coopération pour les acteurs régionaux et assurera un accompagnement des porteurs de projets, y compris financier, lorsque leurs actions s'inscrivent dans les priorités économiques régionales définies dans les documents stratégiques.

De la même manière, la Région poursuivra sa **mobilisation dans le domaine des programmes sectoriels européens** en assurant une expertise, un appui aux directions dans le montage de projets et un cofinancement des projets stratégiques portés par des acteurs locaux dès lors qu'ils s'inscrivent directement dans les priorités régionales.

En matière d'**animation et d'information européenne**, la Région poursuivra son rôle sur l'orientation et l'accompagnement européen des acteurs du territoire.

Enfin, la Région s'impliquera particulièrement dans la mise en œuvre des nouveaux programmes européens pour la période 2021 – 2027.

**Renforcer la souveraineté régionale sur les filières stratégiques, l'attractivité et le rayonnement à l'international de la région, de ses entreprises et de ses territoires (2,897 M€ d'AE/AP et 2,137 M€ de CP)**

**Renforcer la souveraineté régionale et la relocalisation industrielle dans 5 filières stratégiques**

**La crise de la Covid-19 a mis en exergue la dépendance industrielle et technologique de l'économie française et la fragilité de certaines chaînes de valeurs mondiales.** La crise a fragilisé durablement la situation financière des entreprises et leur capacité à porter des projets de développement et d'investissement. Cette situation conduirait dans les secteurs critiques à un affaiblissement de la souveraineté et de la résilience économique de la France.

**En Occitanie, l'objectif de contribuer à la relocalisation – localisation d'activités industrielles stratégiques a été fixé par le Plan de Relance pour l'Emploi** adopté par la Région Occitanie lors de l'Assemblée plénière du 16 juillet 2020. Dans cette optique ont été actés, d'une part, la création d'une Agence Régionale d'Investissements Stratégiques (ARIS) et, d'autre part, le lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêt relocalisations – localisations industrielles.

L'ARIS a pour objectifs d'accompagner les projets industriels en région :

- stratégiques en termes d'autonomie/souveraineté de transformation résilience, de rééquilibrage territorial et de l'économie de demain (émergence de nouvelles filières),
- relevant des filières clés prioritaires suivantes : la santé, l'agroalimentaire et l'alimentation, les énergies renouvelables et la transition énergétique, les mobilités, le numérique.

**L'Appel à la relocalisation - localisation industrielle adopté à l'Assemblée Plénière de novembre 2020 vise à identifier et accompagner les projets de relocalisation et de localisation industrielle dans ces cinq secteurs stratégiques** pour la région et pour la France afin de contribuer à la souveraineté et la résilience de notre économie.

Il permettra de proposer aux porteurs de projet retenus une offre de services globale par la Région et ses agences parmi lesquels un outil financier mais aussi du portage immobilier et d'équipements productifs, un foncier « dérisqué » et une offre de formation.

**Par relocalisations industrielles** est entendue la relocalisation de productions et de services industriels qui ont été délocalisés ou localisés à l'étranger ou la localisation de productions qui apparaissent dans des filières émergentes et seront des segments stratégiques à l'avenir.

Entre juin et septembre 2020, la Région et son agence Ad'Occ ont procédé à une analyse des forces et des vulnérabilités du tissu industriel de l'Occitanie. Cette analyse conduit la Région à cibler en priorité des secteurs stratégiques qui font l'objet de l'appel à relocalisations - localisations.

Les thématiques sectorielles retenues sont :

- la santé,
- l'agroalimentaire et l'alimentation,
- les énergies renouvelables et la transition énergétique,
- les mobilités,
- le numérique.

Des projets endogènes mais aussi exogènes seront accompagnés. En amont, le réseau de maisons des régions à l'international, les représentations de l'Occitanie à l'étranger et le réseau de Business France seront mobilisés à cet effet.

### **Poursuivre l'ambition Méditerranéenne et engager des actions en Afrique**

Possédant une position centrale au sein du hub « **Europe - Méditerranée – Afrique** », la Région Occitanie met en œuvre une stratégie méditerranéenne permettant d'accroître les opportunités économiques et les projets de coopération avec la rive sud dans les secteurs phares de la région mais aussi de contribuer aux politiques euro-méditerranéennes et à leur impact sur le territoire. Elle agit notamment au sein de réseaux méditerranéens tels que la Commission inter-méditerranéenne (CIM) de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes (CRPM).

La Région va poursuivre le programme « **Régions 2021** » à destination des élus et des cadres des 12 Régions du Maroc. Ce programme de formation, qui a positionné la Région comme un acteur de référence au Maroc, sera finalisé en lien étroit avec Régions de France et l'association des Régions du Maroc. Deux séminaires dédiés aux élus devaient être organisés en présentiel, l'un en Occitanie en 2020 et l'autre au Maroc en 2021.

En outre, les coopérations avec trois Régions marocaines nouées depuis le début du mandat sont entrées en phase opérationnelle en 2020 (Casablanca Settat / Fès-Meknès / L'Oriental).

En cohérence avec cette stratégie, compte tenu de son potentiel de développement, la Région déploiera en 2021 son action en **Afrique de l'Ouest**. La Région a mené en 2020 une mission exploratoire en Côte d'Ivoire conduisant à deux accords qui seront mis en œuvre dès 2021. La Côte d'Ivoire, en tant que moteur économique et première puissance régionale, constitue en effet une plateforme d'intervention intéressante, notamment dans le domaine de l'agriculture durable.

**Les nouvelles actions auront vocation à traduire concrètement les orientations du nouveau plan de transformation - Green New Deal.** Cela concernera particulièrement l'élaboration d'un plan stratégique Afrique s'appuyant de manière transversale sur les enjeux de développement futur.

### **Poursuivre son action en Asie**

Engagée depuis de longues années en **Asie**, la Région maintiendra des relations étroites avec des **territoires stratégiques** tels que le **Japon** et la **Chine**, en facilitant le développement de projets économiques, universitaires, touristiques, culturels et sportifs.

**La Région a fait le choix en 2020 de maintenir une représentation de l'Occitanie au Japon** dont les objectifs fixés sont prioritairement économiques. L'année 2021 sera également l'année de la saison *France au Japon* : la Région accompagnera des événements culturels majeurs comme l'exposition Soulages au musée de Kyoto.

## **Explorer de nouvelles opportunités sur le continent américain**

Fort de l'expertise de la Maison de la région basée à New-York et des multiples échanges développés en Amérique par les acteurs du territoire.

Quel que soit le continent, en support de son action internationale, le réseau des **Maisons de la Région à l'étranger** (New-York, Londres, Shanghai et Casablanca) constitue de formidables vitrines des savoir-faire et atouts du territoire, et des relais importants pour amplifier les initiatives des acteurs régionaux. Outre la promotion des produits agro et viticoles, elles ont entamé en 2020 une diversification en matière d'attractivité en appui de multiples acteurs qui se poursuivra en 2021. Les maisons de la Région seront notamment mobilisées en 2021, dans le cadre de la prospection pour favoriser la relocalisation de certaines industries stratégiques en Occitanie.

L'enveloppe de la représentation régionale à l'étranger en 2021 est de 2,583 M€ en AE et en CP.

## **Conforter la politique volontariste en faveur de la mobilité européenne et internationale de l'ensemble des publics apprenants (1,93 M€ d'AP / 1,48 M€ de CP)**

Depuis l'année 2009, la Région accompagne la mobilité internationale des apprenants : apprentis, élèves des Ecoles de la 2<sup>nde</sup> Chance, apprenants des filières sanitaires et sociales et public jeune en insertion.

### **La Région est le premier partenaire de la mobilité européenne internationale des jeunes.**

Cette intervention s'est développée entre 2015 et 2019 (action décrite dans la partie Enseignement supérieur, recherche et innovation).

**L'année 2020 a été fortement impactée par la crise sanitaire du Covid-19 qui a eu un impact significatif à la baisse sur le volume des mobilités. La Région continue cependant d'accompagner les jeunes et leurs établissements de formation pour soutenir en 2021 les mobilités reportées et maintenir une dynamique sur ces interventions. La mobilité internationale doit en effet rester un facteur de rayonnement du territoire régional et d'insertion sociale et professionnelle pour les jeunes.** La Région poursuit cet objectif en animant et pilotant des consortiums d'établissements de formation (plus d'une centaine) dans le cadre du programme européen Erasmus+ sur lequel des fonds ont à nouveau été captés jusqu'en 2022.

Ces projets visent à accroître les capacités d'intervention de la Région afin d'encourager les établissements (CFA, instituts de formation sanitaire et sociale, mais aussi Ecoles de la 2<sup>nde</sup> chance et Missions Locales) à développer des actions de mobilité transnationales qui favorisent l'employabilité de ces publics. La Région intensifiera son intervention afin d'offrir plus d'opportunités de mobilité aux **jeunes les plus éloignés de l'emploi** dans le cadre de parcours d'orientation, de formation et d'accompagnement vers l'emploi.

En outre, dans le cadre du Green New Deal, il a été proposé un élargissement de l'offre de mobilité vers de nouveaux publics bénéficiaires (stagiaires de la formation professionnelle, volontaires de solidarité internationale...).

## **Affirmer la solidarité avec les pays et les territoires (0,4 M€ d'AP / 0,318 M€ de CP)**



La Région poursuivra son action dans le cadre de ses accords de coopération en **Palestine** et au **Cambodge et développera sa nouvelle coopération avec la province du Lam Dong au Vietnam, signée en 2020.**

Elle soutiendra des projets pérennes de solidarité internationale portés par les ONG et associations régionales par la poursuite d'un **appel à projets co-développement international.**

A l'instar de l'action mise en place dans le cadre de la politique d'attractivité et de rayonnement international, ces initiatives auront vocation à traduire concrètement les orientations du nouveau plan de transformation - Green New Deal.

Ainsi, **dans le cadre du Green New Deal, un nouvel appel à projets sera mis en œuvre, ciblant spécifiquement les enjeux d'agroécologie et d'alimentation durable à l'international et plus spécifiquement en Afrique.**

La Région continuera à s'engager aux côtés d'**Occitanie Coopération** dont la vocation est de mettre en synergie l'ensemble des acteurs de la coopération et de la solidarité internationale et de les accompagner dans leurs projets.

Enfin, la Région a fait de la **solidarité** avec les **populations réfugiées** un axe fort de sa politique internationale. Elle poursuivra en 2021 l'amélioration de son action destinée à améliorer les conditions d'accueil, l'intégration et l'insertion professionnelle de réfugiés et demandeurs d'asile et bénéficiaires de la protection subsidiaire en Occitanie, qui aura permis d'apporter un soutien à plus de 10 000 bénéficiaires depuis son lancement.

## **Encourager la citoyenneté européenne et mondiale**

### **L'Occitanie au cœur de l'Europe, l'Europe au cœur !**

L'ambition de l'Occitanie est à la fois de **défendre l'existence d'une Europe forte, et d'en être un acteur majeur** en donnant vie à des espaces de coopération et d'innovation dynamiques et en mobilisant au mieux le soutien de l'Europe en faveur du territoire. Ses actions concernent largement :

- le renforcement des coopérations bilatérales et transfrontalières,
- la mobilisation des fonds européens au profit des projets régionaux,
- la contribution à l'élaboration des politiques sectorielles européennes 2021-2027,
- la défense des spécificités régionales et le portage des projets à l'échelle européenne afin d'assurer la compétitivité des entreprises,
- la capitalisation européenne des bonnes pratiques régionales, notamment en termes d'innovation et de recherche (numérique, silver économie, aéronautique, santé...).

En matière de citoyenneté européenne, dans un contexte de scepticisme européen et de préparation de l'avenir des fonds communautaires sur la période 2021-2027, **il est essentiel de relancer le dialogue avec les citoyens et contribuer à les informer sur les politiques et les financements européens.** Les Régions ont un rôle important à jouer : au-delà de leur implication croissante dans la mise en œuvre des politiques communautaires et dans la gestion des fonds européens, elles sont aussi un espace pertinent pour développer un dialogue citoyen entre les populations, les territoires et leurs acteurs et les institutions communautaires.

Les Centres d'Information Europe Direct (CIED) œuvrent depuis 2005 à la relance de ce dialogue et au processus d'information des citoyens et des différents acteurs régionaux. A ce titre, ils mènent des actions de proximité qui contribuent à mobiliser les acteurs locaux sur les questions européennes et les financements liés aux politiques de l'Union européenne. La Région soutient les CIED dans le cadre d'un appel à projets spécifique. La poursuite de cette action permettra à chaque citoyen d'Occitanie de concrétiser et vivre plus intensément sa citoyenneté européenne.

La quinzaine Franco-Allemande en Occitanie, organisée chaque année par la Région avec ses partenaires à l'automne, contribue également concrètement à forger une citoyenneté européenne active et riche par le biais de centaines d'évènements d'échanges culturels, économiques, éducatifs organisés soit en Occitanie soit en Allemagne. En 2021, cet évènement aura à nouveau lieu sur l'ensemble du territoire régional.

### **L'Occitanie ouverte sur le monde**

Terre de mixité, d'accueil et de brassage, l'Occitanie est une région ouverte sur le monde, dont les habitants sont attachés à l'art du « vivre ensemble », à l'égalité entre les peuples, entre les cultures, entre les femmes et les hommes.

Depuis 2019, le budget participatif citoyen "L'Occitanie ouverte sur le monde" permet de faire émerger des projets qui incarnent la citoyenneté mondiale et font rayonner les valeurs de solidarité, d'échange et de partage et de tolérance.

La première édition du budget participatif "L'Occitanie ouverte sur le monde" a ainsi été lancée à l'automne 2019. Le vote citoyen qui s'est ensuite tenu en février 2020 a permis de faire émerger 23 lauréats.

Forte de ce succès, la Région Occitanie a lancé en 2020 la 2<sup>ème</sup> édition du budget participatif citoyen « L'Occitanie ouverte sur le monde ».

La Région poursuivra cette politique en 2021 et s'impliquera avec force en faveur de l'éducation et de l'expression de la citoyenneté mondiale. Elle réaffirmera à nouveau ses valeurs d'accueil, de tolérance, de vivre-ensemble, telles qu'elles sont également défendues par le plan de lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

**Valoriser l'excellence régionale, contribuer à la relocalisation des filières stratégiques, offrir de nouvelles opportunités d'emplois aux jeunes d'Occitanie et défendre les valeurs de solidarité et de citoyenneté mondiale constitueront des objectifs forts pour 2021. Ils traduisent l'ambition de la Région Occitanie au niveau européen et international.**

**Un enjeu particulier résidera dans la poursuite d'une forte mobilisation des fonds européens au profit des projets régionaux, ainsi que dans l'intensification du lobbying auprès des instances européennes afin de mettre en œuvre les principaux projets stratégiques inscrits dans le plan de transformation et de développement régional.**

### **Focus sur la Région : Autorité de gestion des fonds européens 2014-2020**

Depuis 2014, la Région est autorité de gestion de la majeure partie des fonds européens mobilisés en région en lieu et place de l'Etat. Cela représente 3 Milliards € sur les 3,2 Milliards € dont bénéficie l'Occitanie dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique de Cohésion, de la

Politique Agricole Commune et de la Politique Commune de la Pêche. Elle gère notamment à ce titre 690,3 M€ de FEDER et 202,3 M€ de FSE-IEJ pour la période 2014-2020 répartis entre le PO Languedoc-Roussillon 2014-2020 et le PO Midi-Pyrénées et Garonne 2014-2020.

Il faut noter qu'à ces 893 M€ des fonds de la Politique de Cohésion en région s'ajoutent les fonds européens mobilisés dans un cadre interrégional (dont le POI Pyrénées doté de 25 M€ de FEDER et géré par la Région), transfrontalier ou transnational et 2,1 Milliards € du 2<sup>ème</sup> pilier de la Politique Agricole Commune et de la Politique Commune de la Pêche.

A la mi-2020, et ce malgré une gestion des dossiers rendue difficile en raison de la crise sanitaire, 807,4 M€ de fonds européens ont déjà été programmés au titre des PO régionaux hors FEADER-FEAMP, ce qui représente 88% de la dotation régionale pour Occitanie. Cet engagement de l'Europe sur nos territoires a généré plus de 2 Milliards € d'investissements. 16% de l'enveloppe programmée ont été engagés pour soutenir le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, soit 127,7 M€ de FEDER, en complète cohérence avec l'engagement de favoriser la transition énergétique de l'Occitanie et de lutter contre le changement climatique.

Ces premiers résultats montrent l'impact réel depuis 2014 de ces programmes européens sur les territoires, avec par exemple :

- 145 423 demandeurs d'emplois accompagnés avec le soutien du FSE,
- 7 028 logements sociaux réhabilités énergétiquement grâce au FEDER, dont 2 048 dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville,
- 61 787 tonnes en équivalent CO<sup>2</sup> de gaz à effet de serre évités (soit l'équivalent de 61 000 trajets en avion Paris New-York),
- 12 039 entreprises soutenues.

Différentes évaluations d'impact viendront conforter ces résultats provisoires et en permettront une analyse plus fine. Elles seront menées d'ici la fin de la programmation 2014-2020. En parallèle, la Région devra mener des actions d'information et de communication pour faire connaître le nouveau programme, dès que celui-ci sera validé par la Commission européenne.

Les travaux de rédaction du programme 2021-2027 ont débuté dès la fin 2019 et ce, malgré l'absence d'accord sur le budget de l'Union européenne et des règlements de mise en œuvre. A la suite du lancement de la concertation régionale le 16 décembre 2019, une série d'ateliers a été organisée pour échanger avec le partenariat régional sur les priorités d'utilisation des fonds européens. La crise sanitaire n'a pas facilité les échanges mais la Région a pu tout de même consulter en juillet/août 9 000 partenaires sur le projet d'architecture du prochain programme par voie numérique. Près de 1 000 réponses ont été transmises, confirmant les propositions de mobilisation.

La stratégie du programme croise les priorités du **Pacte Vert européen et du Green New Deal régional**, avec une forte implication sur la transition énergétique et écologique, dans le respect de l'équité territoriale et en préservant des moyens pour notre recherche et nos entreprises.

L'objectif est de transmettre le nouveau programme FEDER-FSE à la Commission européenne d'ici février 2021, de sorte à pouvoir commencer à programmer des opérations dans le courant du 1<sup>er</sup> semestre 2021. Ce calendrier est cependant très dépendant des négociations sur le cadre financier pluriannuel 2021-2027 de l'Union européenne.

En parallèle de ces travaux de rédaction, la Région doit modifier les programmes actuels pour intégrer de nouvelles mesures découlant des initiatives adoptées par la Commission européenne pour lutter contre la pandémie (règlements CRII et CRII+), notamment pour soutenir l'achat de matériels de protection sanitaire. D'autres modifications des programmes 2014-2020 sont à venir pour mobiliser les enveloppes complémentaires de crédits dégagées par l'Union européenne afin de soutenir la relance de l'économie (initiative REACT-EU).

Le Plan de Relance européen prévoit notamment d'allouer une enveloppe de 47,5 Milliard € du budget UE 2021-2027 pour abonder les programmes de la Politique de Cohésion et soutenir des projets contribuant à la relance économique. Cette allocation se fera en deux temps, 37,5 Milliard € en 2021 et 10 Milliard € en 2022. La tranche 2022 sera affectée en tenant compte de la mise à jour des critères économiques.

**REACT-EU** se concentre sur :

- les produits et **services de santé**,
- **les PME** (fonds de roulement et aide à l'investissement,
- les investissements en faveur de la double **transition numérique et bas-carbone**,
- les infrastructures dans les **services de base** aux publics, et dans les secteurs les plus impactés par la crise,
- Le **maintien de l'emploi** (y compris des mesures de chômage partiel et de soutien aux indépendants),
- la **création d'emploi**, en particulier pour les personnes en situation de vulnérabilité,
- le soutien à **l'emploi des jeunes, l'éducation et la formation**, le développement de compétences,
- l'amélioration de l'accès aux **services sociaux d'intérêt général**, y compris pour les enfants.

Concrètement pour l'Occitanie, ce sont approximativement 199 M€ (enveloppe estimée par l'Etat, dont 157 M€ en 2021) qui devront être injectés dans les Programmes FEDER-FSE-IEJ LR et MP 2014-2020, au sein d'un axe dédié à des mesures REACT-EU. La modification des programmes LR et MP seront transmis en janvier à la Commission européenne.

Un préfinancement de 11% de la tranche 2021 (soit 17,27 M€) sera alloué par la Commission afin de lancer la programmation d'ici l'été 2021.

Les fonds devront être consommés d'ici le 31 décembre 2023.

## ➤ **Focus sur les Budgets participatifs et les crédits correspondants aux priorités issues de la votation citoyenne**

---

### **A. Budgets participatifs : une démarche volontariste de la Région Occitanie**

#### **1 - Objectifs poursuivis à court et moyen terme**

La Région Occitanie s'engage depuis 2016 pour la citoyenneté active de ses habitants, avec plus de 45 consultations thématiques réalisées, l'adoption en mars 2018 de la Charte Régionale de la citoyenneté active et l'avènement la même année d'un site internet dédié [laregioncitoyenne.fr](http://laregioncitoyenne.fr).

Pour affirmer cette ambition de Région citoyenne, le premier budget participatif citoyen régional a été lancé au printemps 2019. Ce levier supplémentaire de participation des habitants permet de les impliquer dans la décision publique à deux étapes-clés : celle de la conception des politiques, puisqu'ils peuvent exprimer leurs idées et proposer leurs projets visant l'intérêt général, et celle de la décision, par un vote citoyen.

La trajectoire de la Région Occitanie vise à impliquer les citoyens dans des démarches participatives en leur offrant la possibilité de co-décider l'affectation d'au moins 1% du budget régional global (hors programmes soumis à des contraintes techniques et réglementaires lourdes).

Cette trajectoire tient compte d'un rythme d'évolution nécessairement progressif au regard du caractère innovant de ce dispositif, aux retours d'expérience et aux coûts de fonctionnement induits (ressources humaines, prestations d'accompagnement) pour l'administration régionale.

## **2 - Contexte général**

La Région Occitanie est aujourd'hui reconnue pour l'ambition de la politique qu'elle développe en matière de participation citoyenne. Tisser un nouveau contrat démocratique avec les citoyens d'Occitanie est une ambition déployée avec volontarisme depuis 2016, et qui s'est concrétisée par de nombreuses démarches, qui, articulées entre elles, concourent à la réussite d'un véritable projet de société.

Cette ambition se traduit, au plan institutionnel, par la présence cumulée de plusieurs instances nouvelles de dialogue permanent avec la collectivité : Parlement de la mer, Parlement de la Montagne, Conseil régional des jeunes, Assemblée des territoires, au plus près des bassins de vie vécus par les habitants.

Mais de manière tout à fait unique à l'échelle des Régions françaises, elle est également incarnée dans une charte régionale de la citoyenneté active, qui a été concertée avec les acteurs de la société civile, et qui a été adoptée par l'Assemblée régionale en mars 2018.

La concrétisation de cette charte comporte un certain nombre d'avancées significatives, dont la mise en place depuis 2019 et de manière totalement inédite à cet échelon de collectivité, des budgets participatifs, permettant d'impliquer davantage les citoyens dans les prises de décisions politiques.

## **3 - Politiques publiques mises en œuvre**

En complément d'autres dispositions de participation et de concertation, la Région a souhaité créer une véritable dynamique de confiance avec les citoyens, en les intégrant dans les processus d'élaboration de ses politiques publiques.

Ainsi, la Région a innové dans la manière **d'impliquer les citoyens dans la décision de l'affectation budgétaire avec l'expérimentation des budgets participatifs.**

Aussi, le format de ces consultations s'est voulu particulièrement original : depuis 2017, les budgets participatifs lycéens ont permis de soutenir une centaine de projets, une concertation « Lycée de demain » a été menée donnant lieu à des investissements participatifs dans les lycées pour 2020-2021. Un vote « coup de cœur citoyen » a été décerné en 2019 dans le cadre des

Trophées de la biodiversité, dont l'édition 2020 a démarré en novembre avec une nouvelle phase de dépôt de projets sur le site participatif.

Mi 2019, la Région a lancé une **deuxième génération de budgets participatifs citoyens**, ciblant, à partir de juin 2019, la thématique de la montagne, puis celle de la lutte contre le changement climatique. Une démarche a également été lancée dans le domaine de l'économie circulaire et de la lutte contre le gaspillage alimentaire, qui a généré plus de 120 propositions. Un budget participatif consacré à la citoyenneté mondiale est également engagé depuis novembre 2019.

En 2020, de nouveaux budgets participatifs et des initiatives intégrant le citoyen dans le choix des affectations de crédits ont été menés, notamment concernant les investissements dans les établissements scolaires, tendant à augmenter significativement le volume des crédits engagés.

Ce sont encore six nouvelles démarches de budgets participatifs qui ont pu être mises en place en 2020, touchant de nombreuses thématiques telles que l'alimentation durable, l'investissement au profit de la culture, la mer et le littoral ou encore de la lutte contre les discriminations.

Au fil de la mise en œuvre de cette innovation démocratique qu'est le budget participatif régional citoyen, de nouveaux formats ont également pu être expérimentés, avec l'organisation d'un hackaton dans le cadre de la phase de dépôt des projets du budget participatif « serious game pour la lutte contre le racisme et l'antisémitisme ».

Fortes de leurs succès, certaines démarches ont d'ores et déjà été reproduites (éditions 2020 des thématiques Montagne, Climat et Occitanie ouverte sur le monde). Réunissant un total cumulé de près de 75 000 votants depuis leur lancement, toutes ces démarches ont vocation à se pérenniser.

Une troisième vague de budgets participatifs est d'ores et déjà projetée pour 2021. En outre, de nouvelles thématiques liées aux compétences régionales sont en cours de préparation pour l'ouverture d'un premier budget participatif en 2021 autour des activités du sport, ainsi que des problématiques de transports et de mobilités douces, ou encore des sujets en lien avec les publics et les activités de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Cette démarche de confiance implique aussi, pour la Région, de prendre appui sur d'autres acteurs qu'elle-même pour relayer, impulser, mais aussi animer et analyser les initiatives citoyennes, partout sur le territoire. C'est en ce sens qu'a été engagée une dynamique d'animations de communautés thématiques. Des connexions ont été mises en place avec le Mouvement Associatif d'Occitanie pour lui donner la possibilité de jouer un rôle actif d'ambassadeur de la citoyenneté.

La Région poursuit son effort en faveur des budgets participatifs à hauteur de 19,5 M€ d'AP/AE au Budget 2021 (13,7 M€ en 2020), soit 1,53% du budget régional :

- « Occitanie ouverte sur le monde » : 0,06 M€ d'AE/CP,
- « Montagne d'Occitanie, terres de vie et d'innovation » : 0,7 M€ d'AP et 0,7 M€ de CP,
- « Mer et Littoral » : 1,5 M€ d'AP / 0,3 M€ de CP et 0,5 M€ en AE/CP,
- « Ma solution pour le Climat » : 2,5 M€ d'AP et 2 M€ de CP / 0,2 M€ en AE/CP,
- « Imaginons ensemble le lycée de demain » : 10,05 M€ d'AP et 3,550 de CP,
- « Plan de lutte contre le racisme et l'antisémitisme » : 0,1 M€ d'AP et 0,350 M€ de CP,
- « Alimentation durable (Grande cause alimentaire) » : 0,120 M€ d'AP/CP et 0,240 M€ d'AE/CP,

- « Culture » : 0,6 M€ en CP,
- Budget alloué à la participation des citoyens au débat public (communication) : 0,2 M€ de CP,
- Budget alloué aux fonctions support (15%) : 3,545 M€ d'AE et 2,473 M€ de CP.

## B. Crédits correspondants aux priorités issues de la votation citoyenne

En octobre 2020, faisant suite aux travaux de la convention citoyenne pour l'Occitanie qui avait réuni 100 citoyen.ne.s tirés au sort pour contribuer au « Green New Deal », une votation citoyenne a été organisée en vue de guider la Région et notamment les priorités budgétaires 2021 relatives à la transformation et au développement d'un nouveau modèle de société en Occitanie.

Ainsi le budget primitif 2021 est-il amplifié par les orientations portées par les résultats de la votation citoyenne.

En réponse à la première question concernant l'effort budgétaire à consentir en 2021 en faveur du développement durable et du bien-être, deux actions arrivent en tête, enregistrant des résultats très proches. La première indique de **favoriser la conversion de l'agriculture vers le bio et les pratiques écoresponsables**, la seconde met l'accent sur le **développement de l'économie circulaire et la lutte contre le gaspillage des biens et des ressources**.

1<sup>er</sup> employeur régional, le secteur agricole est a fortiori très accompagné par la Région, avec une enveloppe en forte croissance de 2016 à 2021 : de 49,6 M€ à 106,8 M€ en AP/AE (+115%) et de 47,9 M€ à 67,6 M€ en CP (+41 %). Plus spécifiquement, la Région poursuit son action en faveur du développement de l'agriculture durable. Elle a lancé dès 2018 un programme d'intervention ambitieux en faveur du développement de l'agriculture biologique : le Plan Bi'O 2018-2020 Produire, Consommer et Vivre Bio en Occitanie. L'Occitanie est ainsi la première région en agriculture biologique au niveau national. En 2021, la Région consacre 6,7 M€ au soutien, au développement, au maintien et à la conversion à l'agriculture biologique. De plus, une enveloppe de près d'un million d'euros est destinée à une restauration durable et de qualité dans les lycées.

Concernant **l'économie circulaire, la lutte contre le gaspillage des biens et des ressources** est autant au cœur des changements attendus par les citoyens que des priorités régionales. Cet objectif est intégré à la feuille de route Région à Energie positive et à la trajectoire Zéro gaspillage, Zéro déchet de l'Occitanie, en complément de la stratégie pour la biodiversité et en prolongement de notre ambition Plan déchets. La Région soutient également l'Observatoire régional des déchets et de l'économie circulaire, a lancé deux appels à projets en direction de l'économie circulaire : l'un participatif (50 lauréats) et un autre en partenariat avec l'ADEME. Au total, 25 M€ seront mobilisés sur l'économie circulaire (hors économies d'énergie), contre 20 M€ en 2020.

Les résultats de la votation classent le sujet de la santé en tête des priorités des mesures en faveur du monde rural, avec une mention majoritaire pour **le maintien d'une offre de soin de proximité et de qualité**.

Parce que la Région partage pleinement avec la convention citoyenne pour l'Occitanie la préoccupation du maintien d'une offre de soins de premiers recours dans l'ensemble des territoires, la Région poursuivra en 2021 à hauteur de 2,5 M€ son soutien à l'investissement des collectivités pour la création et l'extension de maisons et centres de santé pluri-professionnels ainsi que celui des établissements et organismes de santé à but non lucratif pour les centres de santé pluri-professionnels. Ce soutien vise principalement les territoires ruraux, mais également

certaines territoires urbains en tension sur l'offre de soins de premiers recours notamment à destination des publics les moins favorisés.

Le maintien d'une offre de soins nécessite également la présence de professionnel.les de santé dans l'ensemble des territoires en quantité suffisante. Aussi, la Région prévoit en application du Plan santé bien être, inclut dans le plan de transformation et de développement adopté en Assemblée Plénière du 19 novembre dernier, d'amplifier son action pour que davantage de professionnel.les soient formés. Le budget 2021 permettra une première hausse du nombre de places en formation initiale et formation continue des demandeurs d'emploi dans les instituts autorisés par la Région, dès la rentrée de septembre 2021 : augmentations de places pour les formations d'aide-soignant.e et d'auxiliaires de puériculture, ou encore en soins infirmiers.

Dans ce cadre, la Région poursuivra son objectif fixé dans le Schéma Régional des Formations Sanitaires et Sociales adopté en 2017, de mailler le plus possible l'Occitanie en offres de formations. Environ la moitié des effectifs en formations paramédicales, maïeutique et en travail social, sont répartis dans des territoires autres que métropolitains et communauté urbaine. Le budget relatif aux formations sanitaires et sociales s'élève à 94,7 M€ en 2021 (en hausse de 10% par rapport au BP 2020), auquel s'ajoute 3 M€ d'aides exceptionnelles versées aux étudiant.es en soins infirmiers et aux élèves aides soignant.es en cette période de crise sanitaire.

La Région investit 117,5 M€ pour **faciliter le maintien et l'installation des commerces et des services publics de proximité**. Sur cette enveloppe, 10,7 M€ sont spécifiquement dédiés au milieu rural, aux bourgs-centres et à la vitalité des territoires. Cette enveloppe intègre également des crédits à destination de l'économie de proximité et un niveau exceptionnellement élevé de soutien à l'économie à travers les Pass relance et Pass Rebond Occitanie, traduction des plans d'urgence et de relance pour l'emploi.

La Région prévoit également une enveloppe de près de 81 M€ pour **soutenir l'implantation des entreprises**. Celle-ci inclut les différents contrats proposés par la Région (transmission-reprise, start-up, croissance...), une partie du plan ADER consacré à la filière aéronautique, les instruments financiers, les autres Pass, les tiers-lieux, la pépinière Réalis ainsi que les infrastructures économiques et numériques (très haut débit notamment).

**La Région s'engage vers la relocalisation de filières économiques**, avec un budget de 11,8 M€ en 2021, en forte progression. Ce montant correspond notamment aux contrats relance, au plan ADER pour sa partie relance aéronautique, ainsi qu'aux filières, pôles de compétitivité et clusters.

Enfin, le renouvellement des pratiques citoyennes relève en priorité, selon les citoyen.ne.s qui se sont exprimés, du **soutien aux actions d'éducation à la citoyenneté**. La Région consacre à cette objectif un montant de 1,27 M€ en 2021 correspondant au service civique et au soutien à la jeunesse et à l'éducation populaire, une enveloppe en progression de 6%.

Conformément à notre engagement, le budget 2021 est particulièrement volontariste et fidèle aux exigences citoyennes exprimées par la votation. Il y consacre une enveloppe totale de 430,2 M€ d'AP/AE et 284,6 M€ de CP (212,2 M€ d'AP/AE et 183,4 M€ de CP hors plan de relance).



➤ **Administration générale, service de la dette et interventions rapides**

<b>Fonctionnement</b>	<b>AE</b>	<b>CP</b>
Manifestations diverses et fonds d'intervention rapide	1,2	0,9
Reversement à certains Départements (excédent du produit de CVAE perçu dans le cadre du transfert de la compétence transports routiers)		77,9
Fonctionnement des services (y compris systèmes d'information)	28,5	36,5
Salaires et charges, action sociale, formation et déplacements (agents régionaux des lycées, Creps, agents du siège, agents des ports et transports)	11,0	348,0
Indemnités des élus et fonctionnement des groupes politiques		9,2
CESER Indemnités des conseillers et moyens généraux de l'institution	0,1	3,4
Provisions pour risques et charges		2,6
Intérêts de la dette et charges financières		35,3
Loyer relatif au crédit-bail Matériel roulant	2,1	2,1
<b>Total Fonctionnement :</b>	<b>42,9</b>	<b>515,8</b>

<b>Investissement</b>	<b>AP</b>	<b>CP</b>
Fonds Régional d'Intervention, Fonds d'intervention rapide	4,8	4,0
Bâtiments administratifs (Hôtels de Région et sites administratifs), équipements (dont signalétique)	2,3	8,9
Systèmes d'information	10,1	10,4
Remboursement du capital de la dette (y compris provisionnement obligataire)		137,2
Participation à l'AFL (Agence France Locale)		1,5
<b>Total Investissement :</b>	<b>17,2</b>	<b>162,0</b>

## **Pôle Transformation de l'action régionale**

### **Direction de la valorisation stratégique de l'information (0,452 M€ d'AP/AE et 0,801 M€ CP)**

La crise sanitaire et économique que nous connaissons aujourd'hui a accéléré le besoin de transformation de notre société vers un modèle plus juste et durable. Toutefois, la mise en œuvre d'une action adaptée aux réalités territoriales et aux enjeux sociaux et environnementaux s'avère complexe. Aussi, afin de définir le bon cap et de suivre les voies les plus justes, la Région doit :

- posséder une vision globale de l'environnement régional et au-delà,
- comprendre le monde et la société,
- s'adapter à toutes les évolutions législatives, réglementaires,
- valoriser les éléments d'actualité au regard de l'action régionale,
- observer les évolutions des territoires en termes de structures sociodémographiques, d'environnement, de pratiques sociales, de modes de vie, d'activité économique,
- évaluer son action pour mesurer l'impact social et environnemental sur les territoires et ses habitants...

Parallèlement, il est nécessaire de capitaliser et de manager les ressources externes comme celles produites en interne (documents et données produites ou reçues par l'Institution), car elles sont des éléments d'aide à la décision et à l'action à venir. Une bonne gestion des archives et des processus d'organisation des informations internes sont notamment des outils pour y parvenir.

En 2021, les objectifs suivants seront visés :

### **Développement de l'observatoire MAIA existant en interne, chargé de la coordination de l'observation et de l'évaluation**

Les outils d'observation et d'évaluation doivent se structurer au sein d'un espace dédié bien identifié afin de :

- **observer et analyser les évolutions sociales, sociétales et environnementales :**
  - ✓ définition, suivi et d'indicateurs de référence (sociaux, environnementaux, bien-être...) en lien avec les citoyens et les territoires : Indice de Santé Sociale, IDH...
  - ✓ valorisation de données et analyse : harmonisation des données en lien avec la stratégie data, réalisation de flashes et notes de conjoncture, mise à disposition d'outils spécifiques tels que Cartostat...
  - ✓ mise en œuvre d'études pour comprendre les dynamiques territoriales : mesurer la résilience des territoires, mesurer la VAT (Valeur ajoutée territoriale) prenant en compte le maintien ou la création d'emplois, les partenariats entre acteurs de l'écosystème et la réponse locale aux besoins primaires
- **évaluer l'impact environnemental et social des politiques régionales et notamment du Plan de transformation et de développement :**
  - ✓ définition d'un référentiel d'indicateurs d'impact social et environnemental pour l'ensemble des politiques régionales,
  - ✓ mise en œuvre d'études d'évaluation s'appuyant sur les réalités vécues par les citoyens dans les territoires : panels citoyens, enquêtes, débats, outils de citoyenneté...
  - ✓ mise en œuvre d'une plate-forme de suivi des indicateurs et de valorisation des données.

- **mesurer le bien-être des citoyens d'Occitanie**
- ✓ poursuite et actualisation des travaux réalisés depuis 2018, nouveau sondage afin de comparer les résultats avant et après la crise sanitaire...
- ✓ organisation de débats sur le bien-être, le bonheur dans les 73 bassins de vie vécus.
- **Communiquer, partager les éléments liés à l'observation et à l'évaluation**
- ✓ évolution du Rapport d'Activité et de Développement Durable en un outil de présentation annuelle de l'impact environnemental et social de l'action régionale,
- ✓ présentation et débat autour de l'observation des territoires et de l'évaluation de l'action régionale avec les citoyens, les acteurs locaux (via notamment l'Assemblée des Territoires).

### **Développement de la veille documentaire via l'outil Mytwip**

La documentation, pilote de la politique documentaire de la Région, poursuivra **l'actualisation et la valorisation du fonds documentaire** en sélectionnant et répondant aux besoins d'information des usagers et à l'irrigation de l'innovation publique.

Elle confectionnera **une offre de services et de produits adaptés au plus près des besoins** (portail documentaire, acquisition d'abonnements et d'ouvrages, réalisation de panoramas de presse, bulletins documentaires, lettres d'information, bibliographies, diffusion personnalisée d'information, recherches documentaires notamment) et conduira parallèlement **un accompagnement vers la digitalisation de l'information**.

**Le dispositif de veille collaborative sera déployé** auprès du personnel de la collectivité. Une communauté de veilleurs-contributeurs métiers sera développée pour alimenter et démultiplier la capacité de traitement des informations.

### **Animation des espaces La Source**

L'espace documentaire renouvelé permettra d'accueillir et de proposer des activités étendues toujours en lien avec la sphère de l'information. Ces animations pourront également être virtuelles pour s'adapter au contexte.

### **Etude de cadrage à l'archivage électronique**

Une étude sera menée pour définir le périmètre et les prérequis nécessaires à la mise en œuvre d'un schéma stratégique d'archivage électronique (SSAE). Cette étude est nécessaire pour optimiser la collecte dans un environnement mixte (papier et numérique), pour garantir les intérêts de la collectivité et permettre la constitution du patrimoine informationnel.

### **Direction de la coordination de l'innovation (0,823 M€ d'AE / 0,628 M€ de CP)**

La Direction de la coordination de l'innovation / Le Lab' confirmera, en 2021, l'orientation de ses activités principales autour de :

- **l'innovation dans les politiques publiques**, dans le prolongement des travaux exploratoires déjà livrés en « mode design » en 2020 sur les contrats d'agriculture durable, l'archéologie préventive, la réhabilitation de la gare de Figeac, l'adaptation du littoral au changement climatique, mais aussi des sujets menés en lien direct avec le Département Design de l'Université de Nîmes (urbanisme tactique, économique sociale et solidaire, zones d'activités

économique...), ainsi qu'un certain nombre d'autres sujets en lien avec des commandes qui pourront être passées par les élus et les services,

- **l'innovation interne**, en poursuivant l'action de massification des outils, méthodes et pratiques de l'innovation publique. Une ambition particulière sera recherchée autour des enjeux de consolidation de la simplification de l'action régionale, dans le nouveau contexte « post-confinement », et la problématique du Bureau du futur. L'effort de facilitation de l'intelligence collective, au quotidien, largement attendu des services et des élus, sera poursuivi. La démarche de transformation interne s'appuiera également sur un partenariat maintenu et amplifié avec les collectivités territoriales et les services de l'Etat mobilisés au sein du réseau régional d'innovation publique, nouvellement baptisé « L'Oasis », co-animé avec le LabO du SGAR.
- **l'innovation démocratique**. Le site participatif « Laregioncitoyenne.fr » propose la panoplie des outils de participation de la charte régionale de la citoyenneté active. Le site a franchi la barre des 100 000 inscrits en septembre 2020. Dans le double prolongement de l'opération « La Région est à vous », menée en 2019, et de la Convention citoyenne pour l'Occitanie mise en place dans le contexte du Green New Deal, en 2020, et en appui du Comité régional de la vie associative, le réseau des ambassadeurs de la citoyenneté, initié avec le collectif Démocratie Ouverte, sera poursuivi, dans l'objectif de relayer, au plus près des territoires, les initiatives proposées par la Région. Ce réseau appuiera la démarche, unique en France, consolidée et amplifiée par la Région sur les budgets participatifs thématiques et multi-secteurs dont la promotion est à assurer auprès d'un large public. L'ambition régionale en matière d'innovation démocratique, continuera à trouver un écho important auprès des agents de la collectivité, dans une logique d'appropriation des postures et réflexes de travail nécessaires en matière de relation citoyenne. Une évaluation participative des démarches et des outils, prévue en 2020 mais reportée en raison de la COVID, sera reprogrammée en 2021.

#### **Direction de Projet Qualité Relation Agents et Usagers (0,626 M€ d'AE et 0,618 M€ de CP)**

En 2021, les activités principales seront articulées autour des missions suivantes :

- **l'évaluation du Projet d'administration CAP 2020 et le pilotage de l'élaboration du Cap d'après**. Le premier projet d'administration de la Région Occitanie a permis de faire région à travers un plan d'actions triennal. Une évaluation permettra de mieux mesurer le chemin parcouru et de documenter les points saillants de la Transformation de l'Action régionale. Elle viendra nourrir le processus d'élaboration du prochain Projet d'Administration. L'une des finalités sera d'ancrer ce type de démarche managériale transversale dans le paysage des outils structurants de notre collectivité,
- **l'élaboration et la diffusion des publications de communication interne** (articles et vidéos sur Intranet, lettre d'information Tous Région, documents spécifiques), l'animation de rendez-vous de partage d'information,
- **la co-organisation, avec la Direction générale, des temps forts du collectif de management** (dont les Comités de Direction),
- **la mobilisation et la cohésion des équipes** à travers l'organisation d'événements ou de supports ad hoc (vœux au personnel, fêtes du personnel, publication du magazine Accents,

cérémonies des remises de médailles et des départs à la retraite, soutien à des initiatives venues du personnel),

- **l'accompagnement des managers** dans la mise en œuvre du projet managérial, la professionnalisation du management, la délégation et la responsabilisation des équipes, en lien avec les directions en charge des Ressources humaines. La direction de projet continuera à animer l'Atelier du management qui regroupe des managers volontaires, à apporter un appui technique aux séminaires d'équipe, à organiser les séminaires de managers ASG,
- **l'accompagnement du collectif des Assistant.e.s et Secrétaires,**
- **l'animation et l'enrichissement de l'offre Internet auprès des publics** autour du portail laregion.fr et de l'écosystème Web. Avec la poursuite des évolutions du portail Région et sites thématiques comme liO ou Europe en Occitanie, l'élaboration d'un Design system, la diffusion d'une charte éditoriale, la mise en place d'un laboratoire des usages en ligne, la mise en conformité accessibilité et protection des données. L'accent sera ainsi mis sur les attentes, besoins et usages des Internautes.

La Direction de projet portera en 2021 la dynamique engagée autour du groupe de travail « accueil des usagers ». Au-delà de l'accompagnement des équipes spécialisées dans l'accueil des usagers (standards, accueil physique, courrier, protocole, accueil numérique), de la sensibilisation et l'outillage des directions, c'est désormais plus largement en direction de **l'amélioration de la relation usager** que porteront les efforts, impliquant l'ensemble des agents.

#### **Service Gestion des Correspondances (31 200 € d'AE / 906 200 € de CP)**

Compte tenu des dépenses nouvelles notamment en matière d'affranchissement des courriers et opérations de routage relatives à l'envoi des cartes de transports, de l'envoi récent des fiches de paye ainsi que de l'acheminement des colis dans les Maisons de Région qui nécessite du transport sur tout le territoire de l'Occitanie, une diminution a été proposée par rapport au budget 2020 suite à une baisse des frais d'affranchissement des directions par l'utilisation des mails pour l'envoi de leurs courriers.

#### **Direction de projet Actions Transversales (18 000 € d'AE / 10 000 € de CP)**

Les moyens budgétaires consacrés à la Direction de Projet Actions Transversales permettront, dans le prolongement des années antérieures, d'appréhender et d'organiser le cas échéant des événements liés aux missions transversales qui relèvent de la Direction.

#### **Le Fonds Régional d'Intervention (FRI), le Fonds d'Intervention Rapide (FIR) et les manifestations diverses**

---

- **Le FRI (4,624 M€ d'AP / 3,818 M€ de CP)**

Le FRI a pour objectif le financement de travaux pour les communes de moins de 1 500 habitants, pour des projets n'entrant pas dans le cadre des politiques territoriales, mais qu'il est important de soutenir afin d'entretenir une relation étroite avec les territoires, et notamment les zones rurales, y compris sur des projets de faible envergure. Les maires des petites communes sont très attachés à ce dispositif. Les nouveaux critères ont été redéfinis partiellement au regard des contraintes

imposées par la loi NOTRe, et de la nécessaire harmonisation de l'ensemble des dispositifs, de manière cohérente et complémentaire dans le but d'accompagner la vitalité des territoires.

Le FRI fait l'objet d'une recrudescence des demandes depuis les récentes élections municipales.

- **Manifestations diverses (1,064 M€ d'AE / 0,780 M€ de CP)**

Ce dispositif très souple permet de financer des événements d'envergure moyenne qui ne relèvent pas des commissions sectorielles mais pour lesquels les élus régionaux sont sollicités. Il est à souligner qu'en 2017 ce dispositif a également été étendu à l'ensemble de la Région.

- **Le FIR (0,326 M€ d'AP/AE et 0,341 M€ de CP)**

Les crédits FIR servent à soutenir les projets d'investissement des associations qui œuvrent dans l'humanitaire et le social. Elles sont particulièrement nombreuses à solliciter le FIR en cette période particulière. Ce dispositif permet de débloquent rapidement des crédits notamment pour les structures d'accueil des publics en grande précarité.

➤ **Administration générale (autres directions fonctionnelles : moyens généraux, systèmes d'information, CESER, ressources humaines, commande publique)**

### **Commande publique**

---

La quasi-totalité du budget de la DCPA est affectée au paiement des annonces légales (avis d'appel public à la concurrence, avis d'attribution) publiées au BOAMP/JOUE ainsi que dans la presse locale (Midi Libre, Dépêche du Midi, journal Toulousain, Gazette de Montpellier et Nîmes...) et nationale (Moniteur des travaux publics). Le reste est utilisé pour des dépenses courantes telles que l'organisation de séminaires, des formations professionnelles ou les frais de « carte achat ».

Le budget prévisionnel 2021 est ajusté à la baisse par rapport à l'année précédente (600 000 € CP de prévu au lieu de 680 000 € CP en 2020).

### **Le Conseil Economique Social et Environnemental Régional (CESER)**

---

Le Budget 2021 présenté par le CESER Occitanie, respecte la volonté des collectivités de contenir leurs dépenses de fonctionnement et de manière générale leur dépense globale. Les dépenses de fonctionnement sont contenues et affichent en 2021, une baisse significative de 9,7%. Concernant la section d'investissement, la hausse en AP/CP découle du lancement de deux projets :

- la convergence entre le système de climatisation et le chauffage central qui sont vétustes (chaudière ayant 19 ans) ou ne répondant plus aux normes (climatisation),
- la convergence du Système d'information du CESER vers le Système d'information Région.

L'évaluation financière de ces deux projets est de l'ordre de 200 000 € en matière investissement.

Les crédits inscrits au titre de l'année 2021 portent sur les projets informatiques suivants :

### **SI Agriculture**

Début des travaux de construction du futur outil devant remplacer OSIRIS pour la gestion de la nouvelle génération 2021-2027 du FEADER - réalisation mutualisée à 10 Régions portée par un groupement de commandes animé par le Conseil régional Occitanie.

### **SI Education**

Mise en œuvre d'un portail intranet pour les lycées et fin de la réalisation de l'outil informatique Opération Gratuité – gestion des manuels scolaires et des distributions des équipements aux lycéens. Maintenance et hébergement externe de SCHOLA et de la solution de gestion du Jour J.

### **SI Formation**

Mobilisation des crédits Etat du Programme Investissement Emploi Compétences pour la poursuite du programme Occitanie Intelligence Artificielle Emploi, la généralisation du service de formation à distance pour les saisonniers et demandeurs d'emploi « e-form'Tourisme ».

Hébergement et maintenance des Plateformes de Formation à Distance des IFMS, des outils de gestion de la formation professionnelle et du Site Carif/Oref - Me former en région.

### **SI Développement économique**

Poursuite des développements du HUB Entreprendre et des services « Mon Compte Entreprise » et « Mon Compte Partenaire ». Fonctionnement de « La Cité » Toulouse, la « Cité de l'Économie et des Métiers de Demain » (CEMD) Montpellier et maintenance du Hub entreprendre et du CRM.

### **SI Transport**

Généralisation du service de collecte GPS des arrêts de bus LiO pour le projet d'Observatoire des Mobilités inscrit au Schéma Directeur, lancement des travaux de remplacement des outils PEGASE permettant la gestion des transports scolaires vers une solution unique de gestion des transports (hébergement et maintenance de la future solution SI Transport).

### **THD'OC**

Lancement des marchés THD'Oc 2022-2026 conduits en groupement de commandes régional (32 membres). Poursuite du déploiement du réseau THD'Oc : montée en débit de tous les lycées régionaux en 2021 suite à l'adoption des manuels numériques, Musée Narbo Via, Maisons de Région, AD'OCC à la CEMD...

### **Maintien en Condition Opérationnelle du SI**

Evolutions et paramétrages réalisés par la TMA sur tout le système applicatif de la Région ainsi que tous les développements spécifiques liés à l'accroissement du parc.

Notification d'un nouveau marché fin 2020 pour le support informatique utilisateurs et lancement d'un nouveau marché pour la maintenance en Condition Opérationnelle (Exploitation technique des serveurs) du SI en 2021.

### **Socle technique, postes de travail et impressions**

Refonte de notre Infrastructure Datacenter issue des deux anciennes régions qui doit garantir notre niveau technique du SI ainsi que notre taux de disponibilité par le remplacement des matériels obsolètes et la refonte du Réseau interne et des réseaux Wi-Fi. Maintenance éditeurs de

toutes nos solutions progicielles et l'hébergement, voire la hotline (dont la part en mode cloud est en progression).

### **Innovations projets SI et transformation numérique**

Nouveau SI Ressources Humaines convergé (dernier en date issu de l'union des deux ex-régions), qui devra porter les enjeux de l'organisation RH harmonisée, et de l'outil de gestion des Délibérations, remplaçant GEDELIB par AIRSDélib, porteur de simplification et d'innovation pour plus de performance interne, la montée en puissance du portail des aides dématérialisées qui a démarré en 2020 et s'est accentué en portant la majorité des dispositifs COVID 2019 (Pass rebond, volet 2 exceptionnel...) et le portail des contrats de territoires.

### **Gestion de la donnée, open data et big data**

Mise à disposition dans SPPID des tableaux de bord de pilotage, analyse de la performance des politiques publiques et réalisation de bilans au croisement des données financières et RH consolidées et des données des applications métiers, subvention d'investissement à Occitanie Data pour financer un facilitateur/illustrateur technologique - thématique retenue dans le Green New Deal, et développement de nouveaux services d'Intelligence Artificielle.

Maintenance éditeurs solutions Culture (Portail Culture, Gertrude...), financement des prestations de numérisation (en nette diminution du fait de la numérisation des échanges et du passage au Portail des Aides), subventions de fonctionnement général Occitanie Data et OpenIG, redevances et souscriptions Data et SIG – système d'information géographique.

### **Sécurité du SI**

Refonte de notre Infrastructure Réseau vieillissante pour garantir notre niveau technique du SI ainsi que notre taux de disponibilité. La surveillance régulière de sites Web, la mise en place de process de mise à jour des postes, de gestion des vulnérabilités et des incidents, de détection des incidents de sécurité, de sensibilisation des nouveaux élus, participe de la politique de Sécurité des Systèmes d'information (SSI).

### **Moyens de télécommunications**

Mise en place du schéma directeur téléphonie (centralisation des autocoms et généralisation aux agents du logiciel « Rainbow ») et renouvellement des abonnements pour les outils de visio/télétravail, renouvellement des équipements et extension de nouvelles salles de visio. A terme, ce schéma directeur de téléphonie permettra une rationalisation des abonnements téléphoniques et donc une baisse des coûts en fonctionnement.

### **Relation usagers**

Poursuite des développements de la plateforme de Citoyenneté Active. Hébergement de la plateforme de Citoyenneté active et de la plateforme Open Data régionale.

### **Innovations, projets SI et transformation numérique**

Maintenance éditeur de la chaîne de dématérialisation, des armoires à clés et des réservations de véhicules et fonctionnement de BiOccitanie.



## **Les ressources humaines :**

---

Les dépenses de personnel (chapitre 012) au titre de l'exercice 2021 marquent une progression de 3,63%. Il convient toutefois de noter qu'une démarche de fiabilisation comptable a été entreprise courant 2020 entraînant la réimputation de certaines dépenses au chapitre 012 (Tickets restaurant et CESU en particulier).

Hors l'augmentation mécanique induite par ces opérations comptables, la progression des dépenses de personnels est maîtrisée à + 2,41%.

A cet égard, on peut noter que l'ensemble des mesures d'harmonisation des politiques RH et de transfert de compétences induites par loi NOTRE ayant été mises en œuvre sur les exercices précédents, la progression des dépenses de rémunération est essentiellement liée à l'effet report en année pleine des mesures intervenues au cours de l'exercice précédent (recrutements sur poste vacant, avancement d'échelon, avancement de grade...)

Le Glissement Vieillesse Technicité déjà particulièrement maîtrisé est en outre atténué cette année par l'achèvement des mesures PPCR (Parcours Professionnel Carrières et Rémunération) qui ne concernent au titre de cet exercice qu'une faible part de l'effectif.

Dans le contexte de crise sanitaire et de maîtrise globale de la progression de la masse salariale, la dynamique démographique régionale impose, néanmoins, la poursuite de l'équipement du territoire en établissement d'enseignement. A cet égard, la poursuite de la montée en charge des lycées ouverts en 2020 (Martin Malvy et Simone Veil) et l'ouverture programmée d'un lycée en 2021 (Sommières) exige leur dotation en personnel technique.

En outre, l'évolution du cadre réglementaire de recours au personnel de remplacement nécessite de provisionner le versement d'une indemnité de fin de contrat aux personnels recrutés dans le cadre de la suppléance au sein des établissements d'enseignement compte tenu du rythme des contrats de travail (interruption durant les vacances scolaires). La politique de déprécarisation dynamique de la collectivité (proposition de nomination stagiaire par recrutement direct lorsqu'il existe des postes vacants) permettra d'atténuer la portée de cette mesure en raison de l'intensification en cours des départs à la retraite de fonctionnaires.

Enfin, la collectivité entend traduire sa politique en matière de déplacements durables au niveau de ses propres personnels. A ce titre elle prévoit la mise en place effective du forfait mobilité durable à destination des agents de la collectivité ainsi que des mesures d'accompagnement destinées aux télétravailleurs, inscrites en dépenses pour cet exercice.

## **Le patrimoine et les moyens généraux :**

---

La Direction du Patrimoine et des Moyens Généraux (DPMG) assure la gestion du patrimoine de la Région hors bâtiments éducatifs, met en œuvre les travaux et aménagements garantissant sa pérennité et son amélioration, les moyens liés au cadre de travail, offre les services de restauration, d'imprimerie et de reprographie, contribue à la bonne circulation des supports d'information, gère la flotte de véhicules, accueille et renseigne les usagers, assure la sûreté et la sécurité incendie dans les sites.

Les missions de la DPMG sont les suivantes :

- la définition et la réalisation de projets d'aménagement en lien avec les enjeux majeurs de politique publique,
- la qualité technique des moyens mis à disposition, le confort, la praticité de l'environnement de travail, la qualité d'accueil dans les bâtiments publics,
- l'intégration des enjeux régionaux dans ses actions : plan alimentation, réduction des perturbateurs endocriniens, accessibilité, performance et sobriété énergétique,
- l'optimisation et le renforcement des services aux différentes structures de la collectivité, dans une démarche résolument tournée vers les usagers,
- la mise en œuvre d'une stratégie de gestion du patrimoine bâti et des moyens.

La proposition budgétaire 2021 prend en compte la situation actuelle particulière et s'attache à proposer des inscriptions budgétaires resserrées. Le contexte Covid implique, au titre des moyens généraux, de maintenir une réserve stratégique en fournitures (masques, gel hydroalcoolique) et d'être en capacité de doter les usagers des services régionaux.

D'un montant total de 36,3 M€, le budget de la DPMG s'infléchit de 18% par rapport à 2020 :

- l'investissement est ramené à 18,6 M€ en raison de la baisse des acquisitions immobilières et de l'échelonnement des travaux, tout en incorporant la recapitalisation d'Occitanie Events,
- le fonctionnement se maintient à 17,6 M€, malgré l'intégration des fournitures Covid et des publications Onisep.

### **Investissement : le maintien d'une ambition consolidée**

La planification des investissements permet de maintenir une ambition consolidée sur tous les volets de l'action, avec une trentaine d'opérations de travaux, une vingtaine de projets Logistique, une stratégie Parc Auto évolutive.

L'investissement 2021 s'élève à 18,6 M€ en CP peut se résumer en trois grands postes de dépenses :

- les acquisitions immobilières, variables d'une année sur l'autre, représenteront 3,83 M€ en 2021,
- les opérations de travaux, d'aménagement et les investissements en matériel s'élèveront à 6,40 M€ et concernent tous les secteurs de compétences de la Région ainsi que le cadre de travail des agents,
- la rénovation et la restructuration du Parc des expositions de Montpellier, dont la Région est propriétaire, est ainsi maintenue (3,42 M€). Une recapitalisation d'Occitanie Events est nécessaire pour 5 M€.

### **Focus sur les projets majeurs de 2021**

- Toulouse a été retenue pour porter la candidature française à l'accueil du Centre Européen de Prévisions Météorologiques à Moyen Terme (CEPMMT). Cette candidature est solidairement présentée par Toulouse Métropole et la Région Occitanie. Pour héberger le CEPMMT, il est projeté l'acquisition en indivision d'un ensemble immobilier, la part Région s'élève à 18 M€ d'AP,

- lancement des études techniques ou de maîtrise d'œuvre pour les opérations de création de la Maison de l'Avenir de Saint-Gaudens, de la rénovation du Musée Cérès Franco à Montolieu, de l'aménagement de la Maison de Région de Castres et de la 2<sup>ème</sup> phase de travaux à la Cité de l'Economie et des Métiers de Demain,
- ouverture des Maisons de Région d'Alès et de Saint Gaudens, réinstallation de celle de Béziers,
- ajustement des projets d'acquisitions 2021 : 3,85 M€ (notamment Maison de Région de Rodez et Piscine Pradier Berthelot à Toulouse),
- engagement de la 1<sup>ère</sup> phase travaux de l'opération de restructuration du Parc des Expositions (3,42 M€) et recapitalisation d'Occitanie Events pour 5 M€.

### **Poursuite de l'optimisation du mobilier, des matériels et véhicules**

Lors des réaménagements de locaux ou des renouvellements de mobilier, la DPMG met au cœur des réflexions les utilisateurs et les usagers et conçoit, par le mobilier, des espaces publics et de travail adaptés.

En 2021, l'activité sera ventilée en plusieurs domaines d'action :

- les Maisons de Région : 166 000 €,
- les Maisons de l'Orientation : 5 000 €,
- les sites culturels : 9 000 €,
- les Hôtels de Région et sites administratifs : 66 000 € (+ 60 k€ signalétique)

Ainsi, l'équipement des locaux régionaux représentera en 2021 un investissement de 446 000 €, porté à 506 000 € en intégrant la signalétique.

La Région est dotée d'une flotte automobile et de moyens de déplacements adaptés aux besoins de la collectivité. Elle est composée de 402 véhicules dont 98 affectés aux équipes régionales mobiles et 55 aux ports. La Région est propriétaire de la quasi-intégralité de ses véhicules.

La gestion optimisée de cette flotte automobile conduit à un renouvellement optimal tous les 3 à 4 ans ou < 150 000 kms, constituant ainsi un équilibre idéal entre le budget d'investissement, les recettes et les dépenses de fonctionnement.

La démarche initiée depuis plus de deux ans a permis d'équilibrer la répartition de la flotte de véhicules sur le territoire, de rajeunir le parc vétuste en le remplaçant majoritairement par des motorisations moins polluantes.

Depuis le début de l'année 2020, afin d'optimiser les déplacements professionnels et encourager le covoiturage, les modes de réservation sont mutualisés grâce à un outil de réservation commun, dont le déploiement se poursuit en 2021 sur les sites distants. Sur 2021, l'investissement représentera 665 000 €.

La poursuite de l'installation de défibrillateurs dans les sites régionaux accueillant du public s'élèvera à 66 000 €.

En outre, la collectivité dispose de deux ateliers de reprographie récents, équipé de matériel d'impression à hautes performances, complété par des matériels de façonnage.

Un plan pluriannuel d'investissement a été élaboré jusqu'à 2025, sur la base d'un renouvellement des copieurs de grosse production tous les 4-5 ans. Pour 2021, il s'agira de remplacer un copieur noir et blanc et un traceur grand format (49 000 €).

Enfin, les locaux du restaurant administratif de Toulouse ont bénéficié d'une restructuration complète en 2015, incluant le remplacement du matériel de production comme de laverie.

En lien avec les lois « Grenelle II » puis de « transition énergétique » généralisant le tri à la source des biodéchets et fixant un objectif national sur le gaspillage alimentaire, l'acquisition d'un composteur autonome est programmée afin de valoriser les biodéchets.

### **Construction et aménagement**

Indépendamment du patrimoine des lycées, la Région dispose de plus de 244 000 m<sup>2</sup> de locaux affectés au fonctionnement de la collectivité et à l'exercice des politiques publiques et des compétences régionales. La DPMG assure la gestion immobilière de ce patrimoine.

Les interventions sur le bâti et les opérations de grosse maintenance dans les bâtiments administratifs représenteront 3,67 M€ en 2021 réparties en cinq grandes thématiques :

- maintenance, sécurité et pérennité (905 000 €),
- accessibilité et usages (395 000 €),
- rénovation et travaux dans les espaces collectifs (334 000 €),
- rénovation et travaux dans les bureaux (277 000 €),
- études techniques, faisabilités, pré-programmation (560 000 €),
- acquisition d'un immeuble à Toulouse (1 200 000 €).

Sur le patrimoine à vocation culturelle, portuaire, économique, les opérations s'élèveront à 13,96 M€ :

- bâtiments culturels : 414 000 €,
- Maisons de l'Orient : 242 000 €,
- Maisons de Région et Transports : 4 341 000 € (dont 201 k€ mobilier/véhicules),
- bâtiments économiques : 511 000 € (+ 1 755 000 € délégué à la DPMG),
- Maison des Sports et bâtiments portuaires : 36 000 €,
- Parc des expositions et Occitanie Events : 8 420 000 €.

Les interventions sur ce patrimoine se déclinent de la manière suivante :

- poursuite et finalisation d'opérations en phase travaux :
  - ✓ solde des opérations de création des Maisons de l'Orient (225 000 €),
  - ✓ solde de l'opération, travaux et mobilier complémentaires, d'adaptation aux usages, à la Cité (1 755 000 €),
  - ✓ fin des travaux et ouverture de la Maison de Région de Saint-Gaudens (410 000 €),
  - ✓ solde des opérations et aménagements complémentaires dans les Maisons de Région de Foix, Figeac, Perpignan, Nîmes et Montauban (168 000 €),
  - ✓ travaux d'aménagement dans les Maisons de Région de Castres, Béziers, Alès et Millau (584 000 €).
  - ✓ engagement de la première phase travaux de l'opération de restructuration du Parc des expositions de Montpellier : extension du hall B2 (3,42 M€).

- projets en phase d'études ou de programmation :
  - ✓ étude pour la rénovation de la coopérative-Musée Cérès Franco (130 000€),
  - ✓ étude de relogement de la Maison de Région de Mende (20 000 €),
  - ✓ étude de faisabilité pour une 2<sup>e</sup> phase de travaux à la Cité de l'Economie et des Métiers de Demain et interventions liées aux premiers mois d'ouverture (40 000 €),
  - ✓ projet d'accueil du Centre Européen de Prévisions Météorologiques à Moyen Terme (CEPMMT) – 18 M€ d'AP
  - ✓ acquisition immobilière et lancement des études pour la création de la Maison de l'Avenir (340 000 €).
- programme de maintenance :
  - ✓ Maisons Daura à St Cirq Lapopie : rénovation de la toiture et reprise d'un muret de soutènement (120 000 €),
  - ✓ diverses réparations au FRAC, au MRAC et à la maison Pesteil de Gramat (81 000 €),
  - ✓ programme de maintenance dans les bâtiments portuaires (13 000 €) et la Maison des Sports (23 000 €).
- autres :
  - ✓ recapitalisation d'Occitanie Events pour 5 M€,
  - ✓ acquisition de la Maison de Région de Rodez (environ 2,5 M€).

### **Des actions de fonctionnement au service des agents et des usagers**

La DPMG met en œuvre les moyens, les prestations et les services permettant d'assurer un fonctionnement quotidien efficace de la collectivité.

Le budget de fonctionnement est en lien direct avec la taille du patrimoine bâti et les effectifs qui y sont installés.

Ce budget 2021 se caractérise par une baisse de 1,8% comparativement à 2020, à périmètre constant, intégrant l'entretien en année pleine des nouveaux bâtiments tout en dégagant des économies structurelles sur tous les postes.

La DPMG a développé, dès 2020, une gestion inédite des fournitures Covid pour les différents publics de la Région. Ces dispositifs perdureront et évolueront en 2021, leur volet financier est réparti par politique publique. Ce budget porte sur le maintien d'une réserve stratégique de 10 semaines de fournitures ainsi que la dotation aux agents régionaux (237 000 €).

De plus, les besoins d'impression liés au transfert d'une part des missions de l'ONISEP à la Région, sont évalués à 120 000 €.

Ainsi, les actions de fonctionnement pour 2021 se caractérisent par :

- la maîtrise des dépenses incompressibles pour l'entretien multi technique, multiservices, les fluides et la sécurité des bâtiments régionaux (9 863 000 €),
- une gestion immobilière fine, privilégiant la pleine propriété et des charges locatives rigoureusement suivies (4 239 000 €),
- la prévision de cinq assemblées plénières pour un montant de 466 000 € en raison du renouvellement de l'exécutif régional en 2021,

- des services d'impression, de PAO et de reprographie s'adaptant à l'activité et intégrant les productions pour l'Onisep (564 000 €),
- des achats de fournitures en baisse tendancielle (496 000 €, - 28%) auxquels s'ajoute le dispositif Covid (227 000 €),
- les consommations au titre des déplacements et de la flotte automobile s'ajustent à la baisse, en raison des mesures Covid et du télétravail (1 325 000 €, - 10 %),
- un budget Restauration de 433 000 €, optimisé de 16%, par l'activation des leviers suivants :
  - ✓ maintien de l'achat de produits de qualité sous SIQO et/ou locaux,
  - ✓ réévaluation des besoins et portions servies,
  - ✓ poursuite de la suppression des contenants plastiques à usage unique,
  - ✓ poursuite des actions engagées contre le gaspillage alimentaire.

## **Amortissement, reprise, neutralisation, opérations d'ordre et provisions :**

### ➤ **Les amortissements, reprises et neutralisation**

Au titre de l'exercice 2021, la dotation aux amortissements est inscrite pour un montant prévisionnel de 701,7 M€. Cette dotation est la constatation comptable d'un amoindrissement de la valeur des éléments d'actif résultant de l'usage, du temps, du changement technique. Le mécanisme comptable associé permet de renouveler les éléments d'actif en autofinanciant pour partie la section d'investissement. Pour rappel un actif acquis en année N, déclenche son amortissement en N+1.

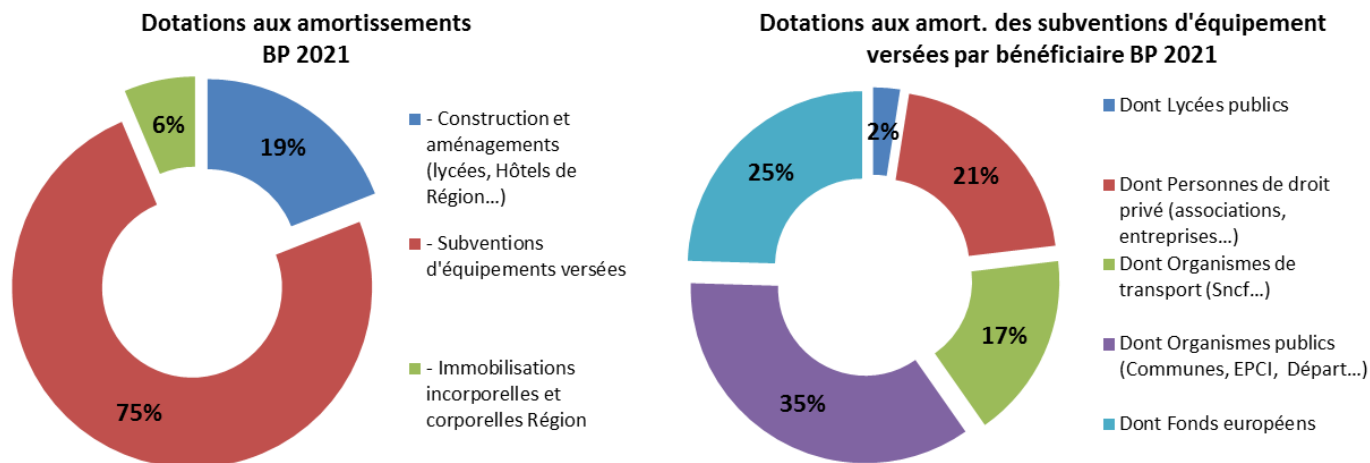
Cette écriture comptable (opération d'ordre budgétaire de section à section) s'équilibre comme suit :

- dépenses de fonctionnement - Chapitre 946 – Compte / 6811 : 701,7 M€
- recettes d'investissement - Chapitre 926 – Compte / 28. : 701,7 M€

Cet amortissement prévisionnel se décompose selon le détail suivant :

<b>Dotation aux amortissements (en M€)</b>	<b>BP 2021</b>
❖ <b>Construction et aménagements (lycées, Hôtels de Région...) :</b>	<b>131,3</b>
❖ <b>Subventions d'équipements versées :</b>	<b>523,7</b>
Dont subventions d'équipements versées aux lycées publics	12,9
Dont subventions d'équipements versées aux personnes de droit privé	106,9
Dont subventions d'équipements versées aux organismes de transport (SNCF,...)	89,0
Dont subventions d'équipements versées aux organismes publics (Communes, EPCI, Départements...)	182,4
Dont subventions d'équipements versées dans le cadre des fonds européens (FEDER, FEADER,...)	127,1
Dont subventions d'équipements versées en nature	5,4
❖ <b>Immobilisations incorporelles et corporelles :</b>	<b>46,7</b>
Dont frais d'études, licences,...	11,4
Dont équipements des lycées publics (mobiliers, matériels techniques et informatiques...)	20,6
Dont autres équipements régionaux (mobiliers, matériels techniques et informatiques...)	14,7
<b>Total :</b>	<b>701,7</b>

Entre la dotation prévisionnelle du budget 2021 et celle de 2020, l'amortissement brut progresse de 43,4 M€. Cette évolution est à la fois structurelle car liée en grande partie à l'amortissement des subventions d'équipement versées qui représente les  $\frac{3}{4}$  du montant total de la dotation et mécanique en raison de la durée d'amortissement de ces mêmes subventions fixée réglementairement selon la nature des équipements financés.



En 2021, le montant prévisionnel des amortissements relatif aux subventions d'équipements versées s'élève à 523,7 M€, en progression de 32,8 M€ par rapport au BP 2020 et ce en lien direct avec les mesures d'urgence sanitaire liées à la crise du Covid-19.

### Reprise des subventions et des dotations d'investissement rattachées aux actifs amortissables

Au titre de l'exercice 2021, la reprise des subventions et des dotations d'investissement rattachées aux actifs amortissables est inscrite pour un montant prévisionnel de 195,8 M€. Elle a pour objet de réduire la dotation aux amortissements à hauteur des dépenses réellement supportées par la région (Actif brut – subvention reçue). Ainsi, l'amortissement net traduit la quote-part de la dotation des valeurs d'actif réellement supportés par la collectivité.

L'écriture comptable qui en résulte (opération d'ordre budgétaire de section à section) s'équilibre comme suit :

- dépenses d'investissement - Chapitre 926 – Compte / 139 : 195,8 M€
- recettes de fonctionnement - Chapitre 946 – Compte / 777 : 195,8 M€

Le montant de la reprise se décompose selon le détail suivant :

Reprise des subventions et des dotations d'investissement rattachées aux actifs amortissables (en M€)	BP 2021
Dotation Régionale d'Equipe ment Scolaire	39,9
Fonds Européens (FEDER, FEADER)	150,6
Autres Subventions d'équipements transférables	5,3
<b>Total :</b>	<b>195,8</b>

La reprise des subventions et des dotations d'investissement est constituée à 77% par les fonds européens. Entre la prévision du budget 2021 et celle de 2020, l'évolution est de - 36,8 M€. Cela s'explique par la reprise des fonds européens à hauteur de 187,3 M€ en 2020 contre un prévisionnel de 150,6 M€ au Budget 2021.

Le montant **net** prévisionnel de l'amortissement au titre de l'exercice 2021 s'élève à **505,9 M€** et correspond à la différence entre la dotation aux amortissements (701,7 M€) et la reprise des subventions transférables (195,8 M€).

### **Neutralisation de la charge de fonctionnement nette liée à la « Dotation aux amortissements »**

Le dispositif de neutralisation vise à garantir, **lors du vote annuel du budget**, le libre choix par la collectivité de son niveau d'épargne conciliant ainsi le respect de l'obligation comptable d'amortir sans pour autant dégrader la section de fonctionnement.

Ce dispositif spécifique vise à neutraliser budgétairement la charge d'amortissement des **bâtiments publics et des subventions d'équipement versées**. **Ce choix peut être opéré chaque année par la collectivité**, qui présente l'option retenue dans le budget.

Le montant de **la neutralisation opérée n'est pas lié intrinsèquement au montant des amortissements (même si ceux-ci en constituent la limite maximale)**, mais dépend à la fois des autres éléments du budget de l'exercice et du choix du moyen d'équilibre retenu librement par la collectivité.

La Région peut donc ainsi décider **de ne pas neutraliser, de neutraliser partiellement ou totalement** l'impact budgétaire de l'amortissement des bâtiments publics et des subventions d'équipement versées.

Le dispositif de neutralisation des amortissements intervient en trois phases :

1. comptabilisation de l'amortissement en débitant le compte « 681x – Dotations aux amortissements et aux provisions » par le crédit du compte « 28x – Amortissements des immobilisations »,
2. reprise des subventions le cas échéant, au même rythme que le plan d'amortissement en débitant le compte « 139x – Subventions inscrites au compte de résultat » par le crédit du compte « 777 – Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat »,
3. le différentiel entre la dotation aux amortissements et la reprise de la subvention est neutralisé au plan budgétaire en débitant le compte « 198 – Neutralisation des amortissements » par le crédit du compte « 7768 – Neutralisation des amortissements ». Il s'agit d'une écriture d'ordre budgétaire.

**En considération de ces éléments et d'un autofinancement prévisionnel à hauteur de 361,3 M€, il sera procédé à une neutralisation à hauteur de 152,6 M€. Le virement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement sera nul.**



## ➤ Opérations d'ordre et provisions

### Charges exceptionnelles différées liées à crise sanitaire du Covid-19

Les dépenses exceptionnelles liées à la crise sanitaire du Covid-19 ont affecté le budget 2020 et les comptes de la Région, par leurs effets sur les équilibres budgétaires et sur sa capacité d'autofinancement. Afin d'offrir une solution de nature à répondre à ces enjeux budgétaires, un assouplissement du mécanisme d'étalement de charges prévu par la nomenclature comptable M71 est intervenu en août 2020. Cet étalement permet de retraiter les dépenses de fonctionnement liées à la lutte contre la crise sanitaire du Covid-19, exceptionnelles quant à leur nature et leur montant, en vue d'en lisser l'impact budgétaire et comptable sur plusieurs exercices.

La neutralisation des charges de fonctionnement et leur transfert en investissement est estimé en 2020 à 40 M€. L'étalement de ce montant est fixé à 5 ans. L'écriture comptable qui en résulte (opération d'ordre budgétaire de section à section) au titre de l'exercice 2021 s'équilibre comme suit :

- recettes d'investissement - Chapitre 926 – Compte / 4815 : 8 M€,
- dépenses de fonctionnement - Chapitre 946 – Compte / 68128 : 8 M€.

### Les opérations patrimoniales

La prévision budgétaire 2021 s'élève à 250,2 M€.

La plupart des travaux de construction, d'extension, de réhabilitation et de grosses réparations, réalisés notamment sur les biens immeubles de la Région, sont confiés par convention à un mandataire.

Annuellement, chaque convention de mandat est retracée comptablement au sein d'une reddition des comptes qui précise les dépenses réalisées et justifiées par le mandataire. Au vu de ces dépenses, les avances versées au mandataire sont constatées sur un compte de travaux en cours. L'écriture comptable qui en résulte (opération d'ordre budgétaire à l'intérieur de la section d'investissement) s'équilibre comme suit :

- dépenses d'investissement - Chapitre 925 – Compte / 23. et 45 : 250,2 M€,
- recettes d'investissement - Chapitre 925 – Compte / 238 : 250,2 M€.

Il est prévu, par ailleurs, que les œuvres d'art acquises par le Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC) financées par la Région sous forme de subvention deviennent propriété de la Région.

Il convient de constater comptablement ce transfert de propriété. L'écriture comptable qui en résulte (opération d'ordre budgétaire à l'intérieur de la section d'investissement) s'équilibre comme suit :

- dépenses d'Investissement - Chapitre 925 – Compte / 216. : 0,2 M€,
- recettes d'Investissement - Chapitre 925 – Compte / 20421 : 0,2 M€.

➤ **Provisions et reprise sur provisions**

Par respect des principes comptables de prudence et de sincérité, la Région doit, dès la survenance d'un risque, comptabiliser toute perte financière probable, dès lors que celle-ci est envisagée (litiges, contentieux, créance douteuse...). Les provisions permettent ainsi de constater un risque ou une charge apparaissant comme probable. Lorsque le risque ou la charge se réalise ou qu'il s'éteint, la collectivité effectue alors la « reprise » de la provision.

Au 31 décembre 2020 le montant des provisions en cours telles que présentées en annexe du document budgétaire s'élève à 30,4 M€ dont 23,7 M€ concernent les provisions pour litiges et contentieux et 6,7 M€ les dépréciations des comptes de tiers (*créances douteuses, difficulté de recouvrement,...*).

Dans le cadre du Budget 2021, il est proposé de constituer et de reprendre les provisions suivantes :

➤ **Provisions pour litiges et contentieux à reprendre :**

Requête en annulation de la décision portant résiliation du marché de travaux (lot n°2 Gros œuvre-VRD pour la reconstruction générale du Lycée Pierre de Fermat à Toulouse). Recours clos.	419 715 €
Recours suite à l'éviction de l'offre de M. R..... relative au Marché de prestations de préparation aux concours de la Fonction Publique - désistement.	40 000 €
Attribution du contrat de prestations de services pour la gestion de la cafétéria du lycée Pierre-Paul Riquet de Saint-Orens-de-Gameville - Rejet de la requête.	121 000 €
<b>Total reprise sur provisions pour litiges et contentieux</b>	<b>580 715 €</b>

➤ **Provisions pour dépréciations des comptes de tiers (*créances douteuses, difficulté de recouvrement...*) à constituer :**

Avance remboursable Convention de 2012 - Titre 1479/15 Procédure de sauvegarde Tribunal de Commerce de Nîmes	82 320 €
Avance remboursable Convention de 2017 - Titres 701&1362/19 Redressement judiciaire	50 000 €
Avance remboursable Convention de 2015 - Titre 40233/16 Redressement judiciaire	50 000 €
Avance remboursable Convention de 2017 - Titre 751/2020 Redressement judiciaire	50 000 €
Avance remboursable Convention de 2015 et 2017 Titres 400203/18, 561/19, 3296/19 et 3297/19 Redressement judiciaire	182 587 €
Avance remboursable (provision initiale de 180 000 €) abondement de 60 000 € (titres 400259/16 et 400073/17) Redressement judiciaire	60 000 €
Avance remboursable (prov initiale de 38 162,13 €) abondement de 10 407,87 € (titres 401528/18 et 400680/18) Liquidation judiciaire	10 408 €
<b>Total provisions à constituer pour dépréciations des comptes de tiers</b>	<b>485 315 €</b>

- **Provisions pour dépréciations des comptes de tiers (*créances douteuses, difficulté de recouvrement...*) à reprendre :**

Avance remboursable – Titre recouvré	10 290 €
Avance remboursable – Titre recouvré	14 818 €
Reversement de l'aide régionale (contrat d'appui TPE) suite à délocalisation de l'activité. Titres 798&799/13 recouverts	11 581 €
Reversement contrat de fidélisation professionnel de santé. Titre 845/15 recouvré	7 156 €
Remboursement de sommes indues au titre du FEDER « Réseau chaleur » Titres 401168 à 401177/16 recouverts	1 385 723 €
Avance remboursable - Titres 400480/18, 85/18 et 614/19 recouverts.	30 000 €
Régularisation : la provision constituée en dépréciations de comptes de tiers est reprise et transformée en litige et contentieux à la demande du Payeur Régional.	609 796 €
<b>Total reprise sur provisions pour dépréciations des comptes de tiers (<i>créances douteuses, difficulté de recouvrement...</i>)</b>	<b>2 069 364 €</b>

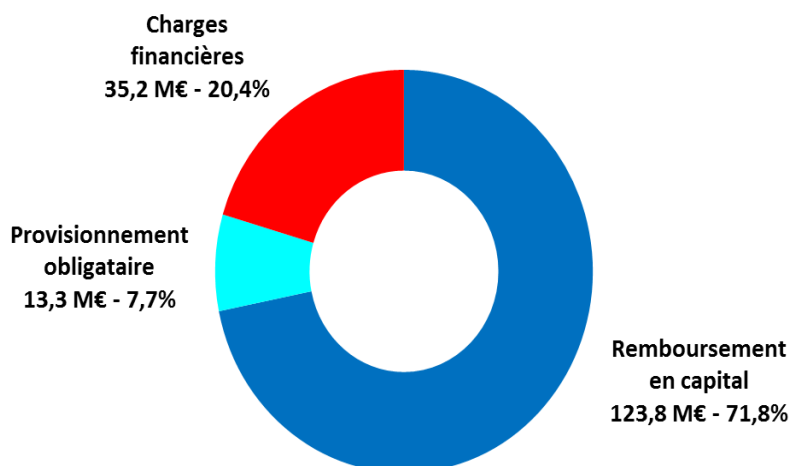
- **Provisions pour litiges et contentieux à constituer :**

Régularisation : une provision constituée en dépréciations de comptes de tiers est reprise et transformée en litige et contentieux à la demande du Payeur Régional.	609 796 €
Requête indemnitaire Tribunal administratif de Montpellier n°2000500 en janvier 2020 Recours indemnitaire relatif aux travaux de construction du Pôle Balard à Montpellier.	1 554 968 €
<b>Total Provisions à constituer pour litiges et contentieux</b>	<b>2 164 764 €</b>

## Le service de la dette :

Afin d'assurer le paiement du service de la dette en 2021, les crédits inscrits au budget s'élèvent à **172,4 M€** (capital, intérêts et frais financiers confondus). Sur la base d'un encours prévisionnel au 1<sup>er</sup> janvier 2021 estimé à 2 446 M€ (hors nouvelles mobilisations éventuelles de fin d'exercice), la composition de l'annuité sera la suivante :

## Service de la dette 2021



- 137,17 M€, soit 79,5%, seront dédiés au remboursement du capital dont :
  - ✓ 112,10 M€ pour le capital des emprunts dits « classiques »,
  - ✓ 4,7 M€ pour la révision des plafonds des anciens emprunts revolving,
  - ✓ 13,3 M€ au titre d'une provision équivalente à l'amortissement linéaire du capital de l'emprunt obligataire in fine de 200 M€ émis en septembre 2018. Ce mécanisme comptable prudentiel, prévu par la nomenclature comptable M71 et mis en œuvre dès 2019, est désormais inscrit chaque année et jusqu'en 2033, pour le montant annuel de l'amortissement. In fine, le remboursement en capital de l'emprunt sera effectué par un jeu d'écritures non budgétaires qui impacteront uniquement le « Compte au Trésor » au vu d'un ordre de paiement établi par l'ordonnateur.

Cette mesure prudentielle est destinée à lisser budgétairement le remboursement (prévu contractuellement in fine) tout en sécurisant le remboursement effectif à l'échéance.

- ✓ 7 M€ en prévision du remboursement de capital sur les emprunts de fin d'exercice 2020 et sur les nouvelles mobilisations de 2021 dont l'amortissement serait infra annuel.
- 35,2 M€ seront destinés au paiement de tous les intérêts et frais financiers dont est redevable la collectivité en matière de dette et de trésorerie, à savoir :
  - ✓ 33,2 M€ au titre des intérêts sur le stock de l'encours connu à ce jour,
  - ✓ 1,2 M€ en prévision des intérêts dus sur les dernières mobilisations de 2020, sur les futures de 2021 ainsi que la couverture d'une éventuelle hausse des taux courts durant la période,
  - ✓ 0,5 M€ destinés au paiement des frais financiers liés aux tirages sur les contrats de trésorerie. Il convient de préciser que cette dépense est largement compensée par les intérêts qui nous sont rétrocédés lors des mobilisations de billets de trésorerie à taux négatifs. La collectivité privilégie particulièrement ces opérations qui permettent de limiter au maximum l'utilisation des lignes de trésorerie dont les marges et commissions sont beaucoup plus onéreuses,
  - ✓ 0,3 M€ au titre des frais financiers divers et notamment les commissions d'engagement et les frais de dossier prélevés par les organismes bancaires lors de la signature de nouveaux contrats.

En dépit de l'augmentation de l'encours observée en 2020, la quote-part des charges financières ne représente que 20,4% de l'annuité de la dette 2021. Cette part relative affiche une baisse comparativement à l'an dernier, liée à :

- l'évolution favorable des taux d'intérêts à un niveau historiquement bas, qu'il s'agisse des index monétaires ou bien des taux fixes. Concernant l'exercice 2021, les anticipations de marchés s'orientent vers un maintien des conditions actuelles, en lien avec les politiques monétaires accommodantes mises en œuvre par les Banques centrales,
- les conditions compétitives négociées dans le cadre des nouveaux contrats de prêt,

- une gestion dynamique de la dette avec des mobilisations positionnées sur les index les plus performants et des maturités diversifiées allant jusqu'à 45 ans (à taux fixe). La gestion de la dette est placée sous le signe d'une sécurisation permanente de l'encours.

En 2020, les nouvelles mobilisations ont été réalisées très majoritairement à taux fixes (0,7% en moyenne). Pour celles conclues à taux variables, l'Euribor 3 mois constitue l'indice de référence avec des marges allant de 0,19% (en phase de mobilisation) à 0,267% (en phase d'amortissement).

Dans ces conditions, le montant des charges financières évoluera faiblement en 2021, malgré des mobilisations importantes réalisées en 2020. Ce constat vaut pour la dette à taux fixe (28,3 M€) comme pour la dette à taux variable et révisable (4,7 M€).

S'agissant du taux d'intérêt moyen prévisionnel au 1<sup>er</sup> janvier 2021, il est anticipé à 1,32% soit une baisse de 26 points de base comparativement à 2020 (1,58%). Par ailleurs, la durée de vie moyenne résiduelle est de 11 ans et 2 mois.

Les Intérêts Courus Non Echus (ICNE) prévus pour 2021 s'élèvent à - 405 383 €. Ils suivent la même tendance que les intérêts « classiques » de la dette et sont calculés, notamment pour la partie variable de l'encours, sur les derniers taux connus. La prévision budgétaire des ICNE au BP 2021 correspond aux ICNE de l'exercice, après déduction du rattachement des ICNE 2020.

<b>Calcul de la prévision budgétaire des Intérêts Courus Non Echus (ICNE) pour 2021</b>	
Montant des ICNE 2021	7 827 231 €
Montant des ICNE 2020 (rattachés et contre-passés)	- 8 232 614 €
<b>Prévisions budgétaires 2021</b>	<b>- 405 383 €</b>

**La répartition de l'encours au 1<sup>er</sup> janvier 2021 se caractérise par une prépondérance de la dette à taux fixe**

Au 1<sup>er</sup> décembre 2020, l'encours de dette régional s'établit à 2 446 M€, très majoritairement positionnée à taux fixe, en cohérence avec le contexte de taux. Il se constitue de 121 lignes d'emprunts dont la répartition est la suivante :

- 76 lignes de tirages sur taux fixes,
- 41 lignes de tirages sur taux variables et révisables,
- 4 lignes sur emprunts structurés. Il s'agit d'emprunts structurés sans effet de levier mais avec une barrière simple qui s'impose à une date donnée.

L'intégralité de l'encours est positionné en risque 1 de la charte Gissler soit le risque minimum : 98,36% en 1A et 1,64% en 1 B (barrière simple : risque faible).

L'encours se répartit de la manière suivante :

## ➤ La dette à taux fixe

Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, son capital restant dû s'élèvera à 1 621,6 M€. Il est composé de tirages à taux fixes dits « classiques » et d'autres positionnés sur des index fixes mais susceptibles d'évoluer à terme. Cette part croissante représente les deux tiers de l'encours.

Sa vie moyenne résiduelle est de 10 ans et 11 mois associée à un taux d'intérêt moyen prévisionnel de 1,71% (contre 2,15% début 2020). La baisse enregistrée en 2020 découle des mobilisations réalisées durant l'exercice à des taux particulièrement compétitifs. En 2021, l'annuité associée au remboursement contractuel de cet encours s'élèvera à 105,9 M€.

## ➤ La dette à taux variable et révisable

Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, son encours sera de 824,4 M€, soit un tiers de la dette régionale. Sa durée de vie moyenne résiduelle est de 11 ans 8 mois avec un taux d'intérêt moyen de 0,56%. Elle est constituée :

- d'un encours variable (Eonia, Euribor, TAG), soumis aux fluctuations du marché. Il représente la partie la plus flexible de la dette régionale, sur laquelle des changements d'index peuvent être réalisés à chaque échéance tout comme des remboursements anticipés sans pénalités. Cet encours s'élève à 569,9 M€ et représente 23,3% du capital restant dû. Le taux moyen prévisionnel est de 0,27%,
- d'un encours positionné sur index révisable de type Livret A dont les modalités de calcul sont administrées. Tous ces contrats sont conclus avec la Caisse des Dépôts et Consignations et concernent des opérations affectées à des projets spécifiques. Celui-ci s'élève à 254,5 M€ et représente 10,4% du capital restant dû. Le taux d'intérêt moyen au 1<sup>er</sup> janvier est de 1,37%.

En 2021, l'annuité dédiée aux paiements des échéances de la dette variable/révisable est estimée à 43,95 M€. Le remboursement du capital représente 89,3% de celle-ci soit 39,3 M€, le solde étant consacré à l'acquittement des intérêts (majoritairement les intérêts sur Livret A).

Le positionnement d'une grande partie de ces tirages sur Euribor et TAG favorise largement la collectivité qui bénéficie ainsi du contexte extrêmement favorable des taux négatifs, et n'est redevable à l'échéance que de la part en capital (taux floorés à 0%). Ce contexte engendre mathématiquement une baisse régulière du taux moyen depuis plusieurs années.

**FICHE SYNTHETIQUE DE L'ANNUITE 2021**  
**Encours de dette prévisionnel au 1<sup>er</sup> janvier 2021**

<b>TAUX FIXE</b>	
<b>Encours au 1<sup>er</sup> janvier 2021 (à date du 30/11/2020)</b>	<b>1 621,6 M€</b>
Taux moyen prévisionnel au 1 <sup>er</sup> janvier 2021	1,71%
Capital remboursé	77,5 M€
Intérêts acquittés	28,3 M€
Durée de vie moyenne	10 ans 11 mois
<b>Annuité 2021 :</b>	<b>105,9 M€</b>

<b>TAUX VARIABLES</b>	
<b>Encours au 1<sup>er</sup> janvier 2021 (à date du 30/11/2020)</b>	<b>824,4 M€</b>
- dont taux révisable (Livret A)	254,5 M€
- dont taux monétaires (post et pré-fixés)	569,9 M€
Taux moyen prévisionnel au 1 <sup>er</sup> janvier 2021	0,56%
Capital remboursé	39,3 M€
Intérêts acquittés	4,7 M€
Durée de vie moyenne	11 ans 08 mois
<b>Annuité 2021 :</b>	<b>43,9 M€</b>

<b>TOTAL</b>	
<b>Encours au 1<sup>er</sup> janvier 2020 (à date du 30/11/2020)</b>	<b>2 446,0 M€</b>
Taux moyen prévisionnel au 1 <sup>er</sup> janvier 2021	1,32%
Capital remboursé	116,8 M€
Durée de vie moyenne	11 ans 2 mois
Intérêts acquittés	33,2 M€
<b>Annuité contractuelle 2021 :</b>	<b>150,1 M€</b>
A ces montants s'ajoutent :	
- la provision pour remboursement in fine de l'emprunt obligataire (mécanisme prudentiel),	13,3 M€
- la provision pour capital sur les dernières mobilisations réalisées fin 2020 et les nouvelles 2021,	7,0 M€
- la provision pour hausse éventuelle des taux d'intérêts en 2021 et pour intérêts sur les dernières mobilisations 2021.	1,2 M€
<b>⇒ L'annuité totale 2021, sur la base de l'encours connu au 30 novembre 2020 de 2 446 M€, est de :</b>	<b>171,6 M€ (*)</b>

**Hypothèse :** l'estimation de la charge de la dette est fondée sur les taux d'intérêts connus à ce jour (cristallisation) et des estimations de taux du marché pour les taux variables.

(\*) A ce montant s'ajoutent les autres frais financiers pour un total de 0,8 M€ se qui porte la prévision budgétaire à **172,4 M€**.

➤ **Stratégie de diversification et de sécurisation des sources de financement :**

Entre 2016 et 2019, la quasi-totalité des besoins de financement de la Région Occitanie ont été couverts par des enveloppes financières bonifiées, essentiellement auprès de la Banque européenne d'investissement et de la Caisse des dépôts et consignations. A ces financements, s'ajoute l'émission obligataire « verte et sociale » réalisée en 2018 à hauteur de 200 M€.

Dans le cadre de la consultation bancaire réalisée en 2020 et afin de bénéficier d'un contexte de taux d'intérêt particulièrement favorable, la collectivité a d'ores et déjà sécurisé 270 M€ mobilisables :

- au plus tard : fin 2021 (pour 160 M€, au taux moyen de 0,7%, à une maturité moyenne de 27 ans) auprès de : Arkéa (10 M€), Caisse d'épargne (50 M€), La Banque Postale (100 M€),
- au plus tard : premier semestre 2022 (110 M€, au taux moyen de 0,7%, à une maturité de 20 ans) auprès de : Crédit coopératif (30 M€), Société Générale (50 M€), Crédit Agricole (30 M€).

En complément, la Région poursuit ses travaux avec la Banque européenne d'investissement (BEI), premier partenaire financier de la Région, dans le cadre de trois enveloppes affectées à des projets liés aux mobilités durables et à la transition énergétique. Les enveloppes de financement correspondent à 50% des dépenses éligibles :

- contrat de financement à hauteur de 65 M€ conclu le 8 mai 2020 relatif à l'acquisition de 18 rames de trains Régiolis (11 électriques et 7 bimodes),
- financement à hauteur de 40 M€ (*conclusion du contrat prévue fin 2020*) : Corridor H2 (corridor routier utilisant de l'hydrogène vert),
- instruction en cours concernant la participation au financement du projet d'aménagement de Port-La Nouvelle (port de la transition énergétique), Terminal Passagers de Sète, intermodalité ferroviaire. L'enveloppe de financement potentielle est estimée à un montant global de 150 M€.

Les enveloppes de financement contractualisées avec la BEI intègrent des phases de mobilisation pouvant être échelonnées sur une durée maximale de trois ans à compter de la date de signature des contrats.

Par ailleurs, la Région Occitanie est actionnaire, depuis janvier 2019, de l'Agence France Locale (AFL). Cet établissement peut être sollicité, de manière ponctuelle, en complément des autres sources de financement évoquées précédemment, sur la base de prêts amortissables classiques.

Enfin, dans une perspective de moyen terme, la **attention particulière** Région mène des travaux destinés à la mise en place, courant 2021, d'un programme Euro Médium Term Notes (EMTN) d'émissions obligataires (potentiellement vertes et sociales) permettant de recourir, de manière périodique, souple et agile, aux marchés financiers, à des montants adaptés aux besoins.



**PARTIE II :**

**Les ressources financières inscrites**

**au Budget Primitif 2021**

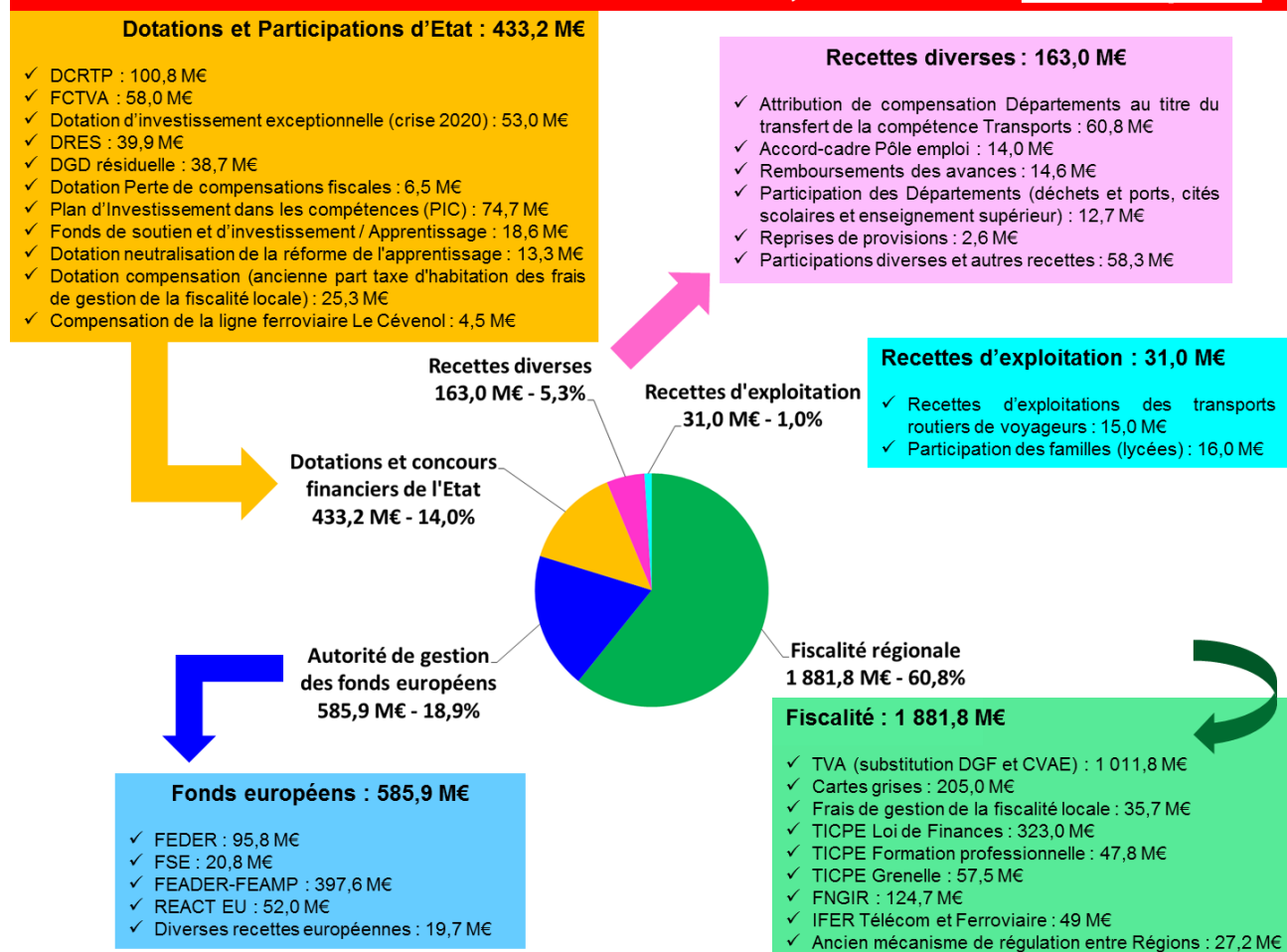
## Les ressources régionales demeurent contraintes

Durant la période récente, la structure des ressources régionales a considérablement évolué, marquée par une substitution progressive d'anciennes dotations d'Etat par des recettes fiscales. Cette tendance découle des dispositions suivantes :

- 2014 : réforme du financement de la formation professionnelle (fraction de TICPE et frais de gestion de la fiscalité locale en lieu et place de dotations),
- 2015 : réforme du financement de l'apprentissage (fraction de TICPE et de taxe d'apprentissage en lieu et place de dotations, avant suppression en 2020 en lien avec la perte quasi intégrale de cette compétence),
- 2017 : transfert du produit correspondant à 25 points de CVAE (fiscalité économique locale) précédemment perçus par les Départements, en compensation du transfert de la compétence transports scolaires et interurbains, portant à 50% la part régionale de CVAE,
- 2018 : substitution de la DGF (dotation globale de fonctionnement) des Régions par une fraction équivalente de TVA,
- ➔ 2021 : substitution de la part régionale de CVAE par une fraction équivalente de TVA.

Désormais, les recettes fiscales représentent plus de la moitié des ressources régionales. Pour autant, compte tenu des effets de la crise, elles afficheront une relative stabilité en 2021. Il en va de même pour les autres ressources, à l'exception de deux recettes à caractère exceptionnel et liées aux Plans de relance français (fonds de compensation ponctuel) et européen (fonds REACT EU au titre de la politique de cohésion).

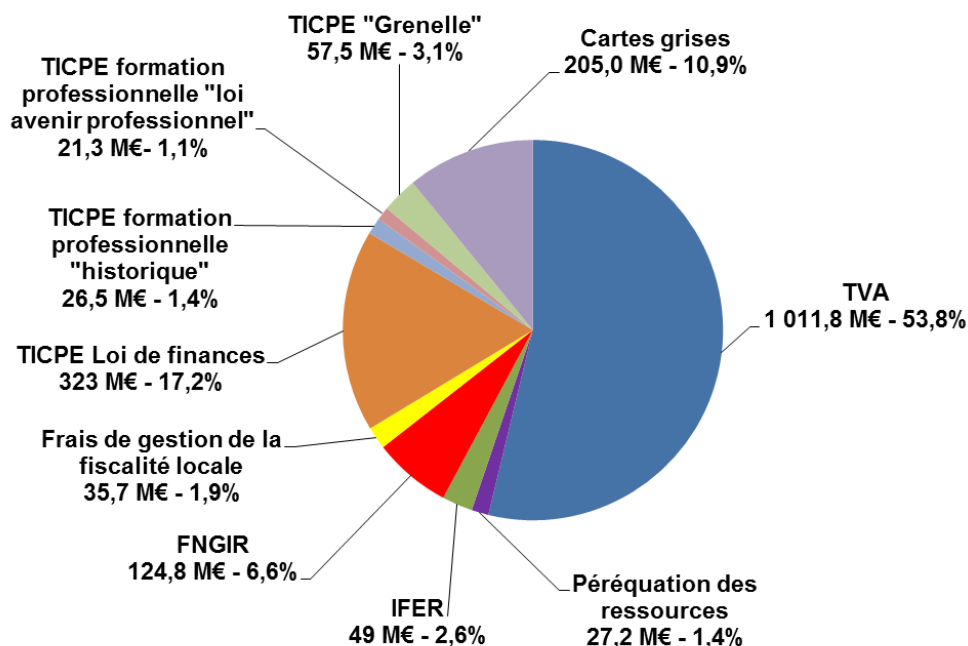
## Les ressources inscrites au BP 2021 : 3,1 Milliards € hors emprunt



<b>TABLEAU GENERAL DES RESSOURCES 2021</b>	
<b>Fiscalité</b>	<b>1 824 250 000</b>
- TVA (Taxe sur la valeur ajoutée) en substitution de la CVAE	656 300 000
- TVA (Taxe sur la valeur ajoutée) en substitution de la DGF	355 500 000
- TICPE (Taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques) Loi de finances	323 000 000
- TICPE Formation professionnelle	26 500 000
- TICPE Compensation financière - Loi "Avenir professionnel"	21 300 000
- Cartes grises (certificats d'immatriculation)	205 000 000
- Fonds national de péréquation des ressources fiscales	27 200 000
- IFER (Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau : ferroviaire et télécom)	49 000 000
- FNGIR (Fonds national de garantie individuelle des ressources)	124 750 000
- Frais de gestion de la fiscalité locale (CFE et CVAE)	35 700 000
<b>Dotations de l'Etat</b>	<b>273 150 000</b>
- Dotation neutralisation de la réforme de l'apprentissage Loi "Avenir professionnel"	13 300 000
- Fonds de soutien Apprentissage	9 400 000
- DCRTP (Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle)	100 800 000
- Dotation pour transferts de compensations d'exonérations fiscales (DTCE)	6 450 000
- DGD résiduelle (dotation générale de décentralisation)	38 700 000
- Dotation compensation perte frais de gestion	25 300 000
- Plan d'investissement dans les compétences (PIC)	74 700 000
- Compensation fonctionnement "Cévenol" (ligne ferroviaire)	4 500 000
<b>Ressources diverses de fonctionnement</b>	<b>144 430 000</b>
- Fonds Régional d'hébergement (lycées)	16 000 000
- Recettes liées au transports routiers de voyageurs	15 000 000
- Participation des Départements Loi NOTRe (compétences déchets et ports)	1 000 000
- Attribution de compensation des Départements au titre du transfert de la compétence transports scolaires et interurbains	60 780 000
- Accord cadre avec Pôle emploi	14 000 000
- Reprise de provisions	2 650 000
- Diverses recettes de fonctionnement	35 000 000
<b>Autorité de gestion des Fonds européens</b>	<b>316 270 000</b>
- Diverses recettes européennes	370 000
- FEADER 2014-2020 (Fonds européen agricole pour le développement rural)	280 000 000
- FSE 2014-2020 Fonds social européen	20 800 000
- IEJ (Initiative pour l'emploi des jeunes)	500 000
- Assistance technique	14 600 000
<b>Sous-total Recettes de fonctionnement</b>	<b>2 558 100 000</b>
<b>Recettes propres d'investissement</b>	<b>267 150 000</b>
- TICPE "Grenelle de l'environnement"	57 500 000
- DRES (Dotation régionale d'équipement scolaire)	39 850 000
- Fonds pour l'investissement dans les CFA	9 200 000
- FCTVA (Fonds de compensation de la TVA)	58 000 000
- Remboursements des avances et des prêts	14 600 000
- Participation des Départements aux cités scolaires et enseignement supérieur	11 700 000
- Dotation exceptionnelle soutien à l'investissement / compensation perte de fiscalité en 2020	53 000 000
- Diverses recettes d'investissement	23 300 000
<b>Autorité de gestion des Fonds européens</b>	<b>269 600 000</b>
- Diverses recettes européennes	2 000 000
- FEDER 2014-2020 (Fonds européen de développement régional)	95 800 000
- POI (Programme Opérationnel interrégional) Pyrénées	2 200 000
- FEADER 2014-2020 (Fonds européen agricole pour le développement rural)	117 000 000
- FEAMP 2014-2020 (Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche)	600 000
- REACT-EU (Recovery Assistance for Cohesion and the Territories of Europe)	52 000 000
<b>Sous-total Recettes d'investissement</b>	<b>536 750 000</b>
<b>TOTAL général des ressources hors emprunt</b>	<b>3 094 850 000</b>
<b>Emprunt d'équilibre</b>	<b>643 700 000</b>
<b>TOTAL général des ressources 2021</b>	<b>3 738 550 000</b>

## I. LES RECETTES FISCALES

### Ventilation des ressources issues de la fiscalité : 1 881,8 M€



En 2021, les recettes fiscales sont globalement stables comparativement à celles inscrites au Budget Primitif 2020. En revanche, l'année 2021 se caractérise par une nouvelle modification du panier de ressources des Régions consécutive à la suppression de la fraction régionale de la Cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE), remplacée par une nouvelle fraction de TVA.

#### I.1 Les fractions régionales de TVA (1 011,8 M€)

A compter de 2021, les deux fractions régionales de TVA (ex-DGF et ex-part régionale de CVAE) constitueront la première ressource de la Région Occitanie dès lors qu'elles représenteront un tiers des recettes hors emprunt.

##### I.1.1. La fraction de TVA venant en substitution de la part régionale de CVAE (656,3 M€)

Le Plan de relance de 100 Milliards € annoncé par le Gouvernement (annexé au Projet de loi de finances 2021) intègre la suppression de certains « impôts de production » à hauteur de 20 Milliards € sur deux ans. En pratique, l'une des principales mesures réside dans la suppression de la part régionale de la CVAE, soit 50% du produit total. Cette suppression aboutira à réduire de moitié le taux théorique d'imposition avec un passage de 1,5% à 0,75% (au profit du bloc communal (53% du produit) et des Départements (47%)).

Cette part régionale de CVAE, instaurée en 2011 à la suite de la suppression de la taxe professionnelle et majorée en 2018 afin de financer le transfert de compétence en matière de transports scolaires et interurbain, s'élève pour l'ensemble des Régions à 9,7 Milliards € en 2020 (dont 2,4 Milliards € d'ores et déjà financés par l'Etat via le dégrèvement barémique).

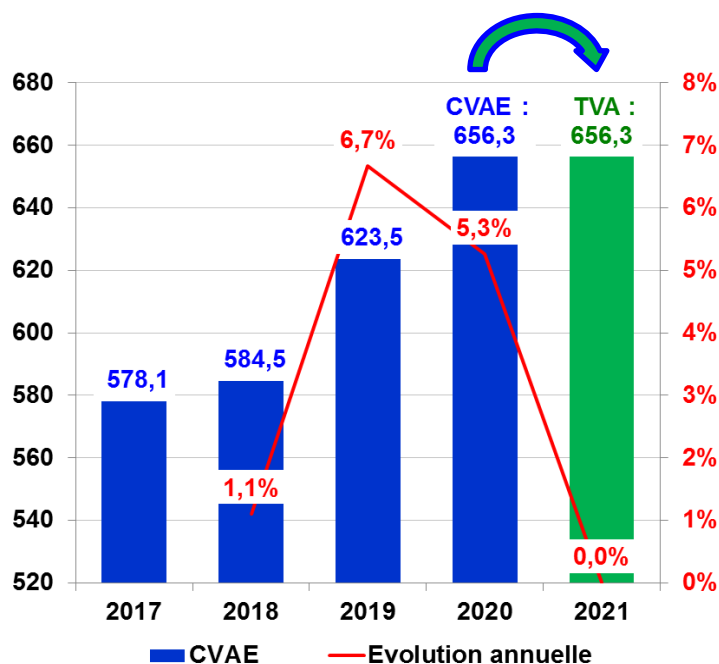
L'accord de partenariat Etat-Régions conclu le 28 septembre 2020 prévoit une substitution intégrale de cette part régionale de CVAE par une fraction équivalente de TVA ainsi qu'une garantie quant à l'évolution de cette fraction de TVA sur le rythme national d'évolution de cet impôt à partir de 2022.

En 2021, le produit sera donc identique à celui perçu au titre de la CVAE 2020 avant d'évoluer, à compter de 2022, en fonction de la conjoncture économique (la dynamique de la TVA est proche de celle du PIB national sur longue période).

Avec cette réforme, les ressources fiscales régionales sont devenues majoritairement des impositions partagées avec l'Etat. A l'image du produit de la TICPE depuis cette année, l'assiette d'imposition sera nationale et ne sera plus corrélée, comme cela était le cas de la CVAE, avec la conjoncture régionale.

Il est utile de préciser qu'en 2021 et 2022, cela permettra d'échapper à une forte contraction de la recette CVAE liée à la crise sanitaire et économique. En revanche, sur le moyen terme, l'évolution nationale de TVA devrait être légèrement inférieure à celle enregistrée pour la CVAE en Occitanie mais offrira d'avantage de visibilité.

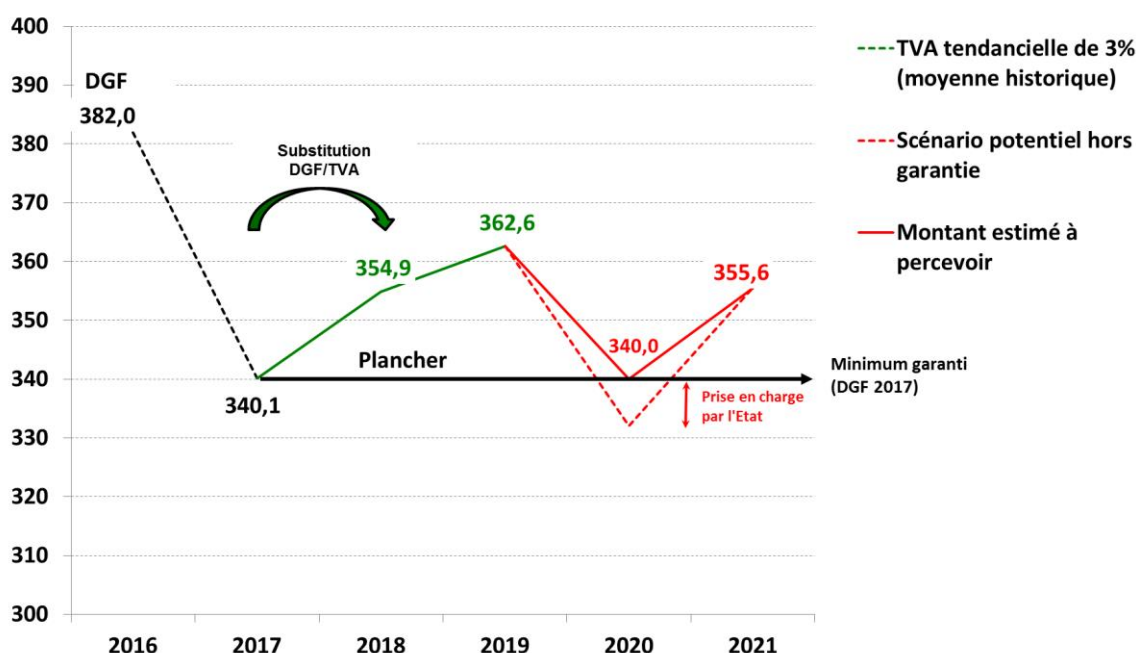
Evolution du produit en M€ : CVAE puis TVA



### I.1.2. La fraction régionale venant en substitution de la Dotation Globale de Fonctionnement (355,5 M€)

L'article 149 de la loi de finances initiale pour 2017 a attribué aux Régions, à compter de 2018, une fraction de TVA qui se substitue intégralement à l'ancienne DGF régionale (part forfaitaire et part péréquation). A l'origine, cette fraction de TVA devait également remplacer le fonds de soutien au développement économique (41,6 M€ attribués à l'Occitanie en 2017) mais cette engagement n'a pas été respecté.

Evolution du produit de TVA en M€



Le produit de la fraction de TVA versée aux Régions représente 2,45% de la recette nationale. Cette ressource n'est pas territorialisée, elle évolue au même rythme que le produit national. La même loi de finances pour 2017 a défini un niveau plancher correspondant au montant perçu au titre de la DGF 2017, soit 340,1 M€ pour la Région Occitanie.

Le produit de la fraction de TVA ne donne pas lieu à notification, il évolue « au fil de l'eau » et en fonction des encaissements réalisés par l'Etat. Corrélée à la conjoncture économique, l'évolution anticipée du produit se fonde sur les prévisions macro-économiques. Après l'atteinte du niveau minimum en 2020 (340 M€), le rebond 2021 sera néanmoins calculé sur la base de la réalité économique, à savoir le niveau réel du produit TVA 2020 et non le montant garanti.

En l'état actuel des informations disponibles en matière de conjoncture, le produit attendu pour 2021 est estimé à 355,5 M€, soit un montant qui demeurerait inférieur de 7 M€ à celui d'avant-crise.

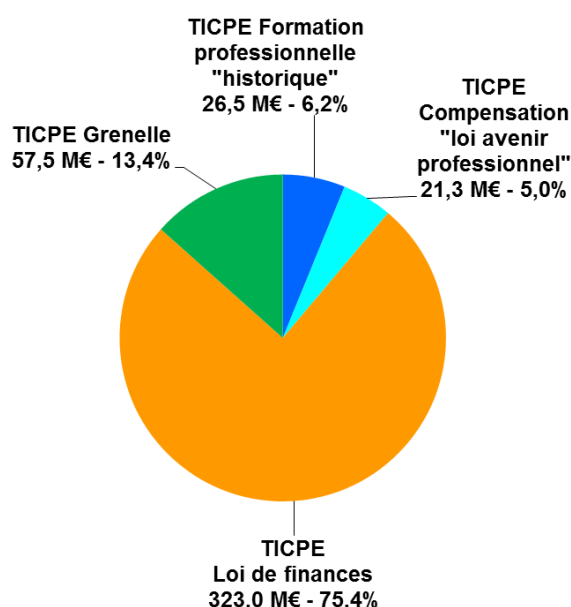
## I.2. Les droits d'accise : la TICPE (428,3 M€)

### Les différentes fractions de TICPE à percevoir en 2021 (en M€)

Depuis 2005 et consécutivement aux lois de décentralisation, les Régions métropolitaines perçoivent, au titre du droit à compensation, une partie du produit de la Taxe Intérieure sur la Consommation de Produits Energétiques (TICPE) collectée par l'État sur les carburants à usage des véhicules.

Avec un produit global estimé en 2021 à 428,3 M€, la TICPE perçue par la Région représente la seconde ressource fiscale, derrière la TVA.

Composée jusqu'en 2012 d'une part principale venant compenser les transferts de compétences initiés par la loi du 13 août 2004 et d'une autre venant financer les infrastructures de mobilité durable (« Grenelle de l'environnement »), elle s'est enrichie d'une nouvelle fraction en 2014 au titre du financement de la formation professionnelle.



A partir de 2020, une nouvelle fraction a été instaurée pour financer, en partie, la compensation financière découlant de la suppression de la taxe d'apprentissage pour les Régions, laquelle contribuait, pour partie, au financement de la formation professionnelle, une compétence conservée.

#### 1.2.1. La TICPE résultante du vote en loi de finances

Les transferts de compétence successifs ont donné lieu à compensation financière sous la forme d'attribution aux Régions d'une fraction du tarif de TICPE assise sur les consommations réelles enregistrées dans chaque Région. Cette fraction de TICPE prend la forme d'un tarif différencié pour chaque Région et déterminé en loi de finances. Pour la Région Occitanie, ce tarif s'établit, en 2020, à 0,0882 € par litre de super sans plomb et à 0,0614 € par litre de gazole.

Ce tarif évolue au gré des transferts de charges successifs, sur la base des travaux menés par la Commission Consultative d'Évaluation des Charges (CCEC), afin que le produit garantisse le droit à compensation.

Par ailleurs, depuis 2017, l'ancienne part modulable a été intégrée dans la part « socle » définie en lois de finances et son assiette a été nationalisée en 2020. En conséquence, les Régions ont perdu toute visibilité sur l'évolution des consommations régionale de carburant.

En 2021, le tarif évoluera en fonction des modifications du droit à compensation qui font suite aux séances de fin d'année de la Commission Consultative d'Évaluation des Charges. Au moment où sont écrites ces lignes, aucun produit supplémentaire n'est attendu.

La TICPE « Loi de finances » devrait ainsi s'établir, en 2021, à **323 M€**.

### **1.2.2. La TICPE « Grenelle de l'environnement »**

Depuis 2011, une fraction de tarif régional de TICPE est venue s'ajouter aux précédentes, instaurée suite au Grenelle de l'environnement. Ainsi, les Régions ont la faculté de majorer le tarif régional de TICPE dès lors que ces nouvelles recettes sont exclusivement affectées au financement d'infrastructures de transports durables, ferroviaire ou fluvial. Cette faculté de majoration demeure marginale, encadrée par un plafond de 0,0073 € par litre de super (0,5% d'un plein) et de 0,0135 € par litre de gazole (1% d'un plein).

Depuis son instauration en 2011, le produit cumulé des deux anciennes Régions a atteint 532,5 M€, alors que les opérations éligibles (infrastructures ferroviaires et portuaires) ont représenté 932,5 M€ de dépenses au 31 décembre 2019.

A l'inverse des autres parts de TICPE, celle-ci constitue une recette d'investissement affectée aux politiques de transports durables. Elle ne découle pas d'un droit à compensation et ne bénéficie d'aucun mécanisme de garantie. Son produit évolue au gré des consommations de carburants.

Le montant prévisionnel de cette part de TICPE est anticipé à **57,5 M€** en 2021. Ce montant est en légère mais constante diminution, corrélativement à la consommation de carburants.

### **1.2.3. Les autres fractions de TICPE**

Ces parts de TICPE sont aujourd'hui au nombre de deux :

- une première composante, apparue en 2014, contribue au financement de la formation professionnelle, en complément des frais de gestion de la fiscalité locale (en remplacement d'anciennes dotations d'Etat). Le produit de cette part de TICPE est figé à **26,5 M€**,
- une seconde correspond à une compensation perçue au titre du retrait de la taxe d'apprentissage aux Régions à compter de 2020. Instituée au titre de la neutralité budgétaire et de l'exercice du droit à compensation (ressource « historique » émergeant au financement de la formation professionnelle), elle constitue une compensation financière au bénéfice des Régions. Le montant total de la compensation est de 31,2 M€, la seconde composante correspond à une dotation complémentaire versée par l'Etat (9,9 M€). Le produit de cette part de TICPE est figé à **21,3 M€**.



### I.3. La taxe sur les cartes grises (205 M€)

L'autonomie fiscale des Régions est aujourd'hui limitée au pouvoir de taux exercé par les élus sur le tarif des cartes grises. Le produit généré en 2019 était de 212,1 M€, soit 9% des recettes de fonctionnement (hors fonds européens).

Depuis le 1<sup>er</sup> août 2016, le tarif applicable sur le territoire régional est de 44 € le cheval fiscal.

Il est proposé, dans le cadre du Budget 2021, de **maintenir inchangé ce tarif qui situe l'Occitanie dans la moyenne des Régions métropolitaines.**

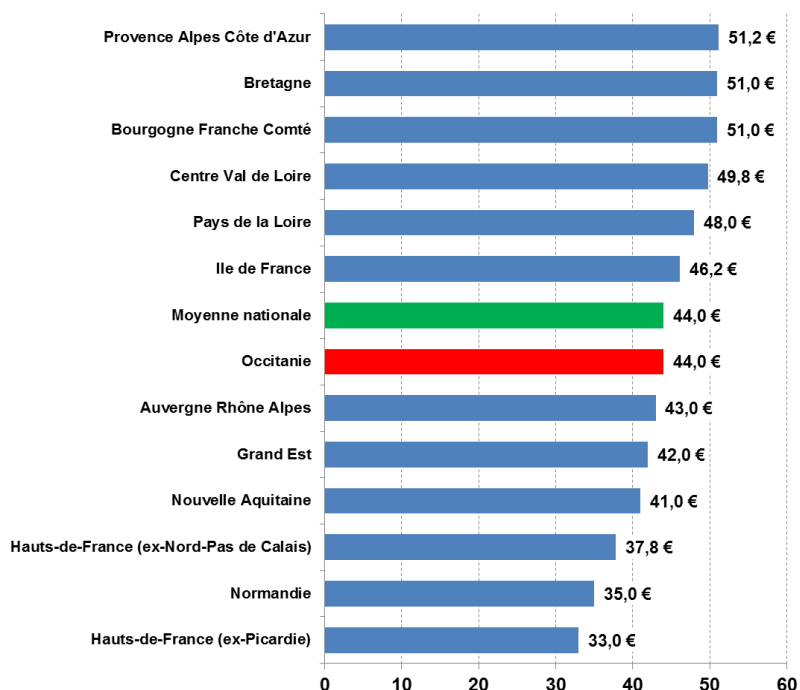
La loi de finances pour l'année 2020 a engagé une réforme des taxes sur les véhicules à moteur et notamment de la taxe sur les cartes grises. Dans le système proposé et dans un souci de rationalisation, l'Etat procède à la fusion de la taxe de gestion (Etat) et de la taxe fixe régionale dans une nouvelle taxe fixe, l'automobiliste s'acquittera de deux taxes au profit de la région (la nouvelle part fixe et une part proportionnelle calculée comme aujourd'hui, par multiplication du taux unitaire voté par la puissance fiscale en CV).

Cette réforme entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 et devrait être neutre pour les Régions, la hausse du produit de cette nouvelle taxe fixe reversée aux Régions, étant sensiblement égale au produit de la taxe fixe régionale supprimée.

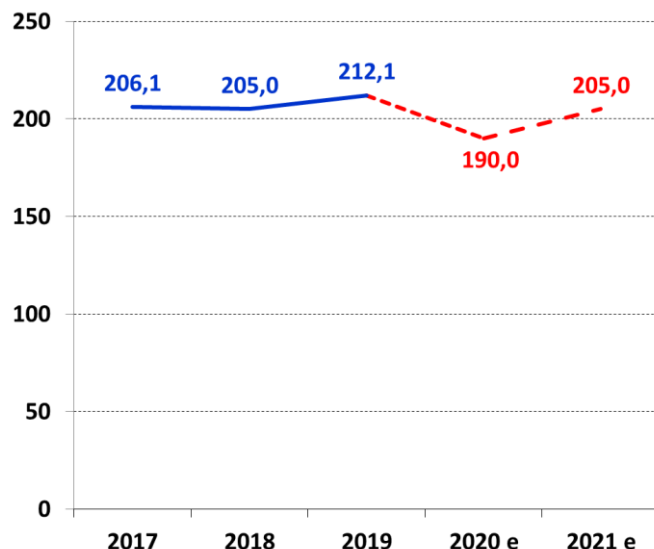
Depuis 2016, les « **véhicules propres** » **bénéficient d'une exonération totale en Occitanie.** Cette mesure concerne les véhicules spécialement équipés pour fonctionner, exclusivement ou non, au moyen de l'énergie électrique, du gaz naturel véhicules (GNV), du gaz de pétrole liquéfié (GPL) ou du super éthanol E85.

La réforme précitée instaure à partir de 2021 une exonération de droit pour les véhicules dont la source d'énergie est exclusivement l'électricité, l'hydrogène ou une combinaison des deux. Les régions conserveront la possibilité d'exonérer en sus les véhicules dont la source d'énergie comprend le gaz naturel, le GPL ou le superéthanol. L'exonération éventuellement votée ne portera donc que sur les véhicules qui ne seront pas déjà exonérés de droit.

Tarif des cartes grises en 2020 par cheval fiscal



Evolution prévisionnelle du produit issu des cartes grises en M€





A l'image de la TVA, le produit des cartes grises évolue « au fil de l'eau » en fonction des encaissements réalisés. La crise sanitaire et le confinement impactent négativement le produit 2020. La perte estimée serait de l'ordre de 10,4% soit - 22 M€ comparativement au montant perçu en 2019.

En 2021, le produit des cartes grises est anticipé à **205 M€**, soit le montant perçu en 2018.

Pour mémoire, les Régions n'ont plus à se prononcer sur la taxe relative aux permis de conduire (déjà à 0 € dans la quasi-totalité des Régions) puisque dans le cadre de la « rationalisation des taxes à faible rendement », la loi de finances pour 2020 a supprimé celle-ci.

#### **1.4. Les ressources fiscales issues de la suppression de la taxe professionnelle en 2010 (173,7 M€)**

La suppression de la taxe professionnelle en 2010 avait entraîné la création ou la réallocation de plusieurs impôts et dotations de substitution. Le principal d'entre eux était la part régionale de la CVAE, aujourd'hui supprimée et remplacée par une fraction de TVA. Demeurent le Fonds national de garantie des ressources (FNGIR, prélèvement unique sur la Région Ile de France en lien avec la concentration de CVAE dans la capitale), deux impositions Forfaitaires sur les Entreprises de Réseaux (IFER télécom et ferroviaire) et une dotation (DCRTP) qui sera évoquée dans le chapitre consacré aux Dotations et participations de l'Etat.

##### **I.4.1. Le Fonds National de Garantie Individuel des Ressources (FNGIR)**

La territorialisation de la CVAE a pour conséquence de concentrer une part prépondérante du produit dans la Région Ile de France, en position excédentaire comparativement à celles de 2010 (contrairement à l'ensemble des autres Régions). Pour pallier à ce déséquilibre, le FNGIR régional a été créé.

Ainsi, ce fonds est alimenté par l'écêtement de l'excédent de ressources de la Région Ile de France au profit des autres Régions dont le produit issu de la CVAE et de l'IFER ne suffisait pas à compenser le besoin de financement inhérent à la réforme.

Ce dispositif n'est qu'une photographie prise en 2010 des écarts de ressources nés de ces dispositions. Le montant perçu par les Régions est gelé en valeur depuis son instauration en 2013.

En 2021, le produit perçu au titre du FNGIR est donc stable à : **124,7 M€**.

##### **I.4.2. L'imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)**

La loi de finances pour 2010 a instauré une imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER). Cette imposition a été créée afin de neutraliser partiellement les gains importants réalisés par certaines grandes entreprises de réseaux et découlant de la suppression de la taxe professionnelle. Il s'agit de tarifs de taxation sur des matériels ou des installations.

Les Régions perçoivent deux composantes de l'IFER :

**A. Matériel roulant utilisé sur le réseau ferré national pour des opérations de transport de voyageurs**

L'imposition forfaitaire s'applique au matériel roulant utilisé sur le réseau ferré national pour des opérations de transport de voyageurs. Le montant de l'imposition forfaitaire est établi selon un barème pour chaque matériel roulant en fonction de sa nature et de son utilisation.

L'imposition est ensuite répartie entre les régions en fonction du rapport entre le nombre de sillons-kilomètres réservés l'année qui précède par les entreprises de transport ferroviaire auprès de SNCF Réseau et le nombre total de sillons kilomètres réservés pour des opérations de transport de voyageurs sur le réseau ferré national.

Depuis 2013, un mécanisme d'indexation des tarifs basés sur l'inflation a été instauré et il a été établi une progressivité dans l'imposition en fonction de l'activité réelle des opérateurs. A cette fin un système avec deux seuils a été instauré. Sous le seuil « bas » fixé à 300 000 kms annuel, il n'y a pas d'imposition. Au-dessus du seuil « haut » fixé à 1 700 000 kms, l'imposition est complète. Entre ces deux bornes l'imposition est progressive.

La notification du produit de cet IFER n'intervient qu'en décembre pour l'année N. Le produit 2021 de l'IFER « Ferroviaire » pour la Région est estimé à : **33,4 M€.**

**B. Répartiteurs principaux de la boucle locale cuivre et aux équipements de commutation**

L'imposition forfaitaire s'applique aux répartiteurs principaux de la boucle locale cuivre, aux unités de raccordement d'abonnés et aux cartes d'abonnés du réseau téléphonique commuté, avec un tarif différent selon la nature de l'équipement. Cette IFER repose sur la boucle locale cuivre, progressivement remplacée par le câble et les réseaux de fibre optique.

En conséquence, le législateur a dû instaurer la garantie d'un produit minimal de 400 M€ en prévoyant un mécanisme automatique de relèvement à due concurrence du tarif de l'impôt en cas de baisse de l'assiette.

Le dispositif d'affectation du produit garanti qui s'applique dès 2014 prévoit que les recettes ne sont plus réparties en fonction des équipements présents, mais à proportion du produit perçu en 2013. Pour la Région Occitanie, ce pourcentage s'établit à 9,0634%.

A partir des impositions dues au titre de l'année 2019, les réseaux de communication électroniques en fibre optique entrent dans le champ d'application de cet IFER. Cependant le législateur a instauré parallèlement une exonération temporaire de 5 ans pour les nouvelles lignes construites à partir de 2019 mais aussi pour celles qui auront moins de cinq ans en 2019.

Aussi, c'est le mécanisme de garanti évoqué plus haut qui s'applique et le produit 2021 de l'IFER « Télécom » pour la Région est estimé à : **15,6 M€.**

**Le produit attendu au titre des deux IFER est donc de 49 M€.**

**I.4.3. Le financement de la formation professionnelle par les frais de gestion de la fiscalité locale (35,7 M€)**

En 2014, le Gouvernement avait accepté d'opérer une « refiscalisation » des ressources régionales en substituant à l'ancienne Dotation Globale de Décentralisation Formation professionnelle les deux recettes suivantes :

- une fraction de TICPE déjà évoquée précédemment.
- les produits perçus jusqu'alors par l'Etat pour couvrir ses frais de gestion afférents au calcul et au recouvrement de la Cotisation foncière des entreprises (CFE), de la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et d'une fraction des frais de gestion de la Taxe d'habitation. Ces frais de gestion concernent pour près de 40%, la taxe d'habitation, et 60% la fiscalité économique locale (Cotisation foncière des entreprises et CVAE). D'un montant de 62 M€ en 2020, cette recette bénéficiait d'une évolution modérée.

Dans le cadre de la suppression de la taxe d'habitation, le Projet de loi de finances pour 2021 prévoit une substitution de la part des frais de gestion alloués au titre de cette taxe par une dotation d'Etat équivalente et stable sur la durée. Celle-ci sera évoquée dans le chapitre dédié (dotation de compensation à hauteur de 25,3 M€).

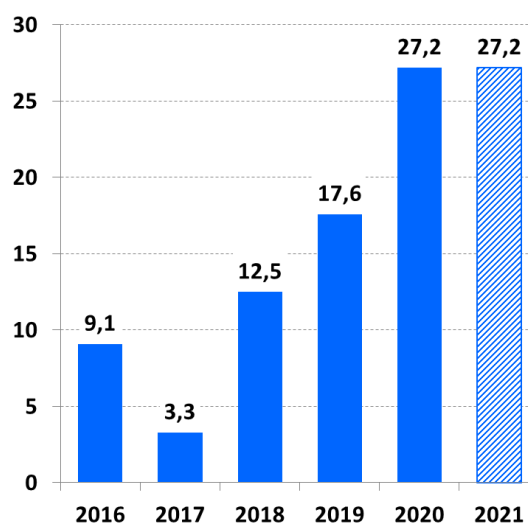
**Le produit attendu au titre des frais de gestion de la fiscalité locale (assis sur la CFE et la CVAE) est de 35,7 M€.**

#### **I.4.4. Le fonds de régulation adossé aux recettes de substitution de l'ancienne fiscalité directe régionale (27,2 M€)**

Prévus par la loi de finances de 2010, les mécanismes de régulation financière entre les Régions ont été mis en œuvre en 2013. L'objectif principal consistait à faire converger l'évolution des nouvelles ressources découlant de la réforme fiscale de 2010 (CVAE, IFER, FNGIR et DCRTP) avec, pour valeur pivot, l'évolution moyenne nationale. La comparaison est effectuée en considérant la moyenne de la croissance cumulée du nouveau panier de ressources depuis 2011.

Les Régions situées au-dessus de ce seuil sont contributrices et, par un « effet-miroir », celles situées en dessous sont éligibles à la péréquation en fonction de leur positionnement vis-à-vis de la moyenne.

**Evolution du fonds de régulation perçu par la Région Occitanie (en M€)**



A compter de 2018, les modalités de calcul ont été réformées afin de corriger le biais introduit par l'octroi de 25 points de CVAE ex-départementale. Ces derniers sont neutralisés afin de conserver le périmètre d'origine dans les modalités de calcul et de répartition.

La substitution de la part régionale de la CVAE (évolutions différenciées par Région découlant d'une territorialisation de l'assiette d'imposition) par une fraction de TVA nationale (assiette commune) rend le mécanisme de régulation obsolète. Le Projet de loi de finances pour 2021 prévoit un gel en valeur des montants alloués en 2020.

Ainsi, l'année 2021 sera mise à profit pour mener une concertation destinée à examiner les voies et moyens d'une amplification de la solidarité entre les Régions, via la création d'un véritable fonds

de péréquation alimenté à hauteur de 1% des recettes réelles de fonctionnement des Régions et articulé autour de critères de charges et de ressources. Ce travail collaboratif devrait déboucher sur une traduction législative dans la loi de finances pour 2022.

**Soit un produit total de fiscalité de 1 881,8 M€**

## II. LES DOTATIONS ET CONCOURS RECUS DE L'ETAT

### II.1 Les dotations de fonctionnement (273,1 M€)

#### II.1.1. Les dotations considérées comme des « variables d'ajustement » des concours financiers de l'Etat

Depuis 2010 et l'instauration d'une enveloppe normée caractérisée par une stabilité des concours financiers de l'Etat versés aux collectivités territoriales, les différentes mesures venant majorer l'une des composantes sont financées par une baisse, à due concurrence, d'autres dotations, devenues de véritables variables d'ajustement.

Les hausses précitées se font en général au bénéfice de la péréquation au sein du bloc communal et sont, pour partie, financées par les Régions.

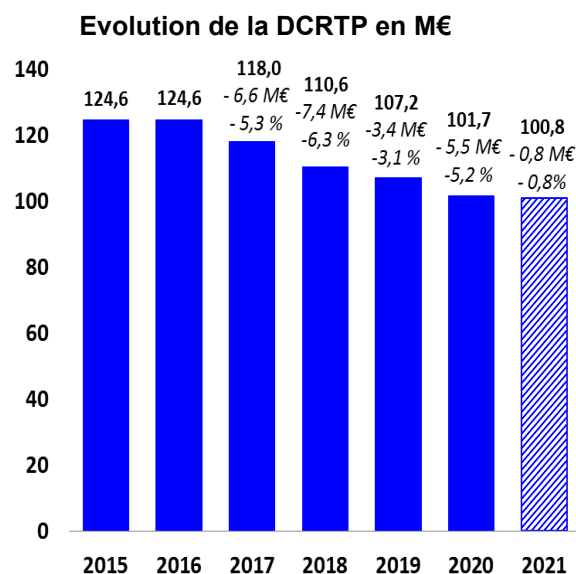
En 2020, ce besoin de financement national est de 50 M€. Il est assuré à 50% par la baisse de dotations affectées aux seules Régions.

#### A. La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP)

La DCRTP est une dotation « d'équilibre » versée par l'Etat et destinée à couvrir l'écart résiduel entre le montant des ressources 2010 (Foncier et Compensation relais à la taxe professionnelle) qui est garanti et la somme des produits suivants : CVAE + IFR + FNGIR.

Bien qu'elle vienne en partie se substituer aux parts de fiscalité régionale transférées (foncier bâti) ou supprimées (taxe professionnelle), il s'agit bien d'une dotation versée par l'Etat et traitée comptablement comme telle. Cette dotation ne bénéficiait d'aucune indexation, elle permettait d'équilibrer la réforme de la fiscalité locale de 2010 et la suppression de la taxe professionnelle. De ce fait, elle avait vocation à être sanctuarisée. Or en 2017, le Gouvernement a opté pour une intégration de cette dotation parmi les variables d'ajustement de l'enveloppe normée des concours versés par l'Etat.

Cette minoration annuelle constitue une mesure injuste et inégalitaire. Elle finance des mesures de péréquation et d'exonérations fiscales qui ne concernent pas les Régions mais les autres échelons territoriaux. D'autre part, elle frappe particulièrement les Régions les plus pénalisées par la réforme de la taxe professionnelle de 2010 et en particulier l'Occitanie.



La perte induite en 2021 pour l'ensemble des Régions (hors Ile-de-France qui ne perçoit pas de DC RTP) s'établit à 7,5 M€, elle est estimée à 0,862 M€ pour la Région Occitanie.

Ainsi, la DC RTP devrait s'établir en 2021 à **100,8 M€**.

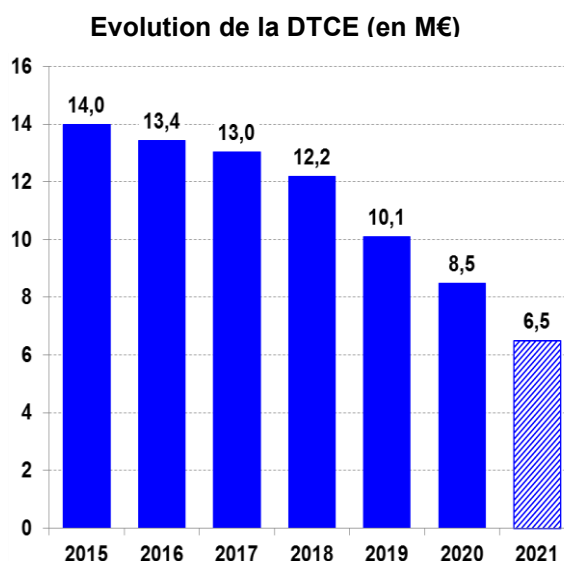
## B. La Dotation pour transferts de compensation d'exonération de fiscalité locale

Cette dotation est une des conséquences directes de la réforme de la fiscalité directe locale qui a impliqué la suppression des allocations compensatrices versées aux Régions au titre des différents dispositifs d'allègement de la fiscalité directe. La dotation permet de compenser les Régions de la perte des allocations compensatrices qui font l'objet d'un transfert vers un autre niveau de collectivité ou d'une suppression. La fraction de CVAE faisant l'objet d'exonérations compensées est intégrée dans cette dotation.

Comme indiqué plus haut, les allocations compensatrices perçues par les collectivités territoriales sont minorées chaque année afin de respecter l'objectif global d'évolution des concours financiers de l'État aux collectivités locales.

Cette méthode est reconduite en 2021, la perte induite pour l'ensemble des Régions s'établit à 17,5 M€, elle est estimée à 2,1 M€ pour la Région Occitanie.

En conséquence, le montant attendu en 2021 est estimé à **6,45 M€**.



### II.1.2. La dotation de compensation de la perte de frais de gestion

Comme évoqué précédemment, la suppression de la taxe d'habitation entraîne la perte des frais de gestion associés que l'Etat reversait partiellement aux Régions au titre du financement de la formation professionnelle.

Afin de compenser cette perte, la loi de finances initiale pour 2021 a instituée une dotation de compensation de 293 M€ au plan national. Cette nouvelle dotation est estimée, pour la Région Occitanie, à **25,3 M€**

### II.1.3. Les dotations et concours financiers liés à la réforme de l'apprentissage et à la suppression de la taxe d'apprentissage

Comme évoqué précédemment, la loi de finances pour l'année 2020 met en œuvre un dispositif d'accompagnement financier des Régions au titre de la réforme de l'apprentissage. Celui-ci institue une compensation financière de 31,2 M€ pour l'Occitanie dont l'une des deux composantes est une dotation de **9,9 M€**.

A cette dotation pérenne et dont le montant est figé, s'ajouteront en 2021 et pour la dernière année, **3,4 M€** liée à la « sortie en sifflet » des primes versées aux employeurs d'apprentis (anciens contrats pluriannuels).

Par ailleurs et même si, en application de la loi du 5 septembre 2018, la compétence « apprentissage » est transférée aux branches professionnelles à compter de 2020, les Régions continuent de contribuer au financement des Centres de Formation des Apprentis, « *lorsque des besoins d'aménagement du territoire et de développement économique le justifient* ».

A cet effet, elles bénéficient de deux concours financiers versés par France Compétences (un au titre du fonctionnement et l'autre en investissement). Cet établissement public national à caractère administratif, créé le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et placé sous la tutelle du Ministère en charge de la formation professionnelle, a notamment pour mission de répartir l'ensemble des fonds mutualisés de la formation et de l'alternance entre les différents financeurs.

Au titre du fonctionnement, la Région Occitanie perçoit **9,4 M€**.

#### **II.1.4. La Dotation Générale de Décentralisation résiduelle**

Cette dotation correspond au reliquat de la DGD qui n'avait pas été intégré à la DGF (5%) lors de sa création en 2004. Cette dotation permet d'enregistrer certains ajustements financiers, notamment en matière de compensation des péages ferroviaires.

Son montant est gelé en valeur à **38,7 M€**.

#### **II.1.5. Les concours financiers affectés**

##### **A. Le plan national d'investissement dans les compétences**

Le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) vise à former et accompagner un million de demandeurs d'emploi et un million de jeunes peu qualifiés et éloignés du marché du travail. Il constitue une déclinaison du Grand plan d'investissement dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle présenté par le Gouvernement en 2017. Le PIC s'appuie sur l'échelon régional par le biais de conventions signées entre l'Etat et les Régions.

La politique régionale en matière de formation professionnelle s'est construite sur une large concertation avec les acteurs de l'emploi et de la formation. Elle concorde avec les priorités du PIC, construite autour des trois piliers suivants :

- développer, dans un souci de justice sociale, l'accès à la formation des publics éloignés de l'emploi,
- répondre aux besoins de l'économie régionale afin d'apporter aux entreprises les compétences dont elles ont besoin pour se développer et/ou assurer leur reconversion,
- faire de la formation un outil de développement local de nos territoires et organiser une offre de formation répartie de façon homogène sur le territoire régional.

Le PIC représente une enveloppe totale de 615 M€ sur la période 2018-2022 (dont 6,4 M€ au titre de l'assistance technique), qui se décline annuellement en AE de la façon suivante : 58,3 M€ en 2018, 121,1 M€ en 2019, 126,7 M€ en 2020, 144,6 M€ en 2021, 164,6 M€ en 2022. Chaque convention annuelle de financement donne lieu au versement par l'Etat d'une avance (50%) la première année, puis deux acomptes (30% puis 10%) et d'un solde (10%), en fonction des dépenses réalisées.

Au Budget Primitif 2021, est inscrit un montant correspondant à l'avance contractuelle (50%) de la Convention 2021, soit **74,7 M€**.

## **B. La compensation financière du transfert de la liaison « Le Cévenol »**

La liaison ferroviaire Clermont-Ferrand – Nîmes, également appelée « Le Cévenol », est, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, exploitée dans le cadre des TER, la Région devenant Autorité Organisatrice de la ligne. Une convention en ce sens a été signée le 10 mai 2017 entre l'Etat et la Région. Les termes de cette convention prévoient une compensation financière intégrale de l'Etat pendant une durée de cinq ans afin de couvrir les coûts d'exploitation.

Le montant de cette compensation est stable à **4,5 M€**.

**Soit un produit de dotations et concours de fonctionnement de 273,1 M€.**

## **II.2 Les transferts d'investissement**

### **II.2.1. La Dotation Régionale d'Équipement Scolaire (DRES)**

La DRES est l'une des plus anciennes dotations versées par l'Etat. Depuis son origine, elle est destinée à couvrir une partie du besoin de financement des Régions en matière d'investissement dans les lycées.

Depuis 2008, le montant de cette recette affectée à l'éducation est gelé en valeur à **39,85 M€**.

### **II.2.2. Le Fonds de Compensation de la TVA**

Le fonds a pour objet de compenser forfaitairement la taxe sur la valeur ajoutée acquittée par les collectivités territoriales sur leurs investissements éligibles. Depuis 2010, le FCTVA perçu sur l'exercice en cours est relatif aux dépenses réalisées l'année précédente. Afin prendre en compte les recettes de TVA versées au budget de l'Union européenne, le taux de prise en charge du FCTVA est fixé à 16,404% depuis 2015.

La loi de finances pour 2016 a élargi les conditions d'éligibilité du FCTVA aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie. L'incidence financière de ce dispositif est faible pour la Région (0,1 M€ sur un total de 54,3 M€ perçu au titre du FCTVA en 2020).

La réforme du FCTVA visant à automatiser la déclaration des dépenses éligibles, évoquée depuis la loi de finances 2018, sera applicable en 2022 (pour les collectivités ayant un an de décalage dans la perception de la recette).

Pour l'exercice 2021, et en fonction du niveau des investissements réalisés à ce jour, le montant attendu est estimé à **58 M€**.

### **II.2.3. Le Fonds pour l'investissement en faveur des Centres de Formation des Apprentis**

Cette ressource est le pendant en investissement du fonds de soutien en faveur des CFA évoqué précédemment. France Compétences versera aux Régions 180 M€ par an. La Région Occitanie perçoit **9,2 M€** au titre de ce fonds.

#### **II.1.6. Le fonds de compensation transitoire issu de l'accord de partenariat conclu entre l'Etat et les Régions (53 M€)**

La crise sanitaire et ses répercussions économiques ont donné lieu à une perte de ressources fiscales pour les Régions estimée à 1,2 Milliard € par la Mission Cazeneuve mandatée par le Gouvernement pour expertiser l'impact de la crise sur les finances locales.

A ce titre, l'accord de partenariat Etat-Région conclu le 28 septembre 2020 prévoit l'attribution aux Régions d'une enveloppe globale de 600 M€ correspondant à 50% des pertes estimées.

Cette subvention d'investissement unique sera répartie entre les Régions sur la base du poids démographique de chacune d'entre elles. Dans ces conditions, son montant est estimé à **53 M€** pour la Région Occitanie.

<b>Soit un produit de transferts d'investissement de 160 M€.</b>
--

<b>Soit un produit total de transferts reçus de l'État de 433,3 M€.</b>
---

### **III. LES RESSOURCES DIVERSES**

#### **III.1. Le Fonds Régional d'Hébergement (lycées)**

Corrélativement au transfert initié en 2004 de l'ensemble des agents régionaux des lycées, l'État a décidé de mettre fin à l'existence des Fonds Académiques de Rémunération des Personnels d'Internat (FARPI) qui recueillaient la participation des familles d'une part et de l'État d'autre part, et finançaient ainsi la rémunération des personnels d'internat. Depuis 2006, la Région est devenue compétente pour percevoir la partie de ces fonds relative à la rémunération des personnels d'internat et de restauration. Avant ce transfert, l'État appliquait un taux de participation de 22,5%, taux conservé depuis par la Région. Le même mécanisme a été mis en place en ce qui concerne la rémunération des agents régionaux des lycées évoluant dans les lycées agricoles affectés aux internats et à la restauration.

Cette recette n'est perçue en totalité qu'au mois de janvier de l'exercice N + 1. Pour autant l'année 2020 sera marquée par la fermeture des établissements scolaires durant la première période de confinement.

En 2021, un retour « à la normale » est anticipé et les recettes à percevoir au titre de ce fonds devraient s'établir à **16 M€**.



### **III.2 Le Remboursement des Avances**

Des avances et prêts sont consentis par la Région à divers organismes publics ou privés, à des taux préférentiels voire nuls. Ces dispositifs utilisés essentiellement au profit du développement économique ont été progressivement étendus aux secteurs du tourisme, de l'économie sociale et solidaire et de l'environnement. Une recette de **1,35 M€** est également attendue au titre des avances consenties aux Syndicats Mixtes dans le cadre de l'aménagement des Parcs Régionaux d'Activités Economiques (PRAE).

Le montant total des remboursements effectués par les entreprises bénéficiaires en 2021 donnera lieu à une annuité prévisionnelle de **13,2 M€**.

**Au total, le produit attendu au titre des avances remboursables est estimé à 14,6 M€.**

### **III.3 La Participation de l'État et des collectivités aux travaux dans les cités scolaires mixtes et dans les universités**

La Région Occitanie, en sa qualité de gestionnaire, assure la maîtrise d'ouvrage des travaux réalisés dans certaines cités scolaires (lycées incluant des collèges). Par ailleurs, elle intervient aussi en maîtrise d'ouvrage pour les établissements de l'enseignement supérieur et les écoles de formation sanitaire et sociale. Par le biais de conventions définissant les modalités de répartition, elle répercute auprès des organismes concernés sa participation financière.

Les remboursements induits par les avenants financiers signés à ce jour sont estimés à **11,7 M€**, répartis ainsi pour 2020 :

- avec les Départements (cités scolaires) : 2,7 M€,
- avec l'Etat ou des Collectivités territoriales partenaires au titre de l'enseignement supérieur (Ecole nationale vétérinaire, Institut National Polytechnique, UPS Rangueil, IUT de Tarbes et Auch) : 9 M€.

### **III.4 Les participations des Départements au titre des transferts de compétence organisés par la loi NOTRé**

Le transfert de compétence en matière de transports non urbains et scolaires des Départements vers la Région s'est accompagné d'un transfert de ressources via l'octroi de 25 points de CVAE départementale.

Pour dix Départements, ce transfert de ressources se révèle insuffisant pour couvrir les charges transférées. En conséquence, la loi a prévu le versement par ces Départements d'une attribution de compensation complémentaire qui s'élèvera en 2020 à **60,8 M€**.

Par ailleurs, la loi NOTRé a organisé :

- le transfert de la compétence « planification des déchets », qui devient régionale, et le versement d'une compensation financière (491 K€),
- le transfert de la gestion de certains ports. Dans la Région, le port du Grau-du-Roi est concerné (244 K€),

- le transfert de la voie ferrée à vocation de transport de marchandise reliant Colombiers à Maureilhan (Hérault) (277 K€).

Au total, la Région attend une participation annuelle et récurrente des Départements d'un montant de **1 M€**.

### **III.5. Les participations des collectivités locales au Fonds L'OCCAL**

Le Fonds L'OCCAL, initié au mois de juin 2020 par la Région Occitanie dans le cadre de la crise sanitaire, était destiné à accompagner la reprise économique post-confinement sous la forme de subventions et d'avance remboursables. Initialement destiné aux entreprises du tourisme, du commerce de proximité et de l'artisanat, le dispositif a ensuite été élargi à de nouveaux bénéficiaires dont les acteurs culturels, de l'évènementiel, du sport et des loisirs, de l'agrotourisme et des centres équestres. Par ailleurs, une aide nouvelle (soutien au paiement des loyers des commerces indépendants fermés administrativement au mois de novembre) a été mise en place.

La Banque des territoires, certains Conseils départementaux et EPCI participent financièrement à ce fonds. A ce titre, **5 M€** sont inscrits au Budget Primitif 2021.

### **III.6 Les recettes d'exploitation et de participation reçues dans le domaine des transports**

Au-delà des recettes de compensation rappelées au chapitre précédent, le transfert de compétence en matière de transports routiers de voyageurs (transports scolaires et transports interurbains) génère des recettes d'exploitation (participation des familles au coût des transports scolaires, prises en charge partielle des communes et intercommunalités, recettes de billetterie pour les transports interurbains).

En 2021, ces recettes, majoritairement soumises au champ d'application de la TVA et comptabilisées par le biais d'une activité dédiée dans le budget, sont estimées à **15 M€**. Cette prévision budgétaire est en faible diminution comparativement à 2020, alors même que la gratuité des transports scolaires est annoncée.

Cela s'explique par une modification des modes de gestion en ce qui concerne les transports interurbains. En effet, il est mis fin progressivement à la gestion en « Délégation de Service Public » au profit d'une organisation via des marchés publics. En conséquence, de nouveaux flux de dépenses et de recettes apparaissent.

Par ailleurs, sont inscrites au Budget primitif 2021, diverses recettes liées au transport ferroviaire pour **7,5 M€** (versements liés aux conventions de financement du matériel roulant, compensation tarifaire Kartatoo, accord tarifaire Arènes Colomiers,...).

### **III.6 Les participations à percevoir au titre de la formation professionnelle**

Dans le but de renforcer l'offre de formation en direction de publics spécifiques, la Région établit des conventions avec différentes structures. La plus significative est la convention financière signée avec Pôle emploi destinée à acter la participation de ce dernier au financement des formations collectives.

Dans ce cadre, Pôle emploi verse une participation à la Région pour la prise en charge de formations qualifiantes en direction des demandeurs d'emploi ou pour accompagner ces derniers vers des formations d'aides-soignants et d'auxiliaires de puériculture.

En 2021, la Région attend à ce titre une participation de **14 M€**.

### **III.7 Les Participations et recettes diverses au titre des Ports et Aéroports**

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales donnait la possibilité aux collectivités locales de se voir transférer la propriété, l'aménagement, l'entretien et la gestion des ports non autonomes et des aérodromes appartenant à l'Etat. Dans ce cadre, l'ex-Région Languedoc-Roussillon a demandé le transfert des Ports de Sète et de Port-la-Nouvelle ainsi que de l'aéroport de Carcassonne. L'aéroport de Rivesaltes, également concerné, n'a pas été transféré à la Région mais à un Syndicat Mixte constitué de la Région et du Département des Pyrénées Orientales.

Dans l'exercice de ces nouvelles compétences, la Région assure la maîtrise d'ouvrage des investissements, la gestion étant assurée dans le cadre de délégations de services publics (aéroport de Carcassonne et Port de Port La Nouvelle) ou confiée à un Etablissement Public Régional (Port de Sète).

A ce titre, la Région perçoit diverses recettes au titre de participation de partenaires au financement des investissements ou dans le cadre de l'exploitation de ces équipements (redevance des délégataires, redevances d'occupation, recettes de dragage,...).

Pour 2021, les recettes estimées s'élèvent à :

- 12,3 M€ au titre de l'activité portuaire (dont 10,5 M€ de participations au projet Grand Port de Port la Nouvelle (5 M€ relèvent de la DSIL France Relance) ainsi que des recettes diverses de fonctionnement),
- 1,6 M€ au titre de l'activité aéroportuaire et des dividendes engendrés par la participation régionale au capital des aéroports de Montpellier et de Blagnac. Dans le cadre de la gestion de l'aéroport de Carcassonne, il est attendu 0,9 M€ de participations des partenaires (Département de l'Aude et Agglomérations de Carcassonne et de Narbonne) aux dépenses d'investissement et 0,33 M€ de redevances versées par le délégataire.

Au titre des participations et recettes diverses liées aux activités portuaires et aéroportuaires, il est attendu en 2021 un montant de **13,9 M€**.

### **III.8 Les recettes liées au secteur culturel**

Dans ce domaine, la Région Occitanie a passé des conventions avec d'une part le Centre national du Cinéma et d'autre part avec le Centre national des lettres. Par ailleurs, différents musées (Musée régional d'art contemporain à Sérignan, Centre d'art contemporain à Sète, Mémorial de Rivesaltes, Narbovia, site archéologique de Javols) génèrent des recettes qu'il s'agisse de droits d'entrées, de subventions ou de participations de l'Etat ou d'autres collectivités territoriales.

Le montant total de ces ressources est évalué en 2021 à **2,64 M€**.

### **III.9 Les remboursements, recouvrements et participations au titre des dépenses de personnels**

Les remboursements et recouvrements au titre des dépenses de personnel (remboursement des cotisations CNRACL pour les personnels détachés, pour les personnels ARL), les recouvrements au titre des prestations sociales représentent des ressources pour la Région. Il en est de même avec la vente de repas aux agents (soit sous forme de droits, soit sous la forme de titres restaurants).

Par ailleurs les prêts octroyés au personnel donnent lieu à remboursement de mensualités qu'il convient d'inscrire au budget.

Au total, le montant de ces recettes est estimé à **2,1 M€**.

### **III.11 Les dividendes perçus au titre des participations financières**

La Région est actionnaire de différents organismes œuvrant majoritairement dans le domaine du développement économique par le biais du capital-investissement (IRDI, Aerofund III, IXSO, SORIDEC,...). A ce titre sa participation génère des dividendes perçus annuellement et qui font généralement l'objet d'une décision de réinvestissement.

En 2021, ces dividendes devraient atteindre **4,3 M€**.

#### **III.1.2 Les autres recettes diverses**

Hormis les principales recettes évoquées ci-dessus, la Région perçoit tout au long de l'exercice budgétaire des ressources plus ou moins importantes, relevant de domaines différents. Elles sont issues soit de remboursements sur dépenses de fonctionnement de la collectivité, soit de participations de divers organismes dans le cadre des dépenses d'intervention de la Région. Elles peuvent également recouvrir un caractère exceptionnel lors de contentieux impliquant la collectivité par exemple.

En fonction de la nature, elles sont récurrentes sur plusieurs exercices ou ponctuelles au titre d'un exercice :

- le protocole « Golfech » : **1,9 M€**,
- les remboursements versés par les assureurs au titre des sinistres enregistrés dans les établissements scolaires : **0,5 M€**,
- divers recouvrements sur frais de gestion générale, participation des familles et de la Caisse d'Allocations Familiales au fonctionnement de la crèche du personnel sur le site de Toulouse : **1,2 M€**,
- valorisation du stock d'équipements sanitaires constitué par la Région de manière préventive afin d'assurer notamment la protection de ses salariés : **0,9 M€**,

Dans la situation sanitaire actuelle sans précédent, les masques de protection jouent un rôle important et permettent de limiter la circulation du virus. Le port du masque est primordial voire

obligatoire dans les transports, dans les espaces fréquentés par le public, dans les établissements recevant du public et dans les milieux professionnels. Par ailleurs, afin de faire face à ce besoin, la Région a veillé à disposer dans la durée des équipements nécessaires à la protection de ses salariés et de se constituer un stock de masques préventif.

Compte tenu de cette gestion des masques de protection, il est proposé qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 les masques sanitaires soient gérés en comptabilité de stock. A cet effet, les comptes de classe 602 « Achats stockés » et 603 « variation de stocks » seront mouvementés. Il est proposé que ces mouvements de stock fassent l'objet d'un inventaire intermittent dont le comptage est annuel,

- divers recouvrements hors subventions européennes (versements sur subventions, loyers, participation de l'Etat au financement des pôles de compétitivité, Programme SPIRE, participations etc..) : **8 M€**,
- liquidation sur opérations des SPL d'aménagement : **2 M€**,
- produits financiers divers : **0,7 M€**,
- reprises sur provisions : **2,6 M€**,
- recettes exceptionnelles : **0,1 M€**,
- diverses recettes d'investissement (participations travaux IFSI, participation CHU Toulouse au Pôle Régional de Formation aux Métiers de la Santé, divers versements hors subventions européennes, produits de cessions mobilières et immobilières) et une participation de 0,6 M€ attendue de la Banque Publique d'Investissement dans le cadre de la convention signée par la Région et cet organisme en faveur du « Plan industrie du futur » : **4,4 M€**.

<b>Soit un produit de ressources diverses de : 194 M€.</b>
--

## **IV LES FONDS EUROPEENS**

### **IV.1- Les recettes liées à la période de programmation 2014-2020**

Entre 2014 et 2020, l'Union européenne investit près de 3,2 Milliards € en Occitanie au titre de la politique de cohésion et de la politique de développement rural.

La Région Occitanie, Autorité de gestion de 3 Milliards € de fonds européens depuis 2014, auxquels s'ajoutent les 24,87 M€ de l'enveloppe mobilisée sur l'espace interrégional Pyrénées, mobilise ces crédits en toute responsabilité, pour financer des projets en faveur de la croissance et de l'emploi via le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP).

## **A. Les fonds européens FEDER / FSE sont répartis comme suit :**

- le Programme Opérationnel Midi-Pyrénées et Garonne 2014/2020, doté de plus de 461 M€, donne la priorité à l'innovation, la compétitivité des entreprises, la transition numérique, énergétique et écologique, la formation professionnelle et la cohésion territoriale,
- le Programme Opérationnel Languedoc-Roussillon 2014-2020, doté de plus de 431 M€, donne la priorité à la formation professionnelle, la recherche et l'innovation, le numérique, le développement des entreprises, la transition énergétique, la préservation et la valorisation du patrimoine naturel et culturel, les transports durables, la prévention et la gestion des risques environnementaux.
- le Programme Opérationnel Interrégional Pyrénées, doté de 24,87 M€, donne la priorité à l'emploi ainsi qu'à la connaissance et à la valorisation des patrimoines pyrénéens.

### **1. Préfinancements au titre de 2021 :**

Conformément au règlement européen n°1303/2013 du 17 décembre 2013, à la suite de la décision de la Commission portant adoption du programme, la Commission verse des préfinancements calculés pour toute la période de programmation mais versés par tranche. En 2021, une fois déduits les montants non consommés au titre du préfinancement annuel 2020, les montants prévus s'élèvent à :

Pour le PO FEDER/FSE Midi-Pyrénées et Garonne 2014/2020	5 196 583 € : FEDER 490 122 € : FSE
Pour le PO FEDER/FSE Languedoc-Roussillon	2 619 482 € : FEDER 325 865 € : FSE
Pour le POI Pyrénées 2014/2020	120 230 € : FEDER

**Sous-total : 8,75 M€.**

### **2. Les paiements intermédiaires liés aux appels de fonds**

Dans ce cadre, la Région perçoit de la Commission européenne, le remboursement de la participation des fonds européens aux dépenses justifiées par les porteurs de projet. En 2021, seront justifiées les réalisations correspondant aux projets programmés en 2018, 2019 et 2020. Les recettes devraient s'élever à :

PO FEDER/FSE Midi-Pyrénées et Garonne :	52 000 000 € : FEDER 10 000 000 € : FSE 500 000 € : IEJ
PO FEDER/FSE Languedoc-Roussillon :	36 000 000 € FEDER 10 000 000 € FSE 3 600 € : IEJ
POI Pyrénées :	2 100 000 € de FEDER

**Sous-total : 110,6 M€.**

### 3. L'assistance technique forfaitaire

La Commission Européenne assouplit les règles de justifications des dépenses d'assistance technique (AT) des programmes 2014-2020. Depuis le 1er juillet 2020 nous pouvons déclarer au titre de l'AT un montant calculé à partir du taux forfaitaire de 4% des dépenses certifiées hors AT au niveau des programmes, et non plus en coûts réels. Il n'y a pas d'assistance technique pour l'IEJ. Les recettes d'Assistance Technique Forfaitaire devraient s'élever à :

PO FEDER/FSE Midi-Pyrénées et Garonne :	2 380 000 € : AT FEDER 400 000 € : AT FSE
PO FEDER/FSE Languedoc-Roussillon :	1 575 000 € : AT FEDER 400 000 € : AT FSE
POI Pyrénées :	84 000 € : AT FEDER

**Sous-total : 4,84 M€.**

**Sous Total FEDER/FSE (*investissement et fonctionnement*) : 124,2 M€.**

### 4. L'enveloppe complémentaire REACT-EU (52 M€)

Dans le cadre du Plan de relance européen, une enveloppe nommée **REACT-EU (Recovery Assistance for Cohesion and the Territories of Europe)** a pour objectif de favoriser « la réparation de la crise et de préparer une reprise verte, numérique et résiliente de l'économie » au profit de l'ensemble des Etats membres. Concernant la France, ce montant devrait avoisiner 3,9 Milliards €. L'enveloppe potentielle dont pourrait bénéficier l'Occitanie serait de 199 M€, dont 157 M€ en 1<sup>ère</sup> tranche, et 42 M€ potentiellement en 2<sup>nde</sup> tranche. Cette 2<sup>nde</sup> tranche ne sera déterminée qu'après mise à jour de la situation économique des Etats membres.

L'enveloppe complémentaire qui provient du budget UE 2021-2027, sera injectée dans les programmes 2014-2020, au sein d'axes spécifiques, et devra être consommée d'ici le 31 décembre 2023.

A ce jour, les choix régionaux de mobilisation de REACT-EU sont en cours de définition et feront l'objet de propositions à la Commission européenne au début de l'année 2021. Le montant inscrit dans le Budget Primitif 2021 pour cette enveloppe s'élève à **52 M€**

### B. FEADER et FEAMP (407,4 M€)

En application de l'instruction comptable du 11 février 2015, la recette correspondant au fonds européen FEADER permettant de financer les dépenses payées par l'Agence de Services et de Paiements (ASP) et dont la gestion relève désormais de l'autorité régionale est inscrite au budget. Cette inscription est équilibrée en dépense/recette.

Au Budget Primitif 2021, les crédits FEADER sont inscrits pour **117 M€** en investissement et **280 M€** en fonctionnement. Concernant le FEAMP, la prévision 2020 s'élève à **0,63 M€** (investissement).

S'ajoutent **9,8 M€** au titre de l'assistance technique du FEADER. il s'agit ici d'un « rattrapage » permis par les nouvelles modalités de calcul de l'assistance technique. En effet, jusqu'ici la Région n'avait quasiment pas touché d'assistance technique au titre du FEADER.

#### **IV.2- Autres recettes européennes (2,37 M€)**

La Région mène une politique volontariste de soutien à la mobilité européenne, afin que les apprenants inscrits dans des établissements de formation d'Occitanie (étudiants, apprentis, stagiaires de la formation professionnelle, élèves/étudiants des filières sanitaires et sociales) puissent bénéficier d'une réelle valeur ajoutée pour leur insertion sociale et professionnelle grâce à la valorisation des savoirs et des compétences acquises.

Pour mettre en œuvre des dispositifs, la Région mobilise notamment des crédits issus des programmes européens Erasmus + et POCTEFA (Programme de Coopération Territoriale Espagne-France-Andorre).

Au titre de ces divers programmes, il est attendu une recette évaluée à **0,37 M€**.

Par ailleurs la Région attend en 2021 (**2 M€**) une première partie d'un financement de l'Union européenne (financement Connecting Europe Facility) dans le cadre du projet Corridor H2.

**Soit un total de recettes liées aux fonds européens (recettes de fonctionnement et d'investissement) de 586 M€.**

#### **V. L'AUTORISATION D'EMPRUNT**

L'autorisation d'emprunt au titre de l'exercice 2021 s'élèverait à **643,7 M€** (*hors outils de gestion de trésorerie*).

**TOTAL GENERAL DES RESSOURCES PREVISIONNELLES DU BP 2021**  
**(hors lignes de trésorerie) :**

**3,739 Milliards €**



### **PARTIE 3 :**

### **Le Budget Vert**

Le vote du budget est l'exercice qui traduit concrètement l'action régionale, ses orientations stratégiques et ses priorisations.

Comme le prévoit notre Plan de transformation et de développement - Green New Deal adopté le 19 novembre 2020, et en application d'une des quatre préconisations de la **Mission d'Information et d'Evaluation du changement climatique en région Occitanie Pyrénées-Méditerranée** dans son rapport d'étape présenté à l'Assemblée Plénière du 5 mars 2020, la Région initie une démarche d'évaluation « climat » de son budget.

L'adoption d'un budget vert marque notre volonté :

- d'améliorer la transparence des dépenses de la Région quant à leurs effets sur les émissions de carbone,
- de tendre vers la réduction drastique des dépenses incompatibles avec l'environnement et mettre en cohérence le budget régional avec les objectifs de neutralité carbone,
- de produire des indicateurs pour une trajectoire d'amélioration de toutes les politiques sectorielles vers l'effort climatique et environnemental.

La démarche de « Budget Vert » consiste en effet à **recenser les dépenses** (et le cas échéant les recettes, mais les régions n'ont qu'une marge de manœuvre très limitée en la matière) ayant un impact environnemental significatif afin de pouvoir mesurer **l'impact des choix budgétaires compatibles climat**, donc d'un budget « bas carbone », conformément aux orientations :

- internationales avec l'**Accord de Paris** du 12 décembre 2015,
- nationales avec la **SNBC** (Stratégie Nationale Bas Carbone) : réduire les émissions de GES, avec l'ambition d'une neutralité carbone en 2050 (équilibre entre émission de GES et absorption via les « puits carbone » naturels ou artificiels), ce qui implique de diviser les émissions de GES au moins par 6 par rapport à 1990, avec diverses orientations sectorielles (ex : nouvelle réglementation thermique pour les bâtiments RE2020 attendue pour l'été 2021),
- régionales avec l'adoption lors de l'Assemblée Plénière du 20 décembre 2017 de la **stratégie REPOS** visant à ce que l'Occitanie soit la première région à énergie positive d'Europe d'ici 2050, ce qui signifie que 100% de la consommation finale est couverte par la production d'énergie renouvelable.

Annexé au Budget primitif de l'exercice le Budget vert permet de quantifier en AP/AE et en CP, les dépenses en fonction de l'analyse « climat » :

- dépenses très favorables,
- dépenses favorables,
- dépenses neutres,
- dépenses défavorables,
- dépenses à définir.

L'objectif est par conséquent d'améliorer, lors de chaque exercice budgétaire, l'impact climat du budget en s'assurant que la part des dépenses favorables augmente, en cohérence avec la stratégie REPOS et en réduisant par là même les dépenses ayant un impact négatif sur le climat.

Ainsi, le Budget vert est un outil indispensable pour renforcer la prise en compte de l'impératif climatique dans les dépenses régionales au travers d'une exigence croissante de la Région vis-à-vis de ses propres achats et de sa maîtrise d'ouvrage, mais également vis-à-vis de ses partenaires (collectivités locales, entreprises, associations, etc.) dans le cadre des critères de conditionnalité des aides régionales.

### **1. Une évaluation des dépenses prévisionnelles inscrites au projet de BP 2021, en AP/AE et en CP**

**Le Budget Vert évalue les dépenses, il ne traite pas des recettes du budget régional.** En effet, si pour l'Etat la politique fiscale est l'instrument majeur d'une politique incitative en faveur de la transition énergétique, ce n'est pas le cas des régions, qui ont une autonomie fiscale très limitée.

Toutefois, il faut signaler que sur la seule recette fiscale pour laquelle les régions disposent véritablement d'un pouvoir de taux, la **carte grise, la Région Occitanie a fait le choix d'exonérer totalement les véhicules « propres »**.

De même, la Région privilégie désormais un **recours à l'emprunt « vert »** - cette approche budgétaire contribuera à favoriser la mobilisation de financements de plus en plus orientés vers des investissements favorisant la lutte contre le changement climatique. C'est le cas en particulier de **l'émission obligataire verte et sociale « Green Bonds »** réalisée en 2018 (200 M€) dont le rapport d'information présenté aux élus régionaux (AP du 19 novembre 2020) permet d'enrichir le travail d'évaluation environnementale des projets régionaux. C'est de plus en plus le cas également des prêts bonifiés que la Région obtient auprès de la BEI (Banque Européenne d'Investissement) et de la Banque des Territoires.

**Le Budget Vert évalue des dépenses prévisionnelles.** Comme pour un budget « classique », le Budget Vert sera suivi chaque année d'un « **compte administratif** » qui permettra de retracer les dépenses effectivement votées et réalisées en 2021 et participant de cette stratégie Climat.

**Le Budget Vert s'applique aussi bien aux AP/AE qu'aux CP.** Il y a une cohérence entre les AP/AE et les CP, qui est celle de la politique régionale menée en faveur de la transition énergétique dès 2016 (exemple de la généralisation rapide de l'éco-chèque logement sur l'ensemble du territoire régional), mais qui s'est constamment accélérée avec notamment l'adoption de la stratégie REPOS fin 2017, le Plan Hydrogène Vert en juin 2019 ou encore le Plan de transformation et de développement régional en novembre 2020.

Cette logique d'accélération se matérialise en particulier par le fait que **les AP/AE, qui correspondent à des engagements nouveaux, représentent une part « favorable » du budget régional supérieure à celle des CP** (crédits de paiement), qui traduisent davantage les choix budgétaires passés (bien que récents, et pour l'essentiel pour des dépenses affectées depuis 2016), pour des dossiers en cours de paiement.

**Le périmètre du Budget Vert** est celui de la totalité des dépenses régionales (3,739 Milliards € en CP), à l'exception de deux catégories de dépenses, dont le montant cumulé s'élève à 756 M€ en CP (ramenant ainsi le **montant total des dépenses analysées dans le cadre du Budget Vert à 2,983 Milliards € en CP et 2,745 Milliards € en AP/AE**) :

- les **fonds européens** (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) dont la Région assure l'autorité de gestion, avec une marge de manœuvre dans les choix budgétaires qui est donc différente du budget régional « propre », même si, une grande partie des fonds européens correspondent à des objectifs comparables en terme de transition énergétique qu'ils financent également largement,
- les dépenses liées aux **mesures d'urgence et au plan de relance résultant de la crise sanitaire et économique de la Covid-19** : celles-ci consistent en effet en des aides financières exceptionnelles dont l'intégration sur le seul exercice 2021 fausserait une analyse structurelle comparative de l'évolution du Budget Vert de la Région dans les années à venir. Ces aides exceptionnelles concernent, parmi d'autres secteurs, la filière aéronautique, particulièrement touchée par la crise de la Covid-19, pour préserver les emplois et compétences, et répondre aux besoins de court et moyen termes des entreprises. A travers le soutien à cette filière, la Région souhaite également accompagner ses mutations et impulser une transition vers l'avion vert.

## 2. Une évaluation des dépenses régionales réalisée sous le prisme de la trajectoire Climat

**Le critère d'appréciation d'une dépense régionale est simple et lisible : cette dépense favorise-t-elle (impact défavorable) ou atténue-t-elle la consommation d'énergies fossiles, directement (impact très favorable) ou indirectement (impact favorable, au travers notamment de la promotion d'un « écosystème » favorable à la transition énergétique : démarches collectives et têtes de réseaux, éducation à l'environnement...) ?<sup>1</sup>** Si ce n'est pas le cas, alors cette dépense est considérée comme neutre, et il est logique que la majorité du budget régional (comme pour l'ensemble du budget des collectivités publiques : cf. neutralité pour 90% des dépenses du PLF 2021 de l'Etat) le soit : l'essentiel des dépenses relatives à la culture, aux solidarités (lutte contre les discriminations, plan handicap et accessibilité...), à la politique de la ville ou encore à la formation n'ont pas d'impact significatif sur le Climat.

**Le choix de la Région est donc de privilégier le Climat, qui demeure l'axe central de tout « budget vert » et irrigue l'ensemble des politiques régionales.** Il va en effet de soi que, dans la méthode retenue, le Climat interagit et se renforce mutuellement avec les autres critères environnementaux : la biodiversité et la protection des espaces naturels avec le Plan Arbre et Carbone vivant, l'économie circulaire puisque la stratégie de recyclage et de valorisation des déchets vise également à limiter le coût énergétique de production de produits neufs, etc.

Une fois la méthode consolidée, la démarche pourra être amplifiée et prendre en compte d'autres critères environnementaux tels que la prévention des risques naturels, la gestion de la ressource en eau, les déchets, la lutte contre les pollutions et la biodiversité et protection des espaces naturels.

---

<sup>1</sup> Par effet miroir, une dépense qui permet de renforcer la séquestration de GES est considérée comme favorable voire très favorable : c'est en particulier le cas des mesures prises en application du « Plan Arbre et Carbone vivant » adopté lors de l'Assemblée Plénière du 5 mars 2020 (restauration de la trame arborée et protection des vieilles forêts), dès lors qu'un arbre séquestre en moyenne 6 kg de carbone par m<sup>2</sup> (1 kg/m<sup>2</sup> pour un espace vert non arboré).

De plus, **le classement de plusieurs dépenses du Budget 2021 tient compte d'une logique « d'équilibre des forces » avec d'autres critères environnementaux**, ce qui conduit à considérer cette dépense comme neutre alors qu'elle serait favorable avec la seule application du critère Climat. C'est en particulier le cas :

- des dépenses liées à la construction par la Région ou par un tiers d'un nouveau bâtiment : compte tenu de son impact sur l'artificialisation des sols et la biodiversité, il faut que ce bâtiment atteigne une performance énergétique significativement supérieure (et pas simplement égale) à la réglementation en vigueur pour que la dépense correspondante soit considérée comme favorable, pour 10% seulement du coût total de la construction (son surcoût thermique). Avec cette méthode, très peu de constructions neuves peuvent donc être intégrées dans les dépenses dites favorables. C'est cependant **le cas des lycées à énergie positive BEPOS programmés depuis 2016** (Lycées de Cazères, Gignac, Gragnague et Sommières par exemple),
- des dépenses d'acquisitions foncières et d'études liées aux **projets GPSO et LNMP** de lignes à grande vitesse nouvelles, qui sont **considérées comme neutres** du fait de leur impact sur l'artificialisation des sols et la biodiversité, **alors même que le TGV est le mode de transport ferroviaire le moins émetteur de CO<sub>2</sub><sup>2</sup>** (3,2 gCO<sub>2</sub>/pass.km, contre 10,8 gCO<sub>2</sub>/pass.km pour les trains grandes lignes), ce qui justifierait le classement « très favorable » de ces dépenses sur le seul critère Climat. Par ailleurs, s'ils devaient se confirmer, la construction de lignes mixtes marchandises / passagers, l'effet de report modal du fret et la diminution du trafic routier des poids lourds qui en résulterait, pourraient conduire à l'avenir à revoir ce classement.

La méthode de classement retenue vise à faire du Budget Vert un outil qui témoigne de la démarche volontariste forte menée par la Région en faveur du Climat depuis 2016, mais également l'« oblige » pour l'avenir, en la poussant à poursuivre cette démarche, dans une logique de **trajectoire « positive », sans se contenter des résultats actuels, même s'ils sont déjà favorables.**

C'est la raison pour laquelle **ce classement est exigeant** dans plusieurs secteurs, en particulier celui des Transports. Par définition, le transport ferroviaire régional et le transport routier de voyageurs sont favorables pour le Climat, puisqu'il s'agit de transports collectifs qui constituent une alternative moins carbonée aux déplacements par véhicules particuliers. Pourtant, les dépenses liées au fonctionnement de ces réseaux de transport (convention ferroviaire régionale, réseau LiO de transport lignes régulières et scolaires), si elles sont majoritairement considérées comme très favorables ou favorables, sont également pour partie considérées comme neutres (la part du trafic diesel pour le train, la part du trafic opéré par des bus hors norme Euro VI), voire défavorables pour la part des dépenses de carburant de ces trafics diesel. Ce choix méthodologique vise à appuyer les efforts réalisés par la Région, notamment dans le cadre du Plan Rail adopté lors de l'Assemblée Plénière du 19 novembre 2020, lors du **renouvellement des parcs de matériel roulant ferroviaire** (acquisition de trois rames à Hydrogène, expérimentation de la transformation d'une rame AGC bimode électrique / diesel en bimode électrique / batterie) **et de matériel roulant routier** (acquisition de 15 bus au BioGNV).

---

<sup>2</sup> Pour l'ensemble des données relatives à l'émission de CO<sub>2</sub> et de GES, la source de référence est l'ADEME, *Les chiffres clés du Climat 2018*.

### 3. La méthode retenue : celle du « think thank » I4CE adaptée par la Région

**I4CE (Institut for Climate Economics)** est une association d'intérêt général, à but lucratif, fondée par la Banque des Territoires et l'Agence Française de Développement, dont la mission est de faire avancer l'action contre les changements climatiques en contribuant au débat sur les politiques liées au climat. Il rend publique des analyses pour appuyer la réflexion des institutions financières, des entreprises ou encore des territoires et les aider à intégrer concrètement les enjeux climatiques dans leurs activités.

I4CE a contribué à la définition de la méthodologie de « green budgeting » proposée, pour l'Etat, par le CGEDD et l'IGF en septembre 2019, et il a initié fin 2019 un projet sur l'évaluation climat du budget de cinq collectivités locales, en partenariat avec l'ADEME, France Urbaine et l'Association des Maires de France : les Villes de Paris et de Lille, les Métropoles de Lyon, de Strasbourg et de Lille. Un travail de co-construction d'un Budget Climat adapté à la spécificité des collectivités locales a donc été mené par ce « think thank », et il vient d'être rendu public fin novembre 2020.

En septembre 2020, ce « think thank », qui n'est donc pas un AMO et avec lequel il n'existe aucune relation contractuelle financière, a accepté de transmettre cette méthodologie à la Région, en lien également avec Régions de France, dès lors que plusieurs principes étaient partagés :

- la lisibilité de la démarche et son pragmatisme,
- la nécessité de se baser sur une méthodologie « raisonnable », équilibrée (cf. le principe d'équilibre des forces pour la neutralité de certaines dépenses) et basée sur une « taxonomie » la plus objective possible, par référence à des sources indiscutables (ADEME...) et une argumentation synthétique et experte.

**Dans de nombreux cas, la Région s'est donc appuyée sur une classification « clefs en main »**, qui considère par exemple qu'une opération de restructuration générale d'un bâtiment est considérée très favorable pour le Climat à hauteur de 15% de son coût total (la part estimée par les organismes spécialisés de l'amélioration thermique du bâtiment) et de 100% dans le cas d'une opération spécifique de rénovation énergétique, ou encore que l'achat de gaz est défavorable dès lors que ce gaz est d'origine fossile et non renouvelable.

Cette grille d'analyse n'a toutefois pas permis de traiter l'ensemble des dépenses régionales, pour deux raisons :

- la méthode I4CE a été construite avec des Villes et des Métropoles, pas ou peu concernées par des domaines importants de l'action régionale, en particulier la **formation professionnelle et l'agriculture**. Dans ces deux domaines, et pour des raisons différentes, **une partie importante du budget 2021 demeure « à définir »** : la formation, parce que si elle tend globalement vers la neutralité, le développement de la formation à distance est susceptible d'impacter davantage (et favorablement) le climat ; l'agriculture parce qu'il s'agit d'un domaine sensible et complexe, et qui nécessite un temps de co-construction plus long, qui sera mené courant 2021<sup>3</sup>,

---

<sup>3</sup> D'autre part, s'agissant de l'agriculture, une partie des dépenses régionales concerne des co-financements FEADER, pour lesquels la Région ne maîtrise pas totalement le contenu des dispositifs, et donc la capacité à définir si elle le souhaite une politique pour le Climat.

- la méthode I4CE est davantage adaptée aux dépenses propres de la collectivité (achats et maîtrise d'ouvrage) qu'aux subventions et financements qu'elle peut verser à des tiers, et qui constituent une part importante du budget régional : pour les subventions – et il ne peut en être autrement – la méthode I4CE se borne donc à renvoyer à un « arbre de décision » le classement de ces subventions, en fonction de l'impact Climat du dossier. C'est notamment en ce sens que la méthode I4CE a été adaptée par la Région, par une analyse spécifique et détaillée de chaque dispositif, sur la base de l'objet de ce dispositif, de la nature des dépenses éligibles (exemple : présence ou non de frais de déplacement potentiellement carbonés), de l'existence et de l'exigence de critères d'éco-conditionnalité environnementale, et de l'analyse des dossiers votés en 2019 et/ou en 2020. Cette adaptation s'est toujours efforcée de respecter les principes méthodologiques partagés (cf. *supra*).

Dans les domaines qui restent à consolider, ainsi que sur le retour d'expérience partagé de cette adaptation de la méthode I4CE aux spécificités et compétences régionales, un travail partenarial pourra être engagé en 2021 entre la Région – reconnue pilote en la matière – I4CE et Régions de France.

#### 4. Un budget 2021 très favorable ou favorable au Climat à 35% (engagements nouveaux) et 26% (crédits de paiement), et défavorable à 4%

	BP 2021	Périmètre du Budget Vert	Dépenses favorables	Dépenses neutres	Dépenses défavorables	Dépenses à définir
AP/AE	3 634 M€	2 745 M€	953 M€ 35%	1 248 M€ 45%	110 M€ 4%	435 M€ 16%
CP	3 739 M€	2 983 M€	770 M€ 26%	1 815 M€ 61%	132 M€ 4%	266 M€ 9%

Comme indiqué *supra* :

- le **périmètre analysé** (dépenses uniquement) s'élève à **2,745 Md€ en AP/AE et 2,983 Md€ en CP**, soit **80% des dépenses régionales totales** (3,739 Md€), hors fonds européens et mesures d'urgence et de relance face à la crise sanitaire et économique,
- au sein de ce périmètre, les **dépenses « à définir »** (non classables en l'état par manque d'informations, de données ou de recul) s'élèvent à **435 M€ en AP/AE (16%) et 266 M€ en CP (9%)**. Il s'agit soit de dépenses qui correspondent à une partie des secteurs spécifiques aux Régions devant être analysés en partenariat avec I4CE courant 2021 (formation, agriculture), soit de dépenses pour lesquelles l'information n'est pas disponible à ce stade. C'est par exemple le cas de :
  - ✓ la construction de lycées neufs (58 M€ en AP) où la performance énergétique du futur lycée d'Auterive (qui sera, comme tous les autres lycées neufs, à énergie positive) et des autres opérations d'extension ne peut être jugée à l'aune d'une réglementation thermique nouvelle, la RE2020, qui n'existe pas encore,
  - ✓ le CPER 2021-2027, pour les opérations immobilières et d'équipement de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (46 M€), qui n'est pas encore connu,
  - ✓ les dispositifs d'ingénierie financière pour les aides aux entreprises, qui nécessitent une analyse des données en lien avec les structures gestionnaires de ces fonds.

- les **dépenses « neutres »**, sans impact significatif sur le Climat, s'élèvent à **1,248 Md€ en AP/AE (45%)** et **1,815 Md€ en CP (61%)** : cette part majoritaire dans le budget régional est logique, et concerne la quasi-totalité des dépenses dans des secteurs comme la Culture (94% en CP), la masse salariale (notamment les ARL des lycées), les solidarités (89% en CP), la politique de la ville (92% en CP) ou encore la gestion de l'eau et des risques naturels (97% en CP), dont l'impact environnemental est essentiel, mais pas sur cet axe d'atténuation du changement climatique,
- les **dépenses « défavorables »** s'élèvent à **110 M€ en AP/AE** et **132 M€ en CP (4%)**, et correspondent à des secteurs d'activité (routes, aéroports...) et/ou des types de dépenses carbonées, telles que les carburants (y compris leur valorisation dans le cas des transports collectifs ferroviaire et routier), l'achat de véhicules thermiques, l'acquisition de matériel informatique (à l'exception des dépenses avec « équilibre des forces » tel que le développement du télétravail ou de la formation à distance), ou encore l'achat de gaz fossile (notamment pour le chauffage). De la même façon que la Région a identifié la part des dépenses défavorables sur ses propres achats (4,2 M€, soit 6%), une part variable selon les structures de 2 à 4% (contrairement au ratio de 6% pour la Région qui inclut les charges de personnel) a été retenue pour l'ensemble des agences régionales et organismes majoritairement financés par la Région en subvention de fonctionnement général. Là encore, ce choix résulte d'un parti-pris exigeant, celui d'associer ces structures à l'effort réalisé par la Région elle-même. En effet, la **part des achats « défavorables » de la Région diminue progressivement grâce à une politique d'achat durable et responsable**, avec une part croissante des achats « favorables » ou « très favorables » (5,9 M€ soit 8% : acquisition de véhicules électriques, contrat « verts » énergie renouvelable à 75% pour l'électricité et 50% pour le gaz, lancement d'une dynamique de clauses « recyclage » dans l'acquisition de matériel informatique...),
- les **dépenses « très favorables » ou « favorables »** s'élèvent à **953 M€ en AP/AE (35%)** et **770 M€ en CP (26%)**. Trois secteurs concourent majoritairement (82%) à ce pourcentage élevé, qui traduit à la fois la réalité des compétences régionales (dans les transports notamment), et le volontarisme de l'action politique régionale (dans l'éducation avec de nouveaux lycées à énergie positive et un PPI de restructurations / réhabilitations largement orienté sur l'efficacité énergétique et les opérations d'économie d'énergie ; ou encore dans le soutien aux énergies renouvelables profondément accéléré avec le Plan Hydrogène Vert qui concerne également largement le secteur des Transports) :
  - ✓ les **Transports : 357 M€ de dépenses très favorables en CP** (536 M€ en AP/AE, compte tenu notamment des importants investissements prévus sur le réseau ferroviaire notamment les DFT, ainsi que l'acquisition de matériel roulant « vert »), et **181 M€ de dépenses favorables** (227 M€ en CP),
  - ✓ **l'Education** : 46 M€ de dépenses très favorables ou favorables en CP (37 M€ en AP/AE),
  - ✓ la **transition énergétique** (soutien aux énergies renouvelables et à l'économie circulaire) : 46 M€ de dépenses très favorables ou favorables en CP (70 M€ en AP/AE), là encore du fait de la mise en place du Plan Hydrogène Vert et des dépenses en faveur de la préservation et de la restauration de la biodiversité pour accroître notamment les capacités de stockage du carbone, (Plan Arbre et Carbone Vivant, préservation des zones humides,...).



## ANNEXE – LE BUDGET VERT DU BP 2021

- BP 2021 :
  - Autorisations de Programme et d'Engagement (AP/AE) : 3,634 milliards d'euros
  - Crédits de Paiement (CP) : 3,739 milliards d'euros
- Périmètre du Budget Vert (hors fonds européens et mesures liées à la crise sanitaire) :
  - Autorisations de Programme et d'Engagement (AP/AE) : 2,746 milliards d'euros (76% des AP/AE inscrites au BP 2021)
  - Crédits de Paiement (CP) : 2,983 milliards d'euros (80% des CP inscrits au BP 2021)

	GLOBAL AP AE	%	GLOBAL CP	%
Très favorable	665 264 792	24,2%	484 368 631	16,2%
Favorable	287 486 188	10,5%	285 380 502	9,6%
Neutre	1 247 767 232	45,4%	1 815 083 280	60,8%
Défavorable	110 447 725	4,0%	131 995 342	4,4%
à définir	434 558 380	15,8%	266 240 138	8,9%
<b>TOTAL</b>	<b>2 745 524 318</b>	<b>100,0%</b>	<b>2 983 067 894</b>	<b>100,0%</b>

- 34% de crédits d'engagement nouveaux (AP/AE) et 26% de crédits de paiement très favorables ou favorables
- 45% de crédits d'engagement nouveaux (AP/AE) et 61% de crédits de paiement neutres
- 4% de crédits d'engagement nouveaux (AP/AE) et de crédits de paiement défavorables
- 16% de crédits d'engagement nouveaux (AP/AE) et 9% de crédits de paiement à définir en fonction des dossiers votés

## La ventilation du Budget Vert du BP 2021 par chapitres budgétaires

### Investissement

INVESTISSEMENT	AP						CP					
	Très favorable	Favorable	Neutre	Défavorable	à définir	total par chapitre	Très favorable	Favorable	Neutre	Défavorable	à définir	total par chapitre
900	58 735	4 789 999	12 171 100	503 966		17 523 800	240 920	3 036 577	19 432 546	1 454 709		24 164 752
901	1 250 500		15 502 500	735 000		17 488 000	1 370 000		18 530 000	700 000		20 600 000
902	31 280 000	375 000	196 385 000	4 040 000	73 000 000	305 080 000	39 625 000	5 858 800	238 543 812	5 995 000	70 000	290 092 612
903	3 265 000	2 135 000	43 963 000	2 829 500		52 192 500	5 077 000	975 000	38 510 861	1 076 000		45 638 861
904			2 900 000			2 900 000			2 700 000			2 700 000
905	20 559 500	3 515 000	65 429 500		800 000	90 304 000	7 775 700	2 285 000	43 793 695		200 000	54 054 395
907	52 135 000	8 709 000	26 904 829			87 748 829	35 349 683	3 403 131	33 388 500			72 141 314
908	292 473 000	86 155 600	30 623 000	19 530 000		428 781 600	120 616 300	85 494 323	69 537 818	38 399 000		314 047 441
909	12 711 500	17 864 150	112 647 200	1 058 150	123 520 000	267 801 000	19 786 500	14 678 191	142 297 707	4 353 700	53 530 000	234 646 098
923								13 300 000	125 420 000			138 720 000
<b>totaux</b>	<b>413 733 235</b>	<b>123 543 749</b>	<b>506 526 129</b>	<b>28 696 616</b>	<b>197 320 000</b>	<b>1 269 819 729</b>	<b>229 841 103</b>	<b>129 031 022</b>	<b>732 154 939</b>	<b>51 978 409</b>	<b>53 800 000</b>	<b>1 196 805 473</b>

## Fonctionnement

FONCTIONNEMENT	AE						CP					
	Très favorable	Favorable	Neutre	Défavorable	à définir	total par chapitre	Très favorable	Favorable	Neutre	Défavorable	à définir	total par chapitre
930	313 200	894 301	45 963 096	329 231	129 380	47 629 208	1 427 722	6 217 777	180 907 375	2 702 867	125 820	191 381 561
931			198 757 800	84 900	229 437 000	428 279 700	38 000		200 607 800	71 400	206 906 800	407 624 000
932	5 600 000	514 300	96 313 100	15 663 000		118 090 400	5 440 000	550 757	297 939 399	15 255 754		319 185 910
933		573 900	53 872 596	777 120		55 223 616	32 000	387 000	51 677 421	648 420		52 744 841
934			4 661 000			4 661 000			3 962 000			3 962 000
935		323 000	26 651 200	30 000		27 004 200		302 000	11 590 700	30 000		11 922 700
936						0						-
937	225 000	11 715 000	8 636 744	124 300		20 701 044	187 500	9 726 390	6 666 247	115 800		16 695 937
938	275 303 357	146 145 338	215 382 088	63 290 758		700 121 541	259 096 786	135 584 657	214 836 932	59 718 071		669 236 446
939	110 000	3 776 600	60 983 480	1 451 800	7 672 000	73 993 880	140 000	3 397 900	66 308 665	1 474 619	5 407 518	76 728 702
943						0		183 000	35 076 000			35 259 000
944						0			1 521 324			1 521 324
<b>totaux</b>	<b>281 551 557</b>	<b>163 942 439</b>	<b>711 221 104</b>	<b>81 751 109</b>	<b>237 238 380</b>	<b>1 475 704 589</b>	<b>266 362 008</b>	<b>156 349 481</b>	<b>1 071 093 863</b>	<b>80 016 931</b>	<b>212 440 138</b>	<b>1 786 262 421</b>

**Total AP AE 2 745 524 318**

**Total CP 2 983 067 894**

# **La ventilation du Budget Vert du BP 2021 par Commissions sectorielles**

## **Commissions 01 à 09 :**

AP / AE									
	CS1	CS2	CS3	CS4	CS5	CS6	CS7	CS8	CS9
Très favorable	371 935	1 275 000	24 000	1 865 000	36 880 000	-	49 735 000	1 250 500	260 000
Favorable	7 786 500	450 000	3 798 950	-	468 500	304 200	20 354 000	-	4 617 000
Neutre	50 908 896	16 909 000	17 970 600	62 885 746	281 699 900	8 307 426	15 740 572	212 388 200	43 864 600
Défavorable	904 197	-	319 450	431 920	19 622 000	175 700	120 300	762 000	1 053 400
à définir	129 380	-	42 642 000	-	58 000 000	-	-	229 437 000	27 150 000
<b>TOTAL AP/AE</b>	<b>60 100 908</b>	<b>18 634 000</b>	<b>64 755 000</b>	<b>65 182 666</b>	<b>396 670 400</b>	<b>8 787 326</b>	<b>85 949 872</b>	<b>443 837 700</b>	<b>76 945 000</b>

CP									
	CS1	CS2	CS3	CS4	CS5	CS6	CS7	CS8	CS9
Très favorable	1 668 643	1 375 000	30 000	3 882 000	40 555 000	-	34 449 683	1 408 000	1 235 000
Favorable	24 925 153	300 000	3 194 691	500 000	5 327 000	262 100	13 059 521	-	6 867 000
Neutre	565 914 880	13 171 500	13 363 905	75 221 965	313 743 000	8 826 444	12 066 244	217 702 200	64 400 255
Défavorable	4 230 521	-	220 000	410 420	21 182 000	162 200	111 800	727 000	1 005 920
à définir	125 820	-	27 757 518	-	-	-	-	206 906 800	11 860 000
<b>TOTAL CP</b>	<b>596 865 017</b>	<b>14 846 500</b>	<b>44 566 114</b>	<b>80 014 385</b>	<b>380 807 000</b>	<b>9 250 744</b>	<b>59 687 248</b>	<b>426 744 000</b>	<b>85 368 175</b>

**Commissions 10 à 20 :**

AP / AE											
	CS10	CS11	CS12	CS13	CS14	CS15	CS16	CS17	CS18	CS19	CS20
Très favorable	536 056 357	20 023 000	-	520 000	9 753 000	322 000	-	580 000	1 400 000	2 324 000	2 625 000
Favorable	226 743 038	1 806 000	8 301 900	20 000	-	3 036 000	-	171 400	2 708 900	6 849 800	70 000
Neutre	252 421 588	85 878 785	42 239 615	4 115 000	41 904 800	6 562 000	917 000	4 533 254	40 980 050	31 139 200	26 401 000
Défavorable	80 605 058	45 000	66 600	-	761 200	80 000	-	95 000	3 174 700	2 227 200	4 000
à définir	-	800 000	46 000 000	-	-	26 000 000	-	4 400 000	-	-	-
<b>TOTAL AP/AE</b>	<b>1 095 826 041</b>	<b>108 552 785</b>	<b>96 608 115</b>	<b>4 655 000</b>	<b>52 419 000</b>	<b>36 000 000</b>	<b>917 000</b>	<b>9 779 655</b>	<b>48 263 650</b>	<b>42 540 200</b>	<b>29 100 000</b>

CP											
	CS10	CS11	CS12	CS13	CS14	CS15	CS16	CS17	CS18	CS19	CS20
Très favorable	357 303 605	8 393 700	5 480 000	269 000	14 336 500	273 000	-	290 000	1 227 000	11 105 000	1 087 500
Favorable	181 328 538	2 045 500	4 732 499	10 000	-	2 050 000	-	149 700	862 000	39 696 800	70 000
Neutre	220 884 244	62 255 585	49 412 391	3 390 095	50 740 639	14 305 000	890 000	3 487 099	25 125 030	66 164 304	34 018 500
Défavorable	84 256 182	3 685 000	76 100	-	586 500	55 000	-	106 500	1 314 000	13 862 200	4 000
à définir	-	200 000	570 000	-	-	18 300 000	-	520 000	-	-	-
<b>TOTAL CP</b>	<b>843 772 568</b>	<b>76 579 785</b>	<b>60 270 990</b>	<b>3 669 095</b>	<b>65 663 639</b>	<b>34 983 000</b>	<b>890 000</b>	<b>4 553 300</b>	<b>28 528 030</b>	<b>130 828 304</b>	<b>35 180 000</b>

**Budget Vert 2021 de la Commission des Finances  
(Commission 01)**

Montants inscrits au BP 2021 :

- AP/AE : 135,3 M€
- CP : 833,6 M€

Périmètre Budget Vert (hors fonds européens, mesures crise sanitaire, emprunts, provisions) :

- AP/AE : 60,1 M€ (44 %)
- CP : 596,9 M€ (72 %)

Commission 01	AP / AE	CP	% AP AE	% CP
Très favorable	371 935	1 668 643	0,6%	0,3%
Favorable	7 786 500	24 925 153	13,0%	4,2%
Neutre	50 908 896	565 914 880	84,7%	94,8%
Défavorable	904 197	4 230 521	1,5%	0,7%
à définir	129 380	125 820	0,2%	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>60 100 908</b>	<b>596 865 017</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Libellé / Code	AP	CP
<b>Investissement</b>	<b>17 223 800</b>	<b>162 005 072</b>
<b>Agents du siège</b>		<b>200 000</b>
Neutre	0	200 000
<b>Commande publique, documentation archives, courrier, service juridique</b>	<b>358 800</b>	<b>529 200</b>
Neutre	358 800	529 200
<b>Relations publiques, signalétique</b>	<b>10 000</b>	<b>3 090 000</b>
Neutre	10 000	3 090 000
<b>FRI - FIR</b>	<b>4 826 000</b>	<b>3 995 752</b>
Favorable	508 602	419 949
Neutre	4 132 452	3 423 094
Défavorable	184 946	152 709
<b>Gestion du SI régional</b>	<b>10 137 000</b>	<b>10 395 000</b>
Très favorable	58 735	240 920
Favorable	3 949 365	2 168 380
Neutre	6 043 100	7 016 280
Défavorable	85 800	969 420
<b>Moyens du CESER</b>	<b>180 000</b>	<b>240 120</b>
Neutre	180 000	240 120
<b>Opérations financières</b>		<b>138 720 000</b>
Favorable	0	13 300 000
Neutre	0	125 420 000
<b>Patrimoine et moyens généraux</b>	<b>1 612 000</b>	<b>4 685 000</b>
Favorable	292 032	416 448
Neutre	1 086 748	3 935 972
Défavorable	233 220	332 580
<b>PPRT</b>	<b>100 000</b>	<b>150 000</b>
Favorable	50 000	75 000
Neutre	50 000	75 000

Libellé	AE	CP
<b>Fonctionnement</b>	<b>42 877 108</b>	<b>434 859 945</b>
<b>Agents ARL - du siège - ports et transports</b>	<b>10 964 000</b>	<b>348 004 310</b>
Favorable	592 056	5 151 822
Neutre	10 043 024	342 421 118
Défavorable	328 920	431 370
<b>Commande publique, Contrôles audits, Service juridique</b>	<b>2 163 508</b>	<b>3 857 000</b>
Neutre	2 163 508	3 857 000
<b>Communication interne, documentation archives, courrier, relations publiques</b>	<b>3 369 000</b>	<b>6 158 028</b>
Neutre	3 369 000	6 158 028
<b>FIR - FRI</b>	<b>1 187 500</b>	<b>943 546</b>
Neutre	1 187 500	943 546
<b>Gestion du SI régional</b>	<b>15 096 400</b>	<b>9 605 000</b>
Très favorable		35 200
Favorable	300 256	772 635
Neutre	14 662 264	8 334 385
Défavorable	4 500	336 960
à définir	129 380	125 820
<b>Groupes politiques</b>	<b>0</b>	<b>1 521 324</b>
Neutre	0	1 521 324
<b>Moyens des Elus et des membres du CESER</b>	<b>111 500</b>	<b>11 020 837</b>
Favorable		269 744
Neutre	111 500	9 990 437
Défavorable		760 656
<b>Opérations financières</b>	<b>698 200</b>	<b>36 109 900</b>
Favorable	0	183 000
Neutre	698 200	35 926 900
<b>Patrimoine et moyens généraux</b>	<b>7 197 000</b>	<b>15 550 000</b>
Très favorable	313 200	1 392 522
Favorable	4 189	78 175
Neutre	6 812 800	12 832 477
Défavorable	66 811	1 246 825
<b>crédit bail roulant</b>	<b>2 090 000</b>	<b>2 090 000</b>
Favorable	2 090 000	2 090 000

## **Méthodologie (dépenses très favorables, favorables ou défavorables)**

### **Investissement**

- Très favorable :
  - **Système d'information :**  
Le marché intelligence artificielle et les dépenses pour économiser les impressions.
- Favorable :
  - **FRI / FIR :** soutien à la rénovation thermique de bâtiments communaux et l'aide à l'achat de véhicules électriques
  - **Système d'information :** Le matériel de visio-conférence et le matériel de stockage
  - **Opérations financières :** Remboursement du capital green bonds
- Défavorable :
  - **Moyen Généraux :** Essentiellement la part d'achat de véhicules à motorisation classique mais la part de véhicules hybrides et électriques représente aujourd'hui 10% du parc régional (37 sur 400) et la part des achats des nouveaux véhicules de ce type dépasse les 55% du budget.
  - **Système d'information :** Matériels et équipements informatiques.
  - **FRI / FIR :** Subvention pour des achats de véhicules à motorisation classique

## Fonctionnement

### - Très favorable :

- **Système d'information** : Le projet BiOccitanie est une démarche qui porte principalement sur la conception fonctionnelle, graphique, ergonomique et technique consistant à appliquer la méthodologie de l'écoconception aux logiciels. Il s'agit d'identifier les leviers de réduction d'impacts environnementaux les plus forts à chaque étape du cycle de vie d'un logiciel (conception, réalisation, exécution) et vise en priorité à réduire la quantité de ressources informatiques nécessaires au fonctionnement du logiciel / site web / service en ligne. Cette démarche s'intègre dans une démarche plus large d'écoconception numérique qui s'intéresse aussi à l'infrastructure matérielle sous-jacente.

### - Favorable :

- **Agents ARL - du siège - ports et transports** : Les dépenses de personnel classées en favorable sont celles dont le poste est directement lié à la mise en œuvre de la politique énergie-climat de la collectivité. Ainsi ont été retenus les agents de la Direction de la Transition Ecologique et Energétique et le Service Energie de la Direction de la Maitrise d'Ouvrage Educative. Sont aussi inscrits dans cette catégorie les dépenses relatives à la politique durable des RH notamment le remboursement des abonnements transports (220 700€ en AE/CP) et le forfait mobilité (180 000€ en AE/CP).
- **Système d'information** : Numérisation et hébergement data
- **Crédit-bail roulant** : Loyer équipement rames TER
- **Opérations financières** : Intérêts green bonds

### - Défavorable :

- **Agents ARL - du siège - ports et transports** : la part des déplacements professionnels hors véhicules de service et transports ferroviaires.
- **Moyen Généraux** : le montant d'achat de carburant pour l'ensemble du parc automobile de l'institution et des frais de péages.
- **Système d'information** : Gestion flotte automobile, terminaux de paiement



**Budget Vert 2021 de la Commission des Solidarités, des Services publics, de la Vie associative et du Logement - (Commission 02)**

Montants inscrits au BP 2021 :

- AP/AE : 19,007 M€
- CP : 15,219 M€

Périmètre Budget Vert (hors fonds européens et mesures crise sanitaire) :

- AP/AE : 18,634 M€ (98%)
- CP : 14,847 M€ (98%)

Commission 02	AP / AE	CP	% AP AE	% CP
Très favorable	1 275 000	1 375 000	6,8%	9,3%
Favorable	450 000	300 000	2,4%	2,0%
Neutre	16 909 000	13 171 500	90,7%	88,7%
Défavorable	0	0	0,0%	0,0%
à définir	0	0	0,0%	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>18 634 000</b>	<b>14 846 500</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

INVESTISSEMENT		BP 2021			AP	CP
		AP	CP			
P400	Aide au logement et à l'habitat	11 900 000	8 980 000	Très favorable	1 275 000	1 375 000
				Favorable	450 000	300 000
				Neutre	10 175 000	7 305 000
P401	Santé	2 800 000	2 500 000	Neutre	2 800 000	2 500 000
P402	Lutte contre les discriminations	100 000	200 000	Neutre	100 000	200 000
Total investissement		14 800 000	11 680 000		14 800 000	11 680 000

FONCTIONNEMENT		BP 2021			AE	CP
		AE	CP			
P400	Aide au logement et à l'habitat	90 000	94 500	Neutre	90 000	94 500
P401	Santé	2 050 000	1 502 000	Neutre	2 050 000	1 502 000
P402	Lutte contre les discriminations	1 694 000	1 570 000	Neutre	1 694 000	1 570 000
Total fonctionnement		3 834 000	3 166 500		3 834 000	3 166 500
Total C02		18 634 000	14 846 500		18 634 000	14 846 500

## **Méthodologie (dépenses très favorables, favorables ou défavorables)**

### **Investissement**

- Très favorable :
  - La **rénovation énergétique des logements communaux à vocation sociale** (dispositif actualisé à l'AP du 16 juillet 2020 dans le cadre du Plan de relance pour l'emploi) : l'amélioration thermique conditionne l'aide régionale (atteindre un gain énergétique de 30% minimum), donc dispositif très favorable pour 80%, à l'exception de la part du dispositif (20% estimés) qui concerne la construction de nouveaux logements (neutre, sauf si l'analyse des dossiers montre un dépassement de la norme thermique en vigueur : 10% de la subvention régionale sera alors considérée comme favorable) → **800 k€ en AP et 855 k€ en CP**
  - La **rénovation énergétique du logement des étudiants et des apprentis** : 25% de dossiers « rénovation énergétique » (très favorables à 100%) sont anticipés dans le volet « logement étudiant » du nouveau CPER 2021-2027 → **475 k€ en AP et 520 k€ en CP**
- Favorable : la **construction de logements sociaux** (dispositif actualisé à l'AP du 16 juillet 2020 dans le cadre du Plan de relance pour l'emploi), valorisée à hauteur de 5%, dès lors que le dispositif régional prévoit une bonification de 1 000 € par logement en cas de réalisation d'un bâtiment à énergie positive, soit une exigence supérieure à la réglementation thermique en vigueur → **450 k€ en AP et 300 k€ en CP**.

NB : les créations de maisons de santé et centres de santé pluri-professionnels sont considérées comme neutre, dès lors que le dispositif régional (CP du 21 février 2019) concerne les constructions et extensions de maisons de santé, et non pas leur restructuration ou leur rénovation énergétique. Toutefois, s'il apparaissait que des dossiers votés correspondent à des constructions dont la performance thermique est supérieure à la réglementation en vigueur, ils seraient considérés favorables pour 10% (surcoût lié à cette exigence thermique).

### **Fonctionnement**

L'ensemble des dispositifs relevant des programmes « *aide au logement et à l'habitat* », « *santé* » et « *lutte contre les discriminations* » sont neutres.

## Budget Vert 2021 de la Commission Agriculture, Agroalimentaire et Viticulture (Commission 03)

Montants inscrits au BP 2021 :

- AP/AE : 489,555 M€
- CP : 443,270 M€

Périmètre Budget Vert (hors fonds européens et mesures crise sanitaire) :

- AP/AE : 64,755 M€ (13%) → rappel : FEADER = 382,8 M€ en AP/AE
- CP : 44,566 M€ (10%) → rappel : FEADER = 375,7 M€ en CP

Commission 03	AP AE	CP	% AP AE	% CP
<b>Très favorable</b>	24 000	30 000	0,04%	0,07%
<b>Favorable</b>	3 798 950	3 194 691	5,9%	7,2%
<b>Neutre</b>	17 970 600	13 363 905	27,8%	30,0%
<b>Défavorable</b>	319 450	220 000	0,5%	0,5%
<b>à définir</b>	42 642 000	27 757 518	65,9%	62,3%
<b>TOTAL</b>	<b>64 755 000</b>	<b>44 566 114</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

INVESTISSEMENT		BP 2021				
		AP	CP		AP	CP
P200	Développement des filières agricoles, agroalimentaires et forêt/bois	41 718 000	25 576 833	<b>Très favorable</b>	24 000	30 000
				<b>Favorable</b>	1 218 450	993 691
				<b>Neutre</b>	4 796 800	2 513 142
					108 750	40 000
				<b>à définir</b>	35 570 000	22 000 000
P201	Accompagnement et promotion des filières agricoles, agroalimentaires, forêt/bois	4 620 000	3 600 000	<b>Neutre</b>	800 000	950 000
				<b>à définir</b>	3 820 000	2 650 000
<b>Total investissement</b>		<b>46 338 000</b>	<b>29 176 833</b>		<b>46 338 000</b>	<b>29 176 833</b>

FONCTIONNEMENT		BP 2021				
		AE	CP		AE	CP
P200	Développement des filières agricoles, agroalimentaires et forêt/bois	3 725 000	2 536 000	<b>Neutre</b>	2 150 000	939 000
				<b>à définir</b>	1 575 000	1 597 000
P201	Accompagnement et promotion des filières agricoles, agroalimentaires, forêt/bois	12 812 000	10 973 281	<b>Favorable</b>	2 204 500	1 825 000
				<b>Neutre</b>	8 719 800	7 457 763
				<b>Défavorable</b>	210 700	180 000
				<b>à définir</b>	1 677 000	1 510 518
P202	Promotion des produits agricoles	1 880 000	1 880 000	<b>Favorable</b>	376 000	376 000
				<b>Neutre</b>	1 504 000	1 504 000
<b>Total fonctionnement</b>		<b>18 417 000</b>	<b>15 389 281</b>		<b>18 417 000</b>	<b>15 389 281</b>
<b>Total C05</b>		<b>64 755 000</b>	<b>44 566 114</b>		<b>64 755 000</b>	<b>44 566 114</b>

NB : la part importante de dépenses « à définir » dans cette commission s'explique par deux raisons

- d'une part la difficulté de définir des typologies de dossiers dans les enveloppes prévisionnelles, dès lors que sont votées les années précédentes des **avances globales à l'ASP par mesure (TO) des deux PDR** dans le cadre des contreparties régionales au FEADER, qui constituent une part importantes des dépenses régionales dans cette commission. C'est également le cas pour l'enveloppe « interventions et actions exceptionnelles », qui par définition est une provision dont le contenu ne peut être analysé *a priori*.
- d'autre part la nécessité de mettre en place une **grille méthodologique adaptée courant 2021 sur 8 dispositifs** : les investissements de modernisation d'exploitations d'élevage compte tenu de l'impact carbone « naturel » de cette activité (y compris dans le cas de l'élevage bio) ; les investissements collectifs en CUMA compte tenu de la part d'acquisition de matériel roulant thermique (tracteurs) ; la forêt – filières bois compte tenu de l'impact carbone des forêts et de l'enjeu particulier d'une exploitation raisonnée de cette ressource ; l'accompagnement des entreprises agro-alimentaires compte tenu de la nature des dossiers financés ; l'agriculture biologique d'une part et la recherche / expérimentation d'autre part afin de prendre en compte la spécificité de l'élevage ; les mesures Agro environnementales et Climatiques (MAEC) qui peuvent avoir un effet différent sur le Climat selon la nature des activités et des projets financés (exemples : MAEC pour l'amélioration du potentiel pollinisateur vs. MAEC pour la protection des races menacées dans le domaine de l'élevage) ; la contractualisation partenariale selon les secteurs d'activité et l'implication de ces structures dans la transition agro-écologique.

### L'élevage

La question de l'élevage, qu'il soit bio ou non, est centrale par rapport à l'évaluation Climat de l'agriculture. En effet (ADEME), **les émissions de GES issues de l'alimentation des ménages français représentent 24% de leur empreinte carbone moyenne** (163 Mt d'eqCO<sub>2</sub> en 2012), car ce potentiel est particulièrement concentré sur les ruminants qui sont les plus émetteurs de GES via leur fermentation entérique. Ainsi, **l'empreinte carbone (source : ADEME) pour le boeuf (d'origine pourtant locale) est de 28,3 kgCO<sub>2</sub> par kg d'aliment, contre 4 kgCO<sub>2</sub> pour un poulet**. Il est nécessaire de définir courant 2021 une méthodologie adaptée, selon le type d'animaux élevés, ou encore son caractère intensif ou extensif. En effet, l'élevage extensif et respectueux de l'environnement peut avoir, outre une empreinte carbone moins élevée, des conséquences positives en termes de séquestration de carbone dans des milieux naturels préservés voire valorisés par l'élevage.

### La forêt et les filières bois

L'importance des forêts dans la stratégie Climat (**un arbre séquestre 6 kg de carbone par m<sup>2</sup>**) rend nécessaire l'adoption d'une grille méthodologique permettant de démontrer que les activités forestières concernées et soutenues par la Région (reboisement, gestion forestière, forêts de conservation...) permettent d'augmenter le puit de carbone par rapport à la situation de référence (ces actions seront dans ce cas considérées comme favorables), ou au moins de le maintenir dans le cas d'une gestion forestière équilibrée.

## **Méthodologie (dépenses très favorables, favorables ou défavorables)**

### **Investissement**

#### - Très favorable :

- Diversification et transformation des exploitations agricoles : le dispositif « **Contrats agri-tourisme** » adopté à la CP du 19 juillet 2019 concourt pour partie très favorablement à la stratégie Climat. En effet, dès lors que des gîtes ruraux sont aménagés dans d'anciens bâtiments (à l'exclusion de la création de gîtes dans des bâtiments neufs ou des projets "camping à la ferme"), soit 55% des dossiers votés en 2020 sur ce dispositif, ils sont considérés comme très favorables pour 15% du montant de cet aménagement, qui améliore la performance thermique de ces bâtiments anciens (soit 8% du dispositif, et 2% de l'enveloppe budgétaire totale) → **24 k€ en AP et 30 k€ en CP**

#### - Favorable :

- Diversification et transformation des exploitations agricoles : le dispositif « **Contrats agri-valorisation** » adopté à la CP du 3 avril 2020 concourt pour partie favorablement à la stratégie Climat. En effet, le soutien aux investissements pour développer la transformation et à la commercialisation des produits à la ferme **favorise les circuits courts et réduit l'empreinte carbone du déplacement de ces produits** de la ferme vers les points de transformation et/ou de vente. Il est valorisé à hauteur de 50% du dispositif, soit 38% de l'enveloppe budgétaire totale → **456 k€ en AE et 570 k€ en CP**
- Investissements pour la **modernisation des exploitations dans les filières arboricoles** et végétales : l'impact carbone de ces investissements peut être distingué en fonction de la nature de ces productions, favorable dans le cas des filières arboricoles (un arbre séquestre 6 kg de CO<sub>2</sub> par m<sup>2</sup>) ou neutre dans le cas des filières végétales (cépages résistants, PPAM, construction et équipement des serres), sur la base du volume respectif des dossiers votés en 2019 et 2020 dans chaque filière. Ainsi, sont considérés comme favorables les financements régionaux destinés à **protéger les vergers contre les prédateurs et les aléas climatiques, et à développer les truffières et les châtaigneraies**, soit 65% de l'enveloppe totale → **762 k€ en AP et 424 k€ en CP**

#### - Défavorable :

- Une partie (5%) du dispositif d'installation des jeunes agriculteurs : ce dispositif est globalement neutre au regard de la stratégie Climat. En effet, les dispositifs régionaux favorisant l'installation des jeunes agriculteurs (CP du 15 décembre 2017) concernent principalement des aides de trésorerie (volet fonctionnement du Pass installation), les contrats emploi formation (financement de stages) et les petits investissements matériels (ainsi que l'aide aux premiers achats : volet investissement du Pass installation). Toutefois, **les dispositifs Pass installation (investissement) et petits investissements matériels n'excluent pas l'achat de matériels neufs (le matériel d'occasion est exclu) dont la motorisation est thermique (tracteurs)**, qui représente 5% du dispositif total → **109 k€ en AE et 40 k€ en CP**

## Fonctionnement

### - Favorable :

- La **valorisation des productions d'Occitanie** et la **Promotion Sud de France** est considérée comme favorable à hauteur de 20% qu'il s'agisse des manifestations agricoles Sud de France organisées par des associations, des actions de promotion et de valorisation des productions de qualité SIQO en Occitanie, de l'organisation du salon REGAL ou des actions de la SEM AD'OCC ou d'Irqualim, car ces différentes manifestations et actions de promotion participent d'un **écosystème favorable aux circuits courts réduisant l'empreinte carbone des transports carbonés** → **2,483 M€ en AE et 2,176 M€ en CP**
- La **grande cause alimentaire** est considérée comme favorable à 25% car l'un des volets du Plan Alimentation du Green New Deal (AP du 16 juillet 2020) concerne la **structuration de la production bio et locale (circuits courts)** via une politique d'achat volontariste en restauration collective (expérimentation de la centrale "Occit'Alim") et le **développement de la logistique des circuits courts de proximité régionaux** (évolution de la plateforme "Tous Occitariens"). Le développement des circuits courts a un impact favorable sur le Climat au travers de la diminution du transport carboné des aliments, qui est valorisé à hauteur de 50% de ce Plan Alimentation, soit 25% de l'enveloppe budgétaire totale, hors actions spécifiques de solidarité alimentaire (soutien au réseau des banques alimentaires) → **98 k€ en AE et 25 k€ en CP**

- Défavorable : comme pour l'ensemble des structures soutenues en subvention de fonctionnement général, 2% des charges de structures de la **SEM AD'OCC** et d'IRQUALIM sont estimées correspondre à des dépenses défavorables (carburants, certains fluides, frais de déplacements carbonés). D'autre part, les programmes d'action de plusieurs structures interprofessionnelles comprennent des **frais de déplacement** (dont certains carbonés) à des salons de promotion, valorisé pour 2% de ces actions → **211 k€ en AE et 180 k€ en CP**

Les dispositifs suivants sont considérés comme neutres, en totalité ou en quasi-totalité (cf. supra pour la partie favorable ou défavorable de ces dispositifs) :

- Installation des jeunes agriculteurs
- Aides à la trésorerie des agriculteurs suite aux intempéries en complément des indemnisations calamités naturelles
- Mise en œuvre de la programmation FEADER (contrôles et évaluations)
- Système d'information lié à l'agriculture (logiciels et applications)
- Soutien aux groupements d'employeurs par la création d'emplois partagés

**Budget Vert 2021 de la Commission Culture, Communication, Patrimoine et Langues catalane et occitane / Information citoyenne  
(Commission 04)**

Montants inscrits au BP 2021 :

- AP/AE : 65,183 M€
- CP : 84,095 M€

Périmètre Budget Vert (hors fonds européens et mesures crise sanitaire) :

- AP/AE : 65,183 M€ (100%)
- CP : 80,014 M€ (95%)

Commission 04		AP AE	CP	% AP AE	% CP
Très favorable		1 865 000	3 882 000	2,9%	4,9%
Favorable		0	500 000	0,0%	0,6%
Neutre		62 885 746	75 221 965	96,5%	94,0%
Défavorable		431 920	410 420	0,7%	0,5%
à définir		0	0	0,0%	0,0%
TOTAL		65 182 666	80 014 385	100%	100%

INVESTISSEMENT		BP 2021			AP	CP
		AP	CP			
P410	Innovation et création artistique et culturelle en région	11 008 000	15 031 954	Très favorable	1 865 000	3 710 000
				Neutre	9 105 500	11 296 954
				Défavorable	37 500	25 000
P411	Préservation du patrimoine régional	5 611 500	12 813 907	Très favorable		62 000
				Favorable		500 000
				Neutre	5 611 500	12 251 907
Total investissement		16 619 500	27 845 861		16 619 500	27 845 861

FONCTIONNEMENT		BP 2021			AE	CP
		AE	CP			
P410	Innovation et création artistique et culturelle en région	37 382 966	36 600 293	Neutre	37 008 546	36 234 873
				Défavorable	374 420	365 420
P411	Préservation du patrimoine régional	2 586 000	3 504 231	Très favorable		110 000
				Neutre	2 566 000	3 374 231
				Défavorable	20 000	20 000
P412	Audiovisuel	1 500 000	1 125 000	Neutre	1 500 000	1 125 000
P840	Communication	7 094 200	10 939 000	Neutre	7 094 200	10 939 000
Total fonctionnement		48 563 166	52 168 524		48 563 166	52 168 524
Total C04		65 182 666	80 014 385		65 182 666	80 014 385

## **Méthodologie (dépenses très favorables, favorables ou défavorables)**

### **Investissement**

#### **- Très favorable :**

- La **restructuration générale et la rénovation énergétique des équipements culturels structurants** (dispositif voté à la CP du 16 février 2018) : sur la base des dossiers votés en 2019 et 2020, une part prévisionnelle de 37% du dispositif concerne la réhabilitation générale de bâtiments (valorisée à hauteur de 15% de la subvention votée, soit le poids de l'amélioration énergétique dans une réhabilitation) et les opérations spécifiques de rénovation énergétique (valorisées à hauteur de 100% de la subvention votée) → **1,850 M€ en AP et 3,7 M€ en CP**
- La **rénovation énergétique des librairies indépendantes** : 2% des dossiers votés en 2019 et 2020, valorisés à hauteur de 100% de la subvention votée → **15 k€ en AP et 100 k€ en CP**
- La **restructuration du Musée Cérès Franco** (MO régionale), valorisée en CP pour 15% des dépenses prévues en 2021 (62 k€ en CP). **l'entretien des bâtiments culturels régionaux** en régie régionale (MRAC, CRAC, CIRDOC...) dès lors que 75% de la consommation d'électricité est couverte par un contrat vert « origine renouvelable » (110 k€).

- Favorable : 10% du solde en CP de la construction du **Musée régional NarboVia** (500 k€), dès lors que cette construction programmée en 2012 se situe de par ses performances thermiques élevées (béton de terre coloré à forte inertie thermique l'été et produit sur place + verrières modulaires) au-delà des normes fixées par la RT2012.
- Défavorable : le soutien régional à l'acquisition de matériel informatique par les librairies indépendantes, soit 5% des dossiers votés en 2019 et 2020 (37 k€ en AP et 25 k€ en CP). Les autres dépenses liées à l'équipement informatique (logiciels, numérisation des fonds d'ouvrage...) sont considérées comme neutre.

NB : les constructions et extensions d'équipements culturels structurants sont considérés comme neutre. Toutefois, s'il apparaissait que des dossiers votés correspondent à des constructions dont la performance thermique est supérieure à la réglementation en vigueur, ils seraient considérés favorables pour 10% (surcoût lié à cette exigence thermique).



## Fonctionnement

- Très favorable : **l'entretien des bâtiments culturels régionaux** en régie régionale (MRAC, CRAC, CIRDOC...) dès lors que 75% de la consommation d'électricité est couverte par un contrat vert « origine renouvelable » (110 k€).
- Défavorable :
  - Participations statutaires et subventions de fonctionnement général pour les principaux opérateurs culturels régionaux (Occitanie Livre et Lecture, Occitanie Films, Les Abattoirs, FRAC, EPCC Rivesaltes et NarboVia, Occitanie en Scène, OONM, Festival Radio France, OPLO, CIRDOC, MRAC, CRAC...) : après analyse du budget de fonctionnement de plusieurs structures, un taux moyen de 2% est retenu au titre des dépenses de carburant, d'achat de gaz fossile et de frais de déplacement carbonés pour l'ensemble de ces structures associées à la Région, soit un montant total de 357 k€ en AE et de 349 k€ en CP.
  - Le dispositif de soutien aux maisons d'édition pour leur participation aux manifestations professionnelles (dispositif voté à la CP du 13 avril 2018) n'exclut pas de l'assiette des dépenses éligibles les frais de déplacement carbonés (carburant, billets d'avion...) pour une part estimée à 5% de l'assiette totale des dépenses, soit 37 k€ en AE et 36 k€ en CP.

NB : s'agissant des opérateurs culturels régionaux associés à la Région, les dépenses identifiées comme favorables (ex : acquisition de véhicules électriques, déplacements en train...) pourront être valorisées dans le cadre de l'exécution du budget 2021, dans le cadre du dialogue de gestion avec la Région. Une analyse au « réel » des dépenses défavorables pourra également être réalisée, à l'image de cette analyse « au réel » effectuée pour le MRAC et le CRAC gérés en régie régionale sur la base de leurs dépenses 2020.

**Budget Vert 2021 de la Commission Education, Jeunesse  
(Commission 05)**

Montants inscrits au BP 2021 :

- AP/AE : 403,860 M€
- CP : 387,997 M€

Périmètre Budget Vert (hors fonds européens et mesures crise sanitaire) :

- AP/AE : 396,670 M€ (98%)
- CP : 380,807 M€ (98%)

Commission 05		AP AE	CP	% AP AE	% CP
Très favorable		36 880 000	40 555 000	9,3%	10,6%
Favorable		468 500	5 327 000	0,1%	1,4%
Neutre		281 699 900	313 743 000	71,0%	82,4%
Défavorable		19 622 000	21 182 000	4,9%	5,6%
à définir		58 000 000	-	14,6%	0,0%
TOTAL		396 670 400	380 807 000	100,0%	100,0%

INVESTISSEMENT		BP 2021			AP	CP
		AP	CP			
P100	Construction et rénovation des établissements d'enseignement	198 000 000	197 000 000	Très favorable	30 250 000	34 250 000
				Favorable		4 600 000
				Neutre	109 750 000	158 150 000
				à définir	58 000 000	
P101	Equipement et Fonctionnement des établissements d'enseignement	38 250 000	37 775 000	Très favorable	1 030 000	865 000
				Favorable	100 000	300 000
				Neutre	33 080 000	30 615 000
				Défavorable	4 040 000	5 995 000
P102	Jeunesse	52 550 000	37 707 500	Neutre	52 550 000	37 707 500
Total investissement		288 800 000	272 482 500		288 800 000	272 482 500

FONCTIONNEMENT		BP 2021			AE	CP
		AE	CP			
P100	Construction et rénovation des établissements d'enseignement	2 600 000	1 500 000	Neutre	2 430 000	1 330 000
				Défavorable	170 000	170 000
P101	Equipement et Fonctionnement des établissements d'enseignement	98 379 900	100 882 000	Très favorable	5 600 000	5 440 000
				Favorable	235 500	285 000
				Neutre	77 144 400	80 152 000
				Défavorable	15 400 000	15 005 000
P102	Jeunesse	6 890 500	5 942 500	Favorable	133 000	142 000
				Neutre	6 745 500	5 788 500
				Défavorable	12 000	12 000
Total fonctionnement		107 870 400	108 324 500		107 870 400	108 324 500
Total C05		396 670 400	380 807 000		396 670 400	380 807 000

## **Méthodologie (dépenses très favorables, favorables ou défavorables)**

### **Investissement**

#### **- Très favorable :**

- Une partie des **opérations de restructuration du PPI Lycées 2016-2021 (en CP)** et des **nouvelles opérations de restructuration devant être engagées en 2021 (en AP)** : les opérations de restructuration générale sont considérées comme très favorable pour 15% de leur montant (soit la part estimée de l'amélioration thermique engendrée par cette restructuration), et celles qui concernent plus spécifiquement la rénovation énergétique sont considérées comme très favorables pour 100% de leur montant. 85% des opérations de restructuration générale et les autres opérations du PPI Lycées (ex : accessibilité) sont considérées comme neutres. Les CP prévisionnels ont été évalués sur la base des prévisions de dépenses 2021 établie par le mandataire ARAC. S'agissant des AP, les engagements prévisionnels (90 M€ en AP) concernent les opérations de restructuration générale pour une enveloppe prévisionnelle de 55 M€ (ex : lycée R. Savignac à Villefranche-de-Rouergue ; cité scolaire d'Argelès-Gazost ; lycée Reffye à Tarbes ; lycée Garcia Lorca à Théza ; lycée Capou à Montauban) et les opérations de travaux d'optimisation énergétique des bâtiments pour une enveloppe prévisionnelle de 17 M€ (ex : lycée Beauregard à Villefranche-de-Rouergue ; lycée J. Prévert à Saint-Christol-les-Alès ; lycée R. naves à Toulouse ; lycée P. de Coubertin à Font-Romeu) → **25,250 M€ en AP et 31,650 M€ en CP**
- Une partie des **opérations de maintenance dans les lycées publics, qui concernent les économies d'énergie** (isolation des bâtiments, remplacement des chaudières, reprise de réseaux...), pour les opérations en cours en CP, et les nouvelles opérations programmées en 2021 pour les AP (ex : remplacement de la chaudière bois du lycée L. Pasteur à La Canourgue et du lycée E. Peytavin à Mende ; rénovation de la chaufferie bois du lycée J. Moulin à Béziers) → **5 M€ en AP et 2,6 M€ en CP**
- **L'acquisition de véhicules électriques** pour les lycées publics régionaux, soit une part croissante (15% en 2021, contre 6% en 2019) de l'équipement en matériel roulant → **150 k€ en AP/CP**
- Les **opérations d'économies d'énergie des lycées privés** subventionnées par la Région (100% de la subvention), soit 5% des enveloppes votées en 2019 et 2020, et **15% des opérations de restructuration générale**, soit 40% des enveloppes votées en 2019 et 2020 → **880 k€ en AP et 715 k€ en CP**.

#### **- Favorable :**

- La **construction des lycées neufs BEPOS (bâtiments à énergie positive), pour 10% de leur coût total**. Ce prorata de 10% est estimé correspondre au « surcoût climatique » d'une construction si sa performance thermique est supérieure à la réglementation en vigueur au moment de sa programmation, soit la RT2012 pour les 5 lycées régionaux programmés en 2016. Cette performance élevée est la contrepartie nécessaire aux effets négatifs environnementaux d'une construction neuve (artificialisation des sols, biodiversité..). **Sont donc considérés comme favorables, pour 10% des CP**

**prévisionnels inscrits au BP 2021 (46 M€), les dépenses qui concernent les lycées programmés en 2016**, pour leur solde (lycées S. Veil à Gignac et M. Malvy à Cazères) ou leur poursuite (lycées de Gragnague et de Sommières). Le futur lycée d'Auterive sera également à énergie positive. Toutefois, dans l'incertitude du contenu précis de la nouvelle réglementation thermique RE2020 qui devrait être mise en place par l'Etat à l'été 2021, il n'est pas possible au stade du BP 2021 de savoir si ce lycée BEPOS ira au-delà de la réglementation RE2020 (il sera a minima conforme). C'est la raison pour laquelle, à ce stade, **les AP (58 M€) correspondant à ce nouveau lycée ainsi qu'aux extensions des lycées Françoise de Tournefeuille et Mandela de Pibrac, ne peuvent qu'être classées qu'en « à définir » → 4,6 M€ en CP (58 M€ d'AP à définir).**

- Le soutien à **4 des 9 PFT de lycées (plateformes technologiques), dont l'activité relève de l'écosystème de la transition énergétique**, soit 40% de l'enveloppe : PFT Bois du lycée d'Aubin ; PFT éco-conception du lycée P. Picasso à Perpignan ; PFT efficacité énergétique du lycée G. Monnerville à Cahors ; PFT H2O et déchets du LEGTA Fonlabour à Albi → **100 k€ en AP/CP**
- L'acquisition d'équipements pour le **Campus des Métiers Habitat, énergies et éco-construction du lycée Dhuoda à Nîmes**, dans le cadre du PIA « Territoires et Innovations pédagogiques » voté en 2020 en AP → **200 k€ en CP**

- Défavorable :

- L'acquisition de **véhicules thermiques**, soit 85% de l'enveloppe de renouvellement du matériel roulant → **850 k€ en AP/CP**
- **L'équipement des lycées publics en matériel informatique « postes PC fixes »** : le coût énergétique élevé de la production et du transport de matériel informatique (cf. rapport d'information du Sénat du 24 juin 2020 : les terminaux concentrent 70% de l'empreinte carbone du numérique en France, contre 5% pour les réseaux et 14% pour les data centers) conduit à considérer l'achat de matériel informatique comme défavorable, dès lors que cet équipement en postes fixes n'a pas pour corollaire le développement de la formation à distance → **3 M€ en AP et 5 M€ en CP**
- **L'acquisition de véhicules thermiques et de matériel informatique par les lycées privés**, lors que 3% de l'enveloppe totale des investissements votés en 2019 et 2020 concerne ces deux types de dépenses → **240 k€ en AP et 195 k€ en CP**

NB : bien qu'il s'agisse d'acquérir du matériel informatique (PC portables), le dispositif **LORDI** via la Carte Jeune (gratuité du PC portable pour les élèves qui entrent en seconde dans les lycées labellisés numériques, ou aide à l'acquisition) **est considéré comme neutre**, dans une logique d'équilibre des forces. En effet, **LORDI a également des impacts positifs du strict point de vue de la stratégie Climat**, en dehors de son impact social évident :

- la généralisation des PC portables tend à diminuer l'acquisition par les lycées labellisés de PC fixes : cela se constate dans le projet de BP 2021, où les AP liées aux nouveaux équipements informatiques (3 M€) sont inférieures au paiement en CP des équipements déjà votés (5 M€).

- l'usage de ces PC portables tend à diminuer la consommation de papier, a fortiori dès lors que le déploiement de LORDI permet à la région de développer la part des manuels numériques (20% en 2021) par rapport à celle des manuels papier.
- Le nouveau marché 2020 associé à LORDI prévoit une clause de recyclage du matériel ancien, dont le développement permet de reclasser en neutre une dépense d'achat de matériel informatique.

### Fonctionnement

- Très favorable :
  - **La part des dépenses de viabilisation des dotations de fonctionnement des lycées publics qui correspondent à des énergies renouvelables.** Ces dépenses de viabilisation concernent 40% de la DAF (dotation annuelle de fonctionnement) des lycées, et 45% des dotations totales (dotations complémentaires et subventions exceptionnelles incluses). La consommation électrique de gaz correspond à 30% de la consommation totale des énergies, et elle est très favorable à hauteur de 27% (8% de la consommation totale est auto-produite par des installations photovoltaïques et 20% des contrats d'électricité sont garantis énergie renouvelable). La consommation de gaz (55% de la consommation totale des énergies) et d'ECS (15%) est favorable à hauteur de 12%, soit la part auto-produite par les chaufferies bois et les réseaux de chaleur. Cela représente donc une part très favorable de 8% ( $(45\% \times (30\% \times 27\%)) + (70\% \times 12\%)$ ) des dotations de fonctionnement des lycées publics → **5,6 M€ en AE et 5,44 M€ en CP**
- Favorable :
  - La restauration durable et de qualité valorisée à hauteur de 30% de son enveloppe totale. D'une part, le **dispositif** « L'Occitanie Dans Mon Assiette », adopté lors de la CP du 13 avril 2018 (modifié lors de la CP du 16 octobre 2020) consiste en une aide forfaitaire sur le prix des repas pour les lycées (130 en 2020, dont 24 nouveaux), qui s'engagent dans une démarche d'approvisionnement en produits de qualité et/ou de proximité. La proximité (le produit doit être produit et/ou transformé en Occitanie, les seules étapes de conditionnement et de distribution n'étant pas suffisantes) a un impact favorable sur la stratégie Climat, puisque cette **logique de « circuits courts »** permet de réduire les déplacements carbonés, soit une valorisation de l'enveloppe pour 25%. D'autre part, l'expérimentation menée dans le lycée Rascol d'Albi (utilisation d'un nouvel équipement permettant un compostage des déchets sur site simplifié) doit permettre le développement d'actions de **valorisation des biodéchets** en 2021, valorisée pour 5% de l'enveloppe → **235 k€ en AE et 285 k€ en CP**
  - Les projets éducatifs et manifestations soutenus par la Région, à hauteur de 10% de l'enveloppe totale, au titre d'un écosystème favorable pour la transition énergétique : outre l'organisation par la Région de journées de sensibilisation à l'Environnement (« Journée zéro déchets » en 2019 et « Journée de sensibilisation à l'impact environnemental de la consommation domestique » en 2020), deux AAP (appels à projets) peuvent générer des dossiers qui concernent la thématique du Climat (efficacité énergétique, déchets), le **Budget participatif des Lycéens** et **Occit'avenir** (exemples de projets financés en 2020 : "photo reportage sur la thématique des déchets" - Lycée G. Frèche de Montpellier ; "co-

construction d'un plan Climat-lycée" - Lycée J. Mermoz de Montpellier ; "vers un tourisme éco-citoyen respectueux de l'environnement" - Lycée A. Veaute de Castres) → **95 k€ en AE et 105 k€ en CP**

- Le plan d'action de deux Campus des Métiers et des Qualifications qui concernent directement la stratégie Climat avec le **CMQ Habitat, énergies renouvelables et éco-construction du lycée Dhuoda de Nîmes**, et le **CMQ du lycée Sixte Vignon d'Aureilhan** → **18 k€ en AE/CP**
- Le dispositif régional d'accompagnement des **jeunes volontaires en service civique** (CP du 7 juillet 2017 : 150 € par mois, par jeune volontaire et pour 6 mois maximum), valorisé à hauteur de 5%. Ce dispositif concerne 9 champs définis par la loi dont l'environnement. Au sein des projets accompagnés par la Région, certains sont donc susceptibles de concerner **une ou plusieurs associations oeuvrant dans ce secteur de l'environnement et de l'efficacité énergétique**. Le caractère forfaitaire mensuel de l'aide exclut l'éligibilité spécifique de dépenses potentiellement carbonées comme les frais de déplacement → **20 k€ en AE et 19 k€ en CP**

- Défavorable :

- Les **frais de carburant des équipes ERM** dans les lycées → **170 k€ en AE/CP**
- **La part des dépenses de viabilisation des dotations de fonctionnement des lycées publics qui correspondent à l'achat de gaz fossile pour le chauffage de ces lycées.** Ces dépenses de viabilisation concernent 40% de la DAF (dotation annuelle de fonctionnement) des lycées, et 45% des dotations totales (dotations complémentaires et subventions exceptionnelles incluses). La consommation de gaz correspond à 55% de la consommation totale des énergies. Elle est fournie à 12% par des énergies renouvelables auto-produites, mais à 88% par du gaz d'origine fossile. Cela représente donc une part défavorable de 22% ( $45\% \times 55\% \times 88\%$ ) des dotations de fonctionnement des lycées publics → **15,4 M€ en AE et 14,96 M€ en CP**
- Les **frais de déménagement carbonés** (camions) de mobiliers et de matériels, pour la part du poste « carburants » (25%) des marchés « transporteurs » → **45 k€ en CP**
- L'aide forfaitaire de 2 k€ par Campus des Métiers et des Qualifications pour les **frais de déplacement**, dont 50% sont considérés comme carbonés (véhicules thermiques) → **12 k€ en AE/CP**

**Budget Vert 2021 de la Commission International, Europe, Coopération au Développement –  
Evaluation et prospective  
(Commission 06)**

Montants inscrits au BP 2021 :

- AP/AE : 8,967 M€
- CP : 9,741 M€

Périmètre Budget Vert (hors fonds européens et mesures crise sanitaire) :

- AP/AE : 8,787 M€ (98%)
- CP : 9,251 M€ (95%)

Commission 06		AP AE	CP	% AP AE	% CP
Très favorable				0,0%	0,0%
Favorable		304 200	262 100	3,5%	2,8%
Neutre		8 307 426	8 826 444	94,5%	95,4%
Défavorable		175 700	162 200	2,0%	1,8%
à définir				0,0%	0,0%
TOTAL		8 787 326	9 250 744	100,0%	100,0%

INVESTISSEMENT		BP 2021				
		AP	CP		AP	CP
P330	Programmes européens et contractuels	0	678 680	Neutre		678 680
P331	Solidarités et relations internationales	400 000	318 000	Favorable	40 000	31 800
				Neutre	360 000	286 200
P332	Coopérations européennes et transfrontalières	0	33 000	Neutre		33 000
P333	Etudes, Evaluation et Prospective	104 000	190 300	Favorable	35 000	50 000
				Neutre	69 000	140 300
Total investissement		504 000	1 219 980		504 000	1 219 980

FONCTIONNEMENT		BP 2021				
		AE	CP		AE	CP
P122O001	Soutien mobilité internationale apprenants	1 930 000	1 480 000	Neutre	1 872 100	1 435 600
				Défavorable	57 900	44 400
P330O001	Programmes européens et contractuels	0	1 045 338	Neutre		1 045 338
P331O001	Solidarités et relations internationales	2 497 000	1 819 000	Favorable	137 200	88 300
				Neutre	2 359 800	1 730 700
P332O002	Cotisations aux organismes	1 164 900	1 003 000	Favorable	14 500	14 500
				Neutre	1 135 900	974 000
				Défavorable	14 500	14 500
P333O001	Etudes, Evaluation et Prospective	108 000	100 000	Neutre	108 000	100 000
P336O001	AD'OCC	2 583 426	2 583 426	Favorable	77 500	77 500
				Neutre	2 402 626	2 402 626
				Défavorable	103 300	103 300
Total fonctionnement		8 283 326	8 030 764		8 283 326	8 030 764
Total C06		8 787 326	9 250 744		8 787 326	9 250 744

## Méthodologie (dépenses très favorables, favorables ou défavorables)

### Investissement

#### - Favorable :

- Les **projets de coopération et actions de solidarité**, valorisés à hauteur de 10% de l'enveloppe globale : une partie des projets de coopération internationale peuvent concerner la thématique Climat, notamment dans le cadre de l'AAP "Co-développement international", qui s'appuie sur 17 Objectifs de Développement Durable fixés par l'ONU (dont les modes de production soutenables et la lutte contre le réchauffement climatique). Ainsi, la Région a soutenu en 2019 le projet "**création d'une coopérative citoyenne de production d'énergies renouvelables dans la Région de l'Oriental au Maroc**" porté par PSI, et en 2020 le projet d'électricité durable "Kamalondo" porté par Electriciens sans Frontières → **40 k€ en A et 32 k€ en CP**
- Etudes, évaluation et prospective : pour la partie qui concerne l'évaluation énergétique des politiques régionales et l'accompagnement sur les « green bonds » (cabinets Carbone 4 et KPMG) → **35 k€ en AP et 50 k€ en CP**

### Fonctionnement

#### - Favorable :

- **Solidarité internationale**, valorisée à hauteur de 8% de l'enveloppe globale : une partie des projets de coopération internationale peuvent concerner la thématique Climat, notamment dans le cadre de l'AAP "Co-développement international" (50% de cette enveloppe budgétaire en 2020), qui s'appuie sur 17 Objectifs de Développement Durable fixés par l'ONU (dont les modes de production soutenables et la lutte contre le réchauffement climatique). Ainsi, la Région a soutenu en 2020 4 projets dans cet AAP (exemples : "**80 biodigesteurs familiaux au Népal**" ; "parcelles maraîchères agrobiologiques au Burkina Faso"), soit 16% du montant total de l'AAP. Sont considérés comme neutres les autres dispositifs (budget participatif citoyen visant à promouvoir la citoyenneté mondiale ; plan d'action annuel Occitanie coopération ; bourses régionales pour l'accueil d'étudiants cambodgiens et palestiniens). Il est à noter que s'agissant de ces bourses, la Région finance les "allocations de vie", et non les frais de déplacement. → **50 k€ en AE et 31 k€ en CP**
- **Attractivité et rayonnement international**, valorisée à hauteur de 10% de l'enveloppe globale : une partie des projets de coopération internationale peuvent concerner la thématique Climat, notamment dans le cadre des actions de coopération avec la province cambodgienne de **Battambang** (exemple en 2020 : projet "valorisation du marché couvert en vue d'un développement responsable") ou avec le Gouvernorat du **Tubas** en Palestine (exemple en 2020 : volet agricole du partenariat sur recyclage), ou encore dans le cadre de l'AAP "Coopération en Méditerranée" → **87 k€ en AE et 58 k€ en CP**
- **Occitanie Europe** : une des missions de l'association est "d'optimiser la **captation des financements européens** liés aux politiques sectorielles de la Commission Européenne" dont font partie des financements favorisant directement la **transition énergétique**



(Energies renouvelables, corridor H2...), d'où une valorisation favorable de 4% de la subvention de fonctionnement général (sur la base du montant voté en 2020) → **15 k€ en AE/CP**

- **AD'OCC** : une partie des missions confiées par la Région à AD'OCC concerne le développement des "filères du futur" dont certaines (Plan Hydrogène, éolien flottant...) concernent directement la stratégie Climat. Parmi elles, le **Corridor H2** s'inscrit à l'échelon européen et transfrontalier, soit une valorisation favorable pour le montant des commandes passées à AD'OCC sur ce sujet → **78 k€ en AE/CP**

- Défavorable :

- **Soutien à la mobilité internationale des apprenants** : si les dispositifs de soutien à la mobilité européenne des apprentis (dispositifs 1, 2 et 3 : CP du 21 février 2019), des stagiaires de la formation professionnelle (dispositif 4 : CP du 21 février 2019), des élèves des filières sanitaires et sociales (dispositif 5 : CP du 21 février 2019) et des jeunes en insertion (dispositif 6 : CP du 7 février 2020) sont globalement neutres pour la stratégie Climat, indépendamment de leur impact très positif sur l'égalité des chances et la valorisation de la formation, **les dispositifs 1,3,5 et 6 reposent sur un système de dépenses éligibles qui n'excluent pas les frais de déplacement carbonés**, contrairement aux dispositifs 2 et 4 qui s'appuient sur une aide forfaitaire mensuelle durant le stage, soit une évaluation défavorable de 3% du dispositif sous l'angle Climat, et une neutralité pour 97% → **58 k€ en AE et 44 k€ en CP**
- **Occitanie Europe** : la subvention de fonctionnement général finance pour partie les charges fixes de la structure, dont 4% (sur la base du montant voté en 2020) sont estimées correspondre à des dépenses défavorables (carburants, achat d'énergie non renouvelable, frais de déplacements carbonés). Ce ratio est habituellement de 2%, mais pour Occitanie Europe, ce ratio est plus élevé du fait de sa localisation géographique → **15 k€ en AE/CP**
- **AD'OCC** : la subvention de fonctionnement général à la SEM AD'OCC finance pour partie les charges fixes de la structure, dont 4% sont estimées correspondre à des dépenses défavorables (carburants, achat d'énergie non renouvelable, frais de déplacements carbonés). Ce ratio est habituellement de 2% pour la plupart des structures : pour AD'OCC, ce ratio plus élevé s'explique logiquement par l'impact des missions "export" et promotion économique à l'international qui lui sont confiées, avec l'appui du réseau des Maisons de la Région Occitanie à l'étranger → **103 k€ en AE/CP**

**Budget Vert 2021 de la Commission de la Transition écologique et énergétique,  
Biodiversité, Economie circulaire, Déchets  
(Commission 07)**

Montants inscrits au BP 2021 :

- AP/AE : 110,950 M€
- CP : 74,687 M€

Périmètre Budget Vert (hors fonds européens et mesures crise sanitaire) :

- AP/AE : 96,608 M€ (80%)
- CP : 60,271 M€ (77%)

Commission 07	AP AE	CP	% AP AE	% CP
<b>Très favorable</b>	49 735 000	34 449 683	57,9%	57,7%
<b>Favorable</b>	20 354 000	13 059 521	23,7%	21,9%
<b>Neutre</b>	15 740 572	12 066 244	18,3%	20,2%
<b>Défavorable</b>	120 300	111 800	0,1%	0,2%
<b>à définir</b>			0,0%	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>85 949 872</b>	<b>59 687 248</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

INVESTISSEMENT		BP 2021			AP	CP
		AP	CP			
P340	Economie circulaire et déchets	4 000 000	1 941 314	<b>Très favorable</b>	3 600 000	1 747 183
				<b>Favorable</b>	400 000	194 131
P341	Education à l'environnement	1 010 000	150 000	<b>Favorable</b>	505 000	75 000
				<b>Neutre</b>	505 000	75 000
P342	Biodiversité et patrimoine naturel	6 438 828	2 350 000	<b>Très favorable</b>	2 565 000	1 146 500
				<b>Favorable</b>	656 000	220 000
				<b>Neutre</b>	3 217 828	983 500
P343	Energie Air Climat	55 300 000	39 800 000	<b>Très favorable</b>	43 570 000	31 556 000
				<b>Favorable</b>	7 148 000	2 914 000
				<b>Neutre</b>	4 582 000	5 330 000
<b>Total investissement</b>		<b>66 748 828</b>	<b>44 241 314</b>		<b>66 748 828</b>	<b>44 241 314</b>

FONCTIONNEMENT		BP 2021			AE	CP
		AE	CP			
P340	Economie circulaire et déchets	685 000	600 890	<b>Favorable</b>	685 000	600 890
P341	Education à l'environnement	2 240 000	1 550 000	<b>Favorable</b>	1 120 000	775 000
				<b>Neutre</b>	1 120 000	775 000
P342	Biodiversité et patrimoine naturel	8 366 044	6 610 044	<b>Favorable</b>	2 366 000	1 864 000
				<b>Neutre</b>	5 915 744	4 670 244
				<b>Défavorable</b>	84 300	75 800
P343	Energie Air Climat	7 910 000	6 685 000	<b>Favorable</b>	7 474 000	6 416 500
				<b>Neutre</b>	400 000	232 500
				<b>Défavorable</b>	36 000	36 000
<b>Total fonctionnement</b>		<b>19 201 044</b>	<b>15 445 934</b>		<b>19 201 044</b>	<b>15 445 934</b>
<b>Total C07</b>		<b>85 949 872</b>	<b>59 687 248</b>		<b>85 949 872</b>	<b>59 687 248</b>

## **Méthodologie (dépenses très favorables, favorables ou défavorables)**

### **Investissement**

- Très favorable :

- **Economie circulaire – Plan régional des déchets** : dans le cadre du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (AP du 14 novembre 2019), plusieurs dispositifs spécifiques d'aides ont été mis en œuvre lors de la CP du 7 juillet 2019, notamment l'aide à la réalisation de **projets locaux de valorisation des déchets et de développement de l'économie circulaire** (exemple en 2020 : modernisation du centre de tri des recyclables ménagers de Millau, permettant d'éviter l'enfouissement - fortement émetteur de méthane - de 5 000 tonnes de déchets), au travers notamment de plusieurs appels à projets tels que l'AAP Biodéchets ou l'AAP Economie circulaire dans le BTP. La Région soutient également les projets citoyens au travers de l'AAP participatif "Développer l'économie circulaire et la lutte contre le gaspillage alimentaire en Occitanie". La totalité des dossiers (à l'exception des études de faisabilité) agissent directement de manière très favorable sur le Climat, soit 90% de l'enveloppe budgétaire : projets favorisant la **prévention et la réduction à la source** (tri sélectif), le **réemploi des matériaux** à travers la valorisation matière, le recyclage, la **valorisation organique des déchets** (méthanisation, compost) → **3,6 M€ en AP et 1,747 M€ en CP**
- **Parcs Naturels régionaux** : outre les investissements mis en œuvre par les PNR et subventionnés par la Région qui concourent favorablement à la stratégie climat (cf. infra), un investissement spécifique peut être considéré comme très favorable, la **restructuration de la Maison du PNR de l'Aubrac**, avec un projet performant sur le plan énergétique, valorisée à hauteur de 15% de son coût total → **180 k€ en AP et 8 k€ en CP**
- **Stratégie régionale pour la biodiversité** : dans le cadre de cette stratégie, deux types d'interventions sont directement liés au "**Plan Arbre et Carbone vivant**" adopté lors de l'AP du 5 mars 2020, la **restauration de la trame arborée hors forêt** (plantations de haies champêtres), et la **protection des vieilles forêts** (acquisitions foncières et gestion, portées notamment par le CEN Occitanie et l'association France nature), soit 67% des dossiers votés en 2020 → **2,385 M€ en AP et 1,139 M€ en CP**
- Le **soutien régional au développement des énergies renouvelables** est au cœur de la stratégie REPOS pour le Climat, dont l'objectif est qu'à l'horizon 2050, 100% de la consommation d'énergie finale soit couverte par la production d'énergie renouvelable. **L'ensemble des projets permettant d'accroître la production d'énergie renouvelable sont donc considérés comme très favorables**, à l'exception d'une part des études et actions de concertation (classées favorables), et des projets de méthanisation d'origine agricole (entrants organiques) considérés comme favorables. En revanche, les projets de méthanisation des bio-déchets ou des boues d'épuration (ex : projet de biogaz à partir des boues de STEP de l'usine de Biars/Cère voté en décembre 2020) sont considérés comme très favorables. Concernant l'hydrogène, **seuls sont considérés comme très favorables les projets d'hydrogène "vert" renouvelable** produits à partir d'électrolyse, à l'image des deux projets financés en 2020 sur ce programme (projet HyPort + projet Montpellier Horizon Hydrogène dans le cadre de l'AAP "Ecosystèmes de mobilité hydrogène en Occitanie"), **ce qui sera le cas de l'ensemble des projets soutenus par la Région en**

**2021 au titre du Plan Hydrogène**, qui se traduit par une forte hausse du budget 2021 dédié. Au total, c'est donc 80% de l'enveloppe prévisionnelle 2021 qui peut être considérée comme très favorable, qu'il s'agisse des projets de **chaufferies bois** (21% des projets en 2020), **d'installations photovoltaïques** incluant l'AAP "énergies coopératives citoyennes" (8%), de **réseaux de chaleur** (9%), d'hydrogène renouvelable (14%), de **méthanisation non agricole** (18%), ou encore de biomasse, chauffage pompe à chaleur, capteurs solaires thermiques, chaleur de récupération et installations solaires (10%) → **23,840 M€ en AP et 7,2 M€ en CP**

- **Rénovation de bâtiments économes en énergie** : lors de l'AP du 20 décembre 2017, la Région a lancé 10 chantiers pour la transition énergétique, dont l'un porte sur la construction et la rénovation de bâtiments économes en énergie et sobres en ressource. Il en découle l'AAP "Bâtiments NoWatt" (AP du 22 juin 2018 pour l'édition en cours), qui vise à soutenir l'écoconstruction et l'éco-rénovation des bâtiments publics (écoles, équipements socio-culturels, crèches...) et des habitats collectifs (habitat participatif, logements sociaux...) ou des bureaux. Ce programme permet également de financer des projets de **rénovation thermique et énergétique de bâtiments** (ex : rénovation de copropriétés à Montpellier dans le cadre du CPER et du contrat avec la Métropole), ainsi que le **dispositif transitoire de soutien à la rénovation énergétique des logements sociaux** se substituant au FEDER dans l'attente du PO 2021-2027 (CP du 16 octobre 2020). Au total, 46% de l'enveloppe prévisionnelle, par référence aux dossiers votés en 2020, est considérée comme très favorables pour le Climat : **l'éco-rénovation dans le cadre de l'AAP NoWatt** (exigence = respecter les labels Effinergie rénovation, ou BBCA rénovation, ou Bâtiment passif EnerPHit, ou le niveau argent de la démarche Bâtiment Durable Occitanie) ainsi que la rénovation des logements sociaux → **3,680 M€ en AP et 4,6 M€ en CP**
- Le dispositif d'aide aux particuliers « **éco-chèque logement** » est considéré comme très favorable en totalité : à travers ce dispositif, la Région encourage les ménages à réaliser de travaux de rénovation énergétique, avec une réduction de la consommation attendue d'au moins 25%. **Le bilan 2019 montre que cet objectif a été dépassé : 8 542 éco-chèques émis, pour une surface rénovée totale de 1 003 161 m² et une diminution de CO2 de 17 864 tCO2, soit une économie d'énergie moyenne de 38%.** → **15 M€ en AP et 19 M€ en CP**
- Le **Budget participatif citoyen**, dont la deuxième session interviendra en 2021, finance des projets pouvant être très favorables pour la réduction des GES. C'est le cas de 42% des projets retenus en 2020 en investissement : projets relatifs aux **économies d'énergie** (ex : bâtiment passif, collectif et de sensibilisation), au **développement des espaces boisés** (ex : essaimage des micro-forêts urbaines) ou encore aux **mobilités douces** (ex : vélo-bus de ramassage scolaire) et à la gestion des déchets (ex : la Méthanerie / toilettes sèches itinérantes) → **1,050 M€ en AP et 756 k€ en CP**

- Favorable :

- **Economie circulaire – Plan régional des déchets** : dans le cadre du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (AP du 14 novembre 2019), plusieurs dispositifs spécifiques d'aides ont été mis en œuvre lors de la CP du 7 juillet 2019, notamment l'aide à la réalisation de **projets locaux de valorisation des déchets et de développement de l'économie circulaire**. Ces projets (90% de l'enveloppe budgétaire) sont considérés comme très favorables : les études de faisabilité (10%) sont, elles, considérées comme favorables → **400 k€ en AP et 194 k€ en CP**
- L'acquisition **d'outils pédagogiques pour l'éducation à l'environnement** peut être considérée comme favorable pour la part (50%) qui correspond à l'écosystème des projets relatifs aux économies d'énergies, la sensibilisation au changement climatique, le plan "arbre" ou encore les mobilités douces. Les projets davantage en lien avec la biodiversité, la gestion de l'eau ou l'alimentation sont considérés comme neutres au regard du critère "climat" → **505 k€ en AP et 75 k€ en CP**
- **Réserves Naturelles Régionales** : si les actions en faveur des Réserves Naturelles Régionales (RNR) relèvent davantage de la stratégie régionale en faveur de la protection de la biodiversité et du patrimoine naturel que de la stratégie Climat, il y a une interaction entre les deux sujets (les sols riches en matière vivante sont un réservoir de carbone, en particulier les forêts), et cela explique par exemple que dans le cadre du Plan régional d'action "arbre et carbone vivant", **la Région soutient la création de la RNR de Montious afin de protéger une vieille forêt pyrénéenne**. Une partie des investissements des RNR participe donc indirectement (acquisition de matériel, études..) ou directement (ex : restauration de châtaigneraies) à la **protection d'espaces naturels boisés**, ainsi qu'au développement de modes de déplacement doux (aménagement de sentiers de randonnée...), soit une estimation de 30% de l'enveloppe budgétaire sur la base des dossiers votés en 2020 → **276 k€ en AP et 120 k€ en CP**
- **Parcs Naturels régionaux** : si les 7 PNR de la Région Occitanie ont pour mission historique la protection et la valorisation du patrimoine naturel, culturel et paysager d'espaces qui participent directement à l'attractivité du territoire régional, les contrats spécifiques 2020-2021 mis en œuvre à l'initiative de la Région (CP du 7 février 2020) valorisent trois objectifs, l'énergie (stratégie REPOS), la biodiversité et l'eau. Une partie des investissements mis en œuvre par les PNR et subventionnés par la Région concourent donc favorablement à la stratégie climat, à hauteur de 50% sur la base des dossiers votés en 2020 : **éco-construction d'un hameau (PNR Grands Causses), acquisition de véhicules électriques (PNR Narbonnaise), développement de vergers conservatoires (PNR Haut-Languedoc)**, actions d'économies d'énergie sur l'éclairage en lien avec les enfouissements de réseaux... → **380 k€ en AP et 100 k€ en CP**
- Le **soutien régional au développement des énergies renouvelables** est au cœur de la stratégie REPOS pour le Climat, dont l'objectif est qu'à l'horizon 2050, 100% de la consommation d'énergie finale soit couverte par la production d'énergie renouvelable. Si l'ensemble des projets permettant d'accroître la production d'énergie renouvelable sont donc considérés comme très favorables, les **études de faisabilité** et actions de concertation sont classées favorables, de même que les projets de **méthanisation d'origine agricole** (entrants organiques), soit 20% de l'enveloppe budgétaire. Pour ces

derniers, cette évaluation favorable se justifie dès lors que le dispositif adopté à la CP du 13 avril 2018 a renforcé les contrôles des impacts des projets de méthanisation agricole sur la qualité de l'eau et des sols. → **5,960 M€ en AP et 1,8 M€ en CP**

- **Construction de bâtiments économes en énergie** : lors de l'AP du 20 décembre 2017, la Région a lancé 10 chantiers pour la transition énergétique, dont l'un porte sur la construction et la rénovation de bâtiments économes en énergie et sobres en ressource. Il en découle l'**AAP "Bâtiments NoWatt"** (AP du 22 juin 2018 pour l'édition en cours), qui vise à soutenir l'**écoconstruction** et l'éco-rénovation des bâtiments publics (écoles, équipements socio-culturels, crèches...) et des habitats collectifs (habitat participatif, logements sociaux ...) ou des bureaux. Au total, 51% de l'enveloppe prévisionnelle, par référence aux dossiers votés en 2020, est considérée comme favorable pour le Climat, à hauteur de 10% du coût total de ces projets, dès lors que **le dispositif NoWatt repose sur une exigence thermique supérieure à la réglementation existante** (exigence = respect du label BEPOS / E+C- au niveau E3, ou du label Bâtiment Passif, ou du label Bas Carbone, ou du niveau argent de la démarche Bâtiment Durable Occitanie). Sont également considérées comme favorables les diagnostics énergétiques préalables (1% des dossiers votés en 2020) → **488 k€ en AP et 610 k€ en CP**
- Le **Budget participatif citoyen**, dont la deuxième session interviendra en 2021, finance des projets pouvant être favorables pour la réduction des GES, dès lors qu'ils favorisent l'écosystème de la transition énergétique. C'est le cas de 28% des projets retenus en 2020 en investissement : projets d'éducation et de sensibilisation sur le changement climatique et la transition énergétique → **0,7 M€ en AP et 0,504 M€ en CP**

#### Fonctionnement

- Favorable :

- **Economie circulaire – Plan régional des déchets** : dans le cadre du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (AP du 14 novembre 2019), plusieurs dispositifs spécifiques d'aides ont été mis en œuvre lors de la CP du 7 juillet 2019, notamment l'aide à l'animation d'actions collective et de sensibilisation en matière d'économie circulaire et de déchets, afin de favoriser un écosystème favorable. La Région soutient également les projets citoyens de sensibilisation au travers de l'AAP participatif "Développer l'économie circulaire et la lutte contre le gaspillage alimentaire en Occitanie". L'ensemble du programme est donc considéré favorable pour la stratégie Climat → **685 k€ en AE et 601 k€ en CP**
- **L'éducation à l'environnement et au développement durable** (dispositif actualisé à la CP du 13 décembre 2019) peut être considérée comme favorable pour la part (50%) qui correspond à l'écosystème des projets relatifs aux économies d'énergies, la sensibilisation au changement climatique, le plan « arbre » ou encore les mobilités douces. Les projets davantage en lien avec la biodiversité, la gestion de l'eau ou l'alimentation sont considérés comme neutres au regard du critère "climat" → **990 k€ en AE et 725 k€ en CP**
- De même, les **projets d'éducation à l'environnement mis en œuvre dans les lycées dans le cadre de l'AAP "Lycée à énergie positive"** (CP du 7 juin 2019) peuvent être valorisés comme favorables à hauteur de 50% de l'enveloppe, dès lors qu'ils sont en lien

avec les économies d'énergies et la sensibilisation au changement climatique, le plan "arbre" ou encore les mobilités douces. Les projets davantage en lien avec la biodiversité, la gestion de l'eau ou l'alimentation sont considérés comme neutres au regard du critère "climat" → **130 k€ en AE et 50 k€ en CP**

- **Réserves Naturelles Régionales** : si les actions en faveur des Réserves Naturelles Régionales (RNR) relèvent davantage de la stratégie régionale en faveur de la protection de la biodiversité et du patrimoine naturel que de la stratégie Climat, il y a une interaction entre les deux sujets (les sols riches en matière vivante sont un réservoir de carbone, en particulier les forêts), et cela explique par exemple que dans le cadre du Plan régional d'action "arbre et carbone vivant", **la Région soutient la création de la RNR de Montious afin de protéger une vieille forêt pyrénéenne**. Une partie du soutien régional aux actions de fonctionnement des RNR (surveillance des réserves, actions pédagogiques et de communication, suivi des zones humides...) participe donc à la protection de ces espaces naturels boisés, soit une estimation de 30% de l'enveloppe budgétaire sur la base des dossiers votés en 2020 → **303 k€ en AE et 276 k€ en CP**
- **Parcs Naturels régionaux** : si les 7 PNR de la Région Occitanie ont pour mission historique la protection et la valorisation du patrimoine naturel, culturel et paysager d'espaces qui participent directement à l'attractivité du territoire régional, les contrats spécifiques 2020-2021 mis en oeuvre à l'initiative de la Région (CP du 7 février 2020) valorisent trois objectifs, l'énergie (stratégie REPOS), la biodiversité et l'eau. Une partie des actions de fonctionnement mises en oeuvre par les PNR et subventionnées par la Région en 2020 relèvent donc de la stratégie climat : **création d'une plate-forme de rénovation énergétique de l'habitat privé et accompagnement des initiatives de mobilité douce (PNR Grands Causses), dispositif Sylv'Acctes (PNR Haut-Languedoc), accompagnement au développement d'énergies citoyennes (PNR Narbonnaise)**...Ces actions spécifiques, qui correspondent à 20% des dossiers votés en 2020, sont donc valorisées comme favorables, de même que **30% de la dotation statutaire des PNR** et des actions d'éducation à l'environnement et de promotion des parcs qui concourent pour partie à l'écosystème de la transition énergétique → **1,385 M€ en AE et 1,208 M€ en CP**.
- **Agence Régionale pour la Biodiversité** : la dotation statutaire à l'ARB est considérée comme favorable à hauteur de 30%, comme pour les actions des RNR ou les dotations statutaires des PNR. En effet, si les missions confiées à l'ARB relèvent davantage de la stratégie régionale en faveur de la protection de la biodiversité que de la stratégie REPOS, il y a une interaction entre les deux sujets, notamment s'agissant de la protection des espaces naturels, en particulier boisés, qui constituent des réservoirs de carbone → **90 k€ en AE/CP**
- **Appui aux acteurs de la biodiversité** : les participations statutaires au CBN-PMP et au CEN – Occitanie, qui constituent 13% de cette enveloppe peuvent être considérées comme favorables à hauteur de 30%. En effet, si les missions confiées à ces structures relèvent davantage de la stratégie régionale en faveur de la protection de la biodiversité que de la stratégie REPOS, il y a une interaction entre les deux sujets, notamment s'agissant de la protection des espaces naturels, en particulier boisés, qui constituent des réservoirs de carbone. Un prorata de 30% au regard de la stratégie Climat est donc retenu, comme pour la participation statutaire à l'ARB, les actions des RNR ou les dotations statutaires des PNR. En revanche, les subventions de fonctionnement spécifiques à différentes

associations, qui concernent essentiellement la biodiversité et la protection de la faune (85% de l'enveloppe) sont considérées comme neutres → **66 k€ en AE/CP**

- **Stratégie régionale pour la biodiversité** : la Région soutient en fonctionnement des actions au titre de la stratégie régionale en faveur de la biodiversité, dont deux sont directement liées au "**Plan Arbre et Carbone vivant**" adopté lors de l'AP du 5 mars 2020, la restauration de la trame arborée hors forêt (sensibilisation à la plantation de haies champêtres), et la protection des vieilles forêts (sensibilisation, observatoire régional des vieilles forêts). Ces deux secteurs d'intervention correspondent à 28% de l'enveloppe totale votée en 2020 → **522 k€ en AE et 224 k€ en CP**
- **Ecosystème des énergies renouvelables** (animation de la plate-forme solaire Themis, montage Corridor H2, AAP Energaia Tech...) **et de l'efficacité énergétique** (Envirobat, animation du Plan Bâtiment durable...), et fonctionnement du dispositif éco-chèque : ces différentes actions sont considérées comme favorables → **985 k€ en AE et 853 k€ en CP**
- **Animation et accompagnement de la transition énergétique** et concertation / promotion énergie : **l'animation du dispositif régional SPIRE articulé avec le dispositif SARE** (guichets uniques de la rénovation énergétique) ainsi que le soutien aux missions bois-énergie sont considérés comme favorables, de même que les différentes actions de promotion et de concertation sur les énergies renouvelables → **4,625 M€ en AE et 3,725 M€ en CP**
- **Agence Régionale de l'Energie et du Climat (AREC)** : la Région a décidé de créer l'AREC (AP du 20 décembre 2017) afin d'accompagner les acteurs de la transition énergétique pour la réduction des consommations d'énergie et le développement des énergies renouvelables, en intervenant dans les différentes phases de montage des projets, de l'ingénierie (SPL) à l'investissement (SEM). Les commandes passées à la SPL AREC (AMO, études techniques, observation, conseil, accompagnement, concertation, formation et animation) participent donc pleinement de la stratégie Climat → **1,764 M€ en AE/CP**
- Le **Budget participatif citoyen**, dont la deuxième session interviendra en 2021, finance des projets pouvant être favorables pour la réduction des GES, dès lors qu'ils favorisent l'écosystème de la transition énergétique. C'est le cas de 50% des projets retenus en 2020 en fonctionnement : projets d'éducation et de sensibilisation sur le changement climatique et la transition énergétique → **100 k€ en AE et 75 k€ en CP**

- Défavorable :

- **Parcs Naturels régionaux** : comme pour l'ensemble des structures soutenues en participation statutaire ou subvention de fonctionnement général, 2% des dotations statutaires des PNR sont estimées correspondre à des dépenses défavorables (carburants, certains fluides, frais de déplacements carbonés). En 2013, le PNN des Pyrénées estimait à 497 TqCO<sub>2</sub> ses émissions de GES liées essentiellement aux déplacements et aux consommations d'énergie (70%). → **69 k€ en AE et 60 k€ en CP**.
- **Agence Régionale pour la Biodiversité** : comme pour l'ensemble des structures soutenues en participation statutaire ou subvention de fonctionnement général, 2% des



dotations statutaires de l'ARB sont estimées correspondre à des dépenses défavorables (carburants, certains fluides, frais de déplacements carbonés) → **6 k€ en AE/CP**

- **Appui aux acteurs de la biodiversité** : comme pour l'ensemble des structures soutenues en participation statutaire ou subvention de fonctionnement général, 2% des dotations statutaires du CB-PMP et du CEN sont estimées correspondre à des dépenses défavorables (carburants, certains fluides, frais de déplacements carbonés) → **10 k€ en AE/CP**
- **AREC** : comme pour l'ensemble des structures soutenues en participation statutaire ou subvention de fonctionnement général, 2% des charges de structures de l'AREC sont estimées correspondre à des dépenses défavorables (carburants, certains fluides, frais de déplacements carbonés) → **36 k€ en AE/CP**

## Budget Vert 2021 de la Commission Emploi, Formation professionnelle, Apprentissage (Commission 08)

Montants inscrits au BP 2021 :

- AP/AE : 477,403 M€
- CP : 449,959 M€

Périmètre Budget Vert (hors fonds européens et mesures crise sanitaire) :

- AP/AE : 443,838 M€ (93%)
- CP : 426,744 M€ (95%)

Commission 08	AP / AE	CP	% AP AE	% CP
Très favorable	1 250 500	1 408 000	0,3%	0,3%
Favorable			0,0%	0,0%
Neutre	212 388 200	217 702 200	47,9%	51,0%
Défavorable	762 000	727 000	0,2%	0,2%
à définir	229 437 000	206 906 800	51,7%	48,5%
<b>TOTAL</b>	<b>443 837 700</b>	<b>426 744 000</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

INVESTISSEMENT		BP 2021				
		AP	CP		AP	CP
P110	Apprentissage	9 200 000	11 500 000	Très favorable	736 000	880 000
				Neutre	8 464 000	10 620 000
P111	Formation continue	938 000	2 100 000	Neutre	938 000	2 100 000
P112	Formations sanitaires et sociales	7 350 000	7 000 000	Très favorable	514 500	490 000
				Neutre	6 100 500	5 810 000
				Défavorable	735 000	700 000
<b>Total investissement</b>		<b>17 488 000</b>	<b>20 600 000</b>		<b>17 488 000</b>	<b>20 600 000</b>

FONCTIONNEMENT		BP 2021				
		AE	CP		AE	CP
P110	Apprentissage	11 440 000	17 850 000	Neutre	2 000 000	6 850 000
				à définir	9 440 000	11 000 000
P111	Formation continue	315 911 200	293 605 000	Très favorable		38 000
				Neutre	95 887 200	97 633 200
				Défavorable	27 000	27 000
				à définir	219 997 000	195 906 800
P112	Formations sanitaires et sociales	98 998 500	94 689 000	Neutre	98 998 500	94 689 000
<b>Total fonctionnement</b>		<b>426 349 700</b>	<b>406 144 000</b>		<b>426 349 700</b>	<b>406 144 000</b>
<b>Total C15</b>		<b>443 837 700</b>	<b>426 744 000</b>		<b>443 837 700</b>	<b>426 744 000</b>

NB : par nature, **les dépenses régionales relatives à l'emploi, la formation professionnelle, les formations sanitaires et sociales et l'apprentissage n'ont qu'un impact très limité sur le Climat**, en particulier pour les dépenses de fonctionnement. C'est la raison pour laquelle la part des dépenses neutres est particulièrement élevée, et celles des dépenses favorables ou défavorables très faible. Toutefois, **il a été décidé d'approfondir courant 2021 l'analyse des dispositifs de formation professionnelle, et donc de laisser une part importante de ce budget « à définir »**. En effet, d'une part le développement des formations à distance accéléré par la crise sanitaire améliore l'impact carbone de ces dispositifs, de manière complexe (diminution

des déplacements carbonés vs. acquisition de matériel informatique consommateur en énergie). D'autre part, une analyse est également susceptible d'être effectuée en fonction des types de formation financées, avec l'idée de valoriser la part croissante des formations dans les filières de la transition énergétique (énergies renouvelables...), sans pour autant pénaliser les formations dans les secteurs d'activité relevant d'activités créatrices d'emplois mais plus carbonées (mécanique, aéronautique...), étant entendu que la formation en elle-même ne génère pas plus (ou alors à la marge) de GES dans ces secteurs..

### **Méthodologie (dépenses très favorables, favorables ou défavorables)**

#### **Investissement**

##### **- Très favorable :**

- Une partie des **investissements dans les CFA**, en fonction de la ventilation entre travaux et équipements, sur la base des dossiers votés en 2019 et 2020. Une part majoritaire de ces dossiers (55%) correspond à des travaux de **restructuration générale** (exemples en 2020 : réhabilitation centre de formation de la CCI de l'Aveyron à Rodez ; réhabilitation de bâtiments pour accueillir le Campus de la CCI du Tarn à Albi), qui sont considérés comme très favorables pour le Climat à hauteur de 15% de leur coût total (amélioration de la performance énergétique des bâtiments réhabilités) → **736 k€ en AP et 880 k€ en CP**
- Une partie des **investissements dans les écoles et instituts de formation sanitaire et sociale**, en fonction de la ventilation entre travaux et équipements, sur la base des dossiers votés en 2019 et 2020, et en l'absence d'opération en maîtrise d'ouvrage régionale nouvelle identifiée en 2021. La moitié (50%) du montant total des dossiers votés en 2019 et 2020 correspond à des travaux de réhabilitation et de restructuration générale (exemple : reconstruction de l'IFSI-IFAS de Narbonne), qui sont considérés très favorables pour le Climat à hauteur de 15% du coût total (amélioration de la performance énergétique des bâtiments réhabilités) → **515 k€ en AP et 490 k€ en CP**

- Défavorable : le dispositif de soutien aux IFSI (Instituts de formation sanitaire et sociale) permet le financement par la Région de leurs équipements, en particulier **l'acquisition de matériel informatique** qui est considérée comme défavorable compte tenu de son coût énergétique lors de sa production (cf. *rapport d'information du Sénat du 24 juin 2020* : les terminaux représentent 70% de l'empreinte carbone du numérique en France, contre 30% pour les usages, dont 5% pour les réseaux et 14% pour les data centers). Toutefois, la Région soutient le développement des équipements numériques (dont l'acquisition de matériel informatique) afin de promouvoir la formation à distance (FOAD), ce qui est différent d'un simple renouvellement du parc fixe : dans le cas de projets favorisant la formation à distance, ces dépenses informatiques seraient alors considérées comme neutres (équilibre des forces) → **735 k€ en AP et 700 k€ en CP**

NB : la **gratuité du PC portable pour les jeunes qui entrent dans les Ecoles régionales de la 2ème chance**, ainsi que les stagiaires du dispositif DECLIC est considérée comme **neutre**, dans une logique d'équilibre des forces du fait des impacts de ce dispositif, du strict point de vue de la stratégie Climat, en dehors de son impact social évident :

- la généralisation des PC portables tend à diminuer l'acquisition par les Ecoles de PC fixes.
- l'usage de ces PC portables tend à diminuer la consommation de papier.
- le nouveau marché 2020 prévoit une clause de recyclage du matériel ancien.

### Fonctionnement

- Très favorable : le fonctionnement en régie régionale des **Maisons de l'Orientation de Toulouse et Montpellier** inclut un contrat électricité verte avec une garantie à 75% d'origine renouvelable → **38 k€ en CP**
- Défavorable : comme pour l'ensemble des structures soutenues en subvention de fonctionnement général, 2% de la subvention au **CARIF-OREF** est estimée correspondre à des dépenses défavorables (carburants, achat de gaz fossile, frais de déplacements carbonés) → **27 k€ en AE/CP**

Les dépenses suivantes sont neutres :

- Les soldes des différents dispositifs d'apprentissage votés jusqu'en 2020
- La rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, et les frais de gestion de cette rémunération
- Les frais d'hébergement et de restauration des stagiaires de l'AFPA (les frais de déplacement sont exclus de l'aide régionale)
- 98% de la subvention régionale au CARIF-OREF, et plus généralement l'ensemble des dépenses d'évaluation des politiques de formation, des dépenses relatives au système d'information de la formation (maintenance des logiciels et applications dédiées), de l'entretien des Maisons de l'Orientation (hors part renouvelable des contrats d'électricité)
- Le fonctionnement des établissements de formation sanitaire et sociale, ainsi que les aides aux étudiant-e-s.

Les dispositifs suivants « à définir » feront l'objet d'une analyse approfondie en 2021, même s'ils tendent globalement vers la neutralité :

- Nouvelle politique d'apprentissage : une grille méthodologique sera établie pour valoriser, le cas échéant, la volonté de la Région, dans le cadre de sa nouvelle politique apprentissage, de préserver un aménagement équilibré du territoire avec le **maintien de CFA en zones rurales** pour le maintien du service de proximité, et donc une limitation des déplacements carbonés.
- Orientation, accès à la qualification, politique contractuelle de formation professionnelle, formation nouvelles chances, emploi, Plan Jeunes (PIC) : une grille méthodologique sera établie pour d'une part intégrer le développement de la **formation à distance** (sous réserve de l'équilibre des force" que constitue le nécessaire achat d'équipements informatiques pour développer ce type de formation), et d'autre part valoriser le **souhait de la Région de prendre en compte dans le Plan Régional de Formation la thématique de la transition écologique et énergétique** (sensibilisation des stagiaires et adaptation des contenus de formation aux problématiques de chaque secteur).

## Budget Vert 2021 de la Commission Industries, Grands groupes, Services aux entreprises (Commission 09)

Montants inscrits au BP 2021 :

- AP/AE : 187,645 M€
- CP : 129,568 M€

Périmètre Budget Vert (hors fonds européens et mesures crise sanitaire) :

- AP/AE : 76,945 M€ (41%) → rappel : mesures crise sanitaire = 100 M€
- CP : 85,368 M€ (66%) → rappel : mesures crise sanitaire = 25,4 M€

Commission 09	AP / AE	CP	% AP AE	% CP
<b>Très favorable</b>	260 000	1 235 000	0,3%	1,4%
<b>Favorable</b>	4 617 000	6 867 000	6,0%	8,0%
<b>Neutre</b>	43 864 600	64 400 255	57,0%	75,4%
<b>Défavorable</b>	1 053 400	1 005 920	1,4%	1,2%
<b>à définir</b>	27 150 000	11 860 000	35,3%	13,9%
<b>TOTAL</b>	<b>76 945 000</b>	<b>85 368 175</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

INVESTISSEMENT		BP 2021				
		AP	CP		AP	CP
P220	Développement et Innovation	32 616 000	45 734 000	<b>Favorable</b>	4 000 000	5 790 000
				<b>Neutre</b>	24 231 000	30 289 000
				<b>Défavorable</b>	375 000	295 000
				<b>à définir</b>	4 010 000	9 360 000
P221	Economie des territoires	20 529 000	18 389 175	<b>Très favorable</b>	150 000	1 125 000
				<b>Favorable</b>		460 000
				<b>Neutre</b>	1 659 000	16 604 175
				<b>à définir</b>	18 720 000	200 000
<b>Total investissement</b>		<b>53 145 000</b>	<b>64 123 175</b>		<b>53 145 000</b>	<b>64 123 175</b>

FONCTIONNEMENT		BP 2021				
		AE	CP		AE	CP
P220	Développement et Innovation	7 920 000	4 130 000	<b>Neutre</b>	3 420 000	1 750 000
				<b>Défavorable</b>	80 000	80 000
				<b>à définir</b>	4 420 000	2 300 000
P221	Economie des territoires	920 000	1 342 000	<b>Très favorable</b>	110 000	110 000
				<b>Neutre</b>	810 000	1 232 000
P222	Ad'Occ	14 960 000	15 773 000	<b>Favorable</b>	617 000	617 000
				<b>Neutre</b>	13 744 600	14 525 080
				<b>Défavorable</b>	598 400	630 920
<b>Total fonctionnement</b>		<b>23 800 000</b>	<b>21 245 000</b>		<b>23 800 000</b>	<b>21 245 000</b>
<b>Total C09</b>		<b>76 945 000</b>	<b>85 368 175</b>		<b>76 945 000</b>	<b>85 368 175</b>

NB : la part importante de dépenses « à définir » dans cette commission s'explique par la difficulté, pour plusieurs dispositifs d'aides aux entreprises, de définir *a priori* la nature de ces aides au regard de la stratégie Climat. Ces aides paraissent neutres dans la plupart des cas au regard de leur impact climatique, mais il sera nécessaire de mettre en œuvre une méthodologie adaptée courant 2021 :

- **Instruments financiers** : l'identification a priori de dossiers ou de type de dossiers est d'autant plus complexe dans le cas de fonds d'ingénierie financière gérés par un tiers (exemples en 2020 : abondement du volet de garantie du fonds FOSTER ; augmentation du capital du groupe IRDI-SORIDEC ; abondement du fonds de pré-amorçage OCSEED pour les jeunes entreprises innovantes).
- **Filières, pôles et clusters** : à définir, en fonction de la grille méthodologique retenue par filières pour les différents pôles de compétitivité. A définir également en fonction de la typologie d'entreprises (TPE/PME) soutenues dans le cadre du programme Accélérateur TPE/PME porté par le cluster Leader Occitanie
- **Incubateur régional NUBBO** : à définir, en fonction de l'accompagnement courant 2021 d'entreprises innovantes dans le champ de la transition énergétique.
- **Contrat Occitanie Attractive** : à définir en fonction des dossiers qui seront votés courant 2021 dans le cadre du contrat Occitanie Attractive (dispositif voté à la CP du 12 octobre 2018) afin de favoriser l'installation d'entreprises sur le territoire régional. Dossiers peu nombreux, mais d'un montant élevé.
- **AAP FAB Région** : à définir, en fonction de la nature des dépenses financées dans les projets de fabrication numérique retenus dans le cadre de l'AAP 2021. Il convient en effet de rappeler qu'en raison de leur coût énergétique élevé, les équipements informatiques sont considérés comme défavorables pour la stratégie Climat (sauf s'ils ont pour contrepartie une réduction des déplacements liée au développement des formations et du travail à distance, dans le cadre notamment des tiers lieux, financés par ailleurs), contrairement aux logiciels et infrastructures réseaux qui sont considérés comme neutres.

### **Méthodologie (dépenses très favorables, favorables ou défavorables)**

#### **Investissement**

- Très favorable :
  - **La Cité** : le solde des travaux de restructuration des Halles Latécoère (niveau E2/C2 de la réglementation E+C- très supérieur à la RT2012) est considéré comme très favorable pour 15% du montant des travaux (amélioration de la performance énergétique du bâtiment) → **150 k€ en AP et 1,125 M€ en CP**
- Favorable :
  - **Construction du bâtiment IOT Valley** : ce bâtiment neuf a une performance thermique supérieure à la RT2012 (bâtiment à énergie positive BepOS), et peut donc être considéré

comme favorable à hauteur de 10% soit son « surcoût » environnemental lié à cette performance thermique élevée → **460 k€ en CP**

➤ Démarche collective innovation : le dispositif "**Parcours régional Industrie du Futur**" mis en place en 2020 pour une durée de 3 ans vise à accompagner les entreprises industrielles d'Occitanie (dépenses éligibles = prestations de conseil) dans une démarche de transformation significative et durable de leur système productif, tant sur le plan technologique, numérique, humain et organisationnel, que sur celui de la réduction de l'empreinte environnementale, au travers notamment des économies d'énergie. Ce dernier point est valorisé favorablement à hauteur de 20% du dispositif. → **100 k€ en AP et 500 k€ en CP**

➤ Une partie des **contrats Croissance, contrats Innovation et contrats Start Up** : ces contrats permettent de financer les investissements immatériels et matériels des entreprises en développement. Des règles d'éco-conditionnalité sont associées à ces dispositifs (taux d'intervention majoré pour les investissements relevant de la protection de l'environnement ou de l'efficacité énergétique + engagement du porteur dans une démarche d'efficacité énergétique pour les PME), et certains projets concourent de manière favorable à la stratégie Climat. Dans le cadre de la présentation des rapports en Commissions Permanentes, la direction instructrice met en évidence la dimension environnementale et/ou efficacité énergétique des différents dossiers votés. Sur la base des dossiers votés en 2020, 20% de l'enveloppe prévisionnelle de ces dispositifs correspond à des **dossiers avec un impact a minima "bon" sur l'efficacité énergétique et/ou les déchets (cf. encadré infra avec des exemples de dossiers soutenus en 2020)** → **3,9 M€ en AP et 5,290 M€ en CP**

- Défavorable : les dispositifs **Contrat Export** et **PASS Export** votés à la CP du 24 mars 2017 et modifiés à la CP du 15 décembre 2017 sont globalement neutres (95%) quel que soit le secteur d'activité d'une entreprise, et quelle que soit son empreinte carbone, car ce dispositif ne finance pas des dépenses immobilières ou matérielles qui permettront de modifier cette empreinte carbone, mais la croissance de l'entreprise à l'international. Les dépenses financées par la Région (dépenses éligibles) concernent essentiellement une assiette immatérielle, neutre pour le Climat : création de fonctions nouvelles à l'export, emplois de VIE, frais de conseil et d'études, frais de participation à des salons internationaux.... En revanche, ces dispositifs incluent dans l'assiette éligible les **frais d'avion pour une personne liés à une mission commerciale, estimés à 5% de l'assiette éligible moyenne** d'un dossier, dépense carbonée considérée comme défavorable pour le Climat → **375 k€ en AP et 295 k€ en CP**

#### Fonctionnement

- Très favorable : une partie de **l'entretien de la pépinière des divers bâtiments régionaux à usage économique** (La Cité, CEMD, pépinière Théogone...) dès lors que 75% de leur consommation d'électricité est couverte par un contrat vert « origine renouvelable » → **110 k€ en AE/CP**

- Favorable : une partie de l'activité de l'Agence régionale **AD'OCC** concerne, au travers des commandes passées par la Région à la SPL, les **"filiales du futur"** (Plan Hydrogène et Corridor H2, éolien flottant, solaire photovoltaïque...), pour un montant estimé en 2021 à 617 k€ → **617 k€ en AE/CP**

- Défavorable :

- comme pour l'ensemble des structures financées par la Région en contribution statutaire ou en subvention de fonctionnement général, le financement régional à **AD'OCC** couvre pour partie les charges fixes de la structure, dont 3% (2% pour la SPL et 4% pour la SEM, compte tenu de sa mission promotion / export) sont estimées correspondre à des dépenses défavorables (carburants, achat d'énergie non renouvelable, frais de déplacements carbonés) → **598 k€ en AE et 631 k€ en CP**.
- le dispositif **Démarche collective à l'export** voté à la CP du 24 mars 2017 et modifié à la CP du 15 décembre 2017 est globalement neutre (80%) car il finance les démarches collectives principalement portées par les organismes consulaires pour favoriser le développement des entreprises à l'international. Les dépenses financées par la Région (dépenses éligibles) concernent essentiellement la création de fonctions nouvelles à l'export, les emplois de VIE, les frais de conseil et d'études, ainsi que les frais de participation à des salons internationaux. Ces dépenses sont neutres par rapport au Climat. En revanche, le dispositif inclut dans l'assiette éligible les frais d'avion pour une personne liés à une mission commerciale, estimés à 20% de l'assiette éligible moyenne d'un dossier → **80 k€ en AE/CP**

En fonctionnement, les autres dispositifs sont considérés comme neutres :

- Démarches collectives innovation, notamment portées par l'IOT Valley
- Contrat de prestation de services avec la BEI
- Evènements et manifestations liés aux entreprises
- Système d'information régional lié aux entreprises (logiciels et applications, cf. plateforme Hub Entreprendre)

QUALITY AIR : sur l'amélioration de la qualité de l'air en cabine - PSPC Région avec Liebherr  
SPARTAN: Développement de 2 technologies de pivoterie haute température compatible avec les futurs moteurs basse consommation - PSPC Région avec Liebherr

SURPLUS AUTO/SURPLUS MOTO/SURPLUS INDUSTRIES : Entreprises spécialisées dans les activités de dépollution et de valorisation de véhicules (autos, motos, poids lourds, engins des travaux publics, engins agricoles,...). Le projet porté par les sociétés Surplus Industries et Surplus Motos visent à accompagner la mise en place d'une réglementation et la création d'un agrément sur les filières motos et industrielles qui permettrait de considérer ces véhicules comme des déchets et de les traiter dans des centres agréés (type Véhicule hors d'usage pour les voitures).

- SURPLUS INDUSTRIE : Contrat Croissance 279 932 €
- SURPLUS INDUSTRIE : contrat immobilier 408 164 €
- SURPLUS MOTOS : contrat croissance 332 215 €
- SURPLUS MOTOS : contrat immobilier 509 539 €

**Flexitanie, 1ère Centrale virtuelle V2G en Occitanie**, démonstrateur permettant d'évaluer la pertinence technico-économique d'un nouveau service d'agrégation des flexibilités de la charge/décharge des Véhicules To Grid (V2G). Objectifs :

**Autres dossiers - Readynov :**

SOLARIS : démonstrateur concentrateur solaire cylindro-parabolique

ValCO2Me : valorisation du CO2 par méthanation catalytique

MOBELSOL : mobilité électrique solaire



## Budget Vert 2021 de la Commission Transports et Infrastructures (Commission 10)

Montants inscrits au BP 2021 :

- AP/AE : 1.095,826 M€
- CP : 847,773 M€

Périmètre Budget Vert (hors fonds européens et mesures crise sanitaire) :

- AP/AE : 1.095,826 M€ (100%)
- CP : 843,773 M€ (99%)

Commission 10	AP AE	CP	% AP AE	% CP
Très favorable	536 056 357	357 303 605	48,9%	42,3%
Favorable	226 743 038	181 328 538	20,7%	21,5%
Neutre	252 421 588	220 884 244	23,0%	26,2%
Défavorable	80 605 058	84 256 182	7,4%	10,0%
à définir			0,0%	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>1 095 826 041</b>	<b>843 772 568</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

INVESTISSEMENT		BP 2021			AP	CP
		AP	CP			
P360	Transport ferroviaire	298 858 600	136 319 348	Très favorable	218 753 000	84 088 527
				Favorable	78 455 600	47 427 323
				Neutre	1 650 000	4 803 498
P361	Infrastructures routières départementales	13 000 000	16 012 000	Neutre	2 000 000	2 860 000
				Défavorable	11 000 000	13 152 000
P362	Infrastructures aéroportuaires	6 480 000	11 566 000	Défavorable	6 480 000	11 566 000
P363	Autres interventions transports	76 290 000	28 340 773	Très favorable	72 020 000	26 500 773
				Neutre	4 270 000	1 840 000
P365	PEM Routiers et accessibilité points d'arrêts	4 300 000	500 000	Favorable	4 300 000	500 000
<b>Total investissement</b>		<b>398 928 600</b>	<b>192 738 121</b>		<b>398 928 600</b>	<b>192 738 121</b>

FONCTIONNEMENT		BP 2021			AE	CP
		AE	CP			
P360	Transport ferroviaire	348 641 500	327 537 000	Très favorable	238 433 955	240 369 009
				Neutre	99 748 300	77 341 881
				Défavorable	10 459 245	9 826 110
P362	Infrastructures aéroportuaires	4 720 000	5 295 000	Défavorable	4 720 000	5 295 000
P363	Actions et participations en faveur des transports	1 065 850	937 650	Favorable	150 000	150 000
				Neutre	915 850	787 650
	Transports scolaires, interurbains et réseau régional de transport de voyageurs	342 470 091	317 264 797	Très favorable	6 849 402	6 345 296
				Favorable	143 837 438	133 251 215
				Neutre	143 837 438	133 251 215
				Défavorable	47 945 813	44 417 072
<b>Total fonctionnement</b>		<b>696 897 441</b>	<b>651 034 447</b>		<b>696 897 441</b>	<b>651 034 447</b>
<b>Total C10</b>		<b>1 095 826 041</b>	<b>843 772 568</b>		<b>1 095 826 041</b>	<b>843 772 568</b>

## **Méthodologie (dépenses très favorables, favorables ou défavorables)**

### **Investissement**

- Très favorable :

- **L'ensemble des investissements permettant d'améliorer et de moderniser les lignes ferroviaires existantes sont considérés comme très favorables, qu'il s'agisse des lignes électrifiées ou non électrifiées.** Pour ces dernières, qui concernent une part importante du réseau secondaire constitué par les lignes DFT (Desserte Fine des Territoires, lignes non électrifiées : Carcassonne-Quillan / Nîmes-Le Grau du Roi / Nîmes-Alès-Langogne / La Bastide-Mende-Marvejols / Toulouse-Auch / Brive-Rodez / Mazamet-St Sulpice / Figeac-Teisssonnières / Rodez-Teisssonnières), l'enjeu pour la Région est de financer ces investissements pour préserver ce réseau et favoriser la réouverture des cinq lignes sur lesquelles la circulation est aujourd'hui suspendue, ce qui est indispensable en terme d'aménagement du territoire, mais également en terme de stratégie REPOS. Même diesel, un train régional émet moins de CO2 par km/passager dès lors que son taux de remplissage excède 30% à 40%. → **137,463 M€ en AP et 44,389 M€**
- **L'acquisition de matériel roulant est pour partie considérée comme très favorable**, en particulier pour **deux projets emblématiques du Budget Vert de la Région** : le projet pilote de **train à hydrogène portant sur 3 rames Régiolis** bimode électrique/hydrogène (et non plus diesel) afin de permettre la circulation de trains "zéro émission locale" (AP : 52 M€), ainsi que **l'expérimentation de la transformation d'une rame AGC/BGC bimode électrique/diesel en bimode électrique/batterie** (batteries rechargeables par caténaire en gare) dans le cadre de l'OPMV des AGC, comme réponse aux lignes non électrifiées. Sont également considérées comme très favorables en crédits de paiement **l'acquisition de 3 rames Régiolis électrique** commandées en 2019 et le solde de 8 rames Régiolis commandées en 2018 → **52 M€ en AP et 29,7 M€ en CP**
- La **mise en accessibilité des réseaux ferroviaires** est également considérée comme très favorable : poursuite de la mise en œuvre de l'Ad'AP ferroviaire sur les 31 gares prioritaires du territoire régional, de manière à favoriser l'accès des Personnes à Mobilité Réduite au réseau ferroviaire. L'ensemble des infrastructures et aménagements liés au transport collectif public sont en effet considérés comme très favorables dès lors qu'elles permettent le développement de ces transports collectifs → **4 M€ en CP**
- De même, la poursuite du programme de **restructuration des gares régionales existantes, afin de les transformer en plateformes d'échange multimodales (PEM)** est considérée comme très favorable, car elle permet de renforcer les synergies et la complémentarité des différents modes de transport, articulés avec le réseau ferroviaire régional → **29,290 M€ en AP et 6 M€ en CP**
- Le **soutien aux projets de TCSP** (Transports Collectifs en Site Propre) portés par les EPCI est considéré comme très favorable, qu'il s'agisse en crédits d'engagement (AP) de la première phase du soutien au Plan Mobilité 2020-2030 du Syndicat Mixte des Transports Tisséo de l'agglomération toulousaine, ou en crédits de paiement des dossiers de Nîmes et Montpellier → **30,020 M€ en AP et 11,834 M€ en CP**

- **Plan Vélo et éco-chèques mobilité** : dans le cadre du Plan de transformation Green New Deal adopté lors de l'AP du 19 novembre 2020, le **Plan Vélo intermodalité et nouvelles mobilités** (volet 1) consiste dans un soutien régional renforcé à la réalisation de pistes cyclables favorisant le développement de l'usage du vélo du quotidien (jusqu'à 50% des dépenses) et au développement du réseau de véloroutes et de voies vertes d'intérêt régional à vocation cyclotouristique (jusqu'à 30% des dépenses). Dans le cadre des Plans Mobilités II (AP du 28 mars 2019) et Mobilités III (AP du 19 décembre 2019), la Région poursuit le déploiement de **l'éco-chèque mobilité pour les particuliers (acquisition d'un véhicule électrique ou hybride rechargeable d'occasion, acquisition d'un vélo électrique) et de l'éco-chèque collectivités locales** pour leur permettre de convertir leurs parcs de véhicules → **28 M€ en AP et 7,410 M€ en CP**
- **L'acquisition de matériel roulant de transport routier est considérée comme très favorable car elle concerne des bus bioGNV** : dans le cadre du "Plan Mobilités III" adopté lors de l'AP du 19 décembre 2019, la Région a engagé une démarche de conversion progressive au bioGNV de la flotte d'autocars régionaux. Ainsi, les CP correspondent aux engagements déjà pris pour l'achat de 20 autocars au bioGNV pour la SPL D'un Point à l'autre (Tarn), et les AP permettront d'engager ces dépenses sur d'autres réseaux, notamment dans l'Aveyron (lignes Millau Saint-Affrique et Millau Rodez) → **14 M€ en AP et 7,256 M€ en CP**

- Favorable :

- **L'acquisition de matériel roulant est pour partie considérée comme favorable** pour les autres opérations, en particulier la modernisation à mi-vie des 83 rames AGC bimode (incluant une amélioration de leur performance énergétique diesel : économie d'énergie "start and go", filtres à particules, climatisation cycle à air...), la modernisation du Train Jaune, les opérations de grosse maintenance annuelle et changement d'organes majeurs → **70,956 M€ en AP et 44,227 M€ en CP**
- Le lancement des études sur le développement des **PEM routiers** et la mise en accessibilité des **points d'arrêts routiers** (abris bus) sont considérés comme favorables → **4,3 M€ en AP et 0,5 M€ en CP**
- **Les lignes ferroviaires à grande vitesse sont pour partie considérées comme favorables (AFNT) et pour partie comme neutres (GPSO et LNMP). Le TGV est, au sein du transport ferroviaire collectif, celui qui émet le moins de CO2** (source Ademe, *Les chiffres clés du Climat 2018* : 3,2 gCO2/pass.km, contre 10,8 gCO2/pass.km pour les trains grandes lignes) et il constitue la meilleure alternative sur de longues distances nationales aux déplacements en avion ou en véhicule beaucoup plus carbonés (source Ademe, *Les chiffres clés du Climat 2018* : 145 gCO2/pass.km pour les vols nationaux, et 86 gCO2/pass.km pour les voitures particulières). Du strict point de vue Climat, les investissements en cours financés par la Région sur GPSO et LNMP (acquisitions foncières et études préalables) doivent donc être considérés comme très favorables. Toutefois, dans une logique plus large du "Budget vert", et à l'image de la construction de bâtiments neufs, **cet impact très positif sur le climat doit être mis en perspective avec des impacts négatifs sur l'artificialisation des sols, la diminution d'espaces naturels** (malgré la mise en oeuvre de la stratégie ERC) et la biodiversité. Cette logique d'équilibre des forces conduit à classer "neutres" les dépenses liées aux lignes nouvelles GPSO

(Bordeaux-Toulouse) et LNMP (Montpellier-Perpignan), à ce stade. En effet, si ces lignes nouvelles devaient être mixtes (voyageurs + marchandises), l'impact supplémentaire et fort sur la réduction du trafic de fret autoroutier pourrait conduire à considérer ces lignes nouvelles comme favorables. En revanche, dès le Budget vert 2021, **le projet AFNT (Aménagements Ferroviaires Nord de Toulouse)** s'appuie sur la ligne existante, qu'il renforce au travers de la création de voies supplémentaires. L'impact très favorable sur le Climat de ces aménagements combiné aux autres effets moins impactant qu'une ligne nouvelle "pure" conduisent à classer ces dépenses en favorable → **7,5 M€ en AP et 3,2 M€ en CP**

- Défavorable :

- Les **investissements réalisés sur les aéroports régionaux** sont considérés comme défavorables : le transport aérien a des effets favorables sur l'emploi, la croissance économique du territoire (cf. études sur les impacts économiques des aéroports régionaux), notamment le tourisme, l'attractivité et le désenclavement des territoires. Mais il s'agit d'un **mode de transport défavorable pour le Climat**, qu'il s'agisse des marchandises ou des passagers (source Ademe, *Les chiffres clés du Climat 2018* : 145 gCO2/pass.km pour les vols nationaux, contre 86 gCO2/pass.km pour les voitures particulières sur distances nationales et 3 à 10 gCO2/pass.km pour les TGV et trains grandes lignes). Les investissements réalisés sur les aéroports régionaux (Carcassonne et Perpignan) gérés dans le cadre de la SPLAR, ainsi que la contribution au Syndicat Mixte de l'aéroport Tarbes-Lourdes-Pyrénées (qui rejoint la SPLAR en 2021) sont donc considérés comme défavorables sous le strict angle du Climat. → **6,480 M€ en AP et 11,566 M€ en CP**
- Le soutien régional aux **infrastructures routières nationales** est considéré comme défavorable : la construction de voirie nouvelle (ex : construction d'une déviation) ou les aménagements de voirie visant à créer des voies de circulation supplémentaires sont considérés comme défavorables du point de vue Climat car **ces travaux tendent à encourager ce mode de transport, et à augmenter le trafic routier** (VL et camions) qui reste très majoritairement carboné. Ces investissements ont toutefois des effets positifs par ailleurs : aménagement du territoire (désenclavement de territoires ruraux), sécurisation du trafic...Ainsi, une part importante des CP prévus en 2021 concerne la déviation de la RN124 sur 10 km à Gimont, très attendue par ses habitants : la commune est en effet traversée chaque jour par 15 000 véhicules dont 1 000 poids lourds → **3 M€ en AP et 9,212 M€ en CP**
- Le soutien régional aux **infrastructures routières départementales** est considéré comme **défavorable à 80%** : la construction de voirie nouvelle (ex : construction d'une déviation) ou les aménagements de voirie visant à créer des voies de circulation supplémentaires ou à faciliter les conditions de circulation sont considérés comme défavorables du point de vue Climat car ces travaux tendent à encourager ce mode de transport, et à augmenter le trafic routier (VL et camions) qui reste très majoritairement carboné. Ces investissements ont toutefois des effets positifs par ailleurs, en particulier s'agissant de la voirie départementale, l'aménagement du territoire. Par ailleurs, **une partie des travaux soutenus par la Région concerne, en milieu rural essentiellement, des opérations exclusives de sécurisation** et de grosse maintenance de la voirie (renforcement de chaussées, confortement de murs de soutènement, aménagement de giratoires...). En

fonction de l'analyse des dossiers votés en 2019 et 2020, il est donc considéré que 80% de l'enveloppe est défavorable, car elle concerne majoritairement des opérations dont la conséquence est de faciliter et donc favoriser le trafic routier (aménagement de rocade urbaines, aménagements à deux voies en milieu rural...). Sont neutres (20%) les aménagements de sécurité et la grosse maintenance. Est considéré également comme neutre en CP en 2021 le solde du soutien exceptionnel de la Région suite aux inondations du 15 octobre 2018 dans l'Aude (réparation à l'identique de la voirie détruite ou endommagée) → **8 M€ en AP et 3,940 M€ en CP**

### Fonctionnement

- Le **transport ferroviaire régional** (convention d'exploitation du service ferroviaire liO avec SNCF Voyageurs) :

A l'exception des modes de déplacement doux (marche, vélo) et des moyens de transport (encore très limités) utilisant des sources d'énergie quasiment nulles en émission de carbone (hydrogène vert et bioGNV), **le transport ferroviaire est le mode de transport qui émet le moins de CO<sub>2</sub>**, d'une part **parce qu'il fonctionne majoritairement à l'électricité** (source Ademe, *Les chiffres clés du Climat 2018* : l'électricité consommée en France métropolitaine émet 0,053 kg de CO<sub>2</sub> par kWh, contre 2,968 kg de CO<sub>2</sub>/l pour l'essence aviation, 3,07 kg de CO<sub>2</sub>/l pour le diesel automobile, 2,71 kg de CO<sub>2</sub>/l pour l'essence automobile, et 2,13 kg de CO<sub>2</sub>/l pour le GNV fossile), et d'autre part **parce qu'il est collectif**. Ainsi, sur des distances régionales, **un TER électrique (type AGC en mode électrique) émet 24 gCO<sub>2</sub> par passager/km, contre 86 gCO<sub>2</sub> pour une voiture particulière** et 59 gCO<sub>2</sub> pass.km pour un autocar au diesel. En revanche, **un TER diesel émet en moyenne 70 gCO<sub>2</sub> pass.km** (sur la base d'un taux de remplissage de 30%, dès lors que ce matériel circule souvent sur des réseaux secondaires non électrifiés).

**La méthodologie retenue pour l'évaluation Climat de la convention d'exploitation ferroviaire tient donc compte de cette distinction entre TER électrique et TER diesel, sur la part du trafic / voyageur.km constaté en 2019 sur les lignes régionales :**

- **Très favorable (70%)** : si le parc de matériel roulant de la Région Occitanie (190 rames hors train jaune) comprend encore 90 rames diesel (dont 52 bimodes utilisées majoritairement en mode diesel et 38 diesel pur), la capacité unitaire est plus élevée pour les rames électriques, a fortiori avec l'acquisition de rames Régio2N à forte capacité (500 places, contre 86 places pour une rame X73500 diesel). De plus, les lignes électrifiées tendent à avoir un taux de fréquentation plus élevé. Au total, **le trafic (voyageurs.km) était à 70% électrique et 30% diesel en 2019 (65% électrique et 35% diesel en 2016)**. Ce pourcentage "prudent" (cette répartition pourrait tendre vers 75% électrique en 2021) de la part du trafic électrique est donc retenu comme très favorable pour la stratégie Climat → **238,434 M€ en AE**
- **Neutre (27%)** : ce pourcentage correspond à 90% de la part du trafic (km. voyageur) en 2019 assuré par les rames diesel, y compris bimodes, pour 90% de celui-ci. Cette neutralité correspond à la logique « d'équilibre des forces » d'un mode de transport fortement consommateur de carbone (diesel), mais qui n'en est pas moins collectif, donc moins carboné que les modes de transport individuels → **99,748 M€ en AE**

- **Défavorable (3%)** : ce pourcentage correspond à 10% de la part du trafic diesel (soit 3% du total) qui correspond à la **part "achat de carburants"** dans le modèle économique d'exploitation de ces rames → **10,459 M€ en AE**
- **Les transports publics routiers** (transport scolaire, lignes régulières et transport à la demande) :

Si la Région a engagé, dans le cadre du "Plan Mobilités III" adopté lors de l'AP du 19 décembre 2019, une **démarche de conversion progressive au bioGNV (et GNV) de la flotte d'autocars régionaux**, le diesel reste la source d'énergie pour **98% de cette flotte en 2021** (quel que soit le mode d'exploitation du transport public routier, tous départements confondus). Selon l'ADEME (*Les chiffres clés du Climat 2018*), en circulation urbaine et périurbaine, **l'impact carbone d'un autocar diesel est de 132 gCO<sub>2</sub> par passager/km, contre 206 gCO<sub>2</sub> pass/km pour une voiture particulière** (ces ratios sont respectivement de 86 gCO<sub>2</sub> et 124 gCO<sub>2</sub> pour des déplacements plus longs de type régionaux). **Parce qu'il s'agit d'un transport de passagers collectifs**, le transport interurbain et scolaire financé par la Région depuis 2017 reste donc favorable pour la stratégie REPOS, même en mode diesel. Toutefois, **l'émission de CO<sub>2</sub> est très fortement réduite dans le cadre d'une motorisation GNV (jusqu'à -15%) et surtout BioGNV (-80%)**, avec également un impact majeur sur la qualité de l'air et la lutte contre les pollutions (GNV : -93% vs Diesel pour les Particules et -27% pour les Nox).

**Seules les dépenses de fonctionnement correspondant au trafic opéré sur ce type de bus doivent donc être considérées comme très favorables.** La Région doit favoriser cette conversion à des énergies plus propres et moins polluantes, tout en rappelant le coût élevé et les contraintes logistiques fortes (nécessité de déployer des stations de distribution à proximité immédiate des terminus des lignes régulières) liées à cette conversion. Par ailleurs, **les différents transporteurs routiers ont fait depuis 2014 un important effort pour renouveler leur parc afin d'accroître la part de véhicules neufs respectant les normes Euro VI plus exigeantes** (cf. 0,4 g/kWh pour les NOx contre 2 g/kWh pour la norme Euro V précédente) : les autocars acquis depuis 2014 représentent désormais **50% du parc total**. Il est donc proposé de considérer les 98% de dépenses de fonctionnement correspondant au parc diesel de la manière suivante : **le parc Euro VI est favorable, le part antérieur est neutre**, et pour la totalité du parc diesel, **le poste "carburant" est défavorable**, de manière à favoriser la conversion "propre" du parc.

- **Très favorable (2%)** : part du trafic LiO sur bus GNV et BioGNV en 2021, compte tenu des acquisitions de matériel roulant réalisées → **6,849 M€ en AE et 6,345 M€ en CP**
- **Favorable (42%)** : part du trafic diesel Euro VI, déduction faite du poste de dépense "carburant" → **143,837 M€ en AE et 133,251 M€ en CP**
- **Neutre (42%)** : part du trafic diesel opéré sur les autocars non renouvelés depuis 2014 (normes inférieures à Euro VI) → **143,837 M€ en AE et 133,251 M€ en CP**
- **Défavorable (14%)** : en moyenne (source = formule d'actualisation des prix dans les CCAP), le carburant représente 14% des dépenses de fonctionnement du service régional de transport routier → **47,946 M€ en AE et 44,417 M€ en CP**

- Autres dépenses de fonctionnement :

- **L'exploitation des aéroports régionaux est considérée comme défavorable** : le transport aérien a des effets favorables sur l'emploi, la croissance économique du territoire (cf. études sur les impacts économiques des aéroports régionaux), notamment le tourisme, l'attractivité et le désenclavement des territoires. Mais **il s'agit d'un mode de transport défavorable pour le Climat**, qu'il s'agisse des marchandises ou des passagers (source Ademe, *Les chiffres clés du Climat 2018* : 145 gCO2/pass.km pour les vols nationaux, contre 86 gCO2/pass.km pour les voitures particulières sur distances nationales et 3 à 10 gCO2/pass.km pour les TGV et trains grandes lignes). Le soutien au fonctionnement des différents aéroports situés sur le territoire régional (contribution annuelle pour la gestion des différentes plateformes régionales et soutien des lignes à obligation de service public vers Paris) sont donc considérés comme défavorables sous le strict angle du Climat → **4,720 M€ en AE et 5,295 M€ en CP**
- Les actions et participations diverses en faveur des transports sont considérées comme neutres (cotisations et participations aux organismes liés aux transports, maintenance du marché billettique, études...) à l'exception de **l'expérimentation du co-voiturage** au travers du développement des 4 expérimentations de plateformes dans l'ouest toulousain, la Vallée de l'Aude, le Pays Coeur d'Hérault et le bassin d'Alès, afin d'impulser une **politique régionale de covoiturage** (Plan de transformation Green New Deal : volet 2 du Plan Vélo, intermodalité et nouvelles mobilités) qui est **considérée comme favorable** → **150 k€ en AE/CP**

## Budget Vert 2021 de la Commission Aménagement du Territoire, TIC et Politiques contractuelles (Commission 11)

Montants inscrits au BP 2021 :

- AP/AE : 109,743 M€
- CP : 80,108 M€

Périmètre Budget Vert (hors fonds européens et mesures crise sanitaire) :

- AP/AE : 108,553 € (99%)
- CP : 76,580 M€ (96%)

Commission 11	AP AE	CP	% AP AE	% CP
<b>Très favorable</b>	20 023 000	8 393 700	18,4%	11,0%
<b>Favorable</b>	1 806 000	2 045 500	1,7%	2,7%
<b>Neutre</b>	85 878 785	62 255 585	79,1%	81,3%
<b>Défavorable</b>	45 000	3 685 000	0,04%	4,8%
<b>à définir</b>	800 000	200 000	0,7%	0,3%
<b>TOTAL</b>	<b>108 552 785</b>	<b>76 579 785</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

INVESTISSEMENT		BP 2021			AP	CP
		AP	CP			
P224	Infrastructures économiques	14 400 000	13 400 000	<b>Très favorable</b>	1 658 500	2 512 000
				<b>Favorable</b>	1 483 000	375 500
				<b>Neutre</b>	11 258 500	6 872 500
				<b>Défavorable</b>		3 640 000
P301	Infrastructures numériques	400 000	16 100 000	<b>Neutre</b>		16 000 000
				<b>à définir</b>	400 000	100 000
P308	Réseau TH'DOC	3 000 000	0	<b>Neutre</b>	3 000 000	
P302	Aménagement du territoire / Politiques territoriales	64 000 000	22 320 000	<b>Très favorable</b>	18 268 500	5 833 700
				<b>Neutre</b>	45 731 500	16 486 300
P303	Stratégie Animations	400 000	100 000	<b>à définir</b>	400 000	100 000
P305	Développement économique territorial	0	13 680 000	<b>Favorable</b>		1 368 000
				<b>Neutre</b>		12 312 000
P390	Politique foncière	1 600 000	800 000	<b>Très favorable</b>	96 000	48 000
				<b>Neutre</b>	1 504 000	752 000
<b>Total investissement</b>		<b>83 800 000</b>	<b>66 400 000</b>		<b>83 800 000</b>	<b>66 400 000</b>

FONCTIONNEMENT		BP 2021			AE	CP
		AE	CP			
P308O001	Réseau TH'DOC	19 000 000	4 362 000	<b>Neutre</b>	19 000 000	4 362 000
P224O002	Aménagement de zones d'activités	1 101 585	1 151 585	<b>Neutre</b>	1 086 585	1 136 585
				<b>Défavorable</b>	15 000	15 000
P301O003	Infrastructures numériques	23 000	23 000	<b>Neutre</b>	23 000	23 000
P303O001	Stratégie de planification	937 000	1 054 000	<b>Favorable</b>	143 000	162 000
				<b>Neutre</b>	794 000	892 000
P390O001	Politique foncière	260 000	200 000	<b>Favorable</b>	180 000	140 000
				<b>Neutre</b>	80 000	60 000
P302O001	Aménagement du territoire / Politiques territoriales	1 900 000	1 840 000	<b>Neutre</b>	1 900 000	1 840 000
P300O002	CPER/CPIER	0	18 000	<b>Neutre</b>		18 000
P304O001	Accompagnement partenaires	1 531 200	1 531 200	<b>Neutre</b>	1 501 200	1 501 200
				<b>Défavorable</b>	30 000	30 000
<b>Total fonctionnement</b>		<b>24 752 785</b>	<b>10 179 785</b>		<b>24 752 785</b>	<b>10 179 785</b>
<b>Total C11</b>		<b>108 552 785</b>	<b>76 579 785</b>		<b>108 552 785</b>	<b>76 579 785</b>



## **Méthodologie (dépenses très favorables, favorables ou défavorables)**

### **Investissement**

- Très favorable :

- Une partie de **l'immobilier collectif à usage économique** (pôle santé ou technologique, pépinières, tiers-lieux...) : 22% des dossiers votés en 2019 et 2020 correspondent à des réhabilitations de bâtiments, considérées comme très favorable pour 15% de leur cout total, soit l'amélioration de leur performance énergétique liée à cette réhabilitation → **158 k€ en AP et 112 k€ en CP**
- **Projets portés par l'ARAC** : les apports de fonds propres à l'ARAC (capital et avances en compte courant d'associés) permettent de financer les projets de développement économiques de la SEM ARAC et de ses filiales. Sont considérés comme très favorables 50% de ces projets, soit le **dispositif d'accompagnement ERC et la plupart des projets de l'ARIS qui s'inscrivent dans la stratégie REPOS** (exemple de projets identifiés : implantation d'une ligne d'électrolyseurs à hydrogène, construction d'un site de recyclage de batterie, développement d'avions à propulsion électrique, solution de transformateur pour véhicules électriques, soutien au développement d'une gamme de véhicules propres...). Les autres projets ARIS, les projets FOCCAL et ceux portés en propre par la SEM ARAC sont considérés comme neutres → **1,5 M€ en AP et 2,4 M€ en CP**
- Une partie du dispositif **bourgs-centres** en faveur des communes : le dispositif voté à la CP du 20 juillet 2018 prévoit un soutien de la Région sur des dossiers d'équipements structurants qui inclut des engagements éco-conditionnels du bénéficiaire s'agissant de la construction de bâtiments (recours aux énergies renouvelables) et de leur rénovation énergétique. Sur la base des dossiers votés en 2020, 33% de l'enveloppe prévisionnelle concerne des **restructurations de bâtiments** considérées comme très favorables pour 15% du montant des travaux (amélioration de la performance thermique des bâtiments). Il est à noter que certains dossiers d'éco-rénovation peuvent bénéficier d'une subvention complémentaire NoWatt valorisée à 100% dans le cadre du dispositif dédié (ex : éco-rénovation du bâtiment "L'Occitan" à Saint-Affrique en 2020). En revanche, la construction de bâtiments (sauf si l'analyse des dossiers votés montre un dépassement de la norme thermique en vigueur) et la rénovation de façades sont considérés comme neutres → **446 k€ en AP et 99 k€ en CP**
- Au sein du programme régional en faveur de la vitalité des territoires composé de 5 dispositifs différents de soutien à la réalisation de bâtiments et aménagements d'espaces publics des communes et EPCI, la **rénovation énergétique des bâtiments publics** (dispositif adopté à la CP du 7 juillet 2017 et modifié à la CP du 7 juin 2019) est considéré **très favorable à 100%** : atteinte de la classe C minimum de performance énergétique et gain d'énergie de 30% après travaux, soit 13% de l'enveloppe prévisionnelle « vitalité des territoires » (sur la base des dossiers de rénovation énergétique votés en 2019 et 2020) → **3,640 M€ en AP et 1,131 M€ en CP**
- Au sein du programme régional en faveur de la vitalité des territoires composé de 5 dispositifs différents de soutien à la réalisation de bâtiments et aménagements d'espaces publics des communes et EPCI, **l'aménagement et qualification des espaces publics**

(dispositif adopté à la CP du 7 juillet 2017 et modifié à la CP du 7 juin 2019) est très favorable si ces projets intègrent à titre principal des **modes de déplacement doux et/ou une extension des espaces arborés**. Sur la base des dossiers votés en 2019 et 2020, ces dossiers représentent 15% du dispositif, qui lui-même correspond à 64% de l'enveloppe prévisionnelle « vitalité des territoires » → **2,688 M€ en AP et 0,835 M€ en CP**

- **Canal du Midi** : sont considérés comme très favorable, d'une part la **reconstitution de la voute arborée** (replantations de nouveaux arbres d'espèces diversifiées en remplacement des platanes victimes de la maladie du chancre : en effet, l'arbre est un "puits de séquestration" majeur du carbone avec 6 kg de carbone par m<sup>2</sup>) soit 50 M€ de l'enveloppe prévisionnel au travers du contrat cadre 2019-2021, et d'autre part (pour 20% des dossier votés en 2019 et 2020) **l'aménagement de pistes cyclables** le long du Canal du Midi (voies vertes). Sont considérés comme neutres les autres dossiers (remise en état des écluses et des ouvrages d'art, confortement des berges...) → **2,8 M€ en AP et 0,7 M€ en CP**
- Une partie du **Fonds d'Aménagement Agglos et Métropoles** : dans le cadre des contrats territoriaux passés avec les Agglomérations, les Communautés Urbaines et les Métropoles (AP du 30 juin 2017), plusieurs dossiers sont susceptibles de relever de thématiques qui impactent très favorablement la stratégie climat, en particulier le **développement des mobilités douces** (ex : tranche 3 de la voie verte du Pays de l'Or votée en 2020) et le **développement des espaces arborés** (ex : aménagement du parc de Pratgrausals à Albi). Les dossiers qui relèvent de ces deux thématiques sont considérés très favorables à 100%, soit 35% de l'enveloppe prévisionnelle. Les dossiers qui concernent des **réhabilitations de bâtiments** sont également considérés comme très favorables à hauteur de 15% de leur montant (amélioration de la performance thermique des bâtiments), et correspondent à 20% de l'enveloppe prévisionnelle → **7,6 M€ en AP et 1,9 M€ en CP**
- Une partie du dispositif **Fonds régional d'aménagement – expérimentation** voté à la CP du 21 février 2019 prévoit un soutien de la Région sur des dossiers innovants dans les territoires ruraux et de montagne, sur des thématiques validées dans le cadre des contrats territoriaux, et dont la plupart impactent très favorablement la stratégie climat, en particulier le **développement des mobilités douces** et le **développement des énergies renouvelables** dont la filière bois. Sur la base des dossiers votés en 2020, 35% de l'enveloppe prévisionnelle correspond à des dossiers très favorables à 100% par nature (acquisitions de vélos électriques, aménagement de pistes cyclables et chemins de randonnées, chaufferies bois et énergies renouvelables...) et 10% concerne des **restructurations de bâtiments** très favorables à hauteur de 15% de leur montant (amélioration de la performance thermique) → **1,095 M€ en AP et 146 k€ en CP**
- Anciens dispositifs (solde en CP) votés avant 2018 : plusieurs dossiers importants des **CRU d'agglomération 2015-2017 de l'Ouest du territoire** peuvent être considérés comme très favorables (exemples : requalification piétonne et reboisement du jardin du chevet de la place Saint-Sernin à Toulouse, reboisement de l'îlot du Ramier à Toulouse, construction éco-responsable de la Maison du PNR des Causses du Quercy - chaufferie bois, apports solaires passifs, matériaux biosourcés et faiblement transformés, façades en bois...), soit 30% des dossiers restant à solder. De même, le dispositif **"revitalisation des communes de moins de 3 000 habitants"** de l'Est du territoire comprenait des

réhabilitations d'équipements existants (avec une amélioration thermique induite et valorisée à hauteur de 15%) et des aménagements d'espace public en coeur de village pouvant inclure des aménagements piétons et des pistes cyclables, soit 10% des dossiers restant à solder. Enfin, le dispositif "**revitalisation des communes de plus de 3 000 habitants**" de l'Est du territoire comprenait également des réhabilitations d'équipements existants (valorisées à hauteur de 15%) et des aménagements « doux » d'espace public en coeur de village, soit 15% des dossiers restant à solder → **1,023 M€ en CP**

- **L'AMI "reconquête de friches"** prévoit sur certains dossiers lauréats un accompagnement financier de la Région (subvention) dont l'impact sur le climat, par référence aux dossiers financés en 2019 et 2020. C'est le cas, pour 40% des dossiers, des démolitions - reconstructions de bâtiments avec amélioration de leur performance énergétique valorisée à hauteur de 15% du montant de l'aide régionale → **96 k€ en AP et 48 k€ en CP**

- Favorable :

- Une partie de **l'immobilier collectif à usage économique** (pôle santé ou technologique, pépinières, tiers-lieux...) : pour 34% des dossiers votés en 2019 et 2020, 10% de la subvention régionale peut être considérée comme favorable soit le "surcoût" environnemental lié la construction de bâtiments plus exigeants que la réglementation thermique en vigueur RT2012 (ex : halle French Tech à Montpellier, pépinière d'Argelès éligible au projet Nowatts, hôtel d'entreprises agroalimentaires de Seissan). Il est à noter que l'AAP "tiers lieux Occitanie" (dispositif voté à l'AP du 16 juillet 2020) comporte, pour les constructions, l'obligation du label BEPOS → **163 k€ en AP et 116 k€ en CP**
- La création ou l'extension de Zones d'Activités Economiques (OZE) peut être considéré comme défavorable d'un point de vue environnemental, du fait notamment de l'artificialisation des sols et de l'étalement urbain qu'elle induit. C'est la raison pour laquelle les **règles d'intervention régionale en faveur des OZE ont été révisées** lors de la CP du 7 février 2020 : **ajout de critères environnementaux pour les créations et extensions** (maîtrise de l'énergie, intermodalité, gestion de la ressource foncière...), et **requalification environnementales des ZAE existantes** (densification, aménagement de mobilités douces). Ces dernières peuvent être considérées comme favorables, à l'image du dossier "OZE Pyrène Aéroport" voté en décembre 2020, soit 20% des dossiers estimés en 2021 (AP) et 5% des CP, alors que la création et l'extension de ZAE respectant les exigences environnementales fixées depuis février 2020 par la Région (à l'image des dossiers OZE Béragne à Trèbes et OZE Aumont Aubrac Sud votés en octobre et décembre 2020), avec 80% des dossiers estimés en 2021 (AP) et 25% des CP sont considérées comme neutres → **1,320 M€ en AP et 260 k€ en CP**.
- Le solde en CP de la subvention régionale pour la **construction du nouveau Parc des Expos de Toulouse** peut être considéré comme favorable, pour 10% des dépenses qui correspondent au "surcoût" lié à la haute performance énergétique de ce nouvel équipement, qui bénéficie de la certification HQE et surtout du label LEED®NC, le plus développé au plan international (1er bâtiment public certifié en France), avec sur le plan énergétique la production sur site d'énergies renouvelables (installation d'un parc d'ombrières photovoltaïques de 3ha abritant le parking + création d'une centrale géothermique pour les besoins en chauffage des bureaux d'exploitation de l'équipement +

raccordement du site au réseau de chaleur d'Aéroconstellation pour le chauffage) → **1,368 M€ en CP**

- Défavorable : **avant la révision du dispositif en février 2020, la création ou l'extension de Zones d'Activités Economiques (OZE) pouvait être considéré comme défavorable** d'un point de vue environnemental, du fait notamment de l'artificialisation des sols et de l'étalement urbain qu'elle induit. 80% des CP prévisionnels en 2021 correspondent aux dossiers votés avant février 2020 et la révision du dispositif. Par ailleurs, les nouveaux dossiers d'extension / création pourront être classés défavorables si les mesures environnementales prescrites ne sont pas mises en œuvre → **3,640 M€ en CP**

NB : s'agissant des NTIC

- **Le réseau unifié de très haut débit régional THD'OC est considéré comme neutre** : si les terminaux (téléviseurs, ordinateurs, smartphones, écrans...) représentent 70% des émissions en carbone du numérique du fait de leur fabrication et de leur diffusion (source : *rapport d'information sénatorial sur l'empreinte environnementale du numérique du 24 juin 2020*), les réseaux numériques ne constituent que 5% de cette empreinte carbone (0,7 MtCO<sub>2</sub>eq) notamment du fait du caractère peu carboné de l'électricité française. THD'OC qui a succédé depuis 2018 aux réseaux ASTER et R3LR repose très majoritairement sur la technologie de la fibre optique (réseau Orange et Réseaux d'initiative publique), la plus sobre sur le plan énergétique : son impact "carbone" reste donc très limité, avec des performances énergétiques qui s'améliorent et viennent compenser l'accroissement de son usage.
- De même, le **soutien régional au THD départemental** (CP du 13 octobre 2017), inscrit au CPER 2015-2020, est adossé au plan "France THD" et ses critères techniques, en particulier sa composante très majoritaire en fibre optique, la moins énergivore des réseaux : son impact "carbone" reste donc également très limité, d'où le classement de cette dépense en neutre.
- Dans une logique politique d'aménagement du territoire rural et de réduction des inégalités, la Région souhaite compléter le déploiement du THD départemental qu'elle co-finance par de **nouvelles actions NTIC territorialisées**, avec l'inscription au BP 2021 d'une provision de 400 k€ en AP (100 k€ en CP). Le contenu de ces actions sera à définir lors de leur vote : **si elles concernent la téléphonie mobile, bâtie sur des réseaux plus énergivores que les réseaux fibrés fixes, ces dépenses seront considérées comme défavorables.**

### Fonctionnement

- Favorable :
  - Partenariats aménagement foncier et urbanisme : le partenariat avec les **CAUE** et l'Union régional (URCAUE), dont l'un des volets concerne l'accompagnement sur la transition énergétique (ateliers de terrain, relais auprès des acteurs locaux) , de même que celui avec **trois agences d'urbanisme** (AUAT, AURCA, AUDRNA), dont l'un des volets concerne la transition énergétique (participation à la démarche ERC + accompagnement des requalifications OZE), peuvent être valorisés à hauteur de 30% de la subvention régionale. Les volets urbanisme et aménagement du territoire de ces partenariats sont neutres → **143 k€ en AE et 162 k€ en CP**

- Politique foncière : la **mission ERC confiée à l'ARAC** (120 k€ en 2020) ainsi que 50% du partenariat avec le **CEREMA**, dont deux des 4 volets concernent directement la stratégie climat (participation démarche ERC + partenariat "zéro artificialisation nette"), sont considérés comme favorable → **180 k€ en AE et 140 k€ en CP**

- Défavorable :

- **Participation régionale aux SEM (PRAE, SM Cahors Sud) et SPL (Portes du Tarn) :** comme pour l'ensemble des structures soutenues en participation statutaire ou subvention de fonctionnement général, 2% des charges de structures sont estimées correspondre à des dépenses défavorables (carburants, certains fluides, déplacements carbonés) → **15 k€ en AE/CP**
- **SMAD :** comme pour l'ensemble des structures soutenues par la Région en dotations statutaires 2% des charges de structures du SMAD Cap Découverte sont estimées correspondre à des dépenses défavorables (carburants, certains fluides, frais de déplacements carbonés) → **30 k€ en AE/CP**

## Budget Vert 2021 de la Commission Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation (Commission 12)

Montants inscrits au BP 2021 :

- AP/AE : 121,351 M€
- CP : 78,759 M€

Périmètre Budget Vert (hors fonds européens et mesures crise sanitaire) :

- AP/AE : 96,608 M€ (80%)
- CP : 60,271 M€ (77%)

Commission 12	AP AE	CP	% AP AE	% CP
<b>Très favorable</b>	-	5 480 000	0,0%	9,1%
<b>Favorable</b>	8 301 900	4 732 500	8,6%	7,9%
<b>Neutre</b>	42 239 615	49 412 390	43,7%	82,0%
<b>Défavorable</b>	66 600	76 100	0,1%	0,1%
<b>à définir</b>	46 000 000	570 000	47,6%	0,9%
<b>TOTAL</b>	<b>96 608 115</b>	<b>60 270 990</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

INVESTISSEMENT		BP 2021			AP	CP
		AP	CP			
P120	Enseignement supérieur	16 280 000	17 610 112	<b>Très favorable</b>		4 510 000
				<b>Favorable</b>	275 000	958 800
				<b>Neutre</b>	1 005 000	12 071 312
				<b>à définir</b>	15 000 000	70 000
P121	Recherche Innovation	70 420 000	33 376 090	<b>Très favorable</b>		970 000
				<b>Favorable</b>	7 706 700	3 431 000
				<b>Neutre</b>	31 713 300	28 475 090
				<b>à définir</b>	31 000 000	500 000
Total investissement		86 700 000	50 986 202		86 700 000	50 986 202
FONCTIONNEMENT		BP 2021			AE	CP
		AE	CP			
P120	Enseignement supérieur	3 020 000	2 666 000	<b>Neutre</b>	3 020 000	2 666 000
P220	Développement et innovation	1 040 000	1 205 000	<b>Très favorable</b>		
				<b>Favorable</b>	31 200	36 200
				<b>Neutre</b>	967 200	1 120 600
				<b>Défavorable</b>	41 600	48 200
P121	Cotisations aux structures	1 348 115	1 613 788	<b>Favorable</b>	289 000	306 500
				<b>Neutre</b>	1 034 115	1 279 388
				<b>Défavorable</b>	25 000	27 900
P124	Soutien mobilité internationale étudiant	4 500 000	3 800 000	<b>Neutre</b>	4 500 000	3 800 000
Total fonctionnement		9 908 115	9 284 788		9 908 115	9 284 788
Total C12		96 608 115	60 270 990		96 608 115	60 270 990

NB : la part importante de **dépenses « à définir »** dans cette commission s'explique par la **provision de 46 M€ en AP (570 k€ en CP)** inscrite dans le projet de BP 2021 pour lancer les premières opérations du **CPER 2021-2027** sur les volets équipements et immobilier. La nature des projets financés dépendra donc du contenu de ce nouveau CPER lorsqu'il sera approuvé, ce qui ne rend pas possible à ce stade leur évaluation au sein du Budget Vert.

### **Méthodologie (dépenses très favorables, favorables ou défavorables)**

#### **Investissement**

- Très favorable :

- **Opérations du CPER 2015-2020 – volet Enseignement supérieur, en crédits de paiement** sur les opérations déjà votées : plusieurs opérations immobilières peuvent être considérées comme très favorables au regard de leur impact sur le Climat, soit pour **100% des CP prévus en 2021 sur les opérations spécifiques de rénovation énergétique** (rénovation énergétique de l'IUT et du site Technosud de l'UPVD à Perpignan ; rénovation énergétique des bâtiments 4 et 5 de l'IUT de Nîmes ; rénovation énergétique du bâtiment IUT A Rangueil à Toulouse ; rénovation énergétique de l'INPT ENSAT à Toulouse), soit pour **15% (part de l'amélioration de la performance thermique) des CP prévus en 2021 sur les opérations de restructuration générale** (restructuration générale du bâtiment A de l'UFR de Médecine de Nîmes ; restructuration du site Hoche à Nîmes ; rénovation du bâtiment 4TP4 Biologie Géosciences de l'UPS à Toulouse ; reconstruction de l'ENSAT à Toulouse ; réhabilitation du bâtiment 1 du centre universitaire de Foix ; restructuration du bâtiment enseignement et administration de l'ISAE Toulouse ; restructuration du centre universitaire de Montauban ; réhabilitation de l'INU Champollion à Albi) → **4,510 M€ en CP**
- **Opérations du CPER 2015-2020 – volet Recherche, en crédits de paiement** sur les opérations déjà votées : plusieurs opérations immobilières peuvent être considérées comme très favorables au regard de leur impact sur le Climat, soit pour **100% des CP prévus en 2021 sur les opérations spécifiques de rénovation énergétique** (rénovation énergétique des serres expérimentales de l'IRD à Montpellier ; rénovation énergétique du CIRAD à Montpellier ; rénovation énergétique du LAAS CNRS à Toulouse), soit pour **15% (part de l'amélioration de la performance thermique) des CP prévus en 2021 sur les opérations de restructuration générale** (restructuration générale de l'Observatoire océanologique de Banyuls dans le cadre du projet PATEX-EMBRC ; restructuration site Ifremer Sète dans le cadre du projet Celimer ; ) → **970 k€ en CP**

- Favorable :

- **Opérations du CPER 2015-2020 – volet Enseignement supérieur, en crédits de paiement** sur les opérations déjà votées : plusieurs opérations immobilières peuvent être considérées comme favorables au regard de leur impact sur le Climat. Il s'agit des **opérations de construction neuve dont les performances énergétiques dépassent la réglementation thermique alors en vigueur (RT2012)**, et qui sont valorisées favorablement à hauteur de 10% de leur coût total, que les opérations soient en phase travaux (construction de l'INU Champollion sur le site Saint Eloi à Rodez, construction du bâtiment CGCDD de l'IUT de Tarbes, construction de la Maison de la Formation J.Auriol à Toulouse) ou en phase études

(Sup EnR Perpignan, construction du Learning center santé et du Campus Nexus à Montpellier) → **730 k€ en CP**

- Une partie du soutien régional à la politique de site dans l'enseignement supérieur, au travers de deux dispositifs. D'une part, le **dispositif Campus Connectés** (CP du 13 décembre 2019 : 20% de l'enveloppe globale) est considéré comme **favorable à 70%** car il soutient les lieux d'études supérieures à distance en dehors des grandes métropoles, impactant ainsi de manière positive la stratégie Climat en limitant les déplacements carbonés. Ce pourcentage de 70% est constitué par les dépenses éligibles (principalement constituées par l'aménagement des locaux (tiers-lieux) et les équipements mobiliers et pédagogiques, hors acquisition de matériel informatique (30% estimé) considérée comme neutre dès lors qu'elle a pour contrepartie une diminution des déplacements. D'autre part, le **dispositif d'accompagnement des projets pédagogiques innovants des IUT en lien avec les technologies du numérique** (CP du 24 mars 2017 : 80% de l'enveloppe globale) est considéré comme **favorable à 10%** car une partie de ces projets concerne des IUT spécialisés dans la transition énergétique, tel que le GCCDD de l'IUT de Tarbes → **.275 k€ en AP et 229 k€ en CP**
- **Culture Scientifique, Technique et Industrielle** : une partie (estimée à 30% de l'enveloppe totale) des projets retenus par la Région dans le cadre de son AAP annuel "Culture scientifique, technique et industrielle" concerne la thématique de la transition énergétique et écologique (exemples en 2020 : projets Les Défis Solaires, Echanges et partage pour l'efficacité du Sud). → **126 k€ en AP et 86 k€ en CP**
- **Allocations doctorales** : 13% des allocations doctorales attribuées en 2019 et 2020 par la Région contribuent directement à la stratégie régionale REPOS (exemples en 2020 : nouveau concept de production d'hydrogène vert à partir des matières premières bio-ressourcées ; procédés de recyclage de métaux critiques issus de batteries usagées par hydrométallurgie ; évaluation de scénarios de thermique urbaine dans les centres historiques à réhabiliter) → **1,040 M€ en AP et 585 k€ en CP**
- **AAP « Recherche et Société »** : cet appel à projets (dispositif voté à la CP du 24 mars 2017 et modifié à la CP du 3 avril 2020) vise, au travers d'un premier volet "science et société" associant deux laboratoires dont un en SHS, à favoriser l'intégration des sciences humaines et sociales dans les cursus d'innovation, ainsi qu'à renforcer la R&D au travers d'un deuxième volet (au moins un laboratoire et une entreprise). Des dossiers retenus dans l'AAP peuvent donc concerner des secteurs (énergie, aéro-spatial, numérique...) en lien avec la stratégie REPOS, à hauteur de 5% de l'enveloppe globale → **150 k€ en AE/CP**
- Valorisation de la recherche et partenariat innovation avec les entreprises : une partie des dispositifs ont un impact favorable sur le Climat, au travers de certains dossiers financés. C'est le cas de **l'AAP pré-maturation** (33% de l'enveloppe totale) pour 15% des dossiers votés en 2019 et 2020 (exemples en 2020 : projet IWARE d'infrastructure software d'exploitation optimisée pour le cloud computing à énergie positive / projet Flexhypro de cellules à céramique protonique réversibles pour la production et la conversion de l'hydrogène). C'est également le cas de **l'AAP soutien au transfert technologique de proximité** (6% de l'enveloppe totale) pour 28% des dossiers votés en 2019 et 2020 (exemple en 2020 : projet PFT Efficacité du lycée G. Monnerville de Cahors sur l'encapsulage de cellules photovoltaïques). Le **dispositif GRAINE** (15% de l'enveloppe totale) est favorable à hauteur de 20% des dossiers votés en 2019 et 2020 (exemple : projet Ceramlab en partenariat avec le CEA-Tech). Le **soutien aux**



**SATT régionales et dispositif PRIME** (41% de l'enveloppe totale) sont considérés comme favorable pour 20% des projets votés en 2019 et 2020 liés à la stratégie Climat (exemple : PRIME CEA - Tech qui concerne 34 contrats de recherche passés par la structure en 2020). Enfin, les dispositifs PILE-CIFRE, REVE et REPERE (2% de l'enveloppe totale) sont favorables à 20% (exemple en 2020 : projet REPERE MOF4AIR porté l'ICG sur l'installation d'un système permettant la capture de gaz issu de la combustion émise par l'industrie) → **1,641 M€ en AP et 0,905 M€ en CP**

- **Plateformes de recherche et d'innovation** : ce dispositif permet aux entreprises d'accéder aux plateformes régionales de recherche et d'innovation publiques, afin d'accélérer le transfert technologique, autour de projets dont certains concernent la stratégie REPOS. Parmi les dossiers votés en 2019 et 2020, c'est le cas de 25% des dossiers, parmi lesquels, en 2020, le **projet SOLIDIA** porté par l'INSA (valorisation des déchets et ressources organiques vers les filières de gaz renouvelable) ou encore le **projet SunAgri3a** porté par l'INRAE (installation de serres agrivoltaïques dynamiques expérimentales sur le domaine d'Alenya en Roussillon) → **1,750 M€ en AP et 1,250 M€ en CP**
- **R&D collaborative** : une partie – estimée à 20% - des projets collaboratifs R&D portés par les pôles de compétitivité ont un impact sur la transition énergétique. Concernant les dossiers votés depuis 2018, il s'agit par exemple des projets BAMCO porté par le CIRIMAT (développement de composites biosourcés alternatifs aux fibres de verre dans les panneaux d'habillage cabine favorisant leur recyclage) ou NOVA porté par l'INSA et l'INRA (optimisation de l'énergie des vannes dédiées au conditionnement d'air aéronautique) dans le cadre du pôle Aerospace Valley → **125 k€ en CP**
- **Défis-clés** : la Région a souhaité élargir son soutien à une recherche plus amont, sur quelques domaines ciblés en lien avec les grandes priorités régionales (stratégie REPOS, biodiversité, innovation...) pour permettre à l'Occitanie de se positionner comme leader sur les **filières d'avenir et soutenir l'émergence des métiers de demain**. Il en découle le dispositif "Défis clés pour l'Occitanie" adopté lors de l'AP du 19 novembre 2020 dans le cadre du Plan de transformation "Green New Deal", et le **lancement dès 2020 de 4 premiers défis clés** (9 M€), **dont celui de l'Hydrogène vert** (3 M€, soit 33% : part estimés des CP dans le BP 2021) porté par l'UFT et fédérant 18 laboratoires avec un lien avec l'industrie déjà fort (cf. projet de "technocampus" à Francazal). S'agissant des AP 2021, pour les défis-clés qui seront lancés, une estimation de 25% relevant du champ stratégique prioritaire REPOS est retenue → **3 M€ en AP et 330 k€ en CP**

#### Fonctionnement

- Favorable :

- **AD'OCC** : une partie des commandes confiées par la Région à la SPL AD'OCC concerne le développement des "filières du futur" dont certaines (plan hydrogène) concernent directement la stratégie Climat. → **31 k€ en AE et 36 k€ en CP**
- Cotisation et programme d'actions annuel **Agropolis International** : les missions concernent pour partie (valorisée à 50%) la transition écologique et énergétique dans le champ thématique de l'agriculture → **144 k€ en AE et 119 k€ en CP**

- **Manifestations scientifiques** : l'AAP « Manifestations scientifiques » concerne les manifestations à caractère scientifique se déroulant sur le territoire régional et prévoyant un minimum de 100 participants avec une participation effective de chercheurs régionaux. Une part estimée à 5% (en fonction des manifestations retenues dans les AAP 2020 et 2021) s'inscrit dans l'écosystème du Climat et de la transition énergétique (exemples : Journées nationales de l'énergie solaire 2021 à Font-Romeu organisée par le CNRS ; Journées recherche et innovation sur le biogaz organisée par l'ATEE) → **25 k€ en AE et 28 k€ en CP**
- **Culture Scientifique, Technique et Industrielle** : financement du plan d'actions annuel de Science Animation en Occitanie, consortium de 9 associations qui anime, coordonne, valorise et accompagne le réseau CSTI en Occitanie, dont une partie estimée à 30% (cf. AAP annuel en investissement) concerne la thématique de la transition énergétique et des déchets → **120 k€ en AE et 84 k€ en CP**
- R&D collaborative : solde d'anciens dossiers R&D collaborative dont 20% concerne le secteur de la transition énergétique → **76 k€ en CP**

- Défavorable :

- **AD'OCC** : le financement régional à AD'OCC couvre pour partie les charges fixes de la structure, dont 4% sont estimées correspondre à des dépenses défavorables pour le Climat (carburants, achat d'énergie non renouvelable, frais de déplacements carbonés) → **42 k€ en AE et 48 k€ en CP**
- **Manifestations scientifiques** : l'AAP « Manifestations scientifiques » concerne les manifestations à caractère scientifique se déroulant sur le territoire régional et prévoyant un minimum de 100 participants avec une participation effective de chercheurs régionaux. Le dispositif voté à la CP du 27 mai 2016 intègre dans les dépenses éligibles l'ensemble des frais de déplacement, sans distinction du mode carboné ou non. Ces dépenses ne concernent néanmoins qu'une part très limitée des dépenses éligibles (location de salles, frais de traduction, prestations d'accueil, frais de restauration et d'hébergement...), à hauteur de 5% → **25 k€ en AE et 28 k€ en CP**

## Budget Vert 2021 de la Commission Politique de la Ville (Commission 13)

Montants inscrits au BP 2021 :

- AP/AE : 4,655 M€
- CP : 12,989 M€

Périmètre Budget Vert (hors fonds européens et mesures crise sanitaire) :

- AP/AE : 4,655 M€ (100%)
- CP : 3,669 M€ (28%)

Commission 13	AP AE	CP	% AP AE	% CP
Très favorable	520 000	269 000	11,2%	7,3%
Favorable	20 000	10 000	0,4%	0,3%
Neutre	4 115 000	3 390 095	88,4%	92,4%
Défavorable			0,0%	0,0%
à définir			0,0%	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>4 655 000</b>	<b>3 669 095</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

INVESTISSEMENT		BP 2021				
		AP	CP		AP	CP
P320	Politique de la ville	800 000	414 095	Très favorable	520 000	269 000
				Favorable	20 000	10 000
				Neutre	260 000	135 095
Total investissement		800 000	414 095		800 000	414 095

FONCTIONNEMENT		BP 2021				
		AE	CP		AE	CP
P320	Politique de la ville	3 155 000	2 700 000	Neutre	3 155 000	2 700 000
P324	Politique de la ville / Entrepreneuriat	700 000	555 000	Neutre	700 000	555 000
Total fonctionnement		3 855 000	3 255 000		3 855 000	3 255 000
Total C13		4 655 000	3 669 095		4 655 000	3 669 095

### Méthodologie (dépenses très favorables, favorables ou défavorables)

#### Investissement

- Très favorable :
  - Le soutien régional au nouveau **Programme National de Renouvellement Urbain** voté à la CP du 20 juillet 2018 en faveur de 32 quartiers prioritaires se décline en trois dispositifs, au sein desquels les dossiers votés peuvent être très favorables (estimation : 65% de l'enveloppe, en fonction des dossiers votés en 2020) dès lors qu'ils concernent un **aménagement qualitatif des espaces publics** quand ils favorisent principalement le **développement des déplacements doux** (pistes cyclables) et le **développement des surfaces arborées**, ainsi que la réhabilitation de bâtiments publics d'intérêt local quand les règles d'éco-conditionnalité prévues par le dispositif sont respectées (renforcement de

l'efficacité énergétique maximale et recours à une solution énergies renouvelables) → **520 k€ en AP et 269 k€ en CP**

- Favorable :

- Le soutien régional au nouveau **Programme National de Renouvellement Urbain** voté à la CP du 20 juillet 2018 en faveur de 32 quartiers prioritaires se décline en trois dispositifs, au sein desquels les dossiers votés peuvent être favorables (estimation : 25% de l'enveloppe, en fonction des dossiers votés en 2020) dès lors qu'ils concernent la **création de bâtiments publics d'intérêt local** quand les **règles d'éco-conditionnalité** prévues par le dispositif sont respectées, à hauteur de 10% de la construction (surcoût lié à l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment), soit une valorisation de 2,5% du dispositif (25% x 10%) → **20 k€ en AP et 10 k€ en CP**

NB : au sein de ce dispositif, sont donc neutres (un seul dossier en 2020) les espaces publics sans création de modes de déplacement doux, ainsi que la construction, réhabilitation ou transmission de petits commerces (pas de règle d'éco-conditionnalité).

### Fonctionnement

Les dépenses relevant des programmes « *politique de la ville* » (soutien aux associations de proximité en matière de politique de la ville dans les quartiers prioritaires) et « *entrepreneuriat* » (accompagnement à la création, transmission et reprise d'entreprises dans les quartiers prioritaires) sont neutres.

**Budget Vert 2021 de la Commission Economie touristique et Thermalisme  
(Commission 14)**

Montants inscrits au BP 2021 :

- AP/AE : 67,419 M€
- CP : 87,465 M€

Périmètre Budget Vert (hors fonds européens et mesures crise sanitaire) :

- AP/AE : 52,419M€ (78%)
- CP : 65,663 M€ (75%)

Commission 14	AP AE	CP	% AP AE	% CP
<b>Très favorable</b>	9 753 000	14 336 500	18,6%	21,8%
<b>Favorable</b>			0,0%	0,0%
<b>Neutre</b>	41 904 800	50 740 639	79,9%	77,3%
<b>Défavorable</b>	761 200	586 500	1,5%	0,9%
<b>à définir</b>			0,0%	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>52 419 000</b>	<b>65 663 639</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

INVESTISSEMENT		BP 2021			AP	CP
		AP	CP			
P210	Qualification et compétitivité du tourisme	35 740 000	49 120 000	<b>Très favorable</b>	9 753 000	14 336 500
				<b>Neutre</b>	25 508 600	34 479 800
				<b>Défavorable</b>	478 400	303 700
<b>Total investissement</b>		<b>35 740 000</b>	<b>49 120 000</b>		<b>35 740 000</b>	<b>49 120 000</b>

FONCTIONNEMENT		BP 2021			AE	CP
		AE	CP			
P2100002	Qualification et compétitivité du tourisme	16 679 000	16 543 639	<b>Neutre</b>	16 396 200	16 260 839
				<b>Défavorable</b>	282 800	282 800
<b>Total fonctionnement</b>		<b>16 679 000</b>	<b>16 543 639</b>		<b>16 679 000</b>	<b>16 543 639</b>
<b>Total C14</b>		<b>52 419 000</b>	<b>65 663 639</b>		<b>52 419 000</b>	<b>65 663 639</b>

**Méthodologie (dépenses très favorables, favorables ou défavorables)**

**Investissement**

- Très favorable :

- Une partie des **équipements et aménagements touristiques** : intégré au Schéma Régional de Développement du Tourisme et des loisirs (AP du 30 juin 2017), ce dispositif voté à la CP du 16 février 2018 permet de financer les projets touristiques portés par les collectivités locales et EPCI. Au regard de la stratégie Climat, leur évaluation est effectuée

en fonction de la nature des dossiers votés en 2019 et 2020. Sur cette base, d'une part, 25% de l'enveloppe totale peut être considérée comme très favorable à 100% dans le cas de dossiers de **rénovation énergétique** (exemple en 2020 : rénovation énergétique des thermes de Capvern-les-Bains) de la reconstruction et réhabilitation de **refuges de randonnée** (exemple en 2020 : refuge Campana de Cloutou à Bagnères-de-Bigorre), des autres aménagements favorisant le **développement des mobilités douces décarbonées** (pôles pleine nature, pôles d'escalade, sentiers de randonnée, haltes équestres, circuits VTT, passerelles piétonnes...). D'autre part, 37% de l'enveloppe totale peut être considérée comme très favorable à 15% dans le cas de dossiers de **restructuration général de bâtiments** pour la part relative à l'amélioration de leur performance énergétique (exemple en 2020 : modernisation des villages vacances de Saissac et de Porté-Puymorens) → **2,994 M€ en AP et 5,469 M€ en CP.**

- Une partie des **investissements Grands Sites** : intégré au Schéma Régional de Développement du Tourisme et des loisirs (AP du 30 juin 2017), le dispositif "Grands sites Occitanie" voté à la CP du 16 février 2018 permet de financer les équipements touristiques situés sur ce périmètre. Au regard de la stratégie Climat, leur évaluation est effectuée en fonction de la nature des dossiers votés en 2019 et 2020. Sur cette base, d'une part, 31% de l'enveloppe totale peut être considérée comme très favorable à 100%, soit les **aménagements favorisant le développement des mobilités douces décarbonées** (pôles pleine nature, pôles d'escalade, sentiers de randonnée, haltes équestres, circuits VTT, passerelles piétonnes.... / Exemples 2020 : cheminements doux réservés aux piétons entre l'Orb et la Cathédrale à Béziers et sur la Corniche à Rocamadour ; pôle pleine nature vallée du Célé). D'autre part, 16% de l'enveloppe totale peut être considérée comme très favorable à 15% dans le cas de dossiers de **restructuration générale de bâtiments** permettant d'améliorer leur performance énergétique (exemples en 2020 : restauration du Mas Reig à Banyuls et du site des Augustins à Marciac) → **2,999 M€ en AP et 1,670 M€ en CP**
  
- **La Grande itinérance Voies Vertes** : intégré au Schéma Régional de Développement du Tourisme et des loisirs (AP du 30 juin 2017), le dispositif "grande itinérance voies vertes d'intérêt régional" voté à la CP du 16 février 2018 permet de financer les projets portés par les communes, les EPCI et les Départements permettant d'accroître et d'améliorer les réseaux de mobilités douces décarbonées tels que les **réseaux d'itinéraires de randonnée ou les voies vertes cyclables** (exemples en 2020 : aménagement de la V70 de Sommières à Fontanès dans le Gard ; aménagement de la voie verte du Canal du Canal du Midi entre Béziers et Colombiers). Ce dispositif exclut des dépenses éligibles les travaux visant à créer de nouvelles capacités de circulation motorisée, et les aménagements doivent respecter les caractéristiques environnementales arrêtées par le cahier des charges national des vélo-routes et voies vertes → **1,960 M€ en AP et 700 k€ en CP**
  
- Une partie des dispositifs favorisant la **compétitivité des entreprises touristiques** : intégré au Schéma Régional de Développement du Tourisme et des loisirs (AP du 30 juin 2017), les dispositifs "Contrat de développement et d'Innovation Touristique" et "Pass Tourisme (votés à la CP du 7 juillet 2017, modifiés à la CP du 19 avril 2019) - ainsi que le dispositif "Contrat de Développement du Tourisme social et solidaire" (CP du 16 février 2018) - permettent de soutenir les investissements des entreprises touristiques, dont une partie concerne la rénovation énergétique et le développement d'un tourisme "éco-

responsable". Au regard de la stratégie Climat, leur évaluation est effectuée en fonction de la nature des dossiers votés en 2019 et 2020, ainsi qu'à hauteur de 20% des dépenses prévisionnelles du Pass Tourisme. Sur cette base, d'une part, 12% de l'enveloppe totale peut être considérée comme très favorable à 100% : **renovation énergétique** (opérations spécifiques ou opérations de restructuration générale bâtiment positif incluant des dispositifs EnR), **hébergement éco-responsable type éco-lodge** (exemples en 2020 : création du 1er éco-lodge à énergie positive à Calvisson ; création d'un éco-gîte à Arignac ; création d'une station de location de vélos électriques à Conques). D'autre part, 40% de l'enveloppe peut être considérée comme très favorable à 15% dans le cas de la **restructuration générale de bâtiments** permettant d'améliorer leur performance énergétique (exemples en 2020 : restructuration d'un bâtiment ancien pour création d'un hôtel 4\* à Font-Romeu ; réhabilitation de la résidence hôtelière de La Malène ; réhabilitation de plusieurs hôtels à Lourdes) → **1,8 M€ en AP et 3,078 M€ en CP**

- **La modernisation du Parc des Expositions de Montpellier** : en 2021, les CP inscrits permettent de poursuivre la rénovation énergétique du hall B2 → **3,420 M€ en CP**

- Défavorable :

- Une partie des **équipements et aménagements touristiques** : intégré au Schéma Régional de Développement du Tourisme et des loisirs (AP du 30 juin 2017), ce dispositif voté à la CP du 16 février 2018 permet de financer les projets touristiques portés par les collectivités locales et EPCI. Au regard de la stratégie Climat, leur évaluation est effectuée en fonction de la nature des dossiers votés en 2019 et 2020. Sur cette base, 0,3% de l'enveloppe totale peut être considérée comme défavorable dans le cas **d'aménagement d'aires de parking** destinées notamment aux camping-cars. Les aménagements liés à l'activité "ski" des stations de montagne ne sont pas considérés comme défavorables dès lors que l'assiette des dépenses éligibles exclut la neige de culture → **29 k€ en AP et 54 k€ en CP**
- Une partie des **investissements Grands Sites** : intégré au Schéma Régional de Développement du Tourisme et des loisirs (AP du 30 juin 2017), le dispositif "Grands sites Occitanie" voté à la CP du 16 février 2018 permet de financer les équipements touristiques situés sur ce périmètre. Au regard de la stratégie Climat, leur évaluation est effectuée en fonction de la nature des dossiers votés en 2019 et 2020. Sur cette base, 5% de l'enveloppe totale peut être considérée comme défavorable, dans le cas **d'aménagement d'aires de parking** et la création de voies d'accès automobiles → **449 k€ en AP et 250 k€ en CP**

#### Fonctionnement

- Défavorable :

- Fonctionnement **Grands Sites** : comme pour l'ensemble des structures soutenues par la Région en dotations statutaires 2% des charges de structures de l'EPCC Pont-du-Gard, du SM Pic du Midi, du SM Cité de Carcassonne et du SM Rocamadour sont estimées correspondre à des dépenses défavorables (carburants, certains fluides, frais de déplacements carbonés) → **25 k€ en AE/CP**

- **AD'OCC** : la subvention de fonctionnement général à la SEM AD'OCC (hors naming et partenariats) relative à la Qualité Tourisme finance pour partie les charges fixes de la structure, dont 4% sont estimées correspondre à des dépenses défavorables (carburants, achat d'énergie non renouvelable, frais de déplacements carbonés) → **6 k€ en AE/CP**
  
- **CRTO** : il est considéré que la **promotion du tourisme portée par le CRTO est globalement neutre au regard de la stratégie Climat**. En effet, si une partie de ces actions concerne le ski, la promotion des stations des Pyrénées concerne également le tourisme "4 saisons" décarboné (VTT, escalade, randonnée...), de même que ces activités sur l'ensemble du territoire régional. En revanche, d'une part le CRTO porte une partie des actions de marketing territorial en lien avec le trafic aérien (mais la subvention régionale 2021 ne concernera pas cette action), et d'autre part, comme pour l'ensemble des structures soutenues par la Région en dotations statutaires ou en subvention de fonctionnement général, **2% des charges de structures du CRTO sont estimées correspondre à des dépenses défavorables** (carburants, certains fluides, frais de déplacements carbonés). Ce type de dépenses était historiquement supérieur à cette moyenne de 2% constatée pour les structures satellites de la Région, compte tenu de l'activité même du CRTO, et il a été réduit : il convient en effet de signaler les actions menées depuis 2019 par le CRTO en dehors même du contexte sanitaire actuel (politique de limitation des frais de déplacement notamment en avion, instauration récurrente de la visio-conférence...) → **166 k€ en AE/CP**
  
- **EID**, via la dotation statutaire versée par la Région (30% des dépenses de démonstration de confort) : comme pour l'ensemble des structures soutenues par la Région en dotations statutaires, 2% des charges de structure de l'EID sont estimées correspondre à des dépenses défavorables (carburants, certains fluides, frais de déplacement carbonés). L'EID possède par ailleurs une spécificité, celle de réaliser des traitements aériens (en diminution néanmoins, compte tenu d'une réglementation de plus en plus stricte) pour un coût annuel de l'ordre de 1 M€ (soit 300 k€ financés par la Région), ce qui correspond à 8% de son budget de fonctionnement. La valorisation de la part "carburants" de ces vols (25%) représente donc une charge de structure défavorable supplémentaire de 2%, soit 4% au total → **86 k€ en AE/CP**



## Budget Vert 2021 de la Commission Economie de Proximité (Commission 15)

Montants inscrits au BP 2021 :

- AP/AE : 176 M€
- CP : 126,983 M€

Périmètre Budget Vert (hors fonds européens et mesures crise sanitaire) :

- AP/AE : 36 M€ (20%)
- CP : 34,983 M€ (28%)

Commission 15	AP / AE	CP	% AP AE	% CP
Très favorable	322 000	273 000	0,9%	0,8%
Favorable	3 036 000	2 050 000	8,4%	5,9%
Neutre	6 562 000	14 305 000	18,2%	40,9%
Défavorable	80 000	55 000	0,2%	0,2%
à définir	26 000 000	18 300 000	72,2%	52,3%
<b>TOTAL</b>	<b>36 000 000</b>	<b>34 983 000</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

INVESTISSEMENT		BP 2021			AP	CP
		AP	CP			
P230	Economie de proximité	7 500 000	5 440 000	Très favorable	128 000	88 000
				Favorable	2 328 000	1 597 000
				Neutre	1 464 000	1 000 000
				Défavorable	80 000	55 000
				à définir	3 500 000	2 700 000
P220	Développement et Innovation	20 700 000	14 000 000	à définir	20 700 000	14 000 000
P231	Economie sociale et solidaire	2 800 000	2 400 000	Très favorable	194 000	155 000
				Favorable	260 000	208 000
				Neutre	546 000	437 000
				à définir	1 800 000	1 600 000
P221	Economie des territoires	640 000	350 000	Favorable	448 000	245 000
				Neutre	192 000	105 000
P233	Activité Pépinière Réalis	90 000	40 000	Neutre	90 000	40 000
Total investissement		31 730 000	22 230 000		31 730 000	22 230 000

FONCTIONNEMENT		BP 2021			AE	CP
		AE	CP			
P230	Economie de proximité	1 500 000	10 510 000	Neutre	1 500 000	10 510 000
P220	Développement et Innovation	1 500 000	1 200 000	Neutre	1 500 000	1 200 000
P231	Economie sociale et solidaire	1 000 000	670 000	Neutre	1 000 000	670 000
P225	Entretien maintenance Réalis		213 000	Très favorable		30 000
				Neutre		183 000
P233	Activité Pépinière Réalis	270 000	160 000	Neutre	270 000	160 000
Total fonctionnement		4 270 000	12 753 000		4 270 000	12 753 000
Total C15		36 000 000	34 983 000		36 000 000	34 983 000

NB : la part importante de dépenses « à définir » dans cette commission s'explique par la difficulté, pour plusieurs dispositifs d'aides aux entreprises, de définir *a priori* la nature de ces aides au regard de la stratégie Climat. Ces aides paraissent neutres dans la plupart des cas au regard de leur impact climatique, mais il sera nécessaire de mettre en œuvre une méthodologie adaptée courant 2021 :

- **Fonds d'ingénierie financière pour les TPE/Artisanat et pour les entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS)** : l'identification a priori de dossiers ou de type de dossiers est d'autant plus complexe dans le cas de ces fonds gérés par un tiers (exemples en 2020 : extension sur l'ensemble du territoire régional du fonds "Midi-Pyrénées Croissance" géré par le groupe IRDI-SORIDEC pour les PME principalement sur le capital développement et le capital transmission ; abondement des prêts d'honneur aux TPE gérés par l'ADIE ou les réseaux Initiative Occitanie et Entreprendre ; création du Fonds "France Active Investissement" géré par France Active et destiné à financer le haut de bilan des ESS ; abondement du Contrat d'Apport Associatif (CAA) géré par l'AIRDIE).
- **Contrat transmission-reprise et PASS reprise** : les critères d'éco-conditionnalité sont peu contraignants sur ce dispositif (CP du 15 décembre 2017, modifié à la CP du 13 avril 2018), ce qui est logique dès lors qu'il s'agit de reprises d'activité avec des dépenses éligibles immatérielles (salaire du repreneur, rachat du fonds de commerce ou des parts sociales, accroissement du BFR après reprise). Ainsi, l'appréciation de l'éco-conditionnalité des dossiers établie par la direction instructrice pour les dossiers votés en CP fait le plus souvent référence au simple "respect des normes lié au secteur d'activité" sur ce dispositif qui *a priori* tend vers la neutralité globale, compte tenu de la nature immatérielle des dépenses éligibles.
- **PASS Occitanie** : nécessité de définir en 2021 une méthodologie adaptée sur ce dispositif en fonction de son impact climatique (neutralité globale, distinction selon les secteurs d'activité ?), compte tenu également d'une volumétrie importante de dossiers à analyser (cf. 694 dossiers votés en 2020) sur un dispositif de type PASS conçu pour être réactif, et qui porte sur des dossiers de montants limités (moyenne 2020 = 13 068 € par dossier).

### **Méthodologie (dépenses très favorables, favorables ou défavorables)**

#### **Investissement**

- Très favorable :
  - Une partie du **PASS Commerce de Proximité** : ce dispositif (CP du 7 juillet 2017, modifié à la CP du 13 avril 2018 et à la CP du 7 février 2020) a pour objectif de soutenir les projets portés par les communes, EPCI et entreprises visant la création ou le maintien d'activités de commerce ou d'artisanat en milieu rural, dans les communes de moins de 3 000 habitants. A ce titre, parce qu'il permet de limiter les déplacements carbonés, il est favorable par nature à la stratégie Climat. Il l'est d'autant plus pour les dossiers qui permettent de **réhabiliter les locaux commerciaux - souvent anciens - et donc d'améliorer leur performance énergétique** (48% des dossiers financés en 2020), avec un impact très favorable à hauteur de 15% du montant de la réhabilitation globale → **128 k€ en AP et 88 k€ en CP**

- Une partie des **aides directes aux entreprises de l'ESS** : ces aides s'effectuent dans le cadre des différents contrats régionaux (contrat croissance et contrat expertise notamment, mais également contrat innovation ou contrat immobilier d'entreprise) auxquels des règles d'éco-conditionnalité sont associées. Dans le cadre de la présentation des rapports en Commissions Permanentes, la direction instructrice met en évidence la dimension environnementale et/ou efficacité énergétique des différents dossiers votés. Sur la base des dossiers votés en 2020, 33% de l'enveloppe prévisionnelle peut être considérée comme très favorable pour le Climat : les contrats immobilier d'entreprise (16%) portant sur la **réhabilitation de bâtiments** (pour la partie de l'aide -15%- permettant d'améliorer leur performance énergétique), et les **contrats croissance ou innovation (17%) ayant un impact énergétique et/ou déchets très favorable** (exemple en 2020 : contrat innovation pour l'entreprise APF Entreprises 34 qui développe des batteries pour moteurs électriques de bateaux au lithium-ion moins polluant que le plomb) → **194 k€ en AP et 155 k€ en CP**

- Favorable :

- Une partie du **PASS Commerce de Proximité** : ce dispositif (CP du 7 juillet 2017, modifié à la CP du 13 avril 2018 et à la CP du 7 février 2020) a pour objectif de soutenir les projets portés par les communes, EPCI et entreprises visant la création ou le maintien d'activités de commerce ou d'artisanat en milieu rural, dans les communes de moins de 3 000 habitants. A ce titre, parce qu'il permet de limiter les déplacements carbonés, il est favorable par nature à la stratégie Climat → **1,392 M€ en AP et 957 k€ en CP**
- Une partie des **aides directes aux entreprises de l'ESS** : ces aides s'effectuent dans le cadre des différents contrats régionaux (contrat croissance et contrat expertise notamment, mais également contrat innovation ou contrat immobilier d'entreprise) auxquels des règles d'éco-conditionnalité sont associées. Dans le cadre de la présentation des rapports en Commissions Permanentes, la direction instructrice met en évidence la dimension environnementale et/ou efficacité énergétique des différents dossiers votés. Sur la base des dossiers votés en 2020, 26% de l'enveloppe prévisionnelle correspond à des **dossiers ayant un impact a minima "bon" sur l'efficacité énergétique et/ou les déchets** (exemple en 2020 : projet Kairos de l'entreprise Néovia Innovation pour développer un logiciel relatif aux travaux d'économies d'énergie dans les logements) → **260 k€ en AP et 208 k€ en CP**
- Une partie des **contrats Croissance TPE / PME** : le dispositif Contrats croissance (CP du 15 décembre 2017, modifié à la CP du 7 février 2020) permet de financer les investissements immatériels et matériels des entreprises en développement. Des règles d'éco-conditionnalité sont associées à ce dispositif (taux d'intervention majoré pour les investissements relevant de la protection de l'environnement ou de l'efficacité énergétique + engagement du porteur dans une démarche d'efficacité énergétique pour les PME > salariés), et certains projets concourent de manière favorable à la stratégie Climat. Dans le cadre de la présentation des rapports en Commissions Permanentes, la direction instructrice met en évidence la dimension environnementale et/ou efficacité énergétique des différents dossiers votés. Sur la base des dossiers votés en 2020, 39% de l'enveloppe prévisionnelle correspond à des **dossiers avec un impact a minima "bon" sur l'efficacité énergétique et/ou les déchets** (exemples en 2020 : projet de l'entreprise Norimat sur un processus innovant de production de pièces complexes pour les industries de pointe diminuant par 10 la perte de matière ; projet de la Société Carmausine de

récupération sur un procédé de prétraitement des huiles alimentaires usagées afin d'approvisionner notamment la filière des biocarburants). Sont considérés comme neutres les autres dossiers dont l'engagement éco-conditionnel du porteur de projet se contente de respecter les normes énergétique en vigueur ou une valorisation réglementaire des déchets → **936 k€ en AP et 640 k€ en CP**

- Défavorable : si le dispositif **PASS Commerce de Proximité** est globalement favorable pour le Climat (réduction des déplacements carbonés en milieu rural), voire très favorable dans le cas où la subvention permet également la rénovation énergétique de locaux anciens, il est défavorable à la marge dans le cas (3 dossiers en 2020 et 5% de l'enveloppe totale) où les dossiers financent **certaines dépenses défavorables pour le Climat** (acquisition de véhicule thermique, aménagement places de parking hors PMR) qui ne sont pas explicitement exclues dans le dispositif de l'assiette des dépenses éligibles → **80 k€ en AP et 55 k€ en CP**

### Fonctionnement

- Très favorable : **l'entretien de la pépinière des entreprises ESS REALIS** en régie régionale dès lors que 75% de la consommation d'électricité est couverte par un contrat vert « origine renouvelable » (30 k€).

En fonctionnement, les autres dispositifs sont considérés comme neutres :

- Soutien à l'entrepreneuriat TPE / artisanat : financement des démarches collectives portées par les structures "têtes de réseau" (CRMA, CCI Occitanie, BGE, ADIE, Airdie, réseau des BGE, réseau Initiative Occitanie...) pour la création / transmission d'entreprises et le développement de l'entrepreneuriat, dans le cadre de l'AAP "entrepreneuriat" 2019-2021 voté à l'AP du 20 décembre 2018
- Démarche collective artisanat et commerces : démarches collectives dans le secteur de l'artisanat et du commerce (cf. plan d'action "métiers d'art" de la CRMA), subventions spécifiques liées à l'animation et l'évènementiel.
- PASS Occitanie (fonctionnement) : aide financière régionale couvrant une partie de la perte de chiffre d'affaire des commerces résultant d'événements exceptionnels autres que la crise sanitaire Covid 19 (exemples : coupure RN116 dans les Pyrénées-Orientales suite à la tempête Gloria, manifestations "gilets jaunes").
- Soutien aux partenaires et structures de l'ESS : programme d'action annuel des différentes structures "têtes de réseau" partenaires de l'ESS en Occitanie (CRESS, Airdie, France Active, MPA, Fédération des entreprises d'insertion Occitanie...).
- Animation de la pépinière REALIS

**Budget Vert 2021 de la Commission Egalité Femme-Homme  
(Commission 16)**

Montants inscrits au BP 2021 :

- AE : 917 k€
- CP : 890 k€

Périmètre Budget Vert (hors fonds européens et mesures crise sanitaire) :

- AE : 917 k€
- CP : 890 k€

Commission 16	AP AE	CP	% AP AE	% CP
Très favorable	0	0	0,0%	0,0%
Favorable	0	0	0,0%	0,0%
Neutre	917 000	890 000	100,0%	100,0%
Défavorable	0	0	0,0%	0,0%
à définir	0	0	0,0%	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>917 000</b>	<b>890 000</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

FONCTIONNEMENT		BP 2021				
		AE	CP		AE	CP
P403O001	Actions en faveur de l'égalité réelle femmes hommes	272 000	275 000	Très favorable		
				Favorable		
				Neutre	272 000	275 000
				Défavorable		
				à définir		
P403O002	Génération Egalité	645 000	615 000	Très favorable		
				Favorable		
				Neutre	645 000	615 000
				Défavorable		
				à définir		
<b>Total fonctionnement</b>		<b>917 000</b>	<b>890 000</b>		<b>917 000</b>	<b>890 000</b>
<b>Total C16</b>		<b>917 000</b>	<b>890 000</b>		<b>917 000</b>	<b>890 000</b>

Les dispositifs « *Actions en faveur de l'égalité réelle femmes hommes* » et « *Génération Egalité* » sont neutres.

**Budget Vert 2021 de la Commission Montagne et Ruralité  
(Commission 17)**

Montants inscrits au BP 2021 :

- AP/AE : 20,310 M€
- CP : 20,250 M€

Périmètre Budget Vert (hors fonds européens et mesures crise sanitaire)

- AP/AE : 9,780 M€ (48%)
- CP : 4,553 M€ (22%)

Commission 17	AP AE	CP	% AP AE	% CP
Très favorable	580 000	290 000	5,9%	6,4%
Favorable	171 400	149 700	1,8%	3,3%
Neutre	4 533 255	3 487 100	46,4%	76,6%
Défavorable	95 000	106 500	1,0%	2,3%
à définir	4 400 000	520 000	45,0%	11,4%
<b>TOTAL</b>	<b>9 779 655</b>	<b>4 553 300</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

INVESTISSEMENT		BP 2021			AP	CP
		AP	CP			
P310	Montagne	2 000 000	1 000 000	Très favorable	580 000	290 000
				Neutre	1 420 000	710 000
P311	Aménagement rural	5 228 000	1 240 000	Neutre	828 000	720 000
				à définir	4 400 000	520 000
Total investissement		7 228 000	2 240 000		7 228 000	2 240 000

FONCTIONNEMENT		BP 2021			AE	CP
		AE	CP			
P310O001	Montagne	1 721 655	1 797 655	Favorable	105 400	107 700
				Neutre	1 521 255	1 583 455
				Défavorable	95 000	106 500
P311O002	Aménagement rural	830 000	515 645	Favorable	66 000	42 000
				Neutre	764 000	473 645
Total fonctionnement		2 551 655	2 313 300		2 551 655	2 313 300
Total C17		9 779 655	4 553 300		9 779 655	4 553 300

NB : la part importante de dépenses « à définir » dans cette commission s'explique par la mise en place courant 2021 du **dispositif régional de portage foncier agricole**, en lien avec la stratégie Agriculture durable, le Plan Alimentation et le Food New Deal, dont l'impact sur la stratégie Climat devra être analysé courant 2021. Ce dispositif permettra de soutenir l'installation des agriculteurs sur le territoire en leur facilitant l'accès à la terre. L'enjeu Climat de ce dispositif est l'équilibre entre terres agricoles éventuellement nouvelles et zones boisées, au regard de la forte séquestration de CO2 que ces dernières génèrent.

## **Méthodologie (dépenses très favorables, favorables ou défavorables)**

### **Investissement**

#### - Très favorable :

- Une partie du **Plan Montagnes d'Occitanie Terres de Vie 2018-2025** : ce dispositif prévoit un soutien pour les projets d'initiatives locales favorisant les solutions "sur mesure" expérimentales et innovantes, en particulier dans le cadre du **Budget participatif citoyen** (3ème session prévue en 2021). Si les projets financés sont globalement neutre au regard de la stratégie Climat, certains peuvent être considérés comme très favorables : c'est le cas de 5 des 17 dossiers lauréats du Budget participatif 2020 (exemples : **recyclage de vélos** par une entreprise ESS en Lozère, équipements pour de l'éco-construction dans les Hautes-Pyrénées, **développement d'une châtaignerie** en Ariège...). Sur la base des dossiers votés en 2020, 29% de l'enveloppe prévisionnelle peut être considérée comme très favorable → **580 k€ en AP et 290 k€ en CP**

### **Fonctionnement**

#### - Favorable :

- **L'ADEFPAT** a la responsabilité d'accompagner les porteurs de projet en milieu rural (ingénierie). Une partie - valorisée à 10% du montant de la subvention régionale en 2020 - est susceptible de concerner les projets locaux de rénovation énergétique, portés notamment par les PNR et les projets citoyens → **54 k€ en AE et 50 k€ en CP**
- Projets agri-ruraux : le cofinancement régional pour **l'animation des GAL sur les programmes LEADER** peut être valorisé à hauteur de 10% car certains projets peuvent concerner la stratégie Climat (exemple en 2020 : projet "trions nos énergies" sur la réduction des déchets, porté par le GAL Terres de Vie en Lozère) → **12 k€ en AE/CP**
- **L'Agence des Pyrénées** est le regroupement de trois structures, dont l'ADEFPO qui a la responsabilité d'accompagner les porteurs de projets économiques structurants en milieu rural (formation et développement). Une partie - valorisée à 10% du montant de la part de la subvention régionale qui correspond aux missions de cette ancienne structure - est susceptible de concerner les **projets locaux de rénovation énergétique** → **40 k€ en AE et 46 k€ en CP**
- **Foncier agricole** : si le partenariat avec la **SAFER** et **Terre de Liens Occitanie** concerne en priorité le développement d'activités agricoles durables favorisant le renouvellement des générations (enjeu social), et la reconquête des espaces agricoles sous-valorisés (sans diminution des surfaces boisées anciennes), la stratégie REPOS pour le Climat est également concernée au travers du Plan Alimentation (développement de circuits courts plus économes en déplacements carbonés) et la restructuration foncière forestière (exemple : rénovation de la châtaigneraie cévenole) et de coopération avec l'opérateur ERC régional. Ces partenariats peuvent être valorisés à hauteur de 30% de l'enveloppe prévisionnelle → **66 k€ en AE et 42 k€ en CP**

- Défavorable :

- **L'ADEFPAT** a la responsabilité d'accompagner les porteurs de projet en milieu rural (ingénierie). Comme pour l'ensemble des structures soutenues par la Région en subvention de fonctionnement général, 2% des charges de structures de l'ADEFPAT sont estimées correspondre à des dépenses défavorables (carburants, certains fluides, frais de déplacements carbonés) → **10 k€ en AE et 8 k€ en CP**
- **L'Agence des Pyrénées** est le regroupement de trois structures, dont la Confédération Pyrénéenne du Tourisme chargée de la **promotion des stations pyrénéennes**, dont le ski en hiver, activité à fort potentiel énergivore : 50% du montant de la part de la subvention régionale qui correspond aux missions de cette ancienne structure et donc considérée comme défavorable. D'autre part, comme pour l'ensemble des structures soutenues par la Région en subvention de fonctionnement général, 2% des charges de structures de l'Agence des Pyrénées sont estimées correspondre à des dépenses défavorables (carburants, certains fluides, frais de déplacements carbonés) → **85 k€ en AE et 98 k€ en CP**



## Budget Vert 2021 de la Commission Sports (Commission 18)

Montants inscrits au BP 2021 :

- AP/AE : 48,764 M€
- CP : 29,128 M€

Périmètre Budget Vert (hors fonds européens et mesures crise sanitaire) :

- AP/AE : 48,264 M€ (99%)
- CP : 28,528 M€ (98%)

Commission 18	AP / AE	CP	% AP AE	% CP
Très favorable	1 400 000	1 227 000	2,9%	4,3%
Favorable	2 708 900	862 000	5,6%	3,0%
Neutre	40 980 050	25 125 030	84,9%	88,1%
Défavorable	3 174 700	1 314 000	6,6%	4,6%
à définir				
<b>TOTAL</b>	<b>48 263 650</b>	<b>28 528 030</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

INVESTISSEMENT		BP 2021				
		AP	CP		AP	CP
P420	Sport	35 573 000	17 683 000	Très favorable	1 400 000	1 195 000
				Favorable	2 135 000	475 000
				Neutre	29 246 000	14 962 000
				Défavorable	2 792 000	1 051 000
Total investissement		35 573 000	17 683 000		35 573 000	17 683 000

FONCTIONNEMENT		BP 2021				
		AE	CP		AE	CP
P420	Sport	12 690 650	10 845 030	Très favorable		32 000
				Favorable	573 900	387 000
				Neutre	11 734 050	10 163 030
				Défavorable	382 700	263 000
Total fonctionnement		12 690 650	10 845 030		12 690 650	10 845 030
Total C18		48 263 650	28 528 030		48 263 650	28 528 030

### Méthodologie (dépenses très favorables, favorables ou défavorables)

#### Investissement

- Très favorable :

- Une partie du soutien régional à la construction et la **rénovation des équipements sportifs** : les opérations de **restructuration générale** sont considérées comme très favorables pour 15% de leur montant (soit la part estimée de l'amélioration thermique engendrée par cette restructuration), et celles qui concernent plus spécifiquement la

**rénovation énergétique** sont considérées comme très favorables pour 100% de leur montant. L'ensemble des dossiers votés au titre de la restructuration générale ou la rénovation énergétique d'équipements couverts (gymnases, piscines...) représentait 30% des dossiers votés en 2019 et 2020 → **1,4 M€ en AP et 0,595 M€ en CP**

- Une partie des investissements réalisés en maîtrise d'ouvrage régionale dans les CREPS, en fonction de l'analyse de chaque dossier : ainsi, trois opérations en cours de travaux (**gymnase du lycée R. Naves à Toulouse ; restructuration de la résidence du CREPS de Toulouse ; restructuration du bâtiment hébergement du CREPS de Montpellier**) sont considérées comme très favorable pour 15% de leur coût total → **0,6 M€ en CP**

- Favorable :

- Une partie du soutien régional à la construction et la **rénovation des équipements sportifs** : les opérations de construction de « **city stades** » (4% des dossiers votés en 2019 et 2020) liés à la pratique du cyclisme (BMX, pumptrack...) sont considérées comme favorable, par nature car elles favorisent notamment chez les jeunes l'usage et l'apprentissage d'un mode déplacement décarboné → **0,8 M€ en AP et 340 k€ en CP**
- Une partie des investissements réalisés en maîtrise d'ouvrage régionale dans les CREPS, en fonction de l'analyse de chaque dossier : ainsi, la tranche 3 du **CPHP (Centre de Préparation à la haute Performance) de Font-Romeu** dont le vote est prévue en AP en 2021 mais qui correspond à un équipement programmé depuis 2019 correspond à un bâtiment dont les performances énergétiques sont très supérieures à la réglementation thermique (RT2012) en vigueur en 2019, ce qui permet de considérer comme favorable 10% du coût total de la construction. Ce prorata de 10% est estimé correspondre au « surcoût climatique » d'une construction, dont la performance énergétique élevée est la contrepartie nécessaire aux effets négatifs environnementaux d'une construction neuve (artificialisation des sols, biodiversité...) → **1,150 M€ en AP**
- **L'acquisition de matériel sportif** est globalement neutre pour la plupart des ligues et clubs sportifs (notamment dans le champ des sports collectifs), mais il est considéré comme favorable par nature l'acquisition de matériel (hors minibus) pour les ligues (10% de l'enveloppe 2020) et clubs (7% de l'enveloppe 2020) dans les **disciplines favorisant le développement des modes de déplacement "doux"** (randonnée, cyclisme, roller, course d'orientation, triathlon...) → **185 k€ en AP et 135 k€ en CP**

- Défavorable :

- Une partie du soutien régional à la construction et la **rénovation des équipements sportifs** : les opérations de remplacement de pelouses naturelles par des **terrains synthétiques** (2% des dossiers votés en 2019 et 2020) ainsi que la construction d'équipements sportifs nouveaux (à l'exclusion des équipements déjà existants ou reconstruits) à **forte consommation d'énergie** (piscines, patinoires.. soit 7% des dossiers votés en 2019 et 2020) sont considérés défavorables par nature → **1,8 M€ en AP et 0,765 M€ en CP**
- Une partie des investissements réalisés en maîtrise d'ouvrage régionale dans les CREPS, en fonction de l'analyse de chaque dossier : **patinoire de Font-Romeu** → **0,6 M€ en AP**

- **L'acquisition de matériel sportif** est globalement neutre pour la plupart des ligues et clubs sportifs (notamment dans le champ des sports collectifs), mais elle est considérée comme défavorable, d'une part pour l'acquisition de matériel roulant thermique (minibus) quelques soient les ligues et les clubs (13% de l'enveloppe 2020), et d'autre part pour l'acquisition de matériel pour les ligues (11% de l'enveloppe 2020) et clubs (5% de l'enveloppe 2020 €) dans les **disciplines motorisées s'appuyant sur l'énergie fossile** (motocyclisme, sport auto...) ou fortement consommatrices (ski, parachutisme...) → **392 k€ en AP et 286 k€ en CP**

### Fonctionnement

- Très favorable : **l'entretien de la Maison Régionale des Sports de Montpellier** en régie régionale dès lors que 75% de la consommation d'électricité est couverte par un contrat vert « origine renouvelable » → **32 k€ en CP**
- Favorable :
  - Les subventions aux **ligues et comités régionaux** sportifs sont globalement neutres (notamment pour les sports collectifs), mais elles sont considérées comme favorables pour les ligues (8% de l'enveloppe 2020) dans les **disciplines favorisant le développement des modes de déplacement "doux"** (randonnée, cyclisme, roller, course d'orientation, triathlon...) → **115 k€ en AE et 120 k€ en CP**
  - Les subventions régionales pour les **manifestations sportives** organisées sur le territoire régional sont globalement neutres (notamment s'agissant des sports collectifs), mais elles sont considérées comme favorables dans les **disciplines favorisant le développement des modes de déplacement "doux"** (randonnée, cyclisme, roller, course d'orientation, triathlon...), à l'exception des manifestations à rayonnement national susceptibles de générer d'importants déplacements carbonés (ex : étapes du Tour de France), soit 17% des dossiers votés en 2020 → **459 k€ en AE et 267 k€ en CP**
- Défavorable :
  - Les subventions aux **ligues et comités régionaux** sportifs sont globalement neutres (notamment pour les sports collectifs), mais elles sont considérées comme favorables pour les ligues (6% de l'enveloppe 2020) dans les **disciplines motorisées s'appuyant sur l'énergie fossile** (motocyclisme, sport auto...) ou fortement consommatrices (ski, parachutisme...) → **86 k€ en AE et 90 k€ en CP**
  - Les subventions régionales pour les **manifestations sportives** organisées sur le territoire régional sont globalement neutres (notamment s'agissant des sports collectifs), mais elles sont considérées comme favorables dans les **disciplines motorisées s'appuyant sur l'énergie fossile** (motocyclisme, sport auto...) ou fortement consommatrices (ski, parachutisme...), soit 11% des dossiers votés en 2020 → **297 k€ en AE et 173 k€ en CP**

## Budget Vert 2021 de la Commission Méditerranée (Commission 19)

Montants inscrits au BP 2021 :

- AP/AE : 46,140 M€
- CP : 131,428 M€

Périmètre Budget Vert (hors fonds européens et mesures crise sanitaire) :

- AP/AE : 42,540 M€ (92%)
- CP : 130,828 M€ (99%)

Commission 19	AP AE	CP	% APAE	% CP
Très favorable	2 324 000	11 105 000	5,5%	8,5%
Favorable	6 849 800	39 696 800	16,1%	30,3%
Neutre	31 139 200	66 164 304	73,2%	50,6%
Défavorable	2 227 200	13 862 200	5,2%	10,6%
à définir			0,0%	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>42 540 200</b>	<b>130 828 304</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

INVESTISSEMENT		BP 2021				
		AP	CP		AP	CP
P241	Economie du littoral	2 300 000	1 300 000	Très favorable	224 000	280 000
				Favorable	420 000	210 000
				Neutre	1 640 000	790 000
				Défavorable	16 000	20 000
P242	Grandes infrastructures, ports et canaux	29 853 000	121 309 320	Très favorable	1 700 000	10 027 000
				Favorable	3 400 000	37 567 000
				Neutre	22 703 000	60 034 320
				Défavorable	2 050 000	13 681 000
P244	Aménagement du littoral	8 000 000	5 000 000	Très favorable	400 000	250 000
				Favorable	2 960 000	1 850 000
				Neutre	4 640 000	2 900 000
Total investissement		40 153 000	127 609 320		40 153 000	127 609 320
FONCTIONNEMENT		BP 2021				
		AE	CP		AE	CP
P241	Economie du littoral	1 403 100	1 345 684	Favorable	10 000	10 000
				Neutre	1 393 100	1 335 684
P242	Grandes infrastructures, ports et canaux	984 100	1 873 300	Très favorable		548 000
				Favorable	59 800	59 800
				Neutre	763 100	1 104 300
				Défavorable	161 200	161 200
Total fonctionnement		2 387 200	3 218 984		2 387 200	3 218 984
Total C19		42 540 200	130 828 304		42 540 200	130 828 304

## **Méthodologie (dépenses très favorables, favorables ou défavorables)**

### **Investissement**

#### **- Très favorable :**

- Le dispositif "**Plan Littoral 21**" en faveur des entreprises met en oeuvre un soutien régional renforcé pour les **projets innovants**, qui concernent notamment l'efficacité énergétique au travers de l'**AAP "Avenir Littoral 2020"**. Ainsi, 28% des dossiers votés en 2019 et 2020 concourent directement à la réduction des GES, tels que le **projet de barge multiservices à hydrogène du port de Sète**, la réalisation de foils pour les catamarans de pêche, l'acquisition d'un bateau de plongée à moteur électrique, ou encore le projet TEEF favorisant le déploiement des éoliennes en mer tout en protégeant les oiseaux marins → **224 k€ en AP et 280 k€ en CP**
- **Investissements dans les ports régionaux de Sète, Port-la-Nouvelle et Le Grau-du-Roi** : le projet **HydroMer**, acquisition de la première drague mondiale à propulsion mixte et hydrogène vert, est un projet emblématique de la stratégie Climat de la Région → **6 M€ en CP**
- Le **développement de l'intermodalité portuaire, ferroviaire et fluviale** (Canal du Rhône à Sète) est au cœur de la stratégie régionale pour la transition énergétique dans les ports régionaux : les travaux ferroviaires sur les ports de Sète et de Port-la-Nouvelle, ainsi que sur la ligne de fret ferroviaire Colombiers-Maureilhan, sont donc considérés comme très favorables → **1,7 M€ en AP et 4,027 M€ en CP**
- Une partie des **dossiers d'aménagement du littoral** peut être considérée comme très favorable, dans le cadre du dispositif "**Plan Littoral 21**" en faveur des **communes** mis en oeuvre depuis la CP du 19 avril 2019, et qui renforce les mesures d'éco-conditionnalité des aides régionales pour la modernisation et le développement équilibré des stations littorales et des ports de plaisance, ainsi que pour l'environnement maritime. Sur la base des dossiers votés en 2019 et 2020, 5% de l'enveloppe prévisionnelle concerne en effet des dossiers portant exclusivement sur l'aménagement de **voies vertes et modes de déplacement doux** (exemple en 2020 : création d'une liaison douce entre La Grande Motte et Sète), **l'acquisition de véhicules électriques** (exemple en 2020 : vélos électriques pour les usagers du port et véhicules électriques pour les services portuaires Gruissan) ou de **navires à hydrogène** (exemple en 2020 : étude pour l'acquisition d'un bateau navette / pêche à l'hydrogène Le Grau du Roi) → **400 k€ en AP et 250 k€ en CP**

#### **- Favorable :**

- Le dispositif "**Plan Littoral 21**" en faveur des entreprises met en oeuvre un soutien régional renforcé pour les **projets innovants**, qui concerne notamment l'efficacité énergétique au travers de l'**AAP "Avenir Littoral 2020"**. Ainsi, 15% des dossiers votés en 2019 et 2020 participent de manière favorable à l'écosystème de la transition énergétique, tels les dossiers en lien avec le déploiement des matériaux issus de l'économie circulaire (cf. projets P2A et Biomat en 2020 sur les matériaux biosourcés dans les navires) ou encore l'acquisition de bateaux à voile, → **120 k€ en AP et 150 k€ en CP**

- Le premier **Budget participatif Mer et Littoral** voté en 2021, sur la base d'un appel à projets lancé en 2020 et en cours d'analyse, concernera pour une part significative (20%) des dossiers en lien avec la transition énergétique et l'économie circulaire (déchets) → **300 k€ en AP et 60 k€ en CP**
  
- **Investissements dans les ports régionaux de Sète, Port-la-Nouvelle et Le Grau-du-Roi** : l'évaluation au regard du Climat des dépenses est effectuée en fonction de la nature et de la finalité des investissements prévus en AP et en CP sur les ports régionaux en 2021. En particulier, **l'extension du port de Port-la-Nouvelle est considérée comme favorable pour 38% du coût des travaux** dès lors que ces travaux sont nécessaires pour l'installation de la filière "éolien flottant", destinée à faire de Port-la-Nouvelle le port de la transition énergétique. Ce ratio de 38% correspond au **CA prévisionnel du port en 2026**, à la fin des travaux, compte tenu de la montée en charge du chiffre d'affaire lié à l'éolien flottant et la baisse corrélative de celui des hydrocarbures, qui représente 66% du CA du port de commerce en 2019. S'agissant des autres investissements, **les investissements de maintenance courante sont considérés comme favorables pour la part du trafic actuel des deux ports** (chiffres d'affaire 2019) **jugée positive pour le Climat** : biocarburants et trafic passager pour le Maroc à Sète (11% du CA total du port), biocarburants à Port-la-Nouvelle (2% du CA total du Port). La poursuite des études relatives à la **Gare Maritime de Sète** en lien avec le trafic passager Maroc est également considérée comme favorable, car les trafics alternatifs - avion ou véhicules motorisés via l'Espagne - sont plus polluants en terme de CO2 par passager/km → **3,4 M€ en AP et 34,451 M€ en CP**
  
- La première tranche de **capitalisation de la SEMOP Port-la-Nouvelle**, qui assurera la mission d'investir et d'exploiter le port de commerce (hors activités pêche et plaisance, faisant l'objet d'une DSP spécifique), peut également être considérée comme favorable à 38%, soit la part du chiffre d'affaire prévisionnel du port de commerce en 2026 (suite à la réalisation des investissements en cours) qui correspondra à **l'activité éolien flottant** (34% du CA prévisionnel) et le **trafic biocarburants** (4% du CA prévisionnel). Il est à noter que les recettes liées aux activités domaniales (26% du CA prévisionnel) seront liées à l'activité éolien flottant, et pourront être valorisées ultérieurement → **3,116 M€ en CP**
  
- Une partie des **dossiers d'aménagement du littoral** peut être considérée comme favorable, dans le cadre du dispositif "**Plan Littoral 21**" **en faveur des communes** mis en oeuvre depuis la CP du 19 avril 2019, et qui renforce les mesures d'éco-conditionnalité des aides régionales pour la modernisation et le développement équilibré des stations littorales et des ports de plaisance, ainsi que pour l'environnement maritime. Sur la base des dossiers votés en 2019 et 2020, 37% de l'enveloppe prévisionnelle concerne en effet des dossiers portant une part significative réservée aux aménagements doux et/ou à la végétalisation et arborisation des espaces publics (exemples en 2020 : végétalisation Leucate, aménagements Fleury d'Aude), le développement de la plaisance à voile (exemple en 2020 : renouvellement matériel Ligue régionale de Voile), ou encore le recyclage des bois flottés suite aux tempêtes (exemple 2020 : 1ère mise en oeuvre suite tempête Gloria dans les Pyrénées-Orientales). Les autres dossiers d'aménagements de stations littorales et de ports de plaisance (qui intègrent néanmoins des exigences renforcées d'éco-conditionnalité : label BEPOS pour les constructions ou Effinergie pour les rénovations, gestion raisonnée des déchets et des fluides dans les ports, label "Port

Propre"...)) et les actions liées à la protection du littoral sont considérées comme neutres  
→ **2,960 M€ en AP et 1,850 M€ en CP**

- Défavorable :

- Si le dispositif « Plan Littoral 21 » en faveur des entreprises est globalement favorable pour le Climat, un nombre limité de dossiers (2% en 2019 et 2020) concernant l'acquisition de véhicules frigorifiques thermiques → **16 k€ en AP et 20 k€ en CP**
- **Investissements dans les ports régionaux de Sète, Port-la-Nouvelle et Le Grau-du-Roi** : si, l'**extension du port de Port-la-Nouvelle** est considérée comme favorable pour 38% du coût des travaux, elle est également considérée comme **défavorable pour 11%** des travaux, soit la part du **CA prévisionnel du port en 2026**, liée au trafic hydrocarbures, même si celle-ci diminuent progressivement. S'agissant des autres investissements, **les investissements de maintenance courante sont considérés comme défavorables pour la part du trafic actuel des deux ports** (chiffres d'affaire 2019) **jugée négative pour le Climat** : hydrocarbures et trafic croisières pour Sète (23%) ; hydrocarbures pour Port-la-Nouvelle (32%) → **2,050 M€ en AP et 12,779 M€ en CP**
- Si elle est considérée comme favorable à 38% compte tenu de la montée en charge de l'activité éolien flottant, la première tranche de **capitalisation de la SEMOP Port-la-Nouvelle**, qui assurera la mission d'investir et d'exploiter le port de commerce (hors activités pêche et plaisance, faisant l'objet d'une DSP spécifique), peut également être considérée comme défavorable à 11%, soit la part du chiffre d'affaire prévisionnel du port de commerce en 2026 (suite à la réalisation des investissements en cours) qui correspondra encore au trafic hydrocarbures → **902 k€ en CP**

Fonctionnement

- Très favorable :

- Le **développement de l'intermodalité portuaire, ferroviaire et fluviale** (Canal du Rhône à Sète) est au cœur de la stratégie régionale pour la transition énergétique dans les ports régionaux : l'entretien des voies ferroviaires sur les ports de Sète et de Port-la-Nouvelle, ainsi que sur la ligne de fret ferroviaire Colombiers-Maureilhan, est donc considéré comme très favorable → **450 k€ en CP**
- **L'entretien des bâtiments des ports régionaux** en régie régionale est considéré comme très favorable pour la part (75%) de la consommation d'électricité couverte par un contrat vert « origine renouvelable » → **98 k€ en CP**

- Favorable :

- Le premier **Budget participatif Mer et Littoral** voté en 2021, sur la base d'un appel à projets lancé en 2020 et en cours d'analyse, concernera pour une part significative (20%) des dossiers en lien avec la transition énergétique et l'économie circulaire (déchets) → **10 k€ en AE/CP**

- **Entretien des ports régionaux de Sète, Port-la-Nouvelle et Le Grau-du-Roi** : comme pour les investissements courants, l'évaluation au regard du Climat des dépenses est effectuée en fonction de la nature du trafic actuel sur ces ports. Ainsi, les dépenses sont considérées comme favorables pour le trafic biocarburants et trafic passager pour le Maroc à Sète (11% du CA total du port), et le trafic biocarburants à Port-la-Nouvelle (2% du CA total du Port) → **60 k€ en AE/CP**

- Défavorable :

- **Entretien des ports régionaux de Sète, Port-la-Nouvelle et Le Grau-du-Roi** : comme pour les investissements courants, l'évaluation au regard du Climat des dépenses est effectuée en fonction de la nature du trafic actuel sur ces ports. Ainsi, les dépenses sont considérées comme défavorables pour le trafic hydrocarbures et trafic croisières à Sète (23%), et le trafic hydrocarbures à Port-la-Nouvelle (32%) → **161 k€ en AE/CP**



**Budget Vert 2021 de la Commission Prévention des Risques, Eau  
(Commission 20)**

NB : La gestion durable de la ressource en eau revêt une importance toute particulière dans une région marquée par des épisodes de sécheresse récurrents et un fort accroissement démographique. La politique régionale vise à promouvoir les économies d'eau, la protection, la mise en valeur des milieux aquatiques, la préservation de la qualité de l'eau et la mobilisation de nouvelles ressources, en particulier via la gestion et le développement du réseau hydraulique régional. La prévention des risques naturels est également la condition d'un aménagement durable du territoire régional, concerné de manière généralisée par le risque d'inondations et de submersion marine.

**La prévention des risques naturels et la gestion durable de la ressource en eau correspondent toutefois à une situation rendue nécessaire par le changement climatique, davantage qu'à des mesures, en tant que telles, d'atténuation du changement climatique. Les crédits votés dans le cadre de cette Commission s'inscrivent donc en parfaite cohérence avec la stratégie Climat, mais sont pour l'essentiel neutres en terme d'empreinte carbone.**

Montants inscrits au BP 2021 :

- AP/AE : 43,9 M€
- CP : 50,543 M€

Périmètre Budget Vert (hors fonds européens et mesures crise sanitaire) :

- AP/AE : 29,1 M€ (66%)
- CP : 35,180 M€ (70%)

<b>Commission 20</b>	<b>AP AE</b>	<b>CP</b>	<b>% AP AE</b>	<b>% CP</b>
<b>Très favorable</b>	2 625 000	1 087 500	9,0%	3,1%
<b>Favorable</b>	70 000	70 000	0,2%	0,2%
<b>Neutre</b>	26 401 000	34 018 500	90,7%	96,7%
<b>Défavorable</b>	4 000	4 000	0,01%	0,01%
<b>à définir</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>29 100 000</b>	<b>35 180 000</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>

INVESTISSEMENT		BP 2021				
		AP	CP		AP	CP
P350O002	Plan d'intervention régional pour l'eau	21 000 000	27 900 000	Très favorable	2 400 000	900 000
				Neutre	18 600 000	27 000 000
P352O001	Eau agricole	6 500 000	6 000 000	Neutre	6 500 000	6 000 000
Total investissement		27 500 000	33 900 000		27 500 000	33 900 000

FONCTIONNEMENT		BP 2021				
		AE	CP		AE	CP
P350O001	Plan d'intervention régional pour l'eau	1 500 000	1 250 000	Très favorable	225 000	187 500
				Favorable	70 000	70 000
				Neutre	1 201 000	988 500
				Défavorable	4 000	4 000
P352O001	Gestion intégrée de l'eau	100 000	30 000	Neutre	100 000	30 000
Total fonctionnement		1 600 000	1 280 000		1 600 000	1 280 000
Total C20		29 100 000	35 180 000		29 100 000	35 180 000

### Méthodologie (dépenses très favorables, favorables ou défavorables)

#### Investissement

##### - Très favorable :

- Une partie du dispositif régional de **restauration des cours d'eau** et de mise en valeur des milieux aquatiques : la plupart des dossiers financés dans le cadre de ce dispositif comportent des mesures très favorables pour le Climat, valorisées à hauteur de 60% de l'enveloppe globale, dès lors qu'ils comportent des mesures de **restauration et d'extension (plantations, lutte contre les espèces invasives) de la ripisylve**. En effet, l'arbre est un "puits de séquestration" majeur du carbone (6 kg de carbone par m2). Au sein de ces dossiers, les mesures relatives à la restauration des prairies (jardins et pelouses : séquestration de moins de 1 kg par m2), les travaux de confortement des berges, ou encore l'amélioration de l'écoulement des eaux sont considérées comme neutres → **2,4 M€ en AP et 0,9 M€ en CP**

Les autres dispositifs ont un impact neutre en termes d'atténuation du changement climatique, mais constituent des réponses régionales essentielles pour l'adaptation au changement climatique :

- **Mobilisation raisonnée de la ressource en eau** : le Plan d'intervention régional pour l'Eau voté lors de l'AP du 22 juin 2018 concerne des infrastructures et des actions favorisant les économies et la préservation de l'eau, ainsi (sous certaines conditions) que la mobilisation de ressources nouvelles. Le principal levier de ce dispositif est le Réseau Hydraulique Régional (RHR) concédé à BRL, au travers notamment du projet Aquadomia. **La Région et BRL ont signé en 2019 (CP du 21 février 2019) une charte pour une gestion durable de l'eau sur le RHR, dont un volet concerne la transition énergétique** (amélioration du modèle énergétique de la concession + systématisation de la démarche ERC au coeur de la conception des projets).
- **Risques d'inondations** : le dispositif pour la prévention et la réduction des risques d'inondation voté lors de l'AP du 22 juin 2018 concerne des aménagements (barrages écrêteurs, digues,

protection de berges...) pour lesquels la Région veille à ce qu'ils soient compatibles avec les objectifs de préservation et de restauration des milieux aquatiques.

- **Fonds de solidarité Catastrophes naturelles** : ce fonds de solidarité concerne pour l'essentiel la réparation des voiries des communes endommagées par les catastrophes naturelles (en particulier les inondations). Dès que cette réparation à l'identique ne modifie pas la part relative des différents modes de déplacement (voiture, vélo, piétons), cette dépense est considérée comme neutre.
- **Eau agricole** : les interventions de la Région relatives aux réseaux d'irrigation agricole sont principalement adossées à deux mesures des PDR, la mesure TO432 (économies d'eau des réseaux existants) et la mesure TO433 (extension et création de réseaux, stockage) relevant de la gestion durable de la ressource en eau, mais sans impact direct sur la transition énergétique.

### Fonctionnement

L'ensemble des dossiers de fonctionnement de cette commission correspondent au programme « Gestion intégrée de l'eau », avec un impact variable sur le Climat en fonction de la nature de ces dossiers :

- Très favorable : les dossiers relatifs aux CATEZH, aux contrats de rivière et de bassins versants ainsi qu'aux SAGE correspondent à 30% de l'enveloppe globale (sur la base des dossiers votés en 2019 et 2020) et concernent pour partie des **actions d'animation des zones humides** (restauration et extension de la ripisylve). Ils sont donc valorisés comme très favorables à hauteur de 50% du montant des subventions régionales → **225 k€ en AE et 188 k€ en CP**
- Favorable : la dotation statutaire relative au **budget annexe du SMEAG** est affectée au soutien d'étiage de la Garonne, avec l'objectif que l'eau ainsi apportée bénéficie en partie aux milieux humides. Elle est donc valorisée à hauteur de 50% de son montant → **70 k€ en AE/CP**
- Défavorable : comme l'ensemble des structures dont la Région finance les charges de structure (dotations statutaires), **une partie des dépenses du SMEAG** (sur la base du montant de la dotation statutaire votée en 2020) peut être considérée comme défavorable (carburants, achat de gaz naturel fossile, frais de déplacement carbonés...), soit 2% → **4 k€ en AE/CP**